



BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

RAPPORT Annuel

| 2019

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

CONSEIL D'ADMINISTRATION

JEAN BADEN DUBOIS

Gouverneur

GEORGES HENRY

Gouverneur-Adjoint

RONALD GABRIEL

Directeur Général

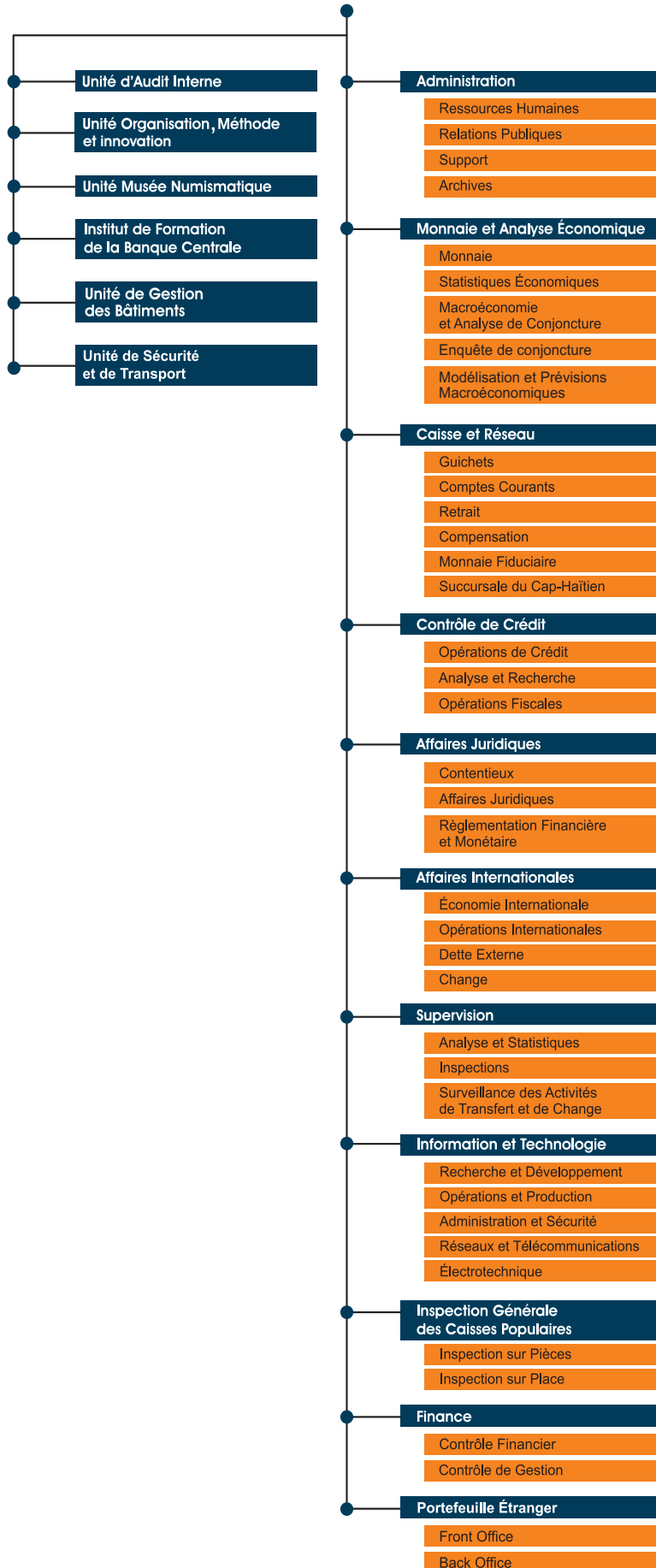
MYRTHO RENÉ

Membre

EDGARD JEUDY

Membre

Conseil d'Administration



ORGANIGRAMME

TABLE DES MATIÈRES

AVANT PROPOS DU GOUVERNEUR.....	13
--	-----------

A- L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN 2019

I	SECTEUR RÉEL EN 2019	17
I.1	Valeur ajoutée par secteur d'activité	18
I.2	Évolution des prix en 2019	19
I.3	Situation de l'emploi et des salaires Haïti en 2019	22
II	MONNAIE ET FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE	23
II.1	Politique monétaire en 2019	23
II.1.1	Instruments de la politique monétaire	24
II.1.1.1	Bons BRH	24
II.1.1.2	Taux de réserves obligatoires	25
II.1.1.3	Interventions de la BRH sur le marché des changes	26
II.1.2	Résultats	27
II.1.2.1	Résultats intermédiaires	27
II.1.2.2	Résultats finals	27
II.1.2.2.1	Rémunération des dépôts et des prêts sur les opérations en gourdes	28
II.1.2.2.2	Rémunération des dépôts et des prêts sur les opérations en devises	28
II.1.3.1	Contreparties de M3 et financement de l'économie	29
III	FINANCES PUBLIQUES EN 2019.....	30
III.1	Recettes.....	31
III.1.1	Recettes Internes	32
III.1.2	Recettes Douanières	32
III.1.3	Autres recettes	32
III.1.3	Performance Institutionnelle	32
III.2.1	Dépenses Courantes	33
III.2.2	Dépenses d'investissement	33
III.3	Financement de l'Administration Centrale	34
III.4	Évaluation du programme financier	34
IV	BALANCE DES PAIEMENTS EN 2019	35
IV.1	Le compte courant	35
IV.1.2	Les exportations de biens.....	36
IV.2	Solde des revenus	37
IV.3	Solde des transferts courants	37
IV.4	Compte de capital.....	37
IV.4.1	Compte des opérations financières	37
IV.4.2	Financement de la balance des paiements	38
V	DETTE PUBLIQUE EXTERNE.....	38
V.1.1	Créances bilatérales	39
V.1.2	Créances multilatérales	39
V.1.3	Structure de l'encours de la dette publique externe par types de devises	39
V.1.4	Répartition de l'encours de la dette par secteur économique.....	39
V.2	Décaissements, Service de la Dette et Arriérés de Paiement	40
V.3	Allègement de dette reçu au cours de l'exercice fiscal 2018-2019.....	41
VI	ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE NOMINAL	41
VI.1	Facteurs explicatifs de la progression du taux de change en 2019.....	42
VI.1.1	Décisions de Politique Monétaire	43
VI.2	Évolution des spreads bancaire et informel.....	43

B- LE SYSTÈME BANCAIRE EN 2019 : VUE D'ENSEMBLE

VII	ÉVOLUTION DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2019.....	44
VII.1	Système bancaire : Établissements, Environnement concurrentiel et Taux de bancarisation	45
VII.2	Structure du système bancaire	47
VII.3	Distribution du crédit	49
VII.4	Parts de marché individuelles dans le système bancaire haïtien	50
VIII	Activités et résultats du système bancaire en 2019.....	51
VIII.1	Activités bancaires.....	51
VIII.1.1	Opérations avec la clientèle.....	54
VIII.1.2	Emplois du système et Évolution des actifs productifs	55
VIII.2	Structure financière et Qualité de l'Actif.....	56
VIII.2.1	Assise Financière et fonds propres.....	56
VIII.2.2	Qualité de l'actif	57
VIII.3	Résultats des activités bancaires	59
VIII.3.1	Revenus nets d'intérêt	60
VIII.3.2	Autres revenus.....	60
VIII.4	Produit net bancaire et provisions pour créances douteuses	60
VIII.4.1	Dépenses d'exploitation.....	61
VIII.4.2	Taux de rémunération moyenne des dépôts et de rendement moyen des prêts.....	61
VIII.5	Effectif des Banques et productivité	62
IX	Activités de surveillance des Banques, des Maisons de transferts et des Agents de change...63	63
IX.1	Mission de surveillance.....	63
IX.2	Autres	63
IX.3	Faits marquants du système bancaire au cours de l'exercice 2019	64
X	COOPÉRATIVES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT : VUE D'ENSEMBLE	64
X.1	Évolution du secteur des CEC en 2019.....	64
X.2	Structure du secteur des coopératives d'épargne et de crédit	65
X.3	Environnement concurrentiel	66
X.4	Poids des différents départements du pays dans le secteur des CEC.....	67
IX.5	Brève analyse des données bilantielles du secteur en 2019.....	70
X.6	Activités de surveillance des Coopératives d'épargne et de crédit (CEC).....	72

C- LA BRH EN 2019

XI	Gestion des avoirs extérieurs de la BRH.....	72
XI.1	Composition des avoirs extérieurs.....	72
XI.2	Rendement du portefeuille.....	73
XI.3	Rendement des fonds placés sur le marché du loyer au jour le jour (Repos).....	73
XII	MONNAIE FIDUCIAIRE ET MONNAIE SCRIPTURALE.....	73
XII.1	Billets et monnaie divisionnaire	73
XII.1.1	Émission, destruction et remplacement de la monnaie	73
XII.1.2	Circulation fiduciaire au sens large.....	74
XII.1.3	Composition de l'encours	75
XII.1.4	Billets contrefaits retenus aux guichets de la BRH	75
XII.2	Chèques traités en gourdes.....	76
XII.3	Chèques traités en dollars ÉU	74
XII.4	Dépôts et tirages des banques commerciales	78
XII.5	Tirages des banques commerciales à la BRH	78
XII.6	Services à l'État.....	79
XII.6.1	Caissier de l'État.....	79
XII.7	Impressions de chèques.....	80
XII.8	Certification des chèques	81
XII.9	Chèques tirés sur les comptes courants payés aux guichets de la BRH.....	81
XII.10	Système de paiement interbancaire haïtien (SPIH) virements en gourdes	82
XII.10.2	Virements en dollar ÉU	82
XII.10.3	Revenu généré par le spih pour la BRH	83
XII.11	Règlement des cartes de crédit.....	83

D- ETATS FINANCIERS & ANNEXE JURIDIQUE

ÉTATS FINANCIERS	87
LISTE DES CIRCULAIRES	88
ANNEXE JURIDIQUE	139

E- ANNEXE STATISTIQUE

I.1	Produit intérieur brut par branche d'activité économique	148
I.1a	Contribution à la valeur ajoutée du PIB réel (en pourcentage).....	149
I.1b	Taux de croissance du PIB réel (en pourcentage).....	150
I.2	Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes à prix courants)	151
I.2a	Structure du PIB nominal (en millions de gourdes à prix courants).....	151
I.3	Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes de 2011-2012).....	152
I.3a	Structure du PIB réel (en millions de gourdes de 2011-2012)	152
I.3b	Compte du produit intérieur brut (variations en pourcentage)	153
I.3c	Structure de la croissance du PIB réel (en pourcentage)	153
I.3d	Contribution à la croissance du PIB réel (en pourcentage)	154
I.4	Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays (2017-2018=100)	154
I.4a	Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays (2017-2018=100) (Suite)	155
I.5	Taux d'inflation (variation de l'IPC en pourcentage, 2017-2018=100)	156
I.5	Taux d'inflation (variation de l'IPC en pourcentage) (suite)	157
I.5a	Taux d'inflation (variation de l'IPC en glissement annuel, en pourcentage)	158
I.6	Taux de change à Port-au-Prince (Gourdes/Dollar ÉU).....	159
I.7	Composantes et contreparties de l'agrégat M3 (en millions de gourdes).....	160
I.8	Base monétaire et ses sources (en millions de gourdes)	161
I.9	Bilan de la BRH (en millions de gourdes) millions de gourdes).....	162
I.10	Bilan consolidé des banques commerciales (en millions de gourdes)	163
I.11	Bilan consolidé des banques commerciales (en millions de gourdes)	164
I.12	Résumé des opérations financières de l'Administration Centrale	165
I.13	Résumé des opérations financières des administrations publiques	166
I.14	Résumé de la Balance des Paiements d'Haïti (en millions de dollars ÉU).....	167
I.15	Position extérieure globale d'Haïti (en millions de dollars ÉU)	168
I.16	Exportations d'Haïti par produits (en millions de dollars ÉU).....	169
I.17	Exportations aux USA (FOB) à base de matières premières locales (en milliers de dollars ÉU).....	170
I.18	Exportations des industries d'assemblage aux USA (FOB) base de matières premières importées.....	171
I.19	Importations totales d'Haïti par catégories de produits (en millions de dollars ÉU)	172
I.20	Importations de produits pétroliers (en milliers de baril et en milliers de dollars ÉU)	173
I.21	Dette externe totale du secteur public (en millions de dollars ÉU)	174
I.22	Décaissements effectués sur les prêts (en millions de dollars ÉU)	175
I.23	Paiement du service de la dette (en millions de dollars ÉU)	176
II.1	Chiffres clés du bilan par banque (en milliers de gourdes).....	177
II.2	Chiffres clés des résultats par banque (en milliers de gourdes)	178
II.3	Ratios financiers par banque	179
II.4	Ratios financiers par banque – ratios de rentabilité.....	180
II.5	Système bancaire - Sommaire financier détaillé - Bilan par banque (devises et gourdes)	181
II.6	Système bancaire - Sommaire financier détaillé - Résultats cumulatifs par banque.....	182

LISTE DES SIGLES	184
------------------------	-----

F- TABLEAUX

1	Inflation par région géographique en 2019	21
2	Emploi dans le secteur de la sous-traitance	22
3	Salaire Minimum Réel.....	23
4	Évolution des recettes internes par institutions	33
5	Évolution des flux nets du solde des comptes de l'Administration Centrale (en MG).....	35
6	Tableau des réalisations budgétaires (en millions de gourdes)	35
7	Composition du portefeuille de la dette externe par type de devise en dollars ÉU et en pourcentage	39
8	Allègement reçu en 2019 (en millions de dollars ÉU)	41
9	Indicateurs financiers clés au 30 septembre	45
10	Établissements bancaires fonctionnant en Haïti (au 30 septembre 2019)	46
11	Établissements non bancaires fonctionnant en Haïti au 30 septembre 2019.....	46
12	Évolution du nombre de succursales autorisées et opérationnelles par établissement	46
13	Nombre de succursales et agences autorisées.....	47

14	Poids des principaux établissements bancaires au 30 septembre (en %)	47
15	Poids des différentes catégories d'établissements bancaires au 30 septembre (en %).....	48
16	Indicateur de concentration Herfindhal-Hirschman au 30 septembre.....	49
17	Répartition de l'encours des prêts par secteur d'activité au 30 septembre (en MG et en %)....	49
18	Répartition du nombre de prêts par emprunteur au 30 septembre.....	49
19	Parts de marché et rang Actif total et portefeuille de prêts bruts (au 30 septembre).....	50
20	Parts de marché et rang selon les dépôts totaux et dépôts en dollars ÉU au 30 septembre	51
21	Bilan du système bancaire au 30 septembre 2019 (en MG)	52
22	Variation des principaux postes du bilan du système bancaire au 30 septembre 2019 (en %) 52	
23	Composition des liquidités du système bancaire au 30 septembre 2019.....	53
24	Composition des liquidités du système bancaire au 30 septembre 2019.....	53
25	Variation des dépôts du système bancaire	54
26	Composition des dépôts du système bancaire au 30 septembre 2019	54
27	Évolution des dépôts en dollars ÉU du système en MG au 30 septembre 2019.....	55
28	Actifs productifs	55
29	Respect des normes de suffisance de fonds propres au 30 septembre 2019.....	57
30	Prêts improductifs du système bancaire au 30 septembre 2019 (en MG).....	57
31	Couverture des prêts improductifs bruts par les provisions pour créances douteuses	58
32	Taux d'improductifs par catégorie de prêts du système au 30 septembre 2019.....	58
33	Prêts improductifs nets en pourcentage des fonds propres au 30 septembre 2019 (en MG)....	58
34	Exposition des banques aux risques de crédit aux apparentés au 30 septembre 2019.....	58
35	Revenus nets d'intérêt pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019 (en MG).....	60
36	Produit net bancaire pour l'exercice terminé au 30 septembre	61
37	Coefficient d'exploitation pour l'exercice terminé au 30 septembre.....	61
38	Rémunération moyen des dépôts (en MG et en %)	62
39	Rendement moyen des prêts (en MG et en %)	62
40	Productivité par employé au 30 septembre (en milliers de gourdes et en %)	63
41	Indicateurs financiers clés pour le secteur des coopératives (en millions de gourdes)	65
42	Coopératives d'Épargne et de Crédit (CEC) fonctionnant en Haïti au 30 septembre 19.....	66
43	Poids des 20 plus grandes CEC dans le secteur (en %).....	66
44	Répartition régionale des 20 plus grandes caisses en fonction de l'Actif	67
45	Poids des différents départements du pays dans le secteur des CEC	69
46	Indicateur financiers du secteur des CEC dans différents départements du pays	70
47	Bilan du secteur des CEC au 30 septembre 2019.....	70
48	Variation des principaux postes du bilan du secteur (en %)	71
49	Part des postes du bilan du secteur (en %).....	71
50	Émission et destruction des numéraires par dénomination sur les 3 derniers exercices (en Unités)..	74
51	Variation de la circulation fiduciaire de 2017 à 2019 (En milliers de gourdes)..	74
52	Circulation fiduciaire au sens large au 30 Septembre 2019	74
53	Volume et valeur des chèques traités en gourde au 30 septembre 2019.....	76
54	Volume et valeur des chèques en dollar ÉU compensés en 2018-2019	77
55	Dépôts en gourdes et en dollars ÉU par banque en 2019.....	78
56	Tirages en gourdes et en dollars ÉU par banque en 2019	79
57	Recettes collectées par la BRH pour les institutions publiques.....	79
58	Volume et valeur des chèques payés aux Guichets de la BRH en 2019.....	79
59	Quantités chèques imprimés en 2019	80
60	Volume et valeur de chèques certifiés pour le Trésor public en 2019	81
61	Volume et valeur des chèques tirés sur comptes courants payés aux Guichets.....	81

GRAPHIQUES

1	Évolution des prix des produits de base en 2019	17
2	Évolution du Produit Intérieur Brut en termes réels (en MG).....	18
3	Évolution de l'inflation globale et de l'inflation sous-jacente calculée par la méthode d'exclusion ..	20
4	Emploi dans le secteur bancaire.....	22
5	Composition de l'encours des bons BRH en 2019	24
6	Taux nominaux sur les bons BRH des différentes maturités (en %).....	25
7	Taux d'intérêt réel sur les bons BRH des différentes maturités	25
8	Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes (en %)	26
9	Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en monnaie étrangère (en %)	26
10	Composantes de la base monétaire (milliards de gourdes)	27
11	Taux d'intérêt moyens pratiqués par les banques commerciales (opérations en gourdes)	28
12	Taux d'intérêt moyens pratiqués par les banques commerciales (Opérations en dollars ÉU)....	28
13	Évolution des agrégats monétaires (en milliards de gourdes)	29

14	Les contreparties de M3 (en milliards de gourdes).....	30
15	Financement du déficit budgétaire en pourcentage du PIB et en MG	31
16	Évolution de la pression fiscale	31
17	Évolution des composantes des recettes courantes en 2019 (En millions de gourdes).....	32
18	Projets et programmes par secteur	34
19	Évolution du solde du Compte des transactions courantes (en millions de dollars ÉU).....	35
20	Parts relatives des principales exportations (en pourcentage du total)	36
21	Parts relatives des principales importations	36
22	Solde des opérations financières de la balance des paiements (en millions de dollars É.U).....	37
23	Réserves brutes en mois d'importations.....	38
24	Encours de la dette publique externe par type de créanciers (en millions de dollars ÉU).....	38
25	Répartition de la dette par secteur économique en 2019 (en millions de dollars ÉU)	39
26	Répartition de la dette par organisme en 2019 (en millions de dollars ÉU).....	40
27	Évolution des décaissements, des amortissements et des flux nets	41
28	Taux de référence du dollar par rapport à la gourde (fin de période) et TMA.....	42
29	Évolution du taux moyen d'acquisition bancaire (TMA) USD/HTG (Moyenne mensuelle)	42
30	Évolution des spreads bancaire et informel.....	43
31	Répartition en pourcentage et selon l'échéance de l'encours des prêts de 75 000 gourdes	50
32	Liquidités du système bancaire au 30 septembre 2019 (en MG)	53
33	Évolution des dépôts du système bancaire (en MG).....	54
34	Portefeuille de prêts bruts du système bancaire au 30 septembre 2019 (en MG)	55
35	Volume des achats et des ventes de dollars ÉU (en millions de dollars ÉU)	56
36	Position nette en devises du système bancaire en pourcentage des fonds propres	56
37	Évolution des fonds propres du système bancaire au 30 septembre 2019 (en MG).....	57
38	Évolution du bénéfice net du système pour l'exercice terminé le 30 septembre (en MG).....	59
39	Rendement de l'actif (ROA) pour l'exercice terminé au 30 septembre (en %)	59
40	Rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) au 30 Septembre (en %)	59
41	Évolution des autres revenus pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG)	60
42	Évolution annuelle des dépenses d'exploitation et de leurs composantes de 2015 à 2019	61
43	Évolution du nombre d'employés du système bancaire	62
44	Évolution des intérêts versés sur Bons BRH (en MG).....	64
45	Évolution de l'actif, du crédit et des dépôts des membres du secteur.....	65
46	Répartition de l'actif des CEC par département (en %)	68
47	Ratio des dépôts des CEC par département(en %)	68
48	Ratio du crédit décaissé par les CEC par département.....	69
49	Présentation des indicateurs clés du secteur par département.....	70
50	Évolution des réserves brutes de change (en millions de \$ ÉU)	72
51	Allocation du portefeuille de titres de la BRH au 30 septembre 2019	73
52	Composition de l'encours et remplacement de billets en 2019	75
53	Évolution du nombre de faux billets remis à la BRH de 2017 à 2019.....	75
54	Évolution du nombre de faux billets dollar ÉU retenus au guichet de la BRH de 2017 à 2019 ..	76
55	Nombre de chèques en gourde compensés de 2015 à 2019.....	77
56	Montant des chèques compensés en gourde de 2015 à 2019.....	77
57	Nombre de chèques en dollar ÉU compensés de 2015 à 2019	78
58	Montant des chèques en dollar ÉU compensés de 2015 à 2019	78
59	Évolution de la valeur des chèques payés aux Guichets de la BRH.....	80
60	Variation mensuelle du volume de chèques gourdes imprimés en 2018-2019	80
61	Nombre de transactions SPIH gourde échangées de 2015 à 2019	82
62	Montant des transactions SPIH de 2015 à 2019 en gourdes	82
63	Nombre de transactions SPIH dollar ÉU échangées de 2015 à 2019 en dollar ÉU	82
64	Montant des transactions SPIH en dollar ÉU de 2015 à 2019	83
65	Revenus générés par le SPIH en 2018-2019.....	83
66	Évolution des transactions par cartes de crédit.....	84

AVANT PROPOS DU GOUVERNEUR

Conformément aux textes légaux régissant le fonctionnement de la Banque de la République d'Haïti (BRH), le Conseil d'Administration, fidèle à son devoir de reddition de comptes et de transparence, est heureux de publier le Rapport Annuel de l'exercice fiscal 2019 qui correspond au quarantième (40^e) anniversaire de la BRH. Ce rapport présente un aperçu de l'environnement économique international et une analyse de l'évolution de l'activité économique nationale au cours de l'exercice 2019. Il retrace aussi toutes les décisions et mesures prises par le Conseil d'administration dans le cadre de la conduite de la politique monétaire pour assurer la stabilité des prix et du change. Il présente une analyse de la performance du système bancaire et financier, l'évolution de la situation des finances publiques, des agrégats monétaires et des comptes extérieurs. Il couvre aussi toutes les activités ayant rapport à la gestion fiduciaire et le fonctionnement du système des paiements. Il fournit également des renseignements sur les démarches entreprises et les projets mis en œuvre par le Conseil d'Administration en vue de renforcer le développement institutionnel de la BRH et d'améliorer l'efficacité de la politique monétaire. Enfin, conformément aux exigences et pratiques en la matière, les états financiers audités et certifiés de la BRH sont annexés au Rapport Annuel.

La croissance économique mondiale a atteint en 2019 son plus faible niveau depuis la crise financière de 2008-2009 en s'inscrivant à 2,9 % contre 3,6 % en 2018. Dans les pays avancés, elle a été de 1,7 % contre 2,9 % en 2018. Au niveau de la Zone Euro, elle s'est établie à 1,2 % contre 1,9 % en 2018. Les États-Unis ont enregistré une croissance de 2,3 % contre 2,9 % en 2018. Le ralentissement de l'activité économique a été plus marqué dans les pays émergents (3,7 % contre 4,5 %). La lente progression de l'économie mondiale est imputable à la persistance des mesures protectionnistes et à la poursuite des tensions géopolitiques et commerciales qui ont affecté la demande extérieure et les investissements directs étrangers (IDE) en dépit de la bonne tenue de la consommation des ménages soutenue par le dynamisme du marché du travail. Par ailleurs, l'inflation au niveau mondial a connu une faible évolution en se stabilisant à 3,6 % en 2019, à la faveur de la baisse des prix internationaux des produits de base, notamment ceux des denrées alimentaires, de l'accroissement modéré des salaires et de la perte de vigueur de l'activité économique. Dans les pays avancés, l'inflation s'est établie à 1,5 % en 2019 contre 2 % en 2018. Cependant, dans les pays émergents, l'inflation a connu une légère accélération en se portant à 5 % contre 4,8 % en 2018. Face au ralentissement économique mondial et à l'absence de tensions inflationnistes, les banques centrales ont poursuivi leurs politiques monétaires accommodantes.

Sur le plan interne, l'économie haïtienne a enregistré une contraction de 1,2 % suite à plusieurs années de faibles taux de croissance oscillant entre 1,2 % et 1,5 %. Cette situation s'explique par la mauvaise tenue de tous les secteurs productifs de l'économie qui ont été durement affectés par la conjoncture socio-politique délétère qui a prévalu tout au long de cet exercice. De plus, les tensions inflationnistes se sont accentuées dans l'économie en 2019 notamment à cause de la faiblesse de l'offre alimentaire locale due à la sécheresse, le dysfonctionnement des marchés des biens et services provoqués par des événements sociopolitiques à répétition et une dépréciation de plus de 33 % de la gourde par rapport au dollar EU. En effet, le taux d'inflation est passé de 14,5 % en septembre 2018 à 19,5 % en septembre 2019.

Au niveau du secteur externe, la balance des paiements d'Haïti a évolué dans un environnement marqué par de nombreux chocs sociopolitiques qui ont, entre autres, plongé l'économie haïtienne dans la récession. L'évolution atone de l'activité économique a provoqué un ralentissement de 7 % des importations de biens sur l'année. Parallèlement, les transferts sans contrepartie et les exportations ont progressé respectivement de 6,85 % et de 11,29 %. En conséquence, le déficit courant a fléchi drastiquement pour la période, passant ainsi de -372,8 millions de dollars EU en 2018 à -30 millions de dollars EU en 2019. Pour ce qui a trait aux opérations financières, il a été constaté une sortie nette de capitaux de 145,64 millions de dollars EU au cours de l'année sous revue. Cette situation s'est traduite par une détérioration des réserves de change de 108,95 millions de dollars EU.

Concernant les finances publiques, sa gestion au cours l'exercice 2018-2019 a été menée selon les grandes lignes du budget reconduit 2017-2018 et du pacte de gouvernance économique et financière conclu entre le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) et la BRH en février 2019. Ce pacte a visé, entre autres, à déterminer les conditions dans lesquelles les deux institutions s'engagent à assurer la gestion efficace de l'exécution des dépenses publiques. Fort de cela, ces dernières ont été contenues à un montant de 99 436,4 MG, soit un recul de 8,82 % par rapport à l'exercice passé. Les recettes publiques, quant à elles, ont atteint 76 159,5 MG contre 79 767,2 MG un an auparavant, soit une baisse annuelle de 4,52 %. Cette situation a résulté en une amélioration de la position déficitaire de l'État vis-à-vis de la BRH, laquelle a été caractérisée par un niveau de financement monétaire de 9 627,8 MG en 2019 contre 24 341,2 MG en 2018.

En matière de politique monétaire, les principales mesures adoptées ont été surtout motivées par l'objectif de calmer les tensions sur le marché des changes afin de limiter leurs répercussions sur l'évolution des prix à la consommation. En effet, dans un contexte marqué par des incertitudes, des anticipations négatives sur l'environnement socioéconomique fragilisé par les événements politiques, la Banque centrale a procédé à un resserrement de la posture monétaire. La BRH a modifié les taux de réserves obligatoires à deux reprises en décembre 2018 et février 2019. Les taux de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes sont passés de 44 % à 45 % et de 32,5 % à 33,5 % respectivement pour les banques commerciales et les banques d'épargne et de logement (BEL). Sur les passifs en dollars, les coefficients ont été relevés de 3 points de pourcentage pour s'établir à 51 % et 39,5 % respectivement pour les banques commerciales et les banques d'épargne et de logement. Parallèlement, le mode de constitution des réserves en dollars a été modifié. La constitution de ces dernières s'est fait à 12,5 % en gourdes et à 87,5 % en dollars contre 7,5 % et 92,5 % auparavant. À la fin du mois de mai 2019, la BRH a, pour la première fois depuis juillet 2015, relevé les taux d'intérêt sur les bons BRH à 10 %, 14 % et 22 % sur les maturités de 7, 28 et 91 jours respectivement contre 6 %, 8 % et 12 % auparavant. De même, le taux de mise en pension a augmenté de 7 points de pourcentage pour s'établir à 27 %. Par ailleurs, en vue de soutenir l'offre de devises, la BRH est intervenue sur le marché des changes à travers des ventes nettes totalisant 163,76 millions de dollars ÉU sur l'ensemble de l'exercice contre 90,14 millions au cours de l'exercice fiscal antérieur.

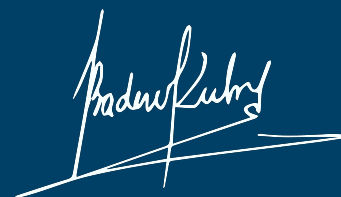
S'agissant des agrégats monétaires, en 2019, les mesures de resserrement monétaire prises par la BRH ont été combinées, en amont, avec la signature d'un pacte de gouvernance économique et financière avec le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), entérinant ainsi l'obligation pour ce dernier de restreindre les dépenses publiques dans les limites des ressources disponibles. Il en est résulté une diminution du financement monétaire par rapport à son niveau élevé de 2018. Aussi, l'évolution des agrégats monétaires M1 (9,72 % contre 25,87 % en 2018) et M2 (10,68 % contre 23,28 % en 2018) a-t-elle pu être contenue. Toutefois, la forte dépréciation de la gourde par rapport au dollar ÉU (33,35 %), impactant la valeur des dépôts en devises, s'est reflétée sur le comportement de la masse monétaire au sens large (M3), dont la croissance s'est accélérée de 8,13 points de pourcentage par rapport à l'exercice antérieur, à 22,48 %.

Au regard de sa mission consistant à maintenir la stabilité du système bancaire en particulier et celle du système financier en général, la BRH a réalisé plusieurs missions d'inspections dans les banques commerciales et les coopératives d'épargne et de crédit en vue de s'assurer de la bonne marche de ces dernières en rapport avec les réglementations édictées par le régulateur.

Sur le plan institutionnel, durant l'exercice 2018-2019, la BRH a mis l'accent sur trois (3) projets prioritaires visant à améliorer le cadre de la conduite de la politique monétaire et à favoriser une croissance plus soutenue et durable de l'économie haïtienne. Il s'agit de l'inclusion financière, de la mise en place d'un marché financier et de l'agenda pro-croissance. En ce qui a trait à l'inclusion financière, la publication de la cartographie des points de services financiers sur le site de la BRH ainsi que les campagnes de formation auprès des écoles et des journalistes sont des initiatives qui s'inscrivent dans le cadre des actions de la Banque centrale en faveur du renforcement de l'éducation financière. Parallèlement, la BRH a redéfini ses rapports avec le public à travers la matérialisation de trois projets phares, à savoir l'application BRH Mobile, le Centre de Contact et la rénovation du site internet de la BRH, des dispositions prises pour réduire l'asymétrie d'information et assurer la protection des consommateurs. D'un autre côté, les travaux relatifs à la mise en place du marché financier avancent à grands pas et interviennent sur plusieurs plans notamment ceux impliquant des ajustements réglementaires et organisationnels. En ce qui concerne l'agenda pro-croissance, les programmes incitatifs de la BRH en faveur des secteurs à forte valeur ajoutée ont été maintenus, quoiqu'impactés par les troubles sociopolitiques.

Dans l'exercice de sa fonction d'institut d'émission monétaire qui lui confère la tâche d'approvisionner l'économie haïtienne en billets de banque et pièces métalliques et d'assurer le contrôle de la circulation fiduciaire, la BRH a émis 152 millions d'unités monétaires et a procédé à la destruction de 69 millions en 2019. Ainsi, la circulation fiduciaire au sens large a crû de 29,4 % par rapport à 2018 pour s'établir à 70,5 milliards de gourdes. De plus, le service de la compensation de la BRH a traité plus de 2,2 millions de chèques équivalant à plus de 207 milliards de gourdes alors que le paiement de chèques aux guichets de la BRH a accusé un montant global de 11,4 milliards de gourdes. En 2019, le Système de paiement interbancaire haïtien (SPIH), fonctionnant sous la direction de la BRH, a réalisé 690 506 transactions en gourdes pour un montant de 153,4 milliards de gourdes et plus de 80 000 transactions en dollars d'une valeur de 1,5 milliard de dollars ÉU.

Fort de son expérience et tenant compte des contraintes propres à l'économie haïtienne, la BRH entend continuer d'œuvrer au maintien de la stabilité interne et externe de la monnaie nationale. Elle compte aussi poursuivre ses efforts en vue d'une meilleure harmonisation des différents volets de la politique économique, la modernisation du système de paiement ainsi que la stabilité du système financier.

A stylized, handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jean Baden Dubois', with a long horizontal line extending from the bottom right.

Jean Baden Dubois

Gouverneur

I.1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

L'économie mondiale a enregistré une progression de 2,9 % en 2019, représentant un déclin de 0,7 point de pourcentage par rapport au taux de croissance de 3,6 % réalisé en 2018. La performance de l'économie mondiale en 2019 dérive d'une baisse du rythme de croissance des économies développées et émergentes. Évaluée en 2018 à 2,2 % et à 4,5 %, la croissance a été respectivement de 1,7 % et de 3,7 % en 2019 pour les économies développées et émergentes. En 2019, les activités économiques ont été marquées par une exacerbation des tensions politiques et commerciales à travers le monde.

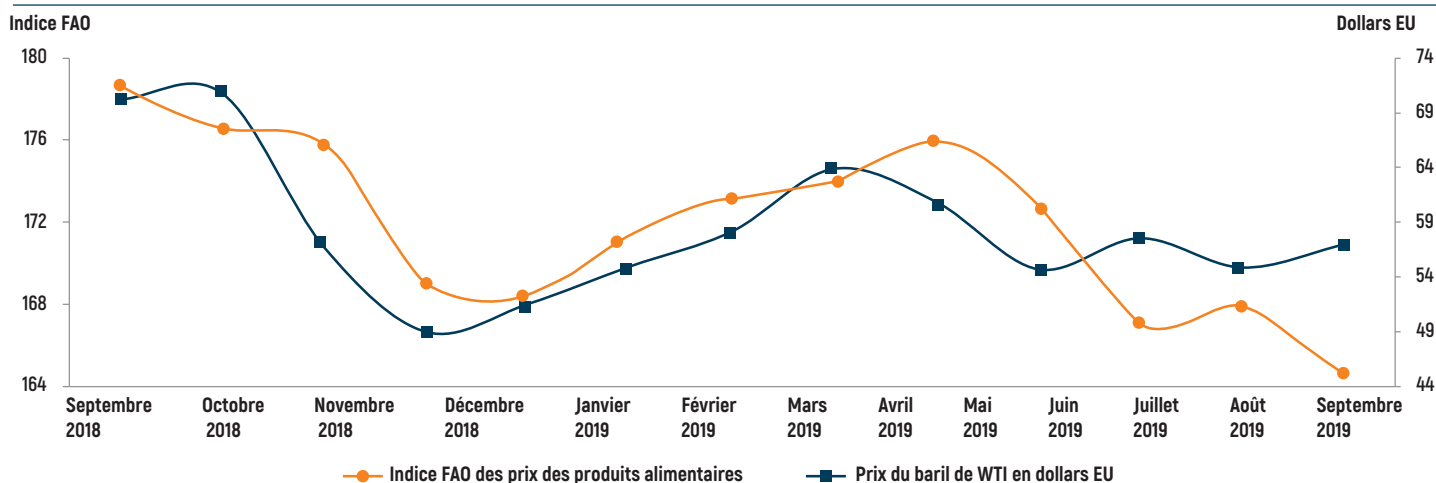
Le produit intérieur brut (PIB) réel américain a crû de 2,3 % en 2019 contre 2,9 % en 2018. La performance de l'économie américaine en 2019 a été occasionnée par une poussée de la demande intérieure, notamment des dépenses publiques et de la consommation privée. Les dépenses du gouvernement américain ont atteint 4 450 milliards de dollars EU en 2019, soit une progression de 8,54 % par rapport à 2018. Parallèlement, la consommation privée a progressé de 2,6 %. L'activité économique aux États-Unis a également bénéficié d'une politique monétaire accommodante en 2019. En effet, la Banque centrale américaine a procédé à une révision à la baisse de son taux directeur dans ses réunions de politique monétaire de juillet, de septembre et d'octobre 2019. En décembre 2019, le taux directeur de la Réserve fédérale (Fed) s'est établi dans la fourchette de 0,75 % et 1 %. La poursuite des hostilités commerciales entre la Chine et les États-Unis a, par ailleurs, créé un climat d'incertitudes qui a fait reculer les investissements de 1,9 %. Dans l'ensemble, le niveau général des prix est resté en deçà du seuil de 2 % de la Fed en 2019 et le chômage s'est porté au taux de 3,5 % en décembre 2019.

Quant aux économies avancées de la Zone Euro, elles ont connu une contraction de leur rythme de croissance économique en 2019. Le taux de croissance économique dans la Zone Euro est passé de 1,9 % en 2018 à 1,2 % en 2019. La mauvaise performance du secteur manufacturier en Allemagne, en France et en Italie a pesé sur l'élan des activités dans cette zone. Pour soutenir les économies des différents pays et pousser l'inflation vers la cible de 2 %, la Banque centrale européenne (BCE) a maintenu le taux d'intérêt de refinancement et de facilité de prêts à un niveau très faible tout au long de l'année 2019. En dépit des tensions commerciales et de la possibilité d'une sortie désordonnée du Royaume-Uni dans l'Union Européenne, le chômage a continué sa décrue pour atteindre 7,6 % dans la Zone Euro.

S'agissant des pays émergents, ils ont réalisé un taux de croissance économique de 3,7 % en 2019, ce qui représente une baisse de 80 points de base par rapport à 2018. En Chine, la restructuration du marché du crédit et la baisse de la demande extérieure occasionnée par les litiges avec les États-Unis ont fait passer la croissance économique de 6,6 % en 2018 à 6,1 % en 2019. De même, la croissance de l'économie indienne s'est établie à 4,8 % en 2019 contre 6,8 % en 2018. En dépit d'une baisse drastique du taux directeur de la Banque centrale de l'Inde visant à raviver l'investissement et la consommation privée, la demande intérieure est restée atone par rapport à 2018. D'autres pays émergents comme la Russie, le Brésil et le Mexique ont également assisté au repli du rythme de croissance de leurs économies en 2019. Le taux de croissance a été respectivement de 1,1 %, 1,22 % et de 0 % en 2019 pour la Russie, le Brésil et le Mexique contre 2,3 %, 1,3 % et 2,1 % en 2018.

En ce qui concerne l'indice FAO des produits alimentaires, il a affiché une hausse de 1,8 % en 2019. De janvier 2019 à mai 2019, cet indice a affiché une tendance à la hausse avant de fléchir jusqu'au mois de septembre 2019. Les indices FAO de la viande et celui des céréales ont connu les plus fortes variations en 2019, soit 5,99 % et 6,16 % respectivement. Les cours des deux produits pétroliers de référence (le West Texas Intermediate et le Brent) ont varié de manière modérée au cours de l'année 2019 sur la période sous revue. En moyenne, les prix des barils de West Texas Intermediate (WTI) et de Brent se sont établis à 57 dollars EU et 64 dollars EU respectivement au cours de l'année 2019. Par rapport à 2018, le prix du baril de WTI a chuté de 12,25 % tandis que celui du Brent a baissé d'environ 10 %.

Graphique 1. : Évolution des prix des produits de base en 2019



I.2 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE NATIONAL

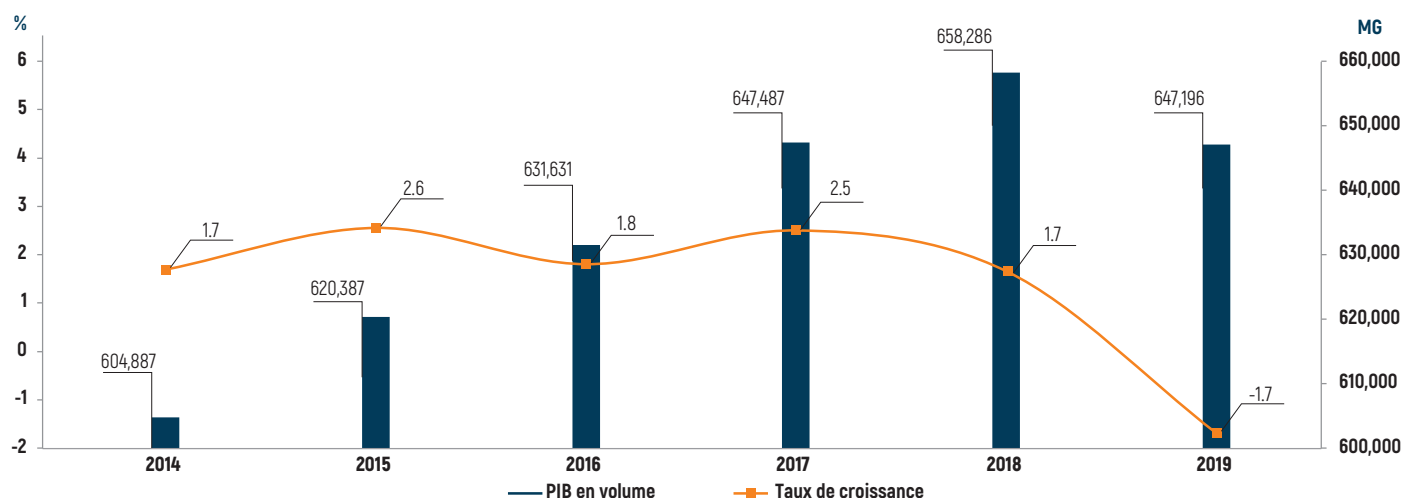
I.2.1 SECTEUR RÉEL EN 2019

Après plusieurs années de faibles taux de croissance, oscillant entre 1,2 % et 2,5 %, l'économie haïtienne est entrée en récession en 2019 avec une contraction du PIB en termes réels de 1,7 %. Cette évolution négative de l'activité économique en 2019 est tributaire de la mauvaise tenue de tous les secteurs productifs à cause d'un environnement macroéconomique fragilisé par l'instabilité sociopolitique chronique qui a marqué ces trois dernières années. Pâtissant d'un environnement interne défavorable auquel s'ajoute un ensemble d'autres aléas négatifs dont la sécheresse, le manque d'investissements, la cherté des intrants, la production du secteur primaire a accusé une décroissance de 0,15 % en 2019 contre une faible croissance de 0,97 % en 2018. En raison de la mauvaise tenue de toutes ses branches d'activités, le secteur secondaire a affiché une forte contraction de 10,44 % en 2019, alors qu'il avait crû de 1,44 % en 2018. En ce qui concerne le secteur tertiaire, l'effondrement de l'industrie touristique et l'atonie prononcée des activités commerciales au cours de cet exercice à cause des troubles sociopolitiques à répétition ont bridé son dynamisme pour la contraindre à enregistrer un ralentissement de sa production dont la croissance s'est inscrite à 0,82 % contre 1,44 % en 2018.

Par ailleurs, les pressions inflationnistes se sont intensifiées au cours de l'exercice sous revue en dépit d'un environnement international favorable marqué par la baisse des cours des produits de base et la faiblesse de l'inflation chez nos principaux partenaires commerciaux. En effet, le taux d'inflation a atteint 19,7 % en septembre 2019 contre 13,3 % en septembre 2018. Les principales causes de l'accélération de l'inflation ont été la mauvaise performance du secteur agricole et la dépréciation persistante de la gourde par rapport au dollar EU, malgré les efforts de stabilisation des autorités monétaires.

La morosité de l'activité économique en 2019 telle que décrite à partir de l'évolution adverse des différents secteurs productifs n'est pas sans conséquence sur le marché du travail en Haïti. En effet, la baisse de la production dans les différentes branches d'activités pourvoyeuses d'emplois combinée au déclin du climat des affaires en 2019 ont, non seulement entraîné des pertes d'emplois, mais ont aussi réduit la capacité de l'économie à en créer de nouveaux.

Graphique 2. Évolution du Produit Intérieur Brut en termes réels (en MG) et de son taux de croissance (en %)



I.2.1.1 VALEUR AJOUTÉE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ SECTEUR PRIMAIRE

Le secteur primaire fortement dominé par l'agriculture, dont le poids dans le produit intérieur brut a tourné autour de 20 % au cours de ces cinq dernières années, a enregistré une contre-performance en 2019. En effet, après une faible croissance d'environ 1 % en 2018, la valeur ajoutée en volume du secteur primaire a chuté de 0,15 % en 2019. La contribution dudit secteur à la valeur ajoutée globale est ressortie à 1,56 % en 2019. Cette mauvaise tenue du secteur primaire est imputable à un ensemble de contraintes. Au cours de l'exercice 2019, la production des denrées agricoles, déjà faible, a été contrainte par la distribution géographique irrégulière des précipitations, l'augmentation des prix des intrants et un manque d'investissements dans le secteur. L'agriculture haïtienne est tributaire à 90 % de la pluviométrie alors que seulement une faible portion des terres cultivables est irriguée. La campagne d'hiver 2018-2019 a subi les conséquences d'un déficit hydrique en raison d'une faible pluviométrie. Une forte diminution du débit de l'eau dans les rivières et dans les canaux d'irrigation n'a pas permis aux agriculteurs d'arroser les plantations de riz, ce qui a compromis leur rendement. Par ailleurs, les récoltes prévues pour janvier et février 2019 ont pâti des épisodes de sécheresse qui se sont étendues sur le premier semestre 2018-2019. De plus les troubles socio-politiques ont entraîné le dysfonctionnement du marché des intrants, ce qui s'est traduit par le renchérissement et des difficultés d'approvisionnement de ces derniers (semences, engrais, pesticides, insecticides, outil, main d'œuvre). Ceci a donc fragilisé le secteur agricole durant l'exercice sous revue. Parallèlement, dans un contexte de tensions sociopolitiques récurrentes, les investissements dans l'économie en général et dans le secteur agricole en particulier ont été modérés, alors que le secteur fait face à des contraintes d'accès au financement nécessaire à l'acquisition des intrants et à la rémunération de la main d'œuvre. L'ensemble de ces chocs s'est traduit en une baisse de la production agricole de 12 % en 2019 selon le CNSA.

SECTEUR SECONDAIRE

Le secteur secondaire dont le poids dans le produit intérieur brut a été de 23,5 % en 2019, a enregistré une contraction significative, soit 10,44 % en 2019 contre une hausse de 12 % au cours de l'exercice précédent. Le déclin de l'activité au niveau du secteur secondaire est attribuable à celui observé dans les différentes branches qui le composent. En effet, en 2019, le fonctionnement de ce secteur a été perturbé par la crise sociopolitique prolongée qui a débuté dans le pays à partir de juillet 2018 et s'est étendu sur l'ensemble de l'exercice 2019. La branche « Industries de transformation », dont le secteur textile est le pilier le plus important en termes de valeur ajoutée et de créations d'emplois a été sévèrement affectée par les grèves et des manifestations d'ouvriers. En effet, les activités du secteur de la sous-traitance ont fait face à des contraintes d'approvisionnement en matières premières à cause du dysfonctionnement de la douane et du blocage des routes. Conséquemment, ne pouvant respecter les délais de livraison des marchandises à leurs donneurs d'ordre, plusieurs de ces entreprises ont dû fermer leurs portes provisoirement ou définitivement.

De même, le sous-secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), considéré comme un levier de croissance en raison de son grand effet d'entraînement sur l'ensemble de l'économie nationale, s'est effondré en 2019 en affichant une contraction de 35,7 % contre une croissance de 2,1 % au cours de l'exercice antérieur. Ce sous-secteur a pâti de l'instabilité sociopolitique, de l'atonie de l'activité et de la faiblesse des investissements publics.

En effet, les importations de ciment, qui constituent le plus important élément dans l'évaluation de la performance de la branche BTP, se sont portées à 69,2 millions de dollars EU en 2019 contre 100,6 millions de dollars EU l'année antérieure.

S'agissant de la branche « Électricité, gaz et eau », elle a chuté de 7,8 % en 2019 comparativement à 2018. L'activité de production et de distribution d'eau et d'électricité a connu une décélération marquée en 2019 qui s'est traduite par un rationnement sévère du courant électrique et par la recrudescence de coupures électriques répétées et prolongées.

SECTEUR TERTIAIRE

Le secteur tertiaire, regroupant le commerce, restaurants, hôtels, transport et communication, autres services marchands et non-marchands, constitue le pilier de l'économie nationale puisqu'il représente près de 53 % des activités économiques du pays en 2019. Toutefois, sur l'année sous-étude, il a été celui qui a le plus subi les impacts de la crise socio-politique qui a prévalu en Haïti. Conséquemment, ce secteur a été en repli de 58 points de base à 0,82 % en 2019 alors que sa contribution à la valeur ajoutée globale s'est inscrite à -24,84 %.

Cette évolution atone des activités du secteur tertiaire est tributaire de celle observée dans les différentes branches qui le composent. En effet, les activités commerciales ont été paralysées durant de longues périodes en 2019 à cause des événements connus sous le nom de « Peyi lòk ». Par conséquent, beaucoup d'entreprises ont interrompu leur fonctionnement.

L'instabilité qui a prévalu dans le pays au cours des années 2018 et 2019 a sévèrement affecté le secteur touristique en dépit des efforts déployés durant les années antérieures pour replacer le pays sur la carte touristique mondiale. Les résultats d'une enquête réalisée par la BRH sur la période allant d'octobre 2018 à janvier 2019 afin d'évaluer les retombées des événements politiques sur le secteur hôtelier, ont aboutis aux faits suivants :

- Les annulations de réservations ont atteint 64 % et la raison principale dans tous les cas est la situation politique.
- 94 % des entreprises ont dû licencier du personnel de 2015 à date et les révocations se sont établies dans la fourchette allant de 40 % à 93 %.
- Le taux d'occupation des hôtels est passé d'une borne maximale de 65 % à une borne minimale de 5 % de 2016 à 2019. La baisse moyenne du taux d'occupation s'est portée à 53 %.
- Le repli de la demande pour les locations de voiture de 2015 à 2019 a été d'environ 75 %.

L'analyse de la demande intérieure par composantes sur la base des dépenses a indiqué une baisse de la consommation et un ralentissement de l'investissement et des importations. La consommation s'est repliée à 1,06 % en 2019 contre une hausse de 3,41 % en 2018 en dépit de la bonne tenue des transferts sans contrepartie qui ont augmenté de 6,85 % par rapport à l'année antérieure. Cette situation est due à la perte du pouvoir d'achat des ménages consécutive à la poussée inflationniste observée en 2019 et aussi à une remontée du chômage liée à la détérioration du climat des affaires. Le ralentissement de l'investissement, dont le taux de croissance s'est porté à 5,66 % après avoir atteint 6,53 % en 2018, est imputable à la faiblesse des investissements publics et aussi à l'amplification des risques et incertitudes dans l'environnement des affaires alimentées par la crise socio-politique chronique qui décourage non seulement les investissements du secteur privé haïtien mais aussi les investissements directs étrangers. En effet, le compte des opérations financières de la balance des paiements s'est soldé en une sortie nette de capitaux de 145 millions de dollars EU en 2019, ce qui reflète une forte diminution des flux d'investissements directs étrangers. En ce qui concerne la demande extérieure, elle a connu un déclin en 2019 en dépit d'un contexte extérieur favorable caractérisé par le raffermissement de l'activité économique mondiale, notamment au niveau de nos principaux partenaires commerciaux (République Dominicaine et États-Unis d'Amérique). En effet, les exportations ont chuté de 1,56 % en 2019 comparativement à une baisse de 0,8 % environ en 2018.

I.2.1.2 ÉVOLUTION DES PRIX EN 2019

L'exercice fiscal 2019 a été marqué par l'accentuation des pressions inflationnistes dans l'économie haïtienne. La flambée des prix, qui s'est manifestée au cours de l'exercice, s'est inscrit dans le prolongement de la tendance observée depuis 2015. En effet, selon le nouvel indice des prix à la consommation (IPC), calculé à base 100 en 2017-2018, le taux d'inflation en glissement annuel s'est inscrit à 19,7 % en septembre 2019, ce qui représente une hausse de 6,4 points de pourcentage au cours de l'exercice. Cette progression du niveau général des prix a résulté de celle de l'indice de toutes les composantes

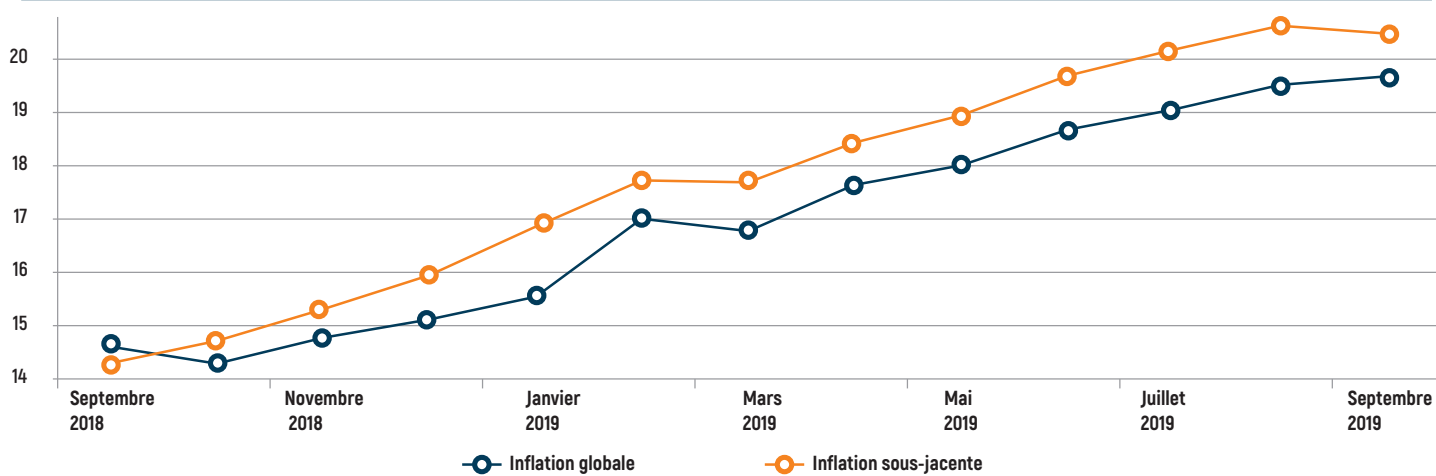
de l'IPC et plus particulièrement de celui de la fonction « Produits alimentaires et boissons non alcoolisés » lequel a un poids de près de 50 % dans l'indice général et dont l'évolution a été quasiment similaire à celle de l'inflation globale en 2019.

Les fonctions de consommation qui ont enregistré la plus forte progression de leurs indices de prix entre octobre 2018 et septembre 2019 sont par ordre d'importance : « Loisirs » (24,7 points de pourcentage), « Restaurant » (15,8 points de pourcentage), « Santé » (9,5 points de pourcentage), « Produits alimentaires et boissons non alcoolisés » (9 points de pourcentage), « Articles d'habillement et de chaussures » (7,1 points de pourcentage), « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (6,8 points de pourcentage), « Transports » (3,7 points de pourcentage) « Logement, eau, gaz » (3,5 points de pourcentage). Les indices de prix des fonctions de consommation dont « Communication » (1,2 point de pourcentage), « Meubles et articles de ménages » (2,1 points de pourcentage) et « Biens et services divers » (2,5 points de pourcentage) ont, eux, connue une hausse modérée. En revanche, la fonction de consommation « Enseignement » est la seule qui a connu une décélération de son indice des prix (-9,3 points de pourcentage).

En variation mensuelle, l'inflation a été relativement forte sur l'ensemble de l'exercice à l'exception du mois de mars 2019 (0,7 %) où une légère décélération du rythme a été observé. Pour tous les autres mois, l'inflation mensuelle a varié entre 1,4 % et 1,8 % et la moyenne de l'inflation mensuelle pour l'exercice 2019 s'est établie à 1,6 %, nettement supérieure à la moyenne historique (1 %). L'ampleur et la régularité du rythme de progression de l'inflation mensuelle ont confirmé la persistance des pressions inflationnistes dans l'économie haïtienne en cours de l'exercice fiscal 2019.

L'indice des prix sous-jacent, calculé en excluant les produits alimentaires et énergétiques dans l'indice global, a également progressé à un rythme soutenu comparativement à l'inflation globale tant en glissement annuel qu'en variation mensuelle. De 13,7 % en septembre 2018, elle a atteint 20,5 % en septembre 2019, soit une hausse de 6,68 points de base sur un an, le niveau de l'inflation sous-jacente dépassant ainsi celui de l'inflation globale sur l'année fiscale.

Graphique 3. Évolution de l'inflation globale et de l'inflation sous-jacente calculée par la méthode d'exclusion (en glissement annuel et en %)



L'analyse de l'évolution de l'inflation sous l'angle de l'origine des produits fait ressortir la prépondérance des produits importés par rapport aux produits locaux dans la progression de l'inflation en 2019. Cela dénote l'influence de la dépréciation de la gourde sur la progression des prix à la consommation en Haïti, puisque l'accélération de l'inflation s'est réalisée dans un contexte international caractérisé par la faiblesse de l'inflation chez nos principaux partenaires commerciaux (États-Unis et République Dominicaine) et la baisse des cours des produits alimentaires et pétroliers sur les marchés internationaux. En effet, Haïti étant une petite économie ouverte, la structure et l'évolution des prix internes sont tributaires non seulement de l'impact direct de l'évolution des prix des produits importés mais aussi des effets indirects des fluctuations du taux de change de la gourde par rapport au dollar ÉU. Compte tenu de la base productive nationale restreinte, les produits alimentaires et boissons non alcoolisées ont un poids significatif dans la fonction de consommation des ménages ainsi le renchérissement de ces produits importés par le truchement de l'augmentation du taux de change a expliqué la progression plus prononcée de l'inflation des produits importés comparativement à celle des produits locaux. De 12,4 % en septembre 2018, l'inflation des produits locaux a atteint 19,2 % en septembre 2019, avec une moyenne annuelle de 16,43 %. De son côté, l'inflation des produits importés qui était à 14,9 % en septembre 2018 s'est établie à 20,6 % en septembre 2019 et sa moyenne annuelle s'est inscrite à 18,8 %.

La hausse des prix en 2019 a été observée dans toutes les régions géographiques du pays. Cependant, elle a varié suivant les chocs qu'ont subi les différentes zones. Pris en variation mensuelle, le taux d'inflation pour le mois de mars 2019 a été le plus faible et la moyenne mensuelle pour l'ensemble des régions géographiques s'est élevée à 0,74 %. Par contre, le mois de juin a connu les taux les plus élevés avec une moyenne mensuelle de 1,8 %.

Tableau 1. Inflation par région géographique en 2019

Région	Aire Métropolitaine	Reste Ouest	Nord	Sud	Transversale
Octobre 2018	14.04	14.44	14.53	14.26	14.42
Novembre 2018	14.55	14.35	14.52	14.94	15.32
Décembre 2018	14.67	15.18	15.58	15.51	15.9
Janvier 2019	15.81	15.72	16.7	16.51	16.68
Février 2019	16.57	16.72	16.77	17.86	17.45
Mars 2019	16.13	16.99	17.02	18.27	17.39
Avril 2019	17.18	17.15	17.96	18.14	18.36
Mai 2019	17.57	17.55	18.38	18.28	18.97
Juin 2019	18.55	18.01	18.73	19.24	19.16
Juillet 2019	19.42	18.29	18.71	19.67	19.25
Août 2019	19.77	18.84	19.14	20.4	19.43
Septembre 2019	19.85	19.57	19.14	20.88	19.2

Source: IHSI

L'intensité des pressions inflationnistes au cours de l'exercice 2018-2019 a été surtout fonction de l'ampleur des troubles sociopolitiques. La région Sud et l'Aire Métropolitaine ont été les plus touchées par l'inflation à la fin de l'exercice en raison de l'atmosphère d'insécurité chronique qui a régné au niveau de Martissant, unique point de passage terrestre reliant la capitale avec le Sud du pays. Ainsi, les échanges de marchandises entre la capitale et cette région ont été perturbés de façon récurrente, ce qui a provoqué une pénurie et par voie de conséquence la hausse des prix dans ces deux régions.

Un ensemble de facteurs a été à la base de l'augmentation des pressions inflationnistes dans l'économie haïtienne au cours de l'exercice fiscal 2019. Les plus importants ont renvoyé à :

- La mauvaise performance du secteur agricole qui fournit les denrées alimentaires locales. D'après la CNSA, la campagne agricole de 2019 s'est soldée par une baisse de la production agricole d'environ 12 % par rapport à l'exercice précédent. La baisse de l'offre alimentaire qui en est résulté a contribué au renchérissement des produits alimentaires de base. En effet, les données fournies par la CNSA ont indiqué que le coût nominal du panier alimentaire a augmenté de 25 % en 2019 comparativement à 10 % en 2018, sous l'impulsion de la poussée des prix tant des produits locaux qu'importés. Compte tenu du poids assez important du poste « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (48,5 %) dans l'indice général des prix, la progression des prix de ce poste a entraîné celle du niveau général des prix.
- La dépréciation de la gourde par rapport au dollar ÉU qui a atteint 33,35 % en 2019 comparativement à 2018 en passant de 69,9774 gourdes pour un dollar en septembre 2018 à 93,3162 pour un dollar en septembre 2019. La transmission de l'augmentation du taux de change aux prix à la consommation est un autre facteur qui explique la poussée des tensions inflationnistes dans l'économie haïtienne en 2019.
- La détérioration de l'environnement socio-économique a joué un rôle extrêmement important dans l'explication de la flambée des prix observée au cours de l'exercice fiscal 2019. Les mouvements de protestation qui ont jalonné l'ensemble de l'exercice fiscal 2019, avec des vagues de manifestations violentes, des grèves, des blocages de rues, de routes nationales, de ponts ont paralysé le fonctionnement de l'économie. Les difficultés dans l'approvisionnement à cause de la fermeture de certains marchés et les problèmes de transports ont occasionné des ruptures de stock et provoqué une pénurie artificielle de beaucoup de biens et services au cours de ces périodes de commotion sociopolitique. Ainsi, il en est résulté une hausse des prix de presque tous les biens et services.

I.2.1.3 SITUATION DE L'EMPLOI ET DES SALAIRES EN HAÏTI EN 2019

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI EN 2019

L'analyse de la situation de l'emploi en Haïti est souvent limitée par une carence de données sur le marché du travail. Au cours de l'exercice fiscal 2019, la mauvaise performance de l'économie nationale et la détérioration du climat des affaires consécutives aux épisodes de troubles socio-politiques récurrents ont eu des conséquences néfastes sur la situation de l'emploi. La conjonction des facteurs susmentionnés a certainement provoqué des pertes d'emplois dans presque tous les secteurs d'activité économique tant dans l'économie formelle qu'informelle. En outre, elle a contribué à réduire la capacité de l'économie de créer de nouveaux emplois afin de résorber le niveau élevé du chômage en Haïti.

EMPLOI DANS LE SECTEUR DE LA SOUS-TRAITANCE

Au cours de l'exercice 2019, l'emploi dans le secteur de la sous-traitance a progressé d'environ 6 % en glissement annuel, ce qui représente une hausse de 3 095 employés par rapport à l'exercice passé. Cette expansion annuelle au niveau du personnel de la sous-traitance est observée en dépit de la timide reprise du crédit bancaire lié à ce secteur. En effet, la part du crédit aux industries manufacturières dans le total du crédit par secteur est passée de 13,28 % en 2018 à 13,45 % en 2019 contre respectivement 16,00 % et 14,03 % en 2017 et 2018.

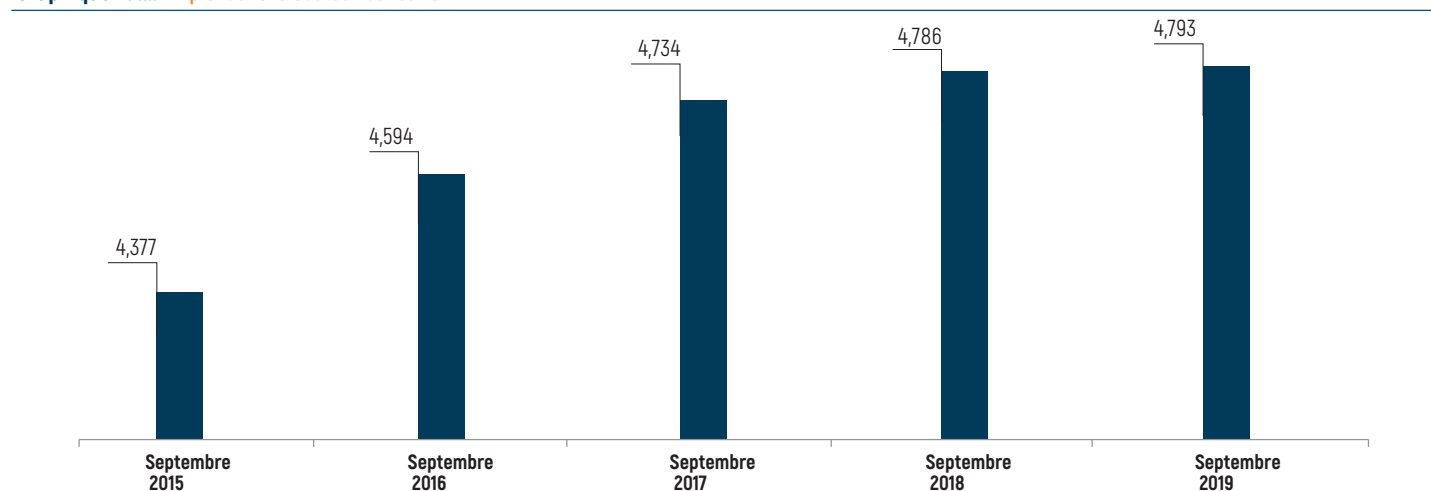
Tableau 2. : : : Emploi dans le secteur de la sous-traitance

	Emplois sous-traitance	Taux de croissance (%)	Nouveaux emplois créés
2010	27 983	8,5	2 192
2011	27 858	-0,5	-125
2012	28 726	3,1	868
2013	31 424	9,4	2 698
2014	36 340	15,6	4 916
2015	41 188	13,3	4 848
2016	40 713	-1,2	-475
2017	46 034	13,1	5 321
2018	52 187	13,4	6 153
2019	55 282	5,9	3 095

EMPLOI DANS LE SECTEUR BANCAIRE

En hausse annuelle de 0,15 %, l'effectif dans le secteur bancaire s'est chiffré à 4 793 employés en 2019 contre respectivement 4 734 et 4 786 employés en 2017 et 2018. Cette légère croissance annuelle en 2019 reflète la tendance à la hausse observée depuis l'exercice 2015.

Graphique 4. : : : Emploi dans le secteur bancaire



ÉVOLUTION DU SALAIRE MINIMUM

Dans un décret publié dans le journal officiel « Le Moniteur » en date du 8 octobre 2018, le gouvernement a révisé à la hausse le salaire minimum¹ qui est passé de 350 gourdes par jour à 400 gourdes par jour. Cette augmentation du salaire nominal correspond à une hausse de 14,28 % entre 2018 et 2019. Cependant, érodé par l'inflation, le salaire réel a enregistré une baisse de 16,4 % en 2019 par rapport à 2018. Cette contraction du salaire réel, qui renvoie à la détérioration du pouvoir d'achat des ménages haïtiens, a des implications défavorables sur leur niveau de vie. Dans un décret publié dans le journal officiel « Le Moniteur » en date du 8 octobre 2018, le gouvernement a révisé à la hausse le salaire minimum qui est passé de 350 gourdes par jour à 400 gourdes par jour¹.

Tableau 3. Salaire Minimum Réel

	Indice des prix à la consommation	Taux d'inflation (en%)	Salaire nominal (Gourdes)	Salaire réel (Gourdes d'août 2004)	Taux de croissance salaire réel (%)
2008	57.1	19.1	70	122.6	-16
2009	55.6	-2.7	70	126	2.8
2010	57.9	4.3	200	345.2	174.1
2011	62.3	7.5	200	321.2	-6.9
2012	65.2	4.7	200	306.7	-4.5
2013	68	4.3	200	294.1	-4.1
2014	70.7	4	225	318.1	8.2
2015	76.7	8.4	240	312.9	-1.6
2016	84.9	10.7	300	353.5	13
2017	94.1	10.8	350	372.1	5.3
2018	106.5	13.3	350	328.5	-11.7
2019	127.5	19.7	400	274.5	-16.4

Sources: IHSI, calculs de la Direction Monnaie et Analyse Economique (MAE/BRH).

II. MONNAIE ET FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE EN 2019

L'exercice fiscal 2019 a été marqué par une aggravation de la crise socio-politique qu'a connu le pays depuis les événements de juillet 2018. Cette conjoncture a été très défavorable au climat des affaires avec comme conséquence l'arrêt quasi-systématique de la grande majorité des opérations d'investissement. Il en est résulté une paralysie de l'activité économique, caractérisée par des périodes répétées d'arrêt complet communément appelées « peyi lòk ». Cette situation a eu un impact négatif, non seulement sur l'appareil productif, mais aussi sur les services de base, tant au niveau du secteur public que du secteur privé des affaires, qui s'est vu obligé de modifier drastiquement ses plans opérationnels. La plupart des entreprises ont dû adopter des mesures de survie allant de l'annulation de certains projets à la réduction du temps de travail et au licenciement de personnel. Ainsi, ces différents événements ont concouru à la croissance négative enregistrée au cours de l'exercice sous étude. De même, ces conditions adverses à l'expansion de l'activité économique se sont répercutées sur la situation des finances publiques qui, pour sa part, a impacté dans le même sens la situation monétaire. Ceci a contraint la Banque centrale à orienter sa politique dans le sens d'un resserrement des conditions monétaires.

III.1. POLITIQUE MONÉTAIRE EN 2019

En outre l'environnement socio-politique difficile au cours de l'exercice fiscal 2019, la politique monétaire a été conduite dans un contexte de détérioration de la situation des finances publiques traduite par un financement monétaire substantiellement élevé. Ces faits ont amplifié les incertitudes autour de l'activité économique avec des conséquences négatives sur le comportement des agents économiques des divers secteurs. Aussi, sur l'exercice fiscal 2019, la création monétaire découlant notamment du financement du déficit public a-t-elle résulté en des tensions sur le marché des changes et l'accentuation des pressions inflationnistes, portant ainsi la Banque centrale d'Haïti à durcir davantage sa politique monétaire.

Ainsi, en vue d'un certain assainissement du cadre macroéconomique, la Banque de la République d'Haïti (BRH) a procédé à un relèvement des taux d'intérêt sur les bons BRH (mai-juin 2019), une augmentation des coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes (décembre 2018) et sur ceux libellés en dollars ÉU tout en modifiant leur mode de constitution (décembre 2018 et février 2019). De plus, à partir du mois de juin 2019, elle a renforcé sa présence sur le marché des changes à travers des interventions pour soutenir l'offre de dollars. Par ailleurs, pour amplifier l'impact de ses actions, la BRH a, en janvier 2019, signé avec le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) un pacte de gouvernance économique et financière.

¹N.B: Le salaire réel est calculé par le ratio (Salaire nominal / IPC)*100

Ces mesures adoptées progressivement à partir du premier trimestre de l'exercice fiscal 2019 ont permis de contenir l'évolution des créances nettes de la BRH sur l'État comparativement à l'exercice passé et d'atténuer ainsi les effets sur la situation monétaire. La masse monétaire M3 a été en nette progression par rapport à l'exercice 2017-2018 (22,51 % contre 14,36 % un an plus tôt), en raison notamment de la dépréciation du change (33,35 % environ contre 11,62 % l'exercice passé), laquelle a impacté considérablement les dépôts en dollars ÉU convertis en gourdes (33,29 % contre 7,25 % un an plus tôt). En conséquence, l'inflation s'est accélérée dans l'économie (près de 20 % contre 13,3 % en 2018) alors que l'activité économique a continué à pâtir des d'incertitudes autour de la conjoncture socio-politique. Au niveau international, le prix du baril de pétrole s'est contracté de 20,85 % par rapport à 2018. Cette évolution favorable du brut a contribué à atténuer la facture d'importations du pays ainsi que les pressions sur les prix et le change.

C'est dans un tel contexte que la BRH a mis en œuvre sa politique monétaire en 2019, en modulant les divers instruments en vue du maintien de la stabilisation du système financier pour de meilleures conditions de financement de l'économie haïtienne.

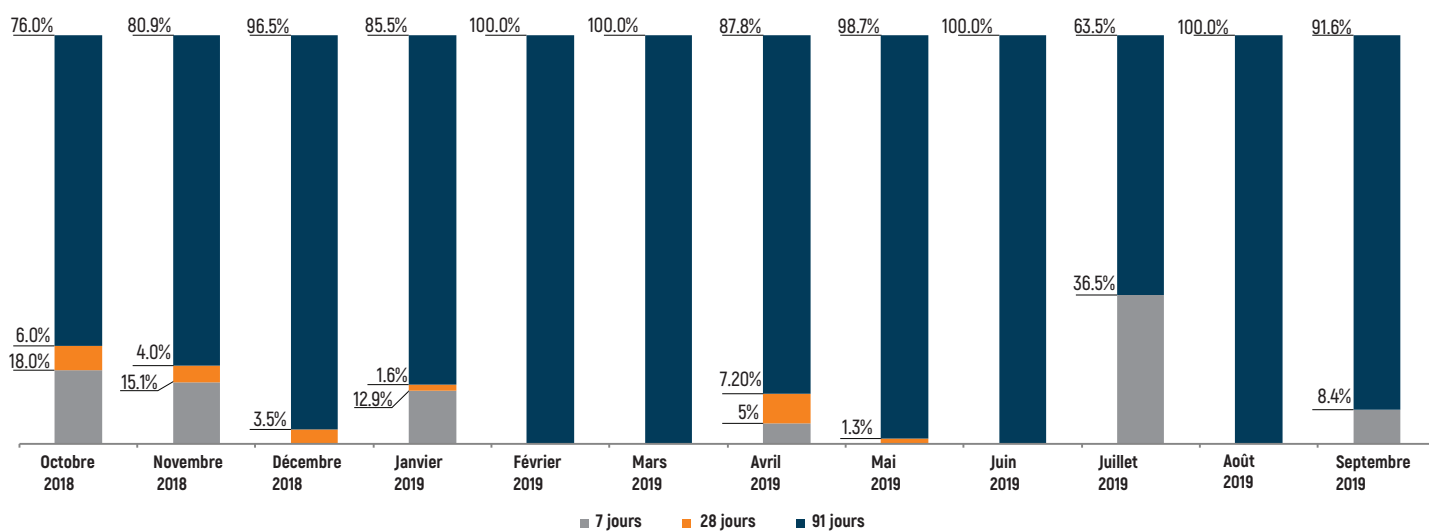
II.1.- INSTRUMENTS DE POLITIQUE MONÉTAIRE EN 2019

En 2019, la Banque centrale a combiné les instruments conventionnels à des dispositions réglementaires afin de limiter les incidences négatives d'un environnement adverse, caractérisé par le durcissement de la crise socio-politique, l'accentuation des imperfections de marchés et la persistance des déséquilibres tant internes qu'externes.

II.1.2- BONS BRH

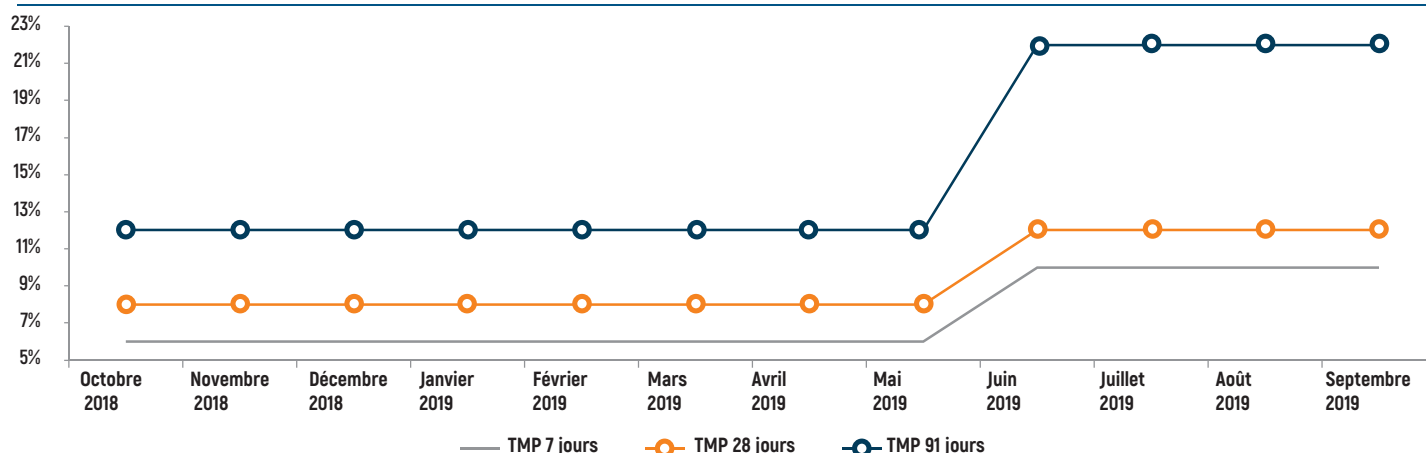
En vue de faciliter la souscription des institutions financières aux bons du trésor au cours de l'exercice 2018-2019, la Banque centrale a modulé ses émissions de bons BRH. Ainsi, l'encours de ces titres est passé de 13 856 MG au 30 septembre 2018 à 3 562 MG, soit une contraction de 74,29 %, avec une prépondérance des maturités de 91 jours (90 % en moyenne). La mise en place de ce mécanisme alternatif de financement du déficit de l'État a permis de réduire le poids des avances de la Banque centrale dans le financement du déficit public et d'atténuer le rythme de progression de la base monétaire.

Graphique 5. Composition de l'encours des bons BRH en 2019

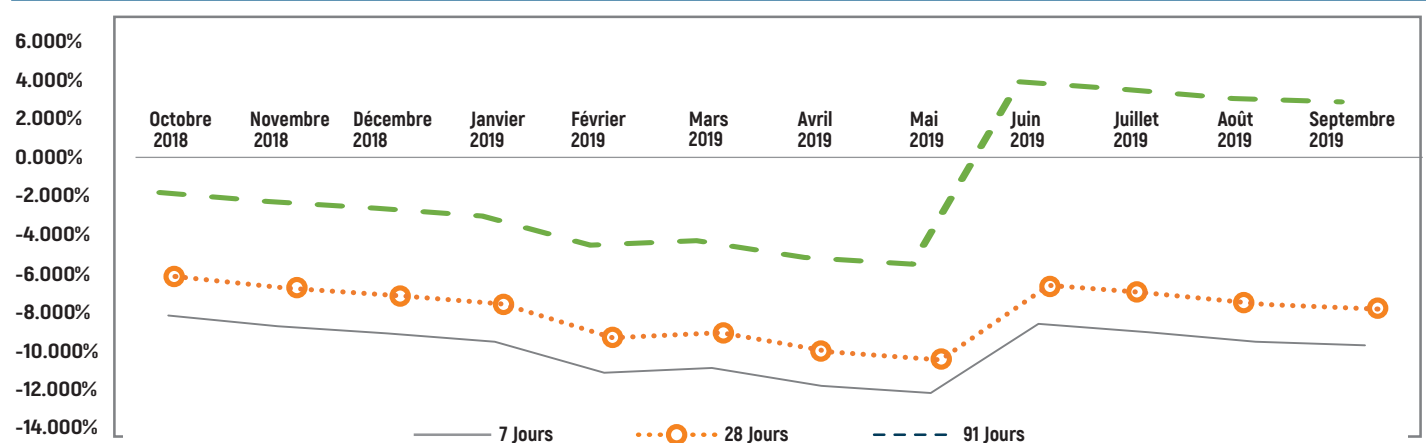


Quant aux taux d'intérêt sur les bons BRH, ils ont été maintenus à leur niveau de décembre 2016 jusqu'au mois de mai 2019, soit 12 %, 8 % et 6 % respectivement pour les maturités de 91, 28 et 7 jours. En juin 2019, dans un contexte de dégradation du climat des affaires et suite à l'accentuation des tendances à l'utilisation des lignes de crédit en gourdes pour réaliser des gains de change, ces taux ont été, pour la première fois depuis juillet 2015, ajustés à la hausse, atteignant respectivement 22 %, 12 % et 10 % sur les maturités antérieurement citées. De même, le taux de mise en pension de ces titres a augmenté de 7 points de pourcentage pour s'établir à 27 %. Les variations au niveau des taux nominaux se sont transmises aux taux moyens pondérés alors que le taux d'intérêt réel sur les bons BRH de 91 jours qui était négatif en raison de l'inflation, a augmenté pour atteindre des seuils positifs. En effet, le taux d'intérêt réel sur les titres de 91 jours est passé de -2,30 % en octobre 2018 à -6 % en mai 2019 pour ensuite remonter à 3,40 % en juin 2019 avant de terminer l'exercice à 2,5 %.

Graphique 6. Taux nominaux sur les bons BRH des différentes maturités (en %)



Graphique 7. Taux d'intérêt réel sur les bons BRH des différentes maturités

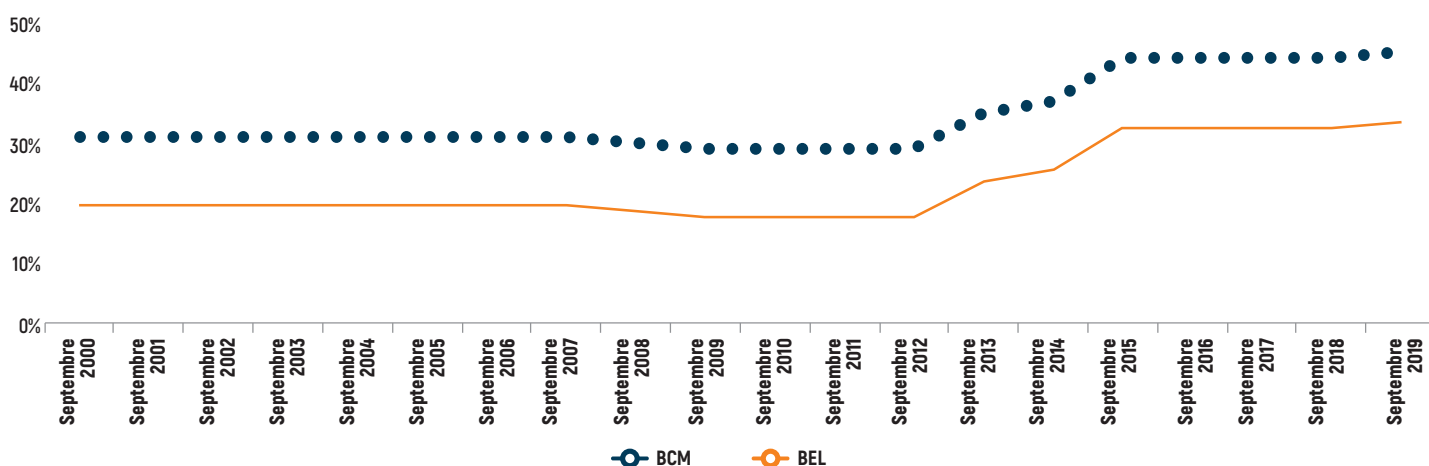


II.1.1.3- TAUX DE RÉSERVES OBLIGATOIRES

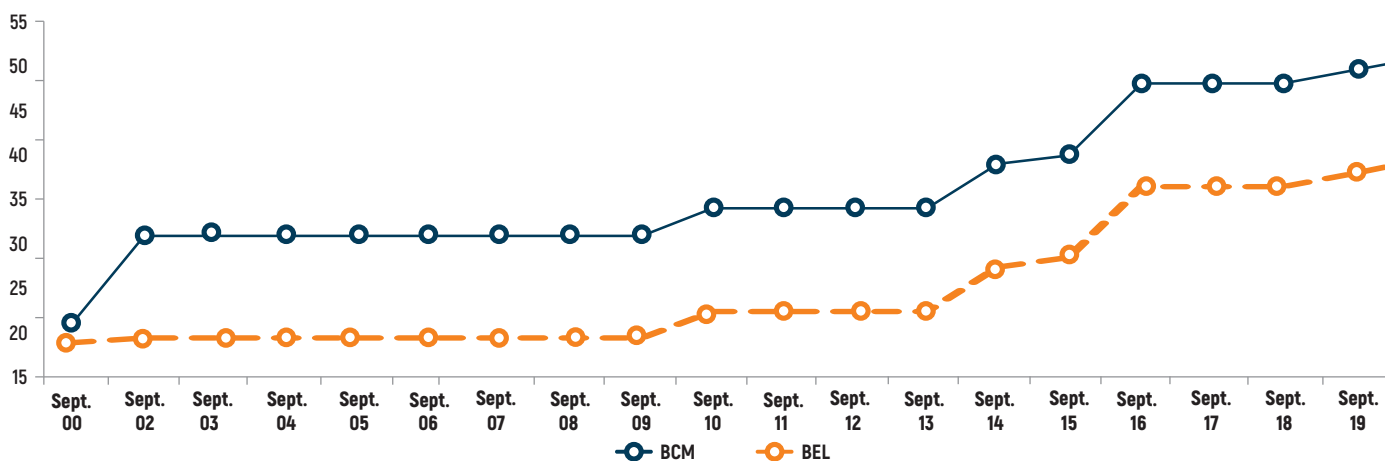
Face à la détérioration de la valeur tant externe qu'interne de la gourde, la BRH a procédé, en décembre 2018, à une augmentation des coefficients des réserves obligatoires à la fois sur les passifs en gourdes et en monnaie étrangère. Les taux de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes sont passés de 44 % à 45 % et de 32,5 % à 33,5 % respectivement pour les banques commerciales et les banques d'épargne et de logement (BEL). Sur les passifs en dollars, les coefficients ont été relevés de 1,5 point de pourcentage pour s'établir à 49,5 % et 38 % respectivement pour les banques commerciales et les banques d'épargne et de logement. Parallèlement, le mode de constitution des réserves en dollars a été modifié à 10 % en gourdes et à 90 % en dollars contre 7,5 % et 92,5 % respectivement auparavant.

En février 2019, avec l'accentuation des tensions sur le change et les prix, la BRH a, de nouveau, ajusté les coefficients des réserves obligatoires sur les passifs libellés en dollars, les portant à 51 % et 39,5 % respectivement pour les banques commerciales et les banques d'épargne et de logement. De même, elle a changé le mode de constitution de ces réserves, l'établissant à 12,5 % en gourdes et 87,5 % en dollars afin de libérer de la liquidité en devises et contrer la dépréciation de la monnaie locale.

Graphique 8. : Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes (en %)



Graphique 9. : Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en monnaie étrangère (en %)



II.1.1.4- INTERVENTIONS DE LA BRH SUR LE MARCHÉ DES CHANGES ET AUTRES MESURES SPÉCIFIQUES

Au cours de l'exercice fiscal 2019, la Banque centrale a renforcé ses interventions sur le marché des changes afin de soutenir l'offre de dollars restreinte par la baisse de l'aide externe, des flux touristiques et la faiblesse des exportations. En effet, la BRH a injecté un montant total de 178,53 millions de dollars ÉU sur l'exercice. Ces interventions, ciblées dans certains cas, se sont réalisées en visant les acteurs exerçant de fortes pressions sur la demande, notamment les compagnies pétrolières. Parallèlement, des interventions à l'achat ont totalisé 15,17 millions de dollars ÉU, liés à l'application des prescrits de la circulaire no 81-5 sur la position cambiste, aux opérations spécifiques de prestation de services à ses partenaires et à sa mission de gestionnaire du système de paiement et des changes. En termes nets, la Banque centrale a alimenté le marché à hauteur de 163 millions de dollars ÉU sur l'ensemble de l'exercice, épongeant ainsi plus de 15 milliards de gourdes de liquidité.

Par ailleurs, la vente des obligations BRH s'est poursuivie en vue de limiter la demande de dollars à des fins de précaution et de stimuler une meilleure rémunération de l'épargne en gourdes dans le système bancaire. L'encours de ces titres est passé de 2 112,64 MG au 30 septembre 2018 à 2 986,12 MG au 30 septembre 2019, soit une progression de 41,3 %.

La BRH a également adopté un ensemble de mesures administratives et réglementaires visant la protection des consommateurs, le ralentissement de la désintermédiation financière et l'augmentation de la disponibilité de devises sur le marché. Ainsi, à travers la circulaire no 114 qui est entrée en vigueur en juillet 2019, l'obligation est faite aux maisons de transfert de payer les clients dans la devise indiquée par l'expéditeur. De plus, la maison de transfert est tenue, d'une part, de respecter les taux de change en vigueur de la banque à laquelle elle est affiliée et d'autre part, de reporter les transactions de change découlant de l'achat des devises auprès des bénéficiaires de transferts.

La BRH a également pris des dispositions pour renforcer la formalisation des opérations de change sur le territoire national. En effet, en accord avec le MEF, la BRH a rappelé à tous les concernés que seules les institutions financières autorisées sont habilitées à effectuer des opérations de change. Cette mesure s'est inscrite dans le cadre d'une démarche visant à contrecarrer la désintermédiation financière, laquelle entretient la multiplicité des taux de change ainsi que le manque de traçabilité des fonds qui ouvre la voie au blanchiment des avoirs.

II.1.2 - RÉSULTATS

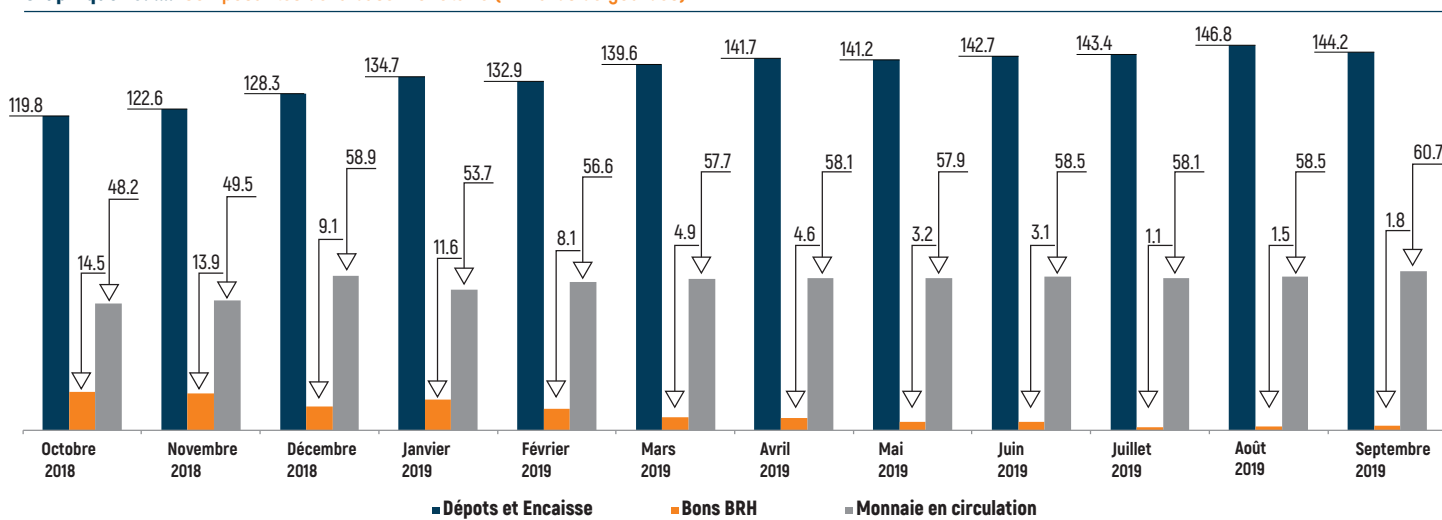
Le resserrement des conditions monétaires durant l'exercice 2018-2019 s'est reflété dans la hausse des taux d'intérêt débiteurs et créditeurs pratiqués par les banques commerciales. En moyenne annuelle, les taux sur les dépôts à terme en gourdes se sont chiffrés à 5,79 % en 2019 contre 4,85 % pour l'exercice antérieur alors que les taux sur les prêts ont augmenté de 11 points de base pour s'inscrire à 18,12 %. Ces derniers ont atteint 22,15 % au cours du mois de septembre, un pic qui a résulté du relèvement des taux directeurs au dernier trimestre. En dépit de ce comportement des taux débiteurs, la part du crédit total alloué au secteur privé par rapport aux dépôts du système s'est accrue de 55 points de base pour s'établir à 48,29 % en septembre 2019, en raison d'une accélération du rythme de croissance des concours du système bancaire à l'économie.

II.1.2.1 - RÉSULTATS INTERMÉDIAIRES

La posture monétaire affichée au cours de l'exercice fiscal a permis de mitiger l'effet de la détérioration des finances publiques sur la base monétaire. En effet, le rythme de progression de la base monétaire au sens restreint a ralenti de 4,57 points de pourcentage pour s'établir à 21,26 % en septembre 2019. La base monétaire au sens large, pour sa part, a crû de 18,17 % pour se chiffrer à 219 155,7 MG, soit une accélération de 1,71 point de pourcentage par rapport à 2018. Cette évolution de la monnaie centrale au sens strict a reflété, au passif, l'effet combiné d'une progression de 24,32 % des dépôts des banques et de 28,60 % de la monnaie en circulation.

À l'actif, l'expansion de la base monétaire a surtout été induite par l'augmentation des réserves internationales nettes de la BRH, lesquelles sont passées de 111,43 milliards de gourdes en 2018 à 145,18 milliards en 2019, soit une croissance de 30,29 % contre 0,82 % un an plus tôt. Les créances nettes sur le gouvernement, pour leur part, ont crû de 15,49 %, en net ralentissement par rapport à l'exercice antérieur où elles ont progressé de 64,63 %.

Graphique 10. Composantes de la base monétaire (milliards de gourdes)



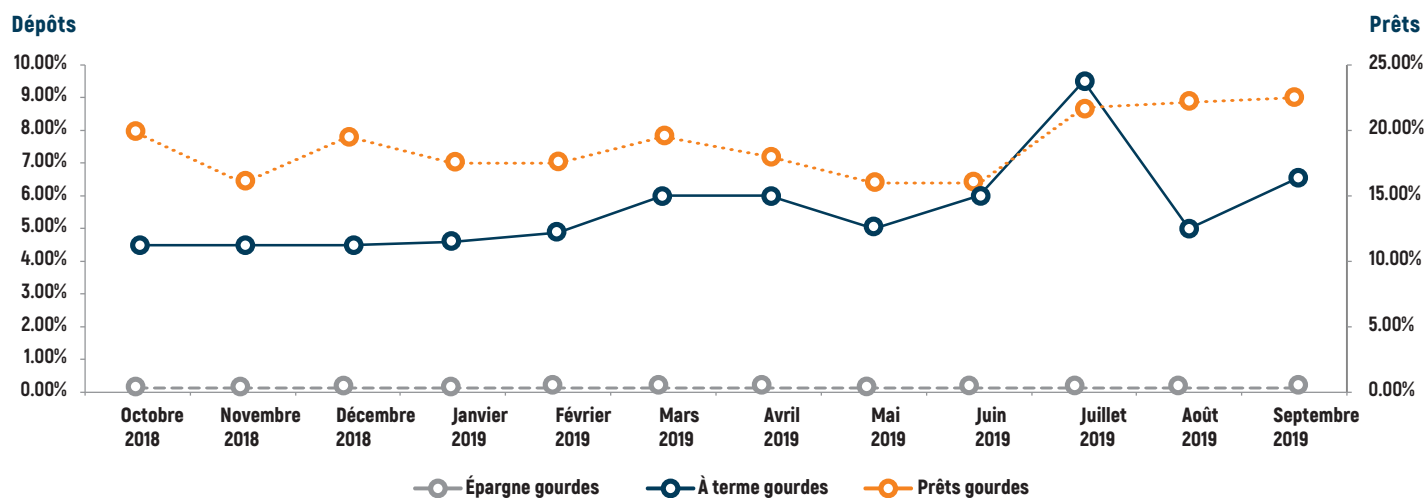
II.1.2.2- RÉSULTATS FINAUX

Au cours de l'exercice sous revue, l'analyse de l'évolution des taux d'intérêt sur les dépôts à terme libellés en gourdes et de ceux sur les prêts ont reflété les mouvements des taux sur les bons BRH dont l'impact a été constaté avec un retard d'environ un mois.

II.1.2.2.1 RÉMUNÉRATION DES DÉPÔTS ET DES PRÊTS SUR LES OPÉRATIONS EN GOURDES

De 17,50 % en octobre 2018, les taux d'intérêt débiteurs en gourdes se sont repliés pour se fixer à 15,22 % en juin 2019. Suite au relèvement des taux sur les bons BRH, les taux d'intérêt sur les prêts ont augmenté graduellement pour atteindre 22,15 % en septembre 2019. Parallèlement, les taux sur les dépôts à terme en gourdes sont passés de 4,97 % en octobre 2018 à 6,50 % en septembre 2019 avec un pic de 7,55 % en juillet 2019. Les taux d'intérêt sur les dépôts d'épargne, de leur côté, ont été relativement stables à 0,13 %.

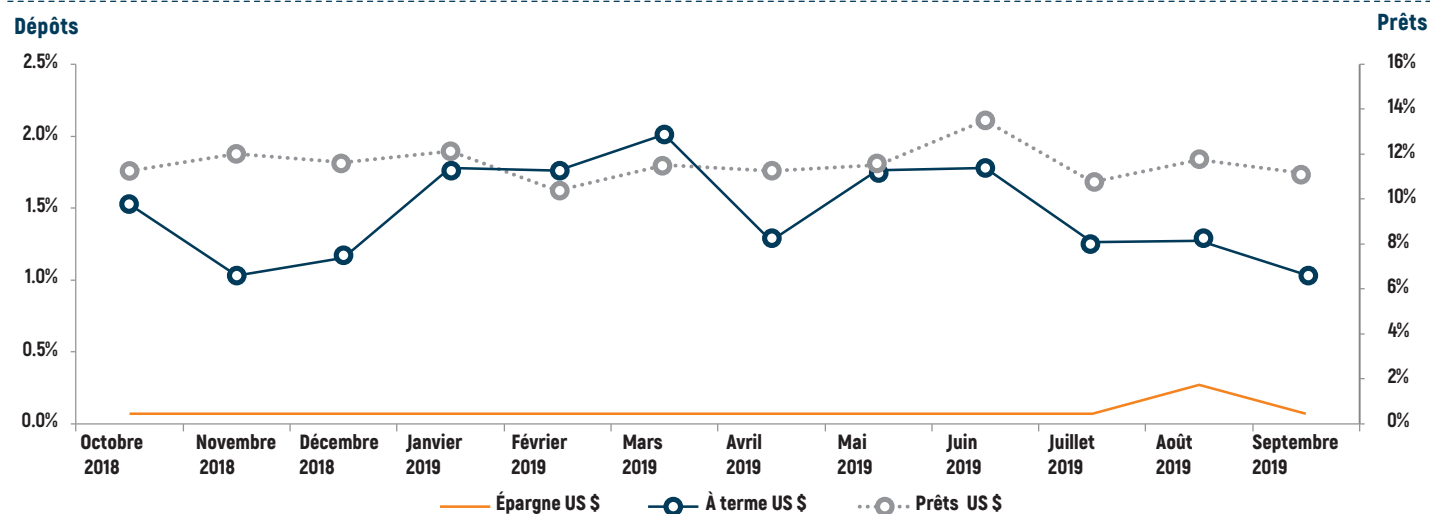
Graphique 11. Taux d'intérêt moyens pratiqués par les banques commerciales (opérations en gourdes)



II.1.2.2.2.- RÉMUNÉRATION DES DÉPÔTS ET DES PRÊTS SUR LES OPÉRATIONS EN DEVISES

Les opérations en devises sont caractérisées par une certaine fluctuation des taux d'intérêt débiteurs et créditeurs. Après 11,78 % en octobre 2018, les taux d'intérêt sur les prêts en dollars ont atteint 13,09 % en juin, avant de reculer à 11,75 % en septembre 2019. En dépit des mesures de resserrement des conditions monétaires, les taux d'intérêt sur les dépôts d'épargne sont passés de 0,7 % en février à 0,27 % en septembre 2019. La moyenne mensuelle de ces taux pour l'ensemble de l'exercice s'est inscrite à 0,09 % en 2019 contre 0,07 % en 2018. Par ailleurs, les taux d'intérêt moyens sur les dépôts à terme en dollars ont chuté au cours de l'exercice, passant 1,67 % en 2018 à 1,54 % en 2019.

Graphique 12. Taux d'intérêt moyens pratiqués par les banques commerciales (Opérations en dollars EU)



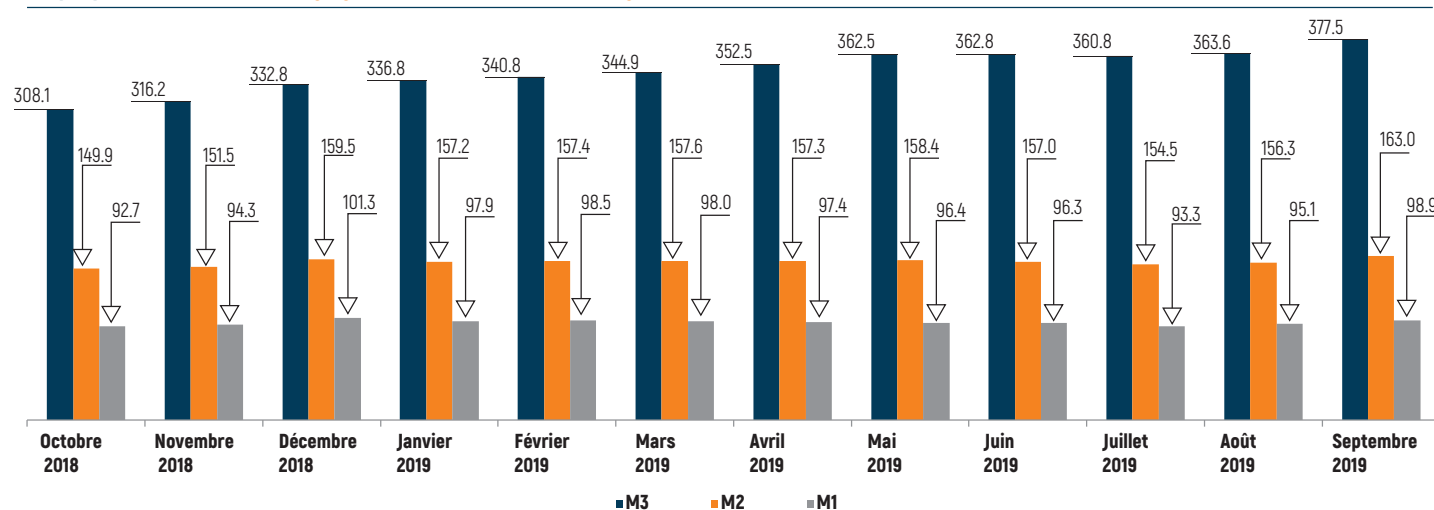
Au 30 septembre 2019, le rythme de progression de la masse monétaire au sens large s'est accentué par rapport à l'exercice précédent. En effet, l'agrégat M3, évalué à 377,5 milliards de gourdes, s'est accru annuellement de 22,51 %, contre une croissance de 14,36 % un an auparavant. Ainsi, l'offre de monnaie a évolué plus vite que l'indice des prix à la consommation

dont la variation en glissement annuel est estimée à 19,7 % en septembre 2019. Toutefois, les agrégats M1 et M2 ont accusé des taux de croissance moins élevés que ceux sur l'exercice passé. Ainsi, ils ont crû respectivement de 9,65 % et 10,74 % en 2019, contre 25,87 % et 23,28 % en 2018.

L'écart observé entre le rythme de croissance de M3 et ceux de M1 et M2 est lié au fait que les dépôts en devises converties ont progressé plus rapidement que ceux en gourdes. En effet, les dépôts en gourdes ont augmenté de 2,32 % en 2019, soit une décélération de 21,25 points de pourcentage par rapport à 2018, en raison de la baisse des dépôts à vue (-11,16 %), laquelle a mitigé l'effet des hausses respectives de 16,25 % et 10,01 % des dépôts à terme et d'épargne en monnaie locale. L'évolution contenue de la liquidité en gourdes au cours de l'exercice fiscal 2019, a traduit les efforts en termes de réduction de la monétisation du déficit budgétaire, conformément aux prescrits du pacte de gouvernance économique et financière signé entre les autorités monétaires et fiscales. Parallèlement, les dépôts en devises exprimés en gourdes ont augmenté de 33,29 % en 2019, gagnant ainsi 26,04 points de pourcentage par rapport à 2018. Cet accroissement est essentiellement attribuable à la croissance d'environ 33 % du taux de change car, pris en volume, les dépôts en dollars ont diminué de 0,1 % sur l'exercice.

La baisse du flux des dépôts en dollars a été principalement attribuée à celle des dépôts à terme dont le niveau a chuté de 4,29 % sur l'exercice. La diminution de l'épargne en dollars pourrait s'interpréter comme le résultat des mesures incitatives des autorités monétaires pour encourager les agents économiques à s'orienter vers les titres en monnaie locale. De leur côté, les dépôts à vue et d'épargne libellés en dollars ont évolué de façon contrastée. Ils ont ainsi progressé respectivement de 0,65 % et 2,58 % comparé à une baisse de 11,25 % pour les dépôts à vue et une hausse de 0,61 % pour les dépôts d'épargne en 2018.

Graphique 13. Évolution des agrégats monétaires (en milliards de gourdes)



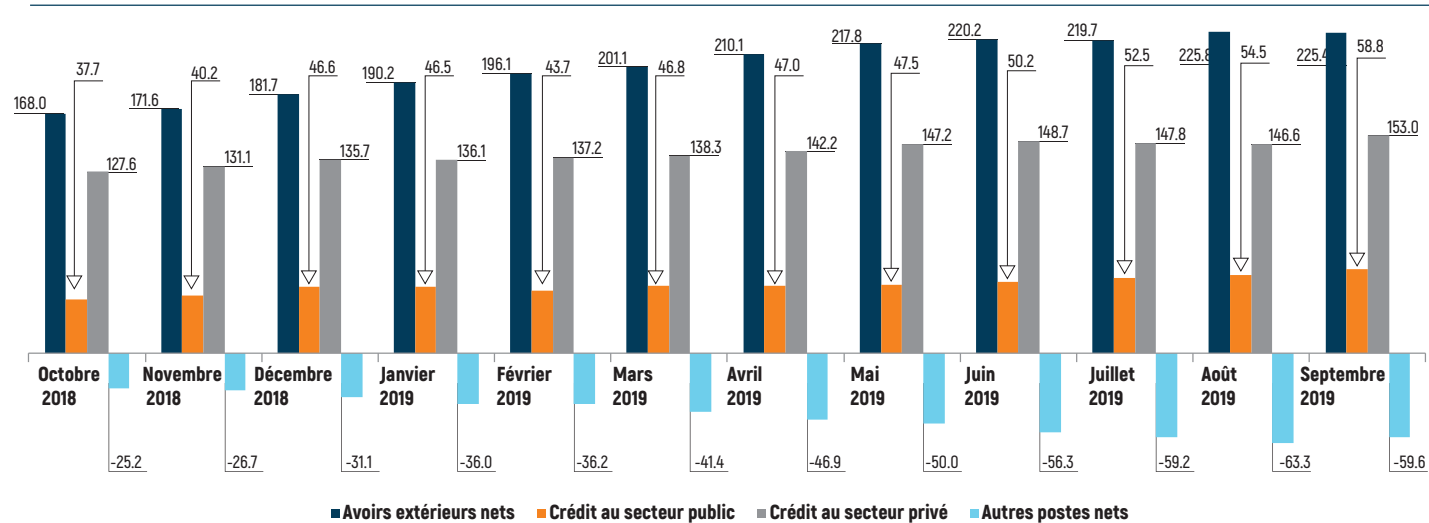
II.1.3.1.- CONTREPARTIES DE M3 ET FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

L'analyse des contreparties de la masse monétaire au 30 septembre 2019 a montré que l'accélération du rythme de croissance de la masse monétaire a essentiellement été soutenue par celle des avoirs extérieurs nets du système bancaire exprimés en gourdes. En effet, après avoir reculé de 1,08 % l'exercice passé, ces derniers sont repartis à la hausse, affichant une progression de 37,01 %. Le rebond des avoirs extérieurs nets a résulté de l'accroissement de 51,11 % des réserves nettes de change des banques commerciales (en comparaison à une contraction de 4,85 % en 2018) et de 30,29 % de celles de la BRH (contre 0,82 % en 2018). Toutefois, ces progressions ont reflété essentiellement la dépréciation de la gourde, vu qu'en dollars, les avoirs extérieurs nets n'ont crû que de 2,69 % et les réserves nettes de change de la BRH ont reculé de 2,35 %. Seules les réserves nettes des banques commerciales ont affiché une croissance significative en volume (13,26 %), résultant, en particulier, de la hausse de leurs dépôts à l'étranger et de la baisse de leurs engagements extérieurs.

Parallèlement, un ralentissement du rythme de progression du crédit intérieur a été observé, passant de 32,45 % en 2018 à 22,04 % en 2019. Cette situation a traduit particulièrement la décélération du taux de croissance des créances nettes sur le secteur public, lequel a perdu 122,58 points de pourcentage pour s'établir à 20,07 % en 2019. Le crédit bancaire, en particulier au gouvernement central, a évolué à un rythme nettement moindre, soit 24,6 % contre 133,2 % un an plus tôt, traduisant une gestion plus prudente des autorités fiscales en 2019. Quant au crédit bancaire au secteur privé, il a crû de 22,81 % au cours de cet exercice contre 12,40 % en 2018. Cette accélération est induite par l'augmentation conjuguée du

portefeuille en gourdes (+9,81 %) et de celui en dollars (+ 42 % pour prêts en dollars convertis en gourdes et + 6,88 % en volume). En termes réels, les concours à l'économie n'ont crû que de 2,7 %, reflétant un manque de dynamisme en raison de la dégradation du climat des affaires liée à la persistance des troubles socio-politiques.

Graphique 14. Les contreparties de M3 (en milliards de gourdes)



III. FINANCES PUBLIQUES EN 2019

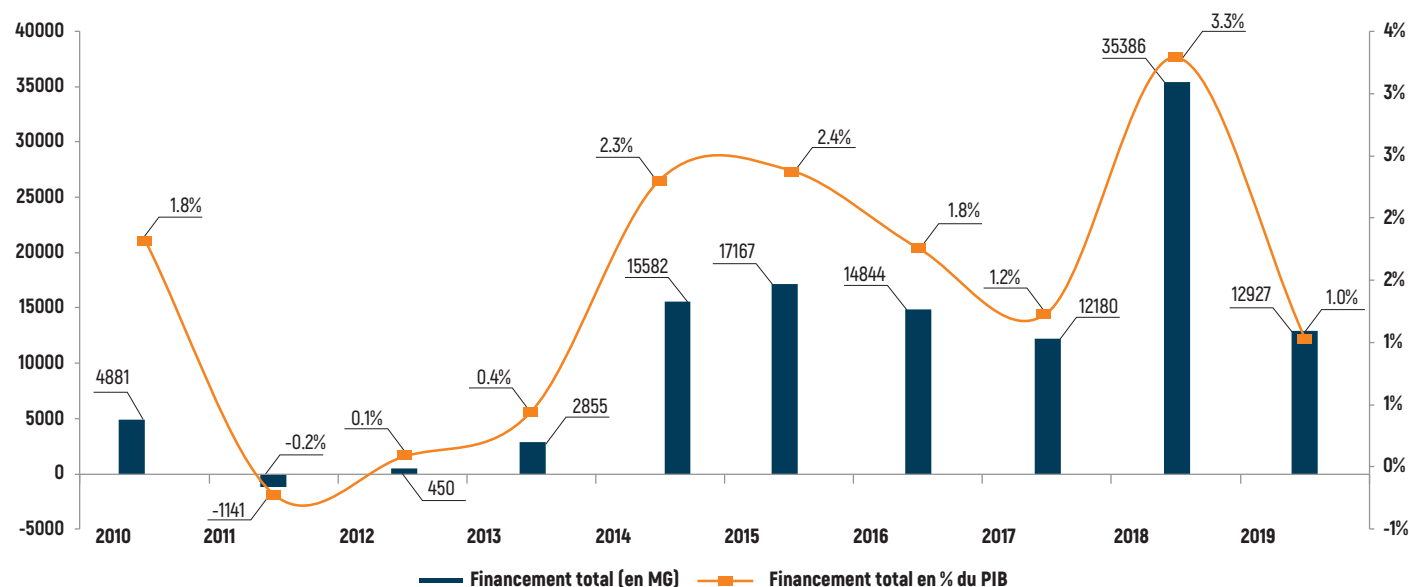
Au cours de l'exercice 2018-2019, la mise en œuvre de la politique budgétaire s'est inscrite dans le cadre de la reconduction de la loi de finances 2017-2018 et déroulée dans un contexte socio-politique assez tendu, marqué, entre autres, par de vives tensions et des ruptures d'approvisionnement en carburant paralysant les activités économiques et entravant en grande partie la mobilisation des ressources de l'État. Aussi, le caractère démissionnaire du gouvernement en place n'a pas facilité le décaissement de fonds importants liés à des projets d'investissement.

Par voie de conséquence, ce climat d'incertitudes qui a été accentué par la dépréciation accélérée de la gourde face au dollar et par un taux d'inflation galopant, n'a pas favorisé l'évolution des principaux indicateurs de finances publiques dans la limite des prévisions budgétaires reconduites. En effet, les résultats cumulés au 30 septembre 2019 ont démontré un ralentissement des activités économiques par rapport aux réalisations de la même période de l'exercice précédent. Cette observation est reflétée tant au niveau des recettes qu'à celui des dépenses.

Ainsi, les recettes collectées durant l'exercice sous-étude ont totalisé 76 159,5 MG contre 79 767,2 MG un an plus tôt. Elles ont été respectivement à 23,2 % et à 4,5 % en-deçà des prévisions budgétaires de 99 169,5 MG et des réalisations de l'exercice 2017-2018. Quant aux dépenses, elles se sont chiffrées à 99 436,4 MG, soit un niveau d'exécution de 91 % (contre 99,5 % en 2017-2018), de la programmation budgétaire qui tablait sur un plafond de 109 308 MG.

La contre-performance significative du niveau des recettes a conduit à un financement du déficit budgétaire à hauteur de 12 926,7 MG pour l'exercice sous-étude, représentant 36,53 % de celui enregistré un an plus tôt. Cette réduction du niveau de financement a été facilitée par la mise en œuvre du Pacte de Gouvernance signé entre le Ministère de l'Économie et des Finances et la Banque de la République d'Haïti au cours du mois de janvier 2019.

Graphique 15. : Financement du déficit budgétaire en pourcentage du PIB et en MG



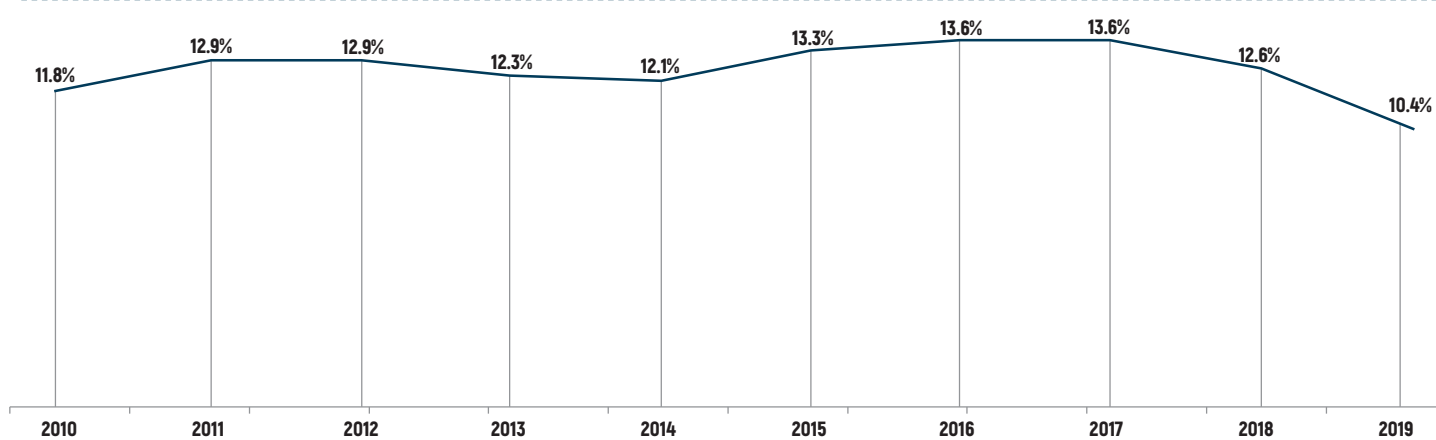
III.1 RECETTES

Les différentes mesures adoptées au début de l'exercice par les administrations fiscale et douanière visant à capter plus de ressources n'ont pas eu l'effet escompté, en considérant la paralysie quasi-totale des activités économiques au cours de l'exercice. Ces mesures concernent principalement le relèvement du taux d'imposition sur certaines catégories de produits, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, la mise en place de nouveaux postes de contrôle et le renforcement des postes existants, la réforme de l'impôt sur le revenu et du système des exonérations, etc.

En effet, les recettes cumulées d'octobre 2018 à septembre 2019 ont atteint 76 159,5 MG contre 79 767,2 MG l'exercice précédent, soit un taux de réalisation de 76,8 % par rapport aux prévisions de 99 169,5 MG du budget rectificatif 2017-2018 reconduit. Du total des recettes, 62 % proviennent des taxes internes, 37,5 % de ressources douanières et 0,5 % de ressources diverses. À noter que, durant l'exercice 2018-2019, les recettes fiscales ont affiché une contre-performance par rapport à l'exercice précédent, soit une diminution de 4,5 % en glissement annuel.

Cette contre-performance résulte exclusivement de la chute de 14,98 % des recettes internes en dépit de l'évolution à la hausse des recettes douanières et des recettes diverses respectivement de 20,3 % et de 10,2 % en glissement annuel. Ainsi, elles portent la pression fiscale à 10,4 %, en baisse de 2,2 points de pourcentage.

Graphique 16. : Évolution de la pression fiscale



III.1.1 RECETTES INTERNES

En dépit des différentes mesures visant à accroître le niveau des ressources domestiques, notamment la hausse de certains droits et taxes, les recettes internes de l'exercice ont connu un écart de réalisation de 37,2 % par rapport à la cible budgétaire et un fléchissement de 14,9 % en glissement annuel, pour s'établir à 47 232,2 MG au 30 septembre 2019.

Cette chute est imputable à la baisse simultanée des recettes collectées au titre d'impôt sur le revenu (-2,9 %) et de droits d'accise (-19,4 %) alors que celles relatives à la taxe sur le chiffre d'affaire (TCA) ont légèrement progressé de 0,3 %.

En effet, les recettes au titre de l'impôt sur le revenu (ISR) et des droits d'accises sont passées de 20 589,1 MG et 1 591,6 MG en 2018 à des valeurs respectives de 19 975,5 MG et 1 283,5 MG au terme de l'exercice sous revue.

Quant à la Taxe sur le chiffre d'affaires (TCA) qui représente 46,8 % des recettes internes, elle a connu une légère progression de 0,3 %, passant de 22 022,8 MG en 2018 à 22 095,2 MG en 2019.

III.1.2 RECETTES DOUANIÈRES

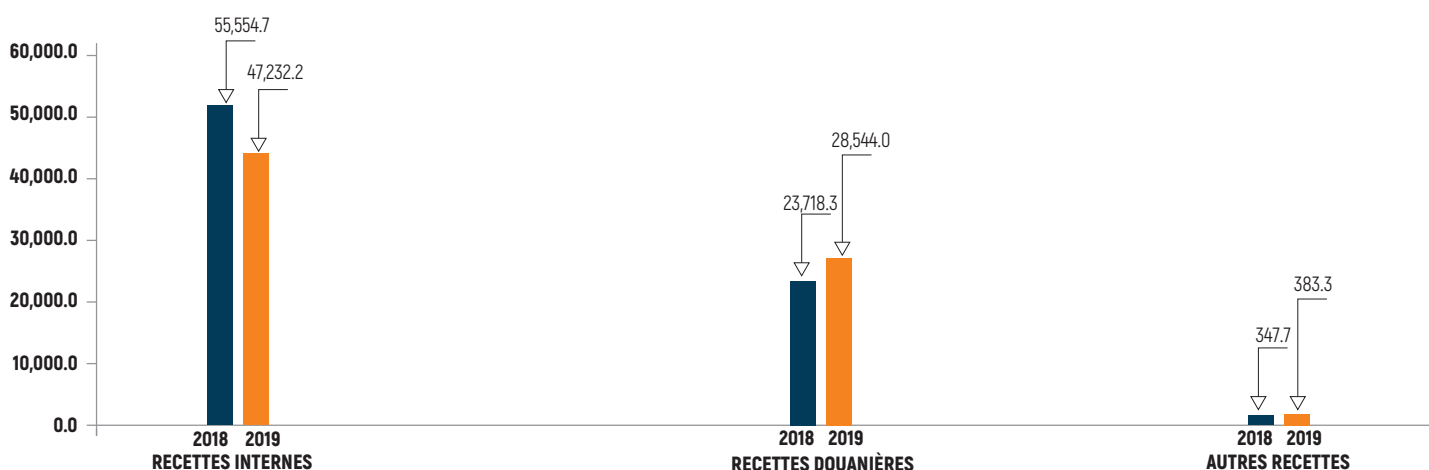
De 23 718,3 MG au 30 septembre 2018, les recettes douanières ont crû de 20,4 % pour s'établir à 28 544 MG en 2019, alors que leurs principales composantes à savoir les droits de douane et les frais de vérification ont évolué à la baisse (17,9 % et 9,2 % respectivement). Ces derniers ont atteint respectivement 10 142,6 MG et 9 094 MG au 30 septembre 2019.

Toutefois, cette tendance à la hausse des recettes douanières est imputable au produit de la vente aux enchères de marchandises délaissées et aux amendes perçues pour fausses déclarations et pour retards dans le paiement des bordereaux, généralement classés dans la catégorie des « autres recettes douanières ».

III.1.3 AUTRES RECETTES

Représentant 0,5 % du total des recettes de l'exercice, les recettes diverses se sont élevées à 383,3 MG en 2019 contre 347,7 MG antérieurement, soit une augmentation de 10,2 %.

Graphique 17. Évolution des composantes des recettes courantes en 2019 (En millions de gourdes)



III.1.4 PERFORMANCE INSTITUTIONNELLE RECETTES INTERNES

En dépit de la mise en place de la plateforme d'échanges unifiée (UXP), interconnectant la DGI, l'AGD, l'ULCC et le MEF en vue de réduire la contrebande, l'évasion fiscale et de parvenir à une meilleure mobilisation de ressources fiscales, les objectifs de recettes n'ont pas été atteints.

Au terme de l'exercice 2018-2019, les recettes internes collectées ont atteint 47 232,2 MG contre 55 554,7 MG, soit une régression de 15 % consécutive à la baisse de performance de ses deux principales sources de perception notamment la Direction

générale des impôts (-20,5 %) et l'Administration générale des douanes (-0,4 %). En effet, la contre-performance des recettes internes résulte de la baisse simultanée de celles en provenance des principaux points de perception tels : le Bureau Central, la Direction des grands contribuables (DGC) et les autres points qui ont connu des baisses respectives de 0,70 %, de 7,40 % et de 55,80 %. Quant à l'AGD, son apport dans le total des recettes internes a relativement augmenté de 4,8 points de pourcentage malgré sa baisse de performance de 0,4 %.

Tableau 4. : Évolution des recettes internes par institutions

	Exercice 2017-2018	Poids dans le total	Exercice 2018-2019	Poids dans le total	Variation (en%)
DGI	40,250.82	72.45%	31,991.40	67.70%	-20.50%
Bureau Central	5,100.05	9.18%	4,935.10	10.40%	-0.70%
UGCF	23,803.08	42.85%	22,044.10	46.70%	-3.23%
Autres points de perception	11,347.69	20.43%	5,012.20	10.60%	-55.80%
Douane	15,303.88	27.55%	15,240.80	32.30%	-0.40%
Total	55,554.70	100.00%	47,232.20	100.00%	-15.00%

Source : Direction Contrôle de Crédit / BAH

III.2.1 DÉPENSES COURANTES

Au cours de l'exercice 2018-2019, les dépenses effectuées par le gouvernement central dans le cadre de ses obligations courantes ont totalisé 95 975,4 MG contre 100 321,7 MG un an auparavant. Celles-ci représentent une diminution de 4,3 % en glissement annuel et sont constituées de 83,2 % de dépenses sur biens et services; de 1,6 % de service de la dette et de 15,1 % à titre de subventions et transferts courants.

Totalisant 79 896,3 MG, les dépenses de fonctionnement ont connu une baisse de 5,3 % par rapport à l'exercice 2017-2018. Cette évolution résulte de la baisse simultanée des dépenses liées aux traitements et salaires (-2,3 %) et de celles relatives aux achats de biens et services (-8,1%) dans un contexte de contraction des dépenses. À noter que la baisse de la masse salariale observée, en dépit de l'augmentation de l'effectif des cadres de la fonction publique de 6,1 %, passant de 91 007 à 96 573 employés, est due essentiellement aux arriérés de paiements enregistrés.

De 15 326,7 MG en 2017-2018, les subventions et transferts ont affiché un fléchissement de 5,2 % pour s'établir à 14 528,2 MG au cours de l'exercice sous-étude.

Quant aux dépenses d'intérêts sur la dette publique, elles ont connu une progression de plus de 100 % au cours de l'année fiscale 2019. Cette progression est due à la hausse simultanée des versements effectués pour honorer le service des dettes interne et externe de 231 % et de 31 % respectivement, pour s'établir à des valeurs respectives de 1 266,1 MG et de 284,8 MG.

III.2.2 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement effectuées à partir des fonds du Trésor public ont atteint 3 461 MG au cours de l'exercice 2018-2019, représentant une chute de 59,2 % par rapport à l'exercice fiscal antérieur et un écart de réalisation de 76,5 % par rapport aux prévisions budgétaires de 14 742,3 MG. Outre le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales pour lequel la part dans les dépenses d'investissement est passée de 0,5 % à 0,7 % accusant un léger apport additionnel, celles de tous les autres secteurs ont été revues à la baisse. Ces dernières ont ainsi été attribuées:

- 13,5 % au Ministère de la Planification et de la Coopération Externe contre 15,9 % précédemment, en vue de renforcer les capacités des Unités d'Études et de Programmation (UEP) et d'améliorer les systèmes de planification devant permettre l'utilisation optimale des ressources disponibles ;
- 1,1 % au Ministère de l'Économie et des Finances (contre 2,3 % l'exercice antérieur) pour la mise en œuvre de mesures fiscales, dans un cadre de renforcement institutionnel et de mobilisation des ressources internes ;
- 2,4 % des investissements alloués au Ministère des Travaux Publics, Transports et Communication contre 12,2 % visant à la réhabilitation et à l'entretien des routes urbaines et rurales, au contrôle des exploitations de sable, à l'accès à l'électricité dans des régions dépourvues d'infrastructures et à l'implantation d'installations solaires sur tout le territoire national ;
- 0,7 % du programme d'investissements publics destinés au Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (contre 3,1 % en 2018) en vue d'assurer le suivi du dispositif de contrôle sanitaire des

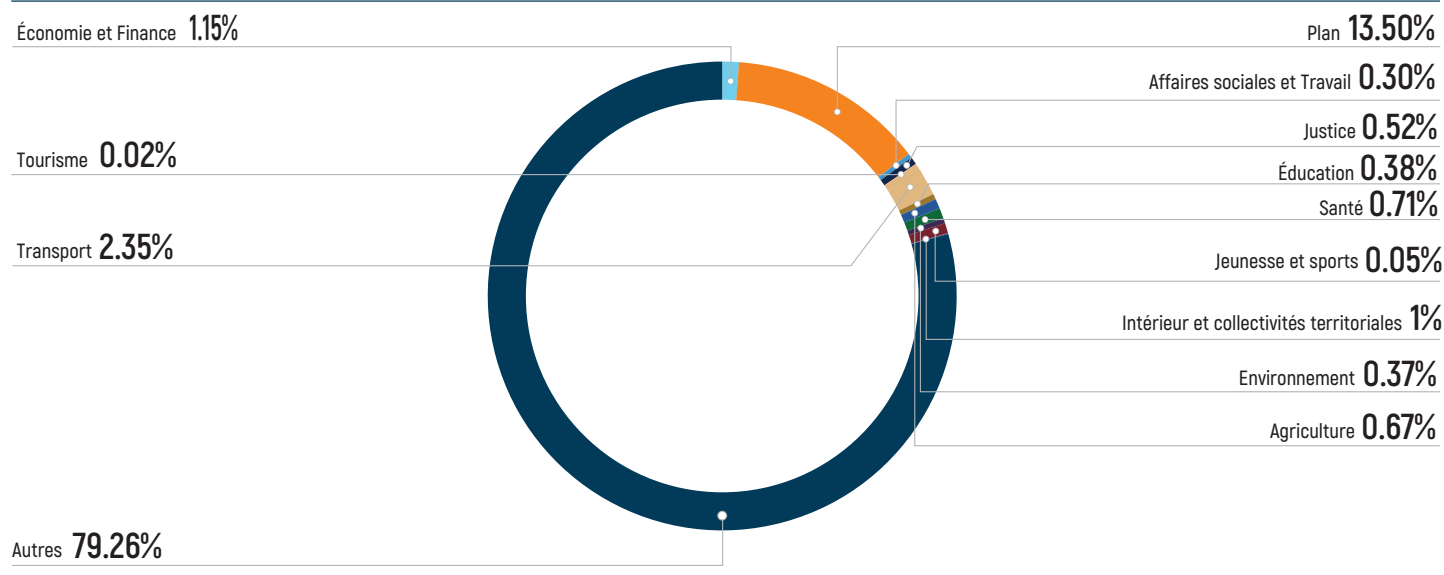
denrées alimentaires, de faciliter l'accès aux financements agricoles à travers la promotion des micro-assurances dans le secteur afin de dynamiser les secteurs productifs et encourager prioritairement la production ;

- 0,4 % des dépenses de capital ont été consenties au Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (contre 2,7 %) pour la scolarisation des enfants, l'amélioration de l'éducation à tous les niveaux, la construction et la réhabilitation de centres de formation professionnelle et de bâtiments scolaires à travers l'ensemble des départements du pays ;

et finalement, le reste a été alloué dans les proportions suivantes :

- 2,6 % aux autres institutions publiques pour renforcer leurs structures et appuyer les projets de développement.
- 79,3 % à titre d'autres interventions publiques dont 76,3 % servant de remboursement de dette et 3 % d'activités publiques diverses.

Graphique 18. Projets et programmes par secteur



III.3 FINANCEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Au terme de l'exercice fiscal 2018-2019, hormis les arriérés de paiement, les opérations financières du gouvernement central se sont soldées par un déficit global de 12 926,7 MG, en baisse de 63,5 % par rapport à celui de l'exercice antérieur. Compte tenu de l'absence d'appui au budget et de l'incapacité à mobiliser les ressources au regard des prévisions budgétaires, le financement du déficit a été assuré principalement par des ressources internes.

En effet, le financement interne, constitué de 67 % de fonds en provenance des autorités monétaires et de 33 % de la BNC, s'est élevé à 14 426,4 MG et a servi non seulement à combler le déficit global, mais aussi à rembourser des prêts externes de l'État garantis par la BRH pour un montant total de 1 499,7 MG. À noter que le financement monétaire de 9 627,8 MG enregistré au 30 septembre de l'exercice ne représente que 39,70 % de celui enregistré précédemment. Ce résultat est dû à la mise en œuvre du Pacte de Gouvernance signé entre le Ministère de l'Économie et des Finances et la Banque de la République d'Haïti au cours du mois de janvier 2019.

III.4 ÉVALUATION DU PROGRAMME FINANCIER

Globalement, les résultats obtenus tant au niveau des recettes que des dépenses ont reflété la détérioration du solde des comptes de l'Administration centrale au cours de l'exercice 2018-2019, au regard de la conjoncture socio-politique difficile du pays, empêchant les entités fiscales à capter les ressources suffisantes et compromettant l'exécution de dépenses d'investissement.

Tableau 5. Évolution des flux nets du solde des comptes de l'Administration Centrale (en MG)

Rubriques/Exercices	2016 / 2017	2017 / 2018	2018 / 2019
1. Position nette du Trésor	5, 771.20	24, 662.50	-8, 018.50
2. Dépôts de l'État	- 440.5	873.7	8, 027.30
3. Arriérés d'intérêts	0	0	350
4. Autres créances	582.4	526.2	25, 188.80
5. Comptes spéciaux	-161.7	26.3	134.8
Financement monétaire	6,632.40	24, 341.40	9, 627.80

Source : Direction Contrôle de Crédit / BRH

Au terme de l'exercice, les recettes totales ont affiché une baisse de performance de 4,5 % et les dépenses ont été contenues à 9 % en-deçà des prévisions budgétaires. Quant au financement monétaire, il a représenté un dépassement de 16,7 % du plafond ciblé, mais de loin inférieur au cumul de l'exercice antérieur grâce à l'application plus ou moins stricte des dispositions du Pacte de gouvernance.

Tableau 6. Tableau des réalisations budgétaires (en millions de gourdes)

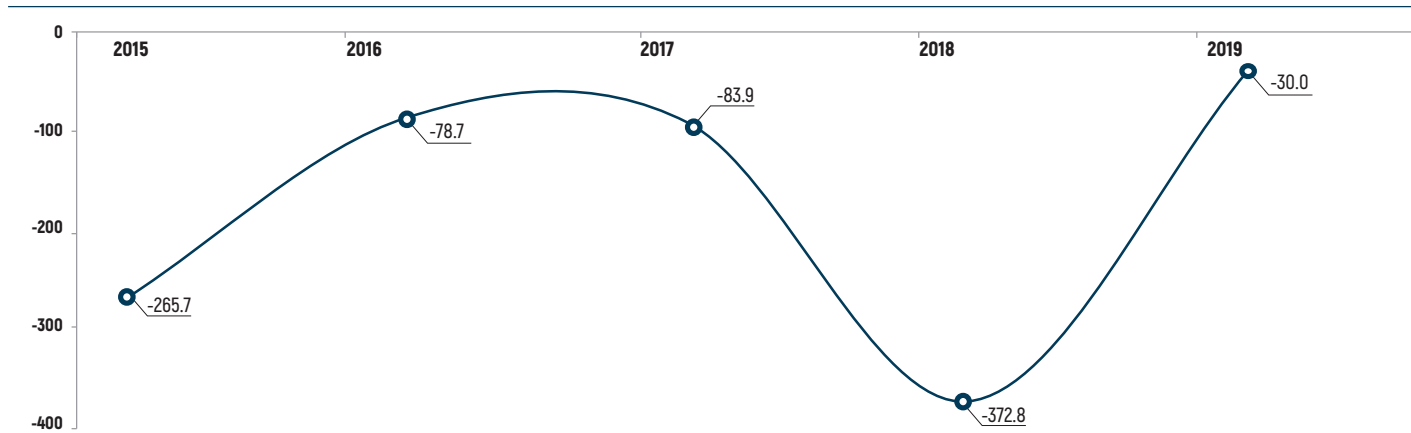
	Prévisions du budget rectificatif 2017-2018	Réalisation au 30 septembre 2018	Réalisation au 30 septembre 2019	Pourcentage de réalisation par rapport aux prévisions	Variation en glissement annuel
Recettes	99 169.4	79 767.2	76 159.5	76.8%	-4.5%
Dépenses	109 308	108 810.7	99 436.6	91.0%	-8.6%
Financement monétaire	8 248.0	24 341.2	9 627.8	116.7%	-60.5%

IV. BALANCE DES PAIEMENTS EN 2019

En 2019, l'évolution de la balance des paiements d'Haïti a été marquée par un contexte de plusieurs épisodes de crises socio-politiques, une dépréciation de plus de 28 % du taux de change moyen de la gourde par rapport au dollar ÉU, une réduction des dépenses publiques et des appuis financiers budgétaires externes. Il en est résulté une contraction de l'activité économique reflétée au niveau de la baisse de la valeur et du volume des importations. Combiné à une augmentation des transferts privés et une hausse de 11,29 % des exportations de biens, ceci a entraîné une forte réduction du déficit du compte courant. Au niveau des opérations financières, les données montrent une sortie nette de capitaux de 145 millions de dollars ÉU. Ceci a négativement impacté les réserves officielles de change qui se sont détériorées de 108 millions de dollars ÉU.

IV.1 LE COMPTE COURANT

Sous l'effet d'une baisse de plus de 7 % de la valeur des importations de biens et d'une accélération des flux de transferts entrants de 6,85 %, le solde déficitaire du compte des transactions courantes de la balance des paiements d'Haïti a fortement diminué passant de -372,8 millions de dollars ÉU à -30 millions de dollars ÉU en 2019. Ce résultat est survenu dans un contexte de contraction des activités économiques à cause des troubles socio-politiques.

Graphique 19. Évolution du solde du Compte des transactions courantes (en millions de dollars ÉU)

SOLDE DES BIENS ET SERVICES

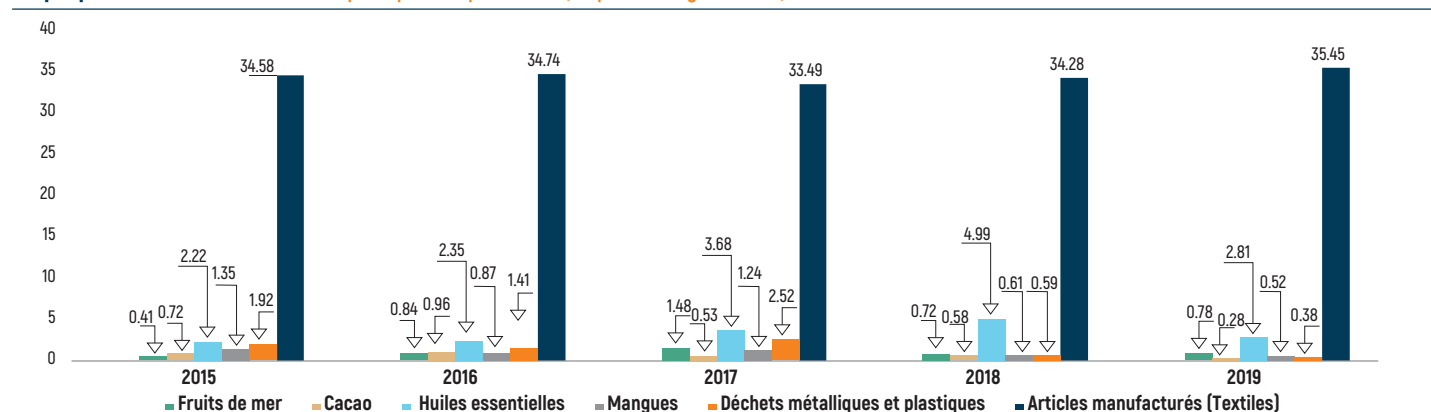
LE COMMERCE DES BIENS

LES EXPORTATIONS DES BIENS

Au cours de l'exercice 2018-2019, les exportations de biens, évaluées à 1,2 milliard de dollars ÉU, ont progressé de 11,29 %, sous l'effet d'une augmentation de 19 % au niveau des industries du textile. L'industrie de la sous-traitance dans sa globalité n'a pas vraiment souffert des troubles socio-politiques de l'année 2019. Certaines usines de Carrefour ont été affectées. Mais les sites du Parc industriel de SONAPI, de la CODEVI et de Caracol n'ont pas été bloqués dans leurs activités d'exportation.

Par ailleurs, les exportations de fruits de mer, poussées par les ventes d'anguilles, ont augmenté de 21 % et celles des mangues, de cacao et d'huiles essentielles ont baissé respectivement de 4,89 %, 45,45 % et 37,32 %.

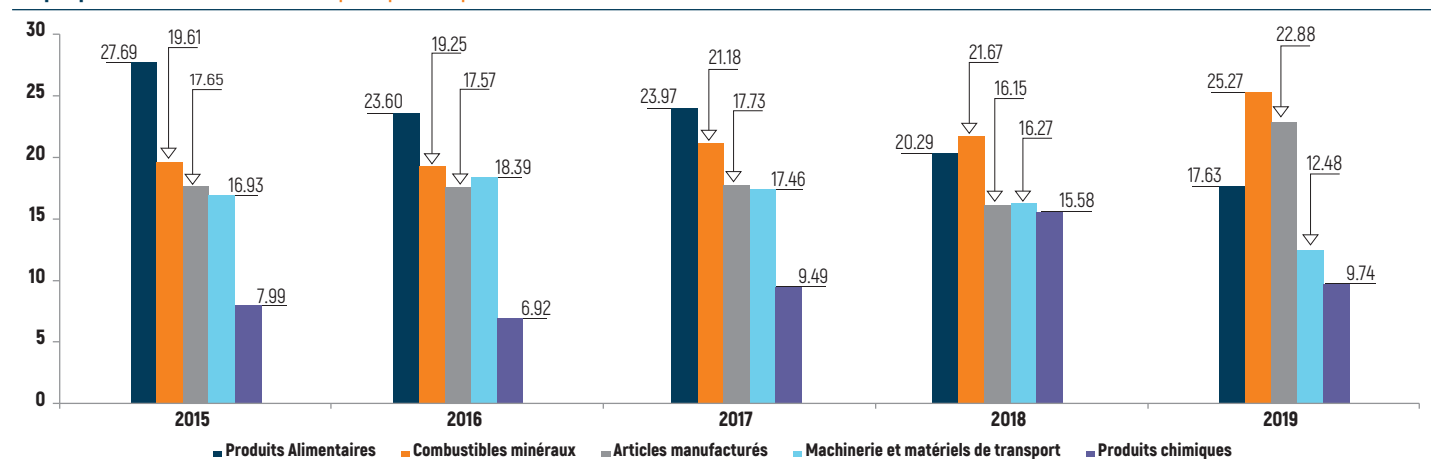
Graphique 20. : Parts relatives des principales exportations (en pourcentage du total)



LES IMPORTATIONS DES BIENS

Après avoir fortement progressé en 2018 (+23 %), les importations de biens ont diminué de 7,78 % en valeur et 7,17 % en volume. Malgré cette réduction de leur valeur, la facture des importations, évaluée à 4,13 milliards de dollars ÉU, demeure très élevée et représente plus de 50 % du PIB. Ces importations sont réparties parmi les principaux groupes de produits de la façon suivante : produits alimentaires (17,63 %), produits pétroliers (25,27 %), articles manufacturés (22,88 %), machinerie et matériel de transport (12,48 %). Les produits alimentaires, les machineries et matériels de transport et les produits chimiques ont évolué à la baisse tandis que les produits pétroliers et les articles manufacturés ont gagné respectivement 3,6 points de pourcentage et 6,73 points de pourcentage comparativement à l'année passée. L'évolution de la facture pétrolière reflète l'impact de la hausse du prix moyen du baril de pétrole car les volumes ont diminué de 7,22 %. La baisse des importations totale de biens pourrait révéler l'incidence de la dépréciation de la gourde mais la diminution de la demande intérieure peut aussi en grande partie expliquer ce fléchissement, notamment par l'impact des troubles socio-politiques qui ont contribué à un ralentissement des activités économiques sur l'ensemble du territoire.

Graphique 21. : Parts relatives des principales importations



LE SOLDE DES SERVICES

Les recettes de services ont chuté de 45 % en raison d'une baisse de 50 % des flux de visiteurs due notamment aux différents troubles socio-politiques enregistrés au cours de l'année fiscale 2018-2019. Il en est résulté une aggravation de 20 % du déficit du compte des services.

IV. 2 SOLDE DES REVENUS

IV.3 SOLDE DES TRANSFERTS COURANTS

LES DONS

La situation d'instabilité politique qui a prévalu en 2019 a provoqué un gel des appuis budgétaires et une réduction de plus de 53 % des autres flux de dons.

LES TRANSFERTS PRIVÉS REÇUS

Avec un montant total de 3,32 milliards de dollars ÉU, les transferts venant de la diaspora ont affiché une hausse de 6,85 % en 2019. Ces fonds proviennent des États-Unis (70 %), du Chili (7 %), de la France et du Canada (4 % chacun), de la République Dominicaine (3 %) et d'autres pays de la Caraïbe (6 %). La performance des transferts privés, quoique moindre par rapport à 2018, a permis, avec la baisse des importations et la progression des exportations, de réduire le déficit du compte courant.

LES AUTRES TRANSFERTS

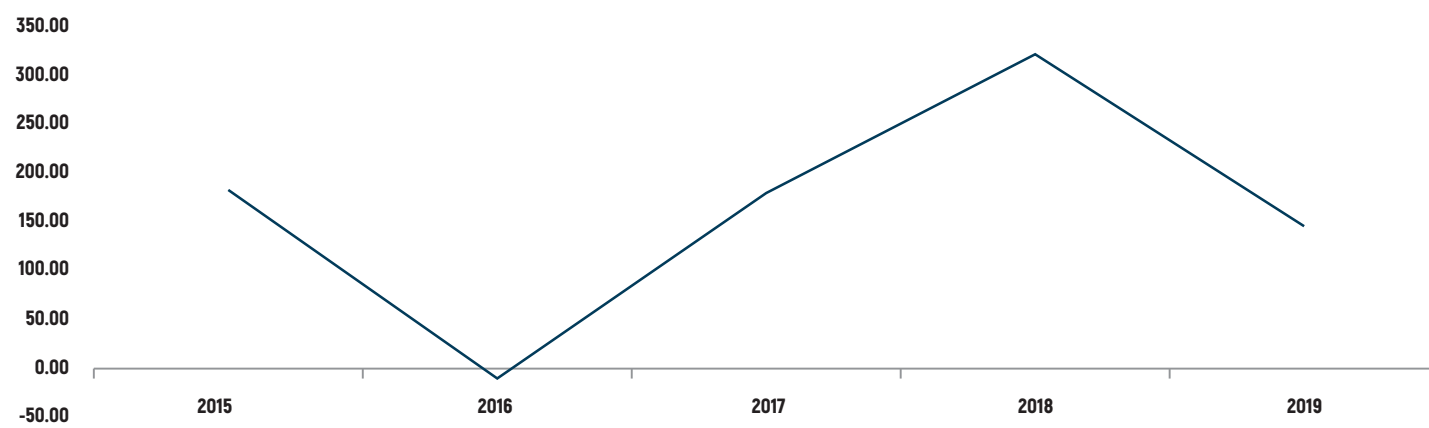
Ils regroupent les dons reçus par certaines ONG internationales dans le cadre de leurs activités en Haïti. Ces fonds qui viennent principalement des donateurs privés ont accusé un repli de 21,48 % en 2019.

IV.4 COMPTE DE CAPITAL

IV.4.1 COMPTE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Au niveau du compte des opérations financières, une sortie nette de capitaux de 145 millions de dollars a été observée. Cette dernière reflète particulièrement une forte diminution des flux d'investissements directs étrangers et des décaissements sur de nouveaux prêts à l'extérieur pour le secteur public. En effet, la situation du secteur public depuis la suspension de Petrocaribe en 2017 est caractérisée par des remboursements, puisqu'il n'y a quasiment pas eu de tirages sur de nouveaux emprunts. Les opérations du secteur bancaire se sont soldées par une sortie nette de 79 millions de dollars ÉU correspondant à un accroissement des avoirs extérieurs de 44 millions de dollars ÉU et une diminution d'engagement de 34 millions de dollars de dollars ÉU.

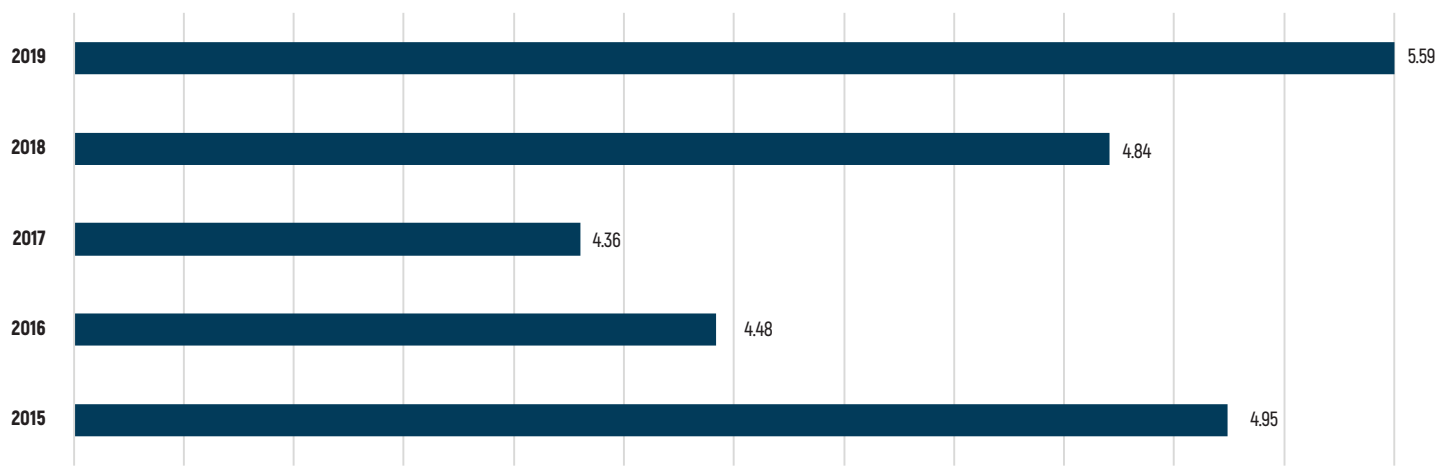
Graphique 22. Solde des opérations financières de la balance des paiements (en millions de dollars É.U)



IV.4.2 FINANCEMENT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Le financement de la balance des paiements a été marqué notamment par une accumulation au niveau des réserves brutes de change et des arriérés de paiements sur la dette publique externe. Le stock de réserves brutes au 30 septembre 2019 équivaut à 5,59 mois d'importations de biens et services contre 4,84 mois au 30 septembre 2018.

Graphique 23. Réserves brutes en mois d'importations

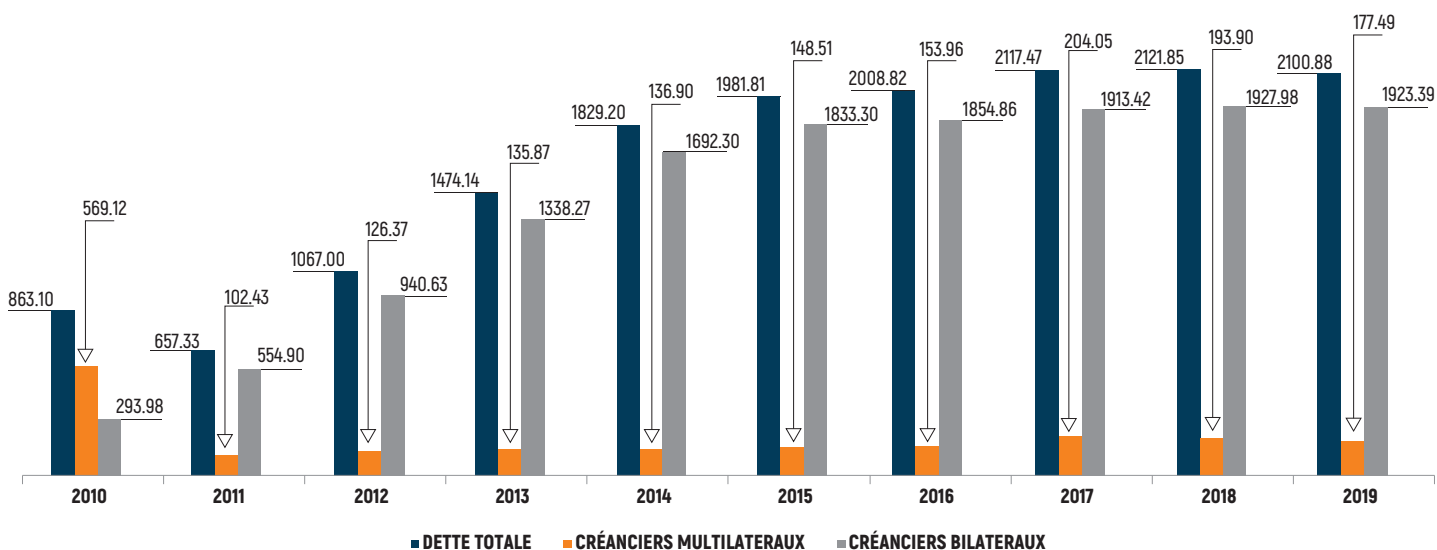


V. DETTE PUBLIQUE EXTERNE

ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERNE

L'encours de la dette publique externe au 30 septembre 2019 s'est élevé à 2 100,88 millions de dollars ÉU, soit une légère contraction de 0,99 % comparativement à l'année dernière. Cette diminution enregistrée au niveau de l'encours totale s'explique par des baisses respectives de 8,46 % et de 0,24 % du stock des créances multilatérales et bilatérales.

Graphique 24. Encours de la dette publique externe par type de créanciers (en millions de dollars ÉU)



V.1.1 LES CRÉANCES BILATÉRALES

Au 30 septembre 2019, les créances bilatérales ont représenté 91,55 % de l'encours total de la dette publique externe. Elles sont passées de 1 927,98 millions de dollars ÉU en 2018 à 1 923,39 millions de dollars ÉU, soit une baisse de 4,59 millions de dollars ÉU. La suspension de l'accord Petro Caribe et le désengagement progressif de l'État dans l'importation des produits pétroliers au profit du secteur privé ont concouru à un tel résultat, vu le poids du Venezuela dans la composition des créances bilatérales.

V.1.2 LES CRÉANCES MULTILATÉRALES

La dette multilatérale a enregistré un repli de 8,46 % au cours de l'exercice fiscal 2018-2019. En effet, de 193,9 millions de dollars ÉU à la fin de l'exercice précédent, elle est passée à 177,49 millions de dollars ÉU en 2019. La diminution des décaissements au titre de la dette multilatérale et le non remboursement du service de la dette des prêts des organismes multilatéraux ont conduit à la chute de cette dernière. À noter que les décaissements de ces prêts touchent à leur fin, de plus il n'y a pas eu de nouveaux prêts durant l'exercice 2018-2019.

V.1.3 STRUCTURE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERNE PAR TYPES DE DEVISES

Au 30 septembre 2019, le portefeuille de la dette publique externe a été majoritairement libellé en dollars ÉU soit plus de 93,94 %. Le DTS, deuxième composante de l'encours, suit avec une participation de 6,06 % du stock total². La gourde, qui constitue principalement la portion de la dette envers la BID est marginalement représentée à 0,35 %.

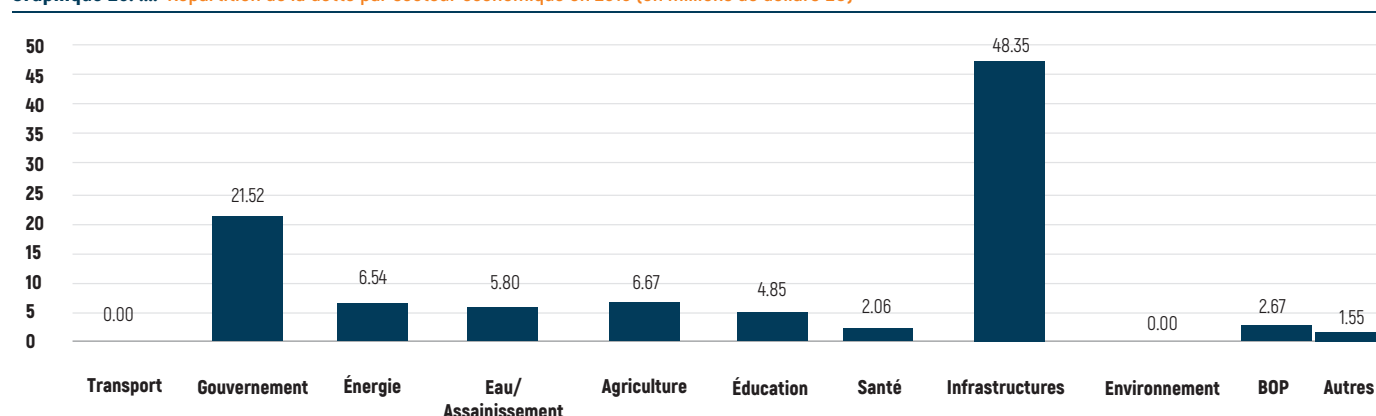
Tableau 7. : Composition du portefeuille de la dette externe par type de devise en dollars ÉU et en pourcentage en 2019

USD	1,973,262,540.69	93.94%
DTS	127,359,824.12	6.06%
HTG	733.69	0.00%
TOTAL	2,100,890,375.25	100.00%

V.1.4 RÉPARTITION DE L'ENCOURS DE LA DETTE PAR SECTEUR ÉCONOMIQUE

Au cours de l'exercice fiscal sous étude, la répartition de la dette externe en fonction des principaux secteurs d'activité est ainsi présentée : Infrastructures (48,35 %) ; Gouvernement (21,52 %) ; Énergie (6,54 %) ; Éducation (4,85 %) et Agriculture (6,67 %) (6,67 %).

Graphique 25. : Répartition de la dette par secteur économique en 2019 (en millions de dollars ÉU)



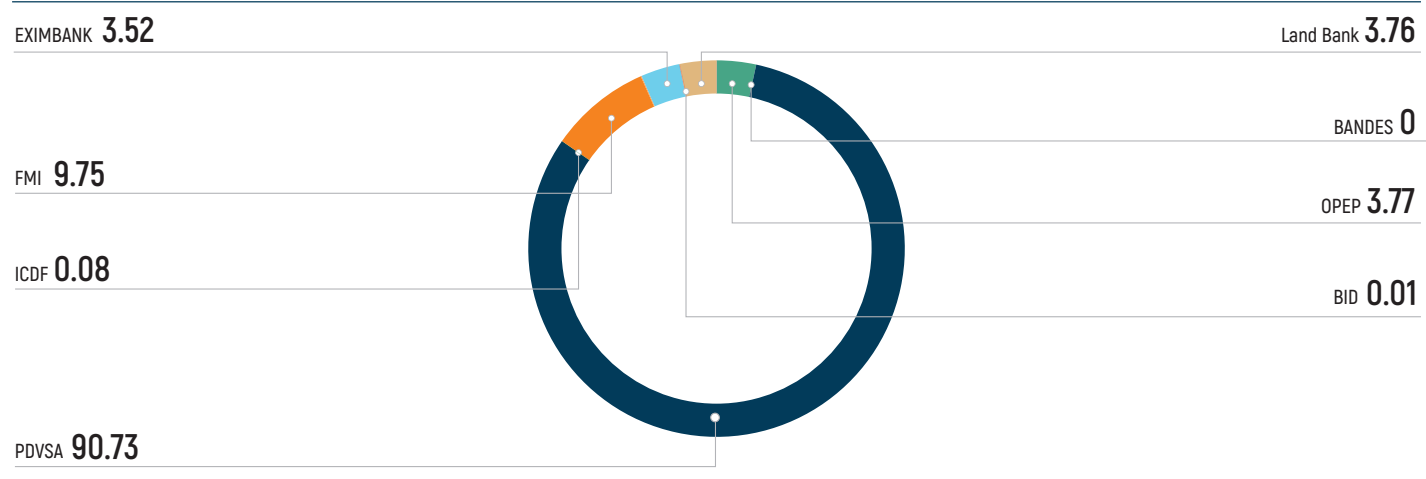
²Le DTS est un instrument de réserve international utilisé comme unité de compte par certains organismes internationaux. Il est constitué de cinq monnaies principales : le dollar à 41,73 %, l'Euro à 30,93 %, le yuan chinois à 10,92 %, le yen japonais à 8,33 % et la livre sterling à 8,09 %.

V.2 DÉCAISSEMENTS, SERVICE DE LA DETTE ET ARRIÉRÉS DE PAIEMENTS

Les décaissements enregistrés au cours de l'exercice fiscal 2018-2019 ont diminué de 90,51 % par rapport à l'exercice précédent passant de 27,38 millions de dollars ÉU à 2,60 millions de dollars ÉU. Cette baisse s'explique principalement par la cessation de l'accord Petro-Caribe. En effet, les seuls décaissements enregistrés sont ceux de l'OPEC et les intérêts capitalisés des prêts PDVSA qui représentent respectivement 74,59 % et 25,41 % des décaissements de l'exercice.

Par contre, les débours effectués par le Trésor Public pour payer le service de la dette ont augmenté de 1,6 million de dollars ÉU passant de 110,02 millions de dollars ÉU à 111,62 millions de dollars ÉU entre 2018 et 2019. Cette augmentation résulte des nouveaux prêts PDVSA arrivés à échéance au cours de l'exercice fiscal sous étude. À noter que seulement 18,72 % de ce montant (soit 20,89 millions de dollars ÉU) ont été effectivement transférés aux comptes des créanciers. L'autre partie, soit 81,28 % représente le service de la dette envers le Venezuela. En raison des contraintes de l'« Executive Order » du gouvernement américain affectant ce pays, cette part est gardée dans un compte transitoire à la BRH. Ce compte accuse un montant de 259,49 millions de dollars ÉU constituant ainsi un arriéré technique envers le Venezuela sur la période allant d'octobre 2016 à septembre 2019.

Graphique 26. Répartition de la dette par organisme en 2019 (en millions de dollars ÉU)

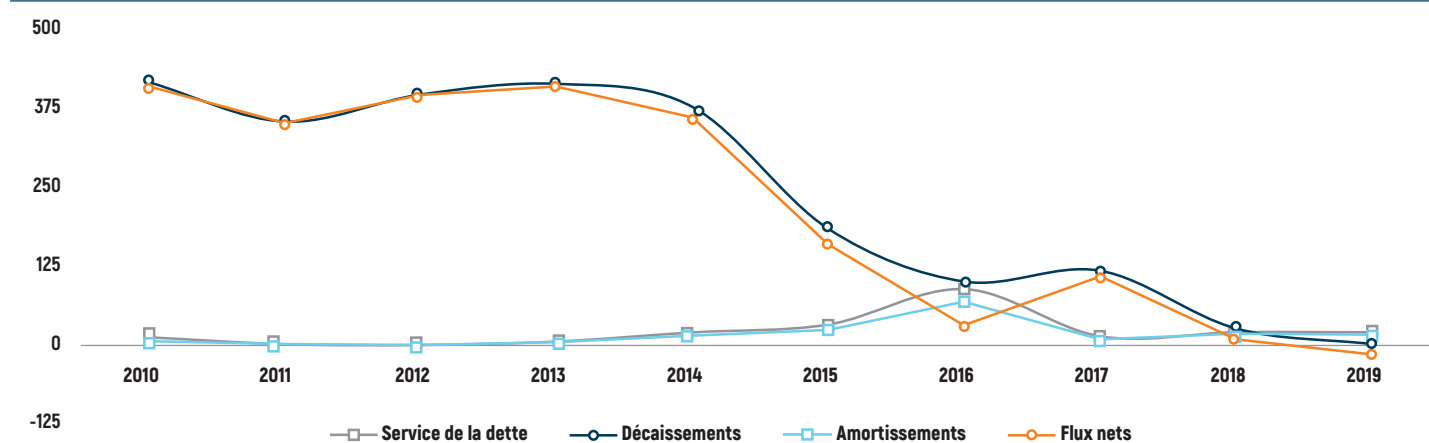


Le graphe 26 illustre le service de la dette par organisme pour l'année 2018-2019. Le service de la dette effectivement versé aux créanciers, soit les 20,89 millions de dollars ÉU sont ainsi répartis :

- Le FMI a reçu un montant de 9,75 millions de dollars ÉU payés en amortissement du prêt « Extended Credit Facility (ECF) », soit 8,73 % du montant global.
- Les organismes suivants : « Exim Bank, Land Bank et l'ICDF » ont reçu 7,37 millions de dollars ÉU, soit 6,60 % du total déboursé.
- La BID et l'OPEC ont bénéficié respectivement de 0,01 % et 3,38 % du montant total payé au titre du service de la dette.

En outre, le montant non versé représentant les arriérés techniques envers le Venezuela dans le cadre de l'accord de Petro-Caribe est de 90,73 millions de dollars ÉU, soit 81,28 % du service de la dette.

Graphique 27. Évolution des décaissements, des amortissements et des flux nets (Valeur en millions de dollars ÉU)



Le graphe précédent, retrace l'évolution des flux nets au cours des dix dernières années. En effet, ces derniers ont enregistré une baisse drastique de 253,45 % due à la diminution des décaissements. Ainsi, ils sont passés de 9,73 à -14,93 millions de dollars ÉU de 2018 à 2019.

V.3 ALLÈGEMENT DE LA DETTE REÇU AU COURS DE L'EXERCICE FISCAL 2018-2019

L'allègement total reçu par le pays au cours de l'exercice fiscal 2018-2019 s'est élevé à 2,96 millions de dollars ÉU. La totalité de ce montant concerne la réduction du service de la dette envers FIDA.

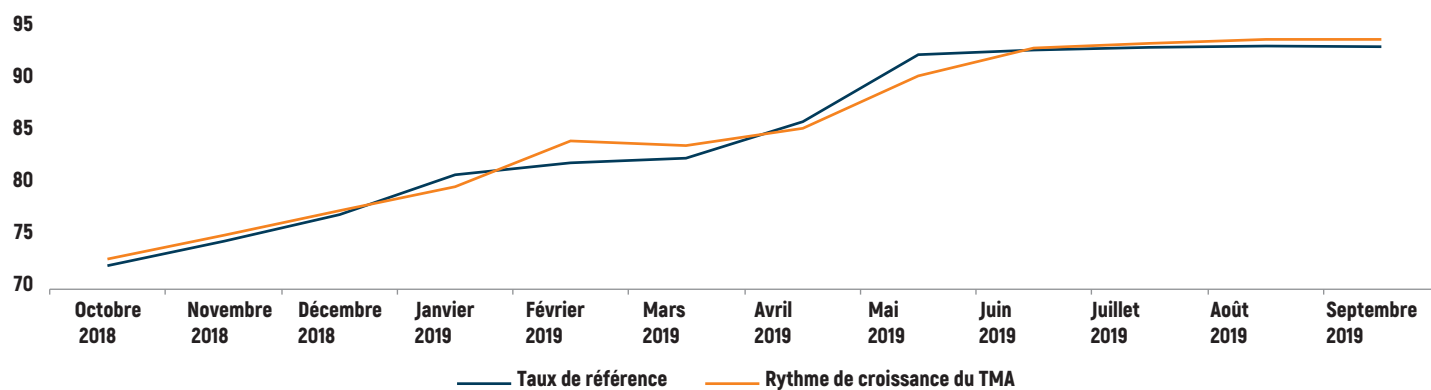
Tableau 8. Allègement reçu en 2019 (en millions de dollars ÉU)

Rubriques/Exercices	Bilatéraux	Multilatéraux	Total
Reduction / Serv.dette	0	2.96	2.96
Reduction / Stock	0	0	0
Total (I)	0	2.96	2.96
Réechelonnement / Serv.dette	0	0	0
Total (II)	0	0	0
Total (I & II)	0	0	2.96

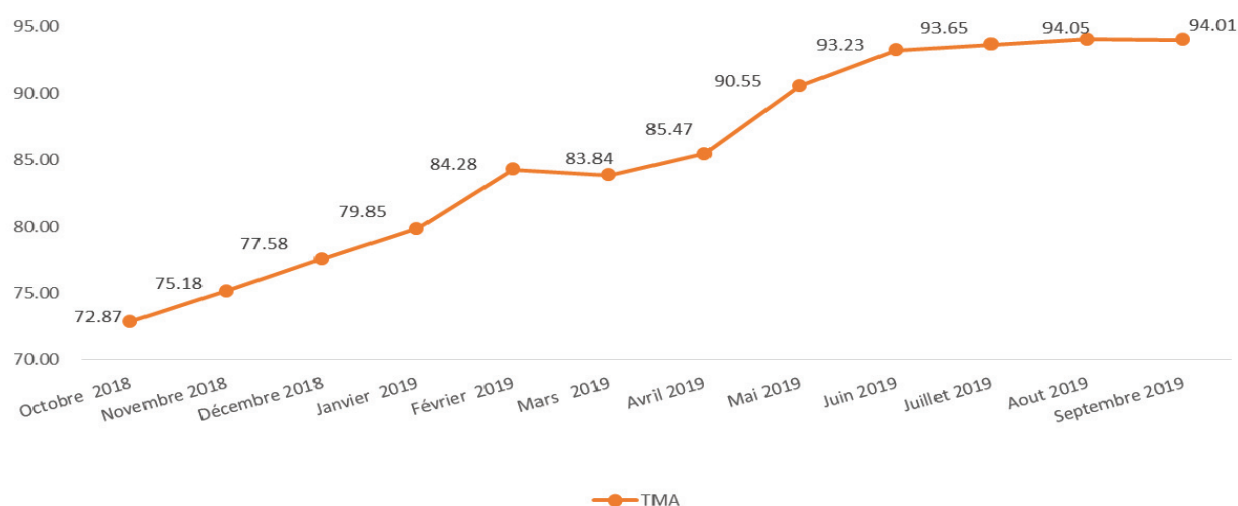
VI. ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

Au cours de l'exercice fiscal 2018-2019, la gourde s'est dépréciée de 33,35 % passant de 69,9784 gourdes pour dollars ÉU en octobre 2018 à 93,3162 gourdes pour un dollar ÉU en septembre 2019. Rappelons que les troubles sociopolitiques du mois de septembre avaient provoqué la paralysie des activités sur le marché de change durant la dernière semaine dudit exercice. Cette sensible dépréciation de la gourde et la forte progression de l'offre de monnaie ont eu des incidences négatives sur l'évolution du taux d'inflation. En effet, de 14,3 % en octobre 2018, le taux d'inflation s'est établi à 19,7 % en septembre 2019.

Graphique 28. Taux de référence du dollar par rapport à la gourde (fin de période) et TMA



Graphique 29. Évolution du taux moyen d'acquisition bancaire (TMA) USD/HTG (Moyenne mensuelle)



VI.1 FACTEURS EXPLICATIFS DE L'ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE EN 2019

L'évolution du taux de change au cours de l'exercice 2018-2019 a résulté de la conjugaison de plusieurs facteurs notamment :

a) L'augmentation de la demande de dollars. L'économie a pâti des turbulences causées par la situation sociopolitique durant la période sous étude. En dépit d'une baisse des importations de biens tant en valeur qu'en volume (7,5 %) combinée à une progression des exportations (11,3 %), la valeur de la monnaie nationale a fortement reculé en raison des anticipations négatives des agents économiques, lesquelles se sont traduites par une hausse de la demande de devises à des fins de précaution, augmentant ainsi la pression sur le marché des changes.

b) La baisse du volume transigé. Au niveau des transactions de change effectuées via le système bancaire, une baisse du volume transigé à l'achat a été enregistrée comparativement à l'année antérieure. En effet, d'un montant de 2,46 milliards de dollars ÉU achetés en 2018, une contraction de 15,45 % a été constatée portant les transactions à l'achat à 2,08 milliards de dollars ÉU en 2019. Cette diminution du volume transigé à l'achat résulte en partie de la forte baisse des décaissements et dons officiels qui ont totalisé 2,69 millions de dollars ÉU contre 27,50 millions de dollars ÉU une année plus tôt.

c) La mauvaise performance des finances publiques. Le solde de budgétaire a accusé un déficit de 12,93 milliards de gourdes dont un financement monétaire de 9,62 milliards. Il est à souligner que le déficit record de plus de 10 milliards de gourdes enregistré au premier trimestre de l'exercice a porté à la signature d'un Pacte de Gouvernance Économique et Financière entre le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) et la BRH en février 2019.

Cependant d'autres facteurs ont permis de contenir ce dérapage du taux de change au cours des cinq derniers mois de l'année. Peuvent être cités en autres :

- La hausse des transferts sans contrepartie. Estimés à 2,51 milliards de dollars ÉU pour l'année fiscale sous étude, les transferts ont progressé de 6,36 % par rapport à 2018.
- Les interventions de la BRH sur le marché local des changes. En 2019, la BRH a vendu 178,53 millions de dollars ÉU dont 60,9 millions de dollars ÉU aux compagnies pétrolières. Ces interventions ont visé l'augmentation de l'offre de devises et le lissage de la volatilité du taux de change afin de rayer les incertitudes sur le marché.

VI.1 DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE

Les autres mesures de la Banque centrale:

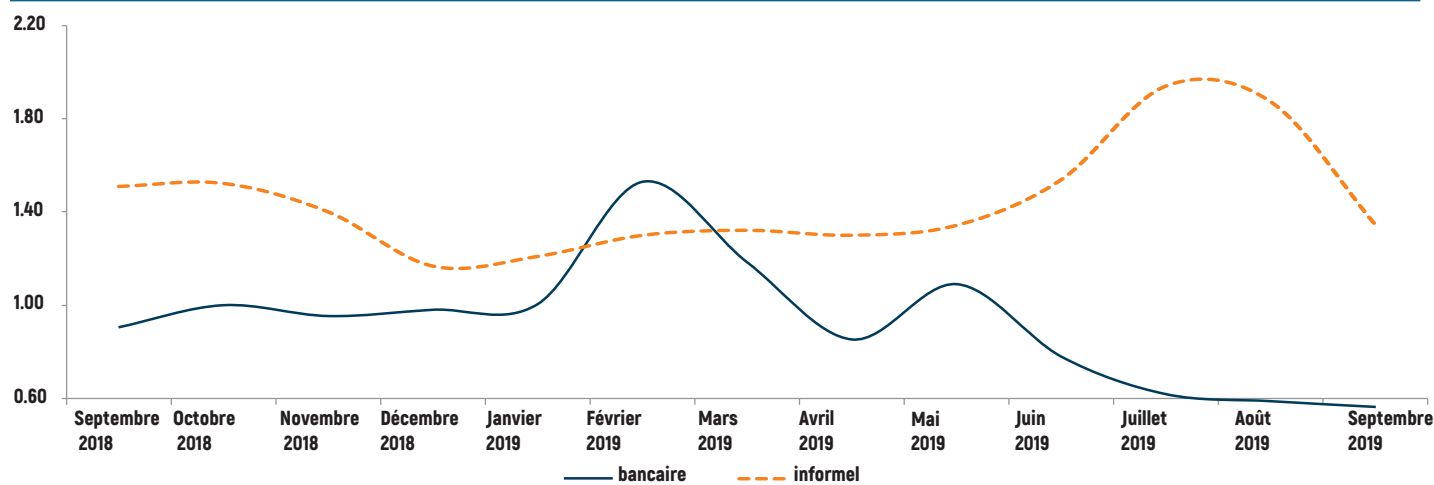
- En décembre 2018 les taux de réserves obligatoires ont été fixés à 45 % pour les passifs en gourdes et 51 % pour les passifs en devises contre respectivement 44 % et 49,50 % pour les banques commerciales. Parallèlement, le mode de constitution des réserves obligatoires sur les passifs libellés en monnaies étrangères a été modifié, soit 10 % en gourdes et 90 % en dollars avant de subir une seconde modification en février 2019: 12,5 % en monnaie nationale et 87,5 % en monnaies étrangères.
- La révision à la hausse des taux d'intérêts sur les bons BRH qui sont fixés à partir de juin 2019 à 10 %, 12 % et 22 % respectivement sur les bons à 7, 28 et 91 jours contre 6 %, 8 % et 12 % révisés en décembre 2016.
- La modification des normes prudentielles dans le sens de discipliner le marché : obligation faite aux banques commerciales à travers la circulaire No 81-6 d'avoir une position cambiste nulle en fin de journée, de ne pas avoir de position courte et de fournir quotidiennement des rapports relatifs à leurs achats de devises pour motif de besoins internes. En cas de position cambiste longue, la BRH se porte automatiquement acquéreuse, sans préavis, par débit du compte de l'établissement fautif domicilié à la Banque centrale.

VI.2 ÉVOLUTION DES SPREADS BANCAIRE ET INFORMEL

Deux grandes périodes ont caractérisé l'évolution du spread bancaire Durant l'exercice fiscal. En effet, d'octobre 2018 à mars 2019, le gain moyen généré sur les opérations cambiaires au niveau du système bancaire s'est élevé à 1,18 gourde. D'avril à septembre 2019, la marge bénéficiaire a diminué pour atteindre 75 centimes en moyenne.

Du côté du marché informel, le spread moyen réalisé a été de 1,02 gourde contre 1,44 gourde en 2018.

Graphique 30. : Évolution des spreads bancaire et informel



B. SYSTÈME BANCAIRE : VUE D'ENSEMBLE

VII. ÉVOLUTION DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2019

Au cours de l'exercice 2018-2019, l'activité bancaire s'est déroulée dans un environnement socioéconomique et politique particulière. Le pays a connu plusieurs périodes de cessation d'activités paralysant complètement le fonctionnement du secteur des affaires incluant les institutions financières. Ceci a entraîné un ralentissement de la croissance, en témoignent l'inflation qui a évolué autour de 20 % et le taux de change qui a atteint 93,3162 gourdes pour un dollar en fin d'exercice, soit une dépréciation de 33,35 % par rapport au 30 septembre 2018.

En dépit de cette situation, les banques ont pu afficher une bonne performance au cours de l'exercice :

- La taille de leur bilan a augmenté de 22,14 % pour dépasser la barre des 400 milliards de gourdes au 30 septembre 2019. Cette croissance de l'actif en glissement annuel est la plus forte enregistrée au cours des cinq derniers exercices. L'effet-change reste toutefois considérable car l'actif en dollars a crû seulement de 3,4 % pour atteindre 2,58 milliards de dollars ÉU alors que l'actif en devises converties se chiffre à 240,97 milliards de gourdes, en hausse de 37,89 % par rapport à septembre 2018. Il est à noter que les actifs libellés en dollars représentent environ 60 % de l'actif total en fin d'exercice.
- Le portefeuille de crédit et le volume des dépôts se sont accrus respectivement de 23 % et 21,3 %, entraînant une quasi-stagnation du ratio crédits /dépôts (39,65 % en septembre 2019 contre 39,08 % en septembre 2018). La progression des prêts et des dépôts en 2019 est nettement supérieure à leur croissance enregistrée au cours des deux derniers exercices.
- Les fonds propres des banques se sont renforcés. En effet, au 30 septembre 2019, l'avoir des actionnaires s'est fixé à 33,78 milliards de gourdes, en hausse de 15,3 % en glissement annuel. En dépit d'un léger recul du ratio Cooke (22,31 % en septembre 2019 contre 23,39 % en septembre 2018), il est resté très largement au-dessus du minimum de 12 % exigé par la circulaire no 88 relative à la suffisance des fonds propres.
- Les résultats se sont nettement améliorés : le bénéfice net cumulé a affiché 6,84 milliards de gourdes, soit une progression de 30 % par rapport à l'exercice antérieur. Ainsi, les ratios de rentabilité ROA et ROE ont tous les deux augmenté en glissement annuel (+21 points de base et +3,14 points de pourcentage respectivement) pour se fixer à 1,87 % et 21,7 %. La hausse du ROA est subséquente à la progression du taux de profit (+45 points de base) et de celle de la productivité de l'actif (+71 points de base). Elle a entraîné par ricochet le relèvement du ROE, d'autant plus que le levier financier a été renforcé sur la période (11,59 en 2019 contre 11,16 en 2018).

La détérioration de la conjoncture économique causée par la situation d'instabilité politique a toutefois eu des incidences négatives sur la qualité de l'actif du système plus particulièrement sur le portefeuille de crédit. Comparativement au 30 septembre 2018, les prêts improductifs ont plus que triplé en volume (+215,8 % ; +5,75 milliards de gourdes) occasionnant un élargissement de 4 points de pourcentage du coefficient d'arrérage. Ainsi, ce dernier s'est établi à 6,54 % au 30 septembre 2019, soit son niveau le plus élevé depuis cinq ans. En conséquence, suite au recul considérable (-41,3 points de pourcentage) du taux de couverture, le risque d'érosion à court terme des fonds propres par une éventuelle matérialisation du risque de crédit est passé de 1,1 % en septembre 2018 à 13,3 % au 30 septembre 2019.

Tableau 9. : Indicateurs financiers clés au 30 septembre

(en millions de gourdes)	2019	2018	2017	2016	2015
BILAN					
Actif	401,945.08	329,069.37	303,722.77	271,355.58	222,879.70
Bons BRH	1,840.00	12,939.00	11,267.01	10,466.94	4,967.96
Prêts nets	124,751.43	102,223.22	87,160.76	79,486.39	67,673.77
Dépôts	324,498.24	267,532.62	243,564.86	220,915.76	179,528.14
Avoir des actionnaires	33,783.02	29,299.13	27,422.96	24,590.04	17,171.46
RÉSULTATS					
Revenus nets d'intérêt	13,222.01	10,542.94	8,883.42	8,504.63	7,004.35
Autres revenus	10,362.82	8,045.73	15,485.43	10,407.74	5,946.28
Dotations à la Provision pour Créances douteuses	1,383.24	713.68	407.43	510.41	888.22
Frais d'exploitation	14,556.82	12,176.29	11,137.27	9,704.64	7,821.64
Bénéfice net (perte nette)	6,843.81	5,264.72	12,529.37	8,008.17	3,591.02
(en pourcentage)					
STRUCTURE FINANCIÈRE					
Avoir des actionnaires en % de l'actif	8.40	8.90	9.03	9.06	7.70
Dépôts en % de l'actif	80.73	81.30	80.19	81.41	80.55
QUALITÉ DE L'ACTIF					
Prêts improductifs bruts en % des prêts bruts	6.54	2.55	2.93	3.39	3.93
Provisions pour créances douteuses en % des prêts improductifs bruts	46.57	87.87	90.59	88.10	80.95
Prêts improductifs nets en % de l'avoir des actionnaires	13.30	1.10	0.90	1.35	3.05
RENTABILITÉ					
Rendement de l'actif (ROA)	1.87	1.66	4.36	3.24	1.72
Rendement de l'avoir des actionnaires (ROE)	21.70	18.56	48.18	38.35	22.50
Revenus nets d'intérêts en % des revenus d'intérêt	77.40	78.34	73.90	75.19	84.44
Rendement moyen des prêts	11.64	10.84	11.14	11.95	9.90
Rémunération moyenne des dépôts ^a	1.30	1.14	1.34	1.40	0.77
Dépenses d'exploitation en % du produit net bancaire	61.72	65.50	45.20	51.31	60.40
Produit net bancaire par employé (en milliers de gourdes)	4924.28	3905.18	5224.88	4216.33	2992.29
Nombre d'employés	4,793	4,786	4,734	4,594	4,377

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

a) Dépôts moyens de la période, y compris les dépôts à vue.

VII.1- SYSTÈME BANCAIRE : ÉTABLISSEMENTS, ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL ET TAUX DE BANCARISATION

Le nombre d'établissements bancaires en exploitation ainsi que leur configuration n'ont subi aucun changement par rapport à l'année précédente. En effet, au 30 septembre 2019, le secteur bancaire haïtien comporte huit (8) institutions bancaires³ dont deux (2) banques d'État, une (1) succursale de banque étrangère, quatre (4) banques à capitaux privés haïtiens et une (1) banque d'épargne et de logement⁴. Cette répartition explicitée dans le tableau ci-dessous tient compte de l'origine des capitaux des institutions ainsi que la nature de leurs activités principales.

³L'article 3 de la loi bancaire du 14 mai 2012 définit les banques comme des personnes morales dont la profession habituelle est de recevoir des fonds du public sous forme de dépôts ou d'autres fonds remboursables qu'elles emploient pour leur propre compte en opérations d'escompte, de crédit ou financières.

⁴La loi du 4 juillet 1984 portant création et fonctionnement des banques d'épargne et de logement (BEL) définit ces dernières comme des établissements dont les activités principales consistent à mobiliser l'épargne privée et publique, nationale ou étrangère, en vue de l'octroi de prêts hypothécaires à moyen et long terme devant servir à l'acquisition, à la construction ou à la restauration d'immeubles à usage résidentiel, commercial, industriel ou à caractère social.

Tableau 10. : Établissements bancaires fonctionnant en Haïti (au 30 septembre 2019)

Banques d'État	Banque Nationale de Crédit (BNC)
	Banque Populaire Haïtienne (BPH)
Succursale de banques étrangères	Citibank N.A. (CBNA)
Banques à capitaux privés haïtiens	Banque de l'Union Haïtienne (BUH)
	Capital Bank
	Société Générale Haïtienne de Banque (Sogebank)
	Unibank
Banque d'épargne et de logement à capitaux privés haïtiens	Société Générale Haïtienne de Banque d'Épargne et de Logement (Sogebel)

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Au cours de l'exercice 2018-2019, la BRH n'a octroyé d'agrément à aucune institution financière non bancaire dont le fonctionnement est régi par la loi du 14 mai 2012⁵. Le tableau ci-après liste les institutions évoluant dans le paysage financier haïtien sous le contrôle de l'autorité de supervision.

Tableau 11. : Établissements non bancaires fonctionnant en Haïti au 30 septembre 2019

Sociétés Financières de Développement (SFD)	Société Financière Haïtienne de Développement (SOFIHDES)
	Fonds de Développement Industriel (FDI)
Société de Promotion des Investissements	Professionnels en Gestion et Finance S.A. (ProFin S.A.)
Société de Crédit-bail	Société Alternative de Solutions Financières S.A. (SOFIN S.A.) / Ayiti Leasing

Comparativement au 30 septembre 2018, le réseau bancaire s'est agrandi de quatre (4) nouvelles succursales et agences, dont deux (2) dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince et deux (2) en province. Sur un total de 197 succursales opérant sur toute l'étendue du territoire national, 129 desservent la capitale haïtienne et ses environs, soit 65,5 % du réseau. Parmi les huit (8) banques, cinq (5) offrent leur service dans des villes de province.

Tableau 12. : Évolution du nombre de succursales autorisées et opérationnelles par établissement bancaire

	2019		2018		Variation	
	Nombre de succursales et agences opérationnelles ^a		Nombre de succursales et agences opérationnelles ^a			
	P-AU-P & environs ^b	Villes de province	P-AU-P & environs ^b	Villes de province	P-AU-P & environs ^b	Villes de province
BNC	23	19	23	19	0	0
BPH	6	0	6	0	0	0
BUH	15	7	13	5	2	2
Capital Bank	14	8	14	8	0	0
Citibank	1	0	1	0	0	0
Sogebank	28	15	28	15	0	0
Sogebel	3	0	3	0	0	0
Unibank	39	19	39	19	0	0
Total	129	68	127	66	2	2

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

a) Une agence est une unité qui offre des services bancaires limités et qui ne jouit pas d'une autonomie de fonctionnement.

b) Englobe la ville de Port-au-Prince et les régions périphériques : Pétion-Ville, Laboule, Delmas, Carrefour, la Plaine du Cul-de-Sac et Croix-des-Bouquets.

⁵Cette liste omet les compagnies de carte de crédit, les sociétés d'affacturage, les maisons de transfert et les agents de change.

Au cours de l'exercice 2018-2019, la BRH a reçu et traité cinq (5) demandes d'ouverture de succursales. Bien que l'expansion de leur réseau ne semble pas être une priorité pour les banques compte tenu de la précarité de l'environnement des affaires en Haïti exacerbée par le climat d'instabilité politique des dernières années, en 2019, la BRH a toutefois autorisé l'ouverture d'un plus grand nombre de succursales comparativement aux deux années antérieures.

Tableau 13. : Nombre de succursales et agences autorisées

	2019	2018	2017	2016
Succursales et agences autorisées	5	4	2	11

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VII.2- STRUCTURE DU SYSTÈME BANCAIRE

La tendance à la forte concentration observée depuis plusieurs exercices au niveau du système bancaire s'est encore maintenue en 2019. En dépit du fait que les parts de marché des trois plus grands établissements bancaires ont reculé et que la valeur de l'indice Herfindal-Hirschman est en baisse sur tous les segments de marché par rapport au 30 septembre 2018, ces deux indicateurs continuent de mettre en exergue la concentration excessive au niveau du secteur bancaire.

POIDS DES TROIS PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES

Au 30 septembre 2019, les trois principaux établissements bancaires, en l'occurrence la Unibank, la Sogebank et la BNC, continuent de dominer sur tous les segments du marché bancaire : plus de 80 % en termes d'actifs détenus et de dépôts captés et plus de 70 % de prêts attribués. Toutefois, comparativement au 30 septembre 2018, les parts combinées des trois leaders ont reculé sur tous les segments avec une perte plus accentuée sur le marché du crédit (-1,3 point de pourcentage) et celui des dépôts en dollars ÉU (-1,21 point de pourcentage).

Tableau 14. : Poids des principaux établissements bancaires au 30 septembre (en %)

	Actif Total	Portefeuille de prêts	Dépôts Totaux	Dépôts en dollars
2019				
Les trois premiers établissements	80.53	73.16	81.46	79.51
2018				
Les trois premiers établissements	81.23	74.46	82.55	80.72
Variation 2019/2018				
Les trois premiers établissements	-0.70	-1.3	-1.09	-1.21

POIDS DES DIFFÉRENTES CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES

Au 30 septembre 2019, la part d'actif et celle des dépôts détenues par les quatre (4) banques commerciales à capitaux privés haïtiens s'élèvent respectivement à 74,89 % et 76,58 %, en hausse de 0,71 et 1,13 point de pourcentage chacun par rapport à septembre 2018. Inversement, sur le marché, les crédits accordés par ces banques ont reculé de 98 points de base pour terminer l'exercice à 77,36 %.

La Sogebel, seule banque d'épargne et de logement du système, a enregistré des pertes respectives de 17,32 et 24 points de base sur les marchés d'actif, du crédit et des dépôts en dollars. Ses parts sur le segment des dépôts totaux n'ont pas varié par rapport au 30 septembre 2018.

De son côté, la Citibank, seule succursale de banque étrangère, a vu ses parts reculer sur tous les segments de marché. Par contre, les deux (2) banques d'État ont pu élargir de 1,36 point de pourcentage leurs parts de crédit en octroyant au total 18,4 % des prêts du système au 30 septembre 2019.

Tableau 15. Poids des différentes catégories d'établissements bancaires au 30 septembre (en %)

Catégories de banques	Actif Total	Portefeuille de prêts	Dépôts totaux	Dépôts en dollars EU
2019				
4 Banques privées haïtiennes	74.89	77.36	76.58	81.87
1 Succursale de banque étrangère	1.56	0.47	1.41	1.78
2 Banques d'État	21.47	18.40	20.38	14.42
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	2.08	3.77	1.63	1.93
Le système bancaire hormis BRH		100.00	100.00	100.00
2018				
4 Banques privées haïtiennes	74.18	78.34	75.45	81.49
1 Succursale de banque étrangère	1.97	0.53	1.92	1.94
2 Banques d'État	21.60	17.04	21.00	14.40
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	2.25	4.09	1.63	2.17
Le système bancaire hormis BRH		100.00	100.00	100.00
2017				
4 Banques privées haïtiennes	74.04	77.18	74.72	80.56
1 Succursale de banque étrangère	2.10	0.66	2.15	2.69
2 Banques d'État	21.51	17.55	21.47	14.60
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	2.35	4.61	1.66	2.15
Le système bancaire hormis BRH		100.00	100.00	100.00
2016				
4 Banques privées haïtiennes	68.73	74.14	68.93	74.85
2 Succursales de banques étrangères	4.63	3.46	4.69	4.54
2 Banques d'État	23.54	17.29	23.67	17.20
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	3.11	5.10	2.71	3.42
Le système bancaire hormis BRH		100.00	100.00	100.00
2015				
4 Banques commerciales privées haïtiennes	68.94	73.39	69.55	74.88
2 Succursales de banques étrangères	5.25	4.88	5.29	4.76
2 Banques d'État	22.66	16.5	22.26	16.62
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	3.15	5.23	2.9	3.74
Le système bancaire hormis BRH		100.00	100.00	100.00
2014				
4 Banques privées haïtiennes	65.85	71.54	66.12	70.84
2 Succursales de banques étrangères	6.69	5.29	6.71	6.64
2 Banques d'État	24.55	18.51	24.57	19.12
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	2.91	4.66	2.6	3.4
Le système bancaire hormis BRH		100.00	100.00	100.00

INDICATEUR DE CONCENTRATION HERFINDHAL-HIRSCHMAN

Quoiqu'en baisse sur tous les segments de marché par rapport à ses valeurs en septembre 2018, l'indice de concentration Herfindhal-Hirschman montre que le secteur bancaire haïtien reste très concentré en 2019. La baisse la plus significative du degré de concentration a été enregistrée au niveau du marché des dépôts en dollars EU où l'indice a diminué de 82,7 unités, comme au 30 septembre 2018, le secteur reste le plus fortement concentré au niveau de ce marché avec une valeur de 2 548,6 pour l'indice⁶.

⁶ Cet indicateur est donné par la somme des carrés des parts de marché de l'ensemble des banques. Une diminution de l'indice traduit une baisse du degré de concentration. En général, pour un marché donné, une valeur inférieure à 1 000 témoigne d'une faible concentration, une valeur comprise entre 1 000 et 1 800 une concentration modérée et une valeur supérieure à 1 800 une forte concentration.

Tableau 16. :::: Indicateur de concentration Herfindhal-Hirschman au 30 septembre

	Actif total	Portefeuille de prêts	Dépôts Totaux	Dépôts en dollars EU
2019	2,372.95	2,141.76	2,458.27	2,548.60
2018	2,397.44	2,189.38	2,498.08	2,631.30
2017	2,449.79	2,505.80	2,434.49	2,432.58
2016	2,257.83	2,076.66	2,276.49	2,341.10
2015	2,472.28	2,179.91	2,293.68	2,409.23

Soures: BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VII.3- DISTRIBUTION DU CRÉDIT

Pour l'exercice 2018-2019, les secteurs « Commerce de gros et de Détail » et « Immobilier résidentiel et commercial » restent les plus importants en termes d'allocation de crédit au niveau du secteur bancaire. L'exposition du secteur par rapport aux prêts à très fort encours (5 MG et plus) reste extrêmement élevée : plus de 85 % de l'encours des prêts de 150 000 gourdes et plus appartiennent à la tranche de crédit la plus élevée. Par ailleurs, environ 60 % des crédits octroyés dans le système sont à longue échéance.

RÉPARTITION DE L'ENCOURS DES PRÊTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

L'encours total des prêts octroyés par le secteur bancaire a connu une augmentation de 25,75 milliards de gourdes (+23 %) et se chiffre à 137,72 milliards de gourdes au 30 septembre 2019 contre 111,96 milliards de gourdes au 30 septembre 2018. Au cours de l'année 2019, les secteurs d'activités ayant connu une croissance soutenue en termes d'allocation de crédit sont :

Pour le secteur « Commerce de Gros et Détail » qui représente un poids de 31,51 % du portefeuille de crédit du système bancaire, une hausse annuelle de 13,25 milliards de gourdes (+43,99 %) a été observée. Cette augmentation représente 51 % de la progression des crédits totaux en dépit de la détérioration de l'environnement général des affaires pour l'exercice fiscal 2018-2019.

Tableau 17. :::: Répartition de l'encours des prêts par secteur d'activité au 30 septembre (en MG et en %)

Secteurs d'activité	2019		2018		Variation Point
	Montant*	%	Montant*	%	
Commerce de Gros et Détail	43,400.06	31.51%	30,141.26	26.92%	43.99%
Services et autres	12,354.05	8.97%	12,744.93	11.38%	-3.07%
Industries manufacturières	18,526.77	13.45%	14,871.53	13.28%	24.58%
Prêts aux particuliers	11,721.37	8.51%	11,556.67	10.32%	1.43%
Immobilier résidentiel et commercial	27,194.37	19.75%	24,875.12	22.22%	9.32%
Transport et Communication	8,005.36	5.81%	5,029.28	4.49%	59.18%
Bâtiments et travaux publics	9,698.05	7.04%	7,900.20	7.06%	22.76%
Électricité, Gaz et Eau	5,521.18	4.01%	4,280.31	3.82%	28.99%
Agriculture, Sylviculture et Pêche	1 301.15	0.94%	565.74	0.51%	129.99%
Total	137,722.36	1.00	111,965.04	1.00	23.00%

Le secteur « Transport et Communication » a connu une variation positive due au fait que la BNC a alloué 2,54 milliards de gourdes durant l'exercice à ce secteur. Le montant accordé par la BNC représente 85 % de l'augmentation du secteur.

Les programmes pro-croissance de la BRH ont eu des incidences positives sur les secteurs « Industries Manufacturières » et « Immobilier Résidentiel et Commercial » qui ont enregistré des progressions respectives de 24,58 % et 9,32 % par rapport au crédit bénéficié lors de l'exercice antérieur. La même remarque tient pour le secteur « Agriculture, Sylviculture et Pêche » dont l'allocation de crédit a plus que doublé sur l'exercice (+130 %). Toutefois, le poids du secteur agricole reste encore très faible (près de 1% du crédit total).

Tableau 18. :::: Répartition du nombre de prêts par emprunteur au 30 septembre

	2019	2018	2017	2016	2015	2014
Nombre de prêts	118 690	127 822	140 325	137 975	138 189	108 989
Nombre d'emprunteurs			12 253	14 628	15 478	26 133
Nombre de prêts/nombre d'emprunteurs			11	9	9	4

RÉPARTITION DES PRÊTS ACCORDÉS PAR TRANCHE⁷

Au 30 septembre 2019, les prêts supérieurs à 150 000 gourdes, mais inférieurs à 500 000 gourdes accordés dans le système représentent 57,79 % du nombre total de prêts⁸. Cette tranche de crédit a totalisé 4,01 milliards de gourdes, soit seulement 3,08 % de l'encours des prêts de plus de 150 000 gourdes. La tranche de prêts accordée pour des montants entre 500 000 et 1 million de gourdes a cumulé le plus faible encours (2,53 milliards de gourdes), soit 1,94 % de l'encours du portefeuille considéré.

Pour les crédits dont les montants dépassent 5 MG, une augmentation de 26,28 milliards de gourdes (+30,67 %) de leur encours par rapport au 30 septembre 2018 a été remarquée, ce qui les a portés à 111,98 milliards de gourdes. Comme pour l'exercice passé, le secteur est resté très exposé par rapport aux prêts de cette tranche (seulement 9,75 % du total des 150 000 et plus), en témoigne leur part dans l'encours total (85,74 %).

Graphique 31. : Répartition en pourcentage et selon l'échéance de l'encours des prêts de 75 000 gourdes ou plus



VII.4- PARTS DE MARCHÉ INDIVIDUELLES DANS LE SYSTÈME BANCAIRE HAÏTIEN

Au cours des trois dernières années, le classement au niveau du secteur bancaire est resté inchangé en termes d'actif et de prêts bruts. En effet, au 30 septembre 2019, la Unibank, la Sogebank et la BNC sont en tête de classement au niveau de l'actif avec respectivement 34,06 %, 26,20 % et 20,27 %. Toutefois, ces trois banques ont toutes perdu des parts d'actif au profit de la Capital Bank (4^e rang ; +47 points de base) et de la BUH (5^e rang ; +67 points de base).

Au niveau des prêts bruts, la Unibank occupe la première place avec 30,51 % de parts de marché, soit un recul de 2,31 points de pourcentage par rapport au 30 septembre 2018. De son côté, la Sogebank a connu une baisse de 1,76 point de pourcentage, passant de 27,7 % au 30 septembre 2018 à 25,94 % au 30 septembre 2019. La BUH et la Capital Bank, classées respectivement en 4^e et 5^e position, affichent des parts de marché de 11,90 % et 9,02 % au niveau des prêts bruts, soit des gains respectifs de 1,1 point de pourcentage et 12 points de base sur un an.

Tableau 19. : Parts de marché et rang Actif total et portefeuille de prêts bruts (au 30 septembre)

	Actif Total						Prêts Bruts					
	2019		2018		2017		2019		2018		2017	
	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang
Unibank	34.06%	1	34.37%	1	37.93	1	30.51%	1	31.0%	1	32.82	1
Sogebank	26.20%	2	26.33%	2	24.22	2	25.94%	2	27.7%	2	26.15	2
BNC	20.27%	3	20.54%	3	20.43	3	17.32%	3	15.8%	3	16.07	3
Capital Bank	7.47%	4	7.00%	4	6.29	4	11.90%	4	10.8%	4	9.58	4
BUH	7.17%	5	6.50%	5	5.61	5	9.02%	5	8.9%	5	8.64	5
Sogebel	2.08%	6	2.25%	6	2.35	6	3.77%	6	4.1%	6	4.61	6
Citibank	1.56%	7	1.97%	7	2.10	7	1.07%	7	1.3%	7	1.48	7
BPH	1.19%	8	1.06%	8	1.08	8	0.47%	8	0.5%	8	0.66	8
Total	100.00%		100.00%		100.00		Total	100.00%	100.0%		100.00	

⁷ Court terme : prêts ayant une échéance initiale comprise entre 0 et 12 mois ; moyen terme : prêts ayant une échéance initiale comprise entre 13 et 48 mois ; long terme : prêts ayant une échéance initiale supérieure à 48 mois.

⁸ Ce tableau porte sur les prêts dont l'encours global est supérieur à 150 000 gourdes. Il indique le taux de concentration par tranche de crédits pour la population considérée.

Au 30 septembre 2019, la Unibank occupe la première place en termes de parts de dépôts captés au niveau du secteur bancaire avec 35,74 %, soit 54 points de base de moins qu'au 30 septembre 2018. La Sogebank maintient la deuxième position (26,59 %) et accuse un gain de 17 points de base par rapport à l'année dernière. Les parts de marchés de la BNC ont reculé de 72 points de base pour s'établir à 19,12 %. De son côté, la Capital Bank reste à la 4^e place et augmente ses parts de marché de 37 points de base. La BUH (5^e) a connu une augmentation significative au cours de l'année (+1,15 point pourcentage) pour terminer l'exercice avec 6,83 % de parts de dépôts totaux. La Sogebel a progressé d'un rang quoiqu'ayant perdu 29 points de base de parts comparativement au 30 septembre 2018.

Tableau 20. :::: Parts de marché et rang selon les dépôts totaux et dépôts en dollars ÉU au 30 septembre

	Dépôts totaux						Dépôts en dollars ÉU					
	2019		2018		2017		2019		2018		2017	
	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang
Unibank	35.74%	1	36.28%	1	38.25	1	37.96%	1	39.71%	1	42.93	1
Sogebank	26.59%	2	26.42%	2	24.67	2	28.31%	2	27.59%	2	25.18	2
BNC	19.12%	3	19.84%	3	20.3	3	13.24%	3	13.42%	3	13.61	3
Capital Bank	7.43%	4	7.06%	4	6.41	4	8.51%	4	8.31%	4	7.24	4
BUH	6.83%	5	5.68%	5	5.39	5	7.10%	5	5.90%	5	5.21	5
Sogebel	1.63%	6	1.92%	7	1.66	7	1.93%	6	2.17%	6	2.68	6
Citibank	1.41%	7	1.63%	6	2.15	6	1.78%	7	1.94%	7	2.15	7
BPH	1.25%	8	1.16%	8	1.17	8	1.18%	8	0.98%	8	0.98	8
	100%		100%		100.00		100%		100%		100.00	

Au niveau du segment des dépôts en dollars ÉU, la Unibank et la Sogebank détiennent respectivement 37,96 % et 28,31 % des parts de marché du secteur bancaire au 30 septembre 2019. On observe une réduction au niveau des parts de marché de la Unibank (-1,75 point de pourcentage) et de la BNC (-18 points de base) par rapport au 30 septembre 2018, tandis que la Sogebank a connu une hausse de 72 points de base au cours de la même période. Ainsi, la Capital Bank et la BUH, respectivement 4^e et 5^e ont pu engranger chacun 20 points de base et 1,2 point de pourcentage de parts de marché. La Sogebel (1,93 %) et la Citibank (1,78 %) se classent en 6^e et 7^e position et accusent un recul respectif de 24 et de 16 points de base par rapport au 30 septembre 2018. En dernière position, la BPH a capté 1,18 % de parts de marché, en hausse de 20 points de base par rapport à l'an dernier.

VIII. LES ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2019

VIII.1- ACTIVITÉS BANCAIRES

Au 30 septembre 2019, l'actif total du secteur bancaire haïtien s'élève à 401,95 milliards de gourdes en net accroissement (+22,14 % ; +72,88 milliards de gourdes) par rapport à septembre 2018. Tous les postes de l'actif ont évolué positivement, à l'exception des « Bons BRH » (-85,78 % ; -11,1 milliards de gourdes). Les hausses les plus significatives ont été notées au niveau des « Disponibilités » (+30,21 % ; 41,15 milliards de gourdes) et des « Prêts nets » (+22,04 % ; 22,53 milliards de gourdes). La progression au niveau des « Autres placements » et des « Autres actifs » a été respectivement de 30,02 % (+17,56 milliards de gourdes) et de 22,07 % (+ 2,01 milliards de gourdes).

Tableau 21. Bilan du système bancaire au 30 septembre 2019 (en MG)

	2019	2018	2017	2016	2015	2014
Disponibilités	177,367.98	136,219.70	123,879.96	110,508.97	93,651.93	73,324.35
Bons BRH	1,840.00	12,939.00	11,267.01	10,466.94	4,967.96	4,508.55
Autres placements	76,036.45	58,478.75	61,251.53	56,562.66	42,853.84	36,734.96
Prêts nets	124,751.43	102,223.22	87,160.76	79,486.39	67,673.77	68,178.25
Immobilisations	10,826.55	10,096.90	9,033.54	8,464.66	7,083.58	6,250.55
Autres actifs	11,122.63	9,111.80	11,129.98	5,865.96	6,648.62	5,505.03
Actif total	401,945.04	329,069.37	303,722.78	271,355.58	222,879.70	194,501.69
Dépôts	324,498.24	267,532.62	243,564.86	220,915.76	179,528.14	157,549.12
Obligations à vue	14,499.44	10,460.52	13,054.71	9,219.03	12,721.36	7,342.64
Obligations à terme	22,783.99	16,555.82	15,020.22	11,224.75	9,830.21	10,490.43
Autres passifs	6,380.39	5,221.28	4,659.62	5,405.99	3,628.53	4,369.01
Passif total	368,162.06	299,770.24	276,299.41	246,765.54	205,708.24	179,751.20
Avoir des actionnaires	33,783.02	29,299.13	27,422.96	24,590.04	17,171.46	14,971.49
Passif et avoir des actionnaires	401,945.08	329,069.37	303,722.37	271,355.58	222,879.70	194,722.69

Au niveau du passif, les dépôts du système ont poursuivi une tendance haussière passant de 267,53 milliards de gourdes à 324,5 milliards de gourdes au 30 septembre 2019. À cette date, ces derniers constituent 80,7 % de l'actif total et sont dollarisés à hauteur de 69,20 % contre 61,32 % en 2018.

Quant aux autres éléments du passif, à savoir les « Obligations à vue », les « Obligations à terme » et les « Autres passifs », ils continuent à financer une faible part de l'actif bancaire (10,9 % contre 9,8 % en 2018).

Le ratio « Avoir des actionnaires en pourcentage de l'actif » s'est inscrit à 8,4 % contre 8,9 % au 30 septembre 2018 et 9,03 % au 30 septembre 2019. Cette tendance à la baisse provient de l'accroissement moins rapide de l'avoir des actionnaires que celui de l'actif total.

Les disponibilités demeurent la composante la plus importante de l'actif avec un poids moyen de « 42 % » sur les cinq dernières années. Elles représentent « 44,13 % » de l'actif bancaire au 30 septembre 2019, soit un écart positif de 2,73 points de pourcentage par rapport à septembre 2018. S'ensuivent le portefeuille de crédit net « 31,04 % » et les autres placements « 18,92 % ». Le poids combiné des autres postes de l'actif à savoir les bons BRH, les Immobilisations et les Autres actifs n'ont représenté que « 5,92 % », en diminution de 3,85 points de pourcentage par rapport à septembre 2018.

Du côté du passif, les dépôts ont constitué en moyenne « 80,84 % » de l'actif total sur les cinq (5) dernières années. La part des obligations à terme s'est inscrite à « 5,67 % », en hausse de 1,26 point de pourcentage sur cette période alors que celle des obligations à vue est en baisse de 2,10 points de pourcentage.

Tableau 22. Variation des principaux postes du bilan du système bancaire au 30 septembre 2019 (en %)

	2019	2018	2017	2016	2015	2014
Disponibilités	30.2	10.0	12.1	18.0	27.7	9.2
Bons BRH	-85.8	14.8	7.6	110.7	10.2	-24.2
Autres placements	30.2	-4.5	8.3	32.0	16.7	20.2
Prêts nets	22.0	17.3	9.7	17.5	-0.7	9.7
Immobilisations nettes	7.2	11.8	6.7	19.5	13.3	15.4
Autres actifs	22.1	-18.1	89.7	-11.8	20.8	17.4
Actif total	22.1	8.3	11.9	21.7	14.6	10.6
Dépôts	21.3	9.8	10.3	23.1	14	8.2
Obligations à vue	38.6	-19.9	41.6	-27.5	73.3	28.9
Obligations à terme	37.6	10.2	33.8	14.2	-6.3	41.6
Autres passifs	22.2	12.1	-13.8	49.0	-16.9	6.1
Passif total	22.8	8.5	12.0	20.0	14.4	10.4
Avoir des actionnaires	15.3	6.8	11.5	43.2	16.4	12.9
Passif et avoir des actionnaires	22.1	8.3	11.9	21.7	14.6	10.6

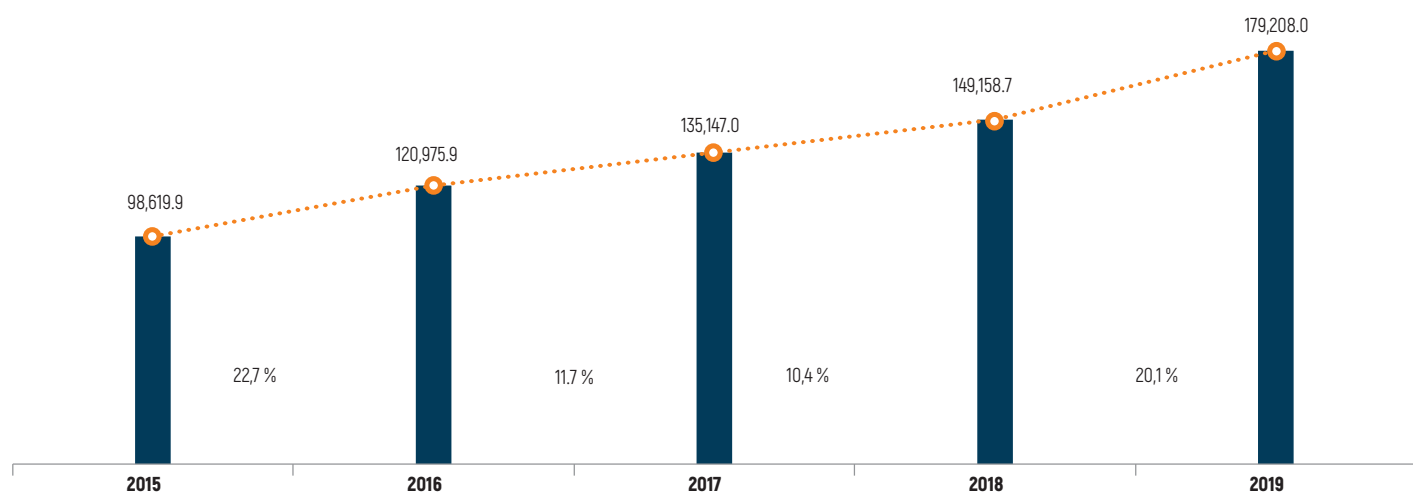
Source: BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

LIQUIDITÉS

Les liquidités du système bancaire, constituées de disponibilités et de bons BRH, ont totalisé 179 207,98 MG au 30 septembre 2019. Le rythme de croissance des disponibilités (+20,1 % en 2019), en net ralentissement au cours des deux dernières années, s'est rapproché du niveau observé en 2016 (+22,7 %).

L'augmentation des disponibilités est attribuable aux avoirs à la BRH (+23,7 % ; +25 878,3 MG) et aux avoirs à l'étranger (+122,5 % ; +11 140,9 MG) qui ont tous les deux nettement progressé par rapport au 30 septembre 2018.

Graphique 32. : Liquidités du système bancaire au 30 septembre (en MG)



En termes de composition des liquidités, les avoirs à la BRH demeurent la composante principale avec une part de 75,35 % au 30 septembre 2019. Ils sont suivis de l'encaisse (11,68 %) et des avoirs à l'étranger (11,29 %), alors que les avoirs dans les banques locales et autres liquidités ont constitué seulement 0,66 % des disponibilités.

Tableau 23. : Composition des liquidités du système bancaire au 30 septembre

	2019		2018		2017	
	MG	%	MG	%	MG	%
Encaisse	20,936.93	11.68%	14,842.17	9.95%	12,241.26	9.06%
Avoirs à la BRH	135,025.66	75.35%	109,147.38	73.18%	96,850.06	71.66%
Avoirs à l'étranger	20,232.51	11.29%	9,091.59	6.10%	11,452.73	8.47%
Avoirs dans les banques locales	138.13	0.08%	1,140.47	0.76%	1,353.76	1.00%
Autres	1,034.76	0.58%	1,998.08	1.34%	1,982.15	1.47%
Disponibilités	177,367.98	98.97%	136,219.70	91.33%	123,879.96	91.66%
Bons BRH	1,840.00	1.03%	12,939.00	8.67%	11,267.01	8.34%
Liquidités	179,207.98	1.00	149,158.70	100.00%	135,146.97	100.00%

Le ratio « liquidités en pourcentage de l'actif » a gardé une relative stabilité sur la période 2015 – 2019 en se fixant dans l'intervalle 42,2 % - 45,3 %. Cette stabilité résulte du fait que le poids des disponibilités dans l'actif des banques a continué à augmenter sur la période (+4,1 points de pourcentage) alors qu'une tendance inverse a été observée pour le poids des bons BRH (-1,7 point de pourcentage).

Tableau 24. : Composition des liquidités du système bancaire au 30 septembre

	2019	2018	2017	2016	2015
Disponibilités	44.1	41.4	40.8	40.7	40.0
Bons BRH	0.5	3.9	3.7	3.9	2.2
Liquidités	44.6	45.3	44.5	44.6	42.2

VIII.1.1 OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

DÉPÔTS

Les dépôts totaux ont crû de 21,3 % (+56 965,61 MG) en 2019, passant de 267 532,62 MG au 30 septembre 2018 à 324 498,24 MG au 30 septembre 2019. Ces données montrent que les périodes de ralentissement économique connues durant l'exercice 2018-2019 n'ont pas affecté négativement l'effort de captation des dépôts par le secteur bancaire. En effet, tous les types de dépôts ont augmenté significativement par rapport à septembre 2018 avec une progression plus prononcée pour les dépôts d'épargne (+25,51 %).

Graphique 33. : Évolution des dépôts du système bancaire (en MG)

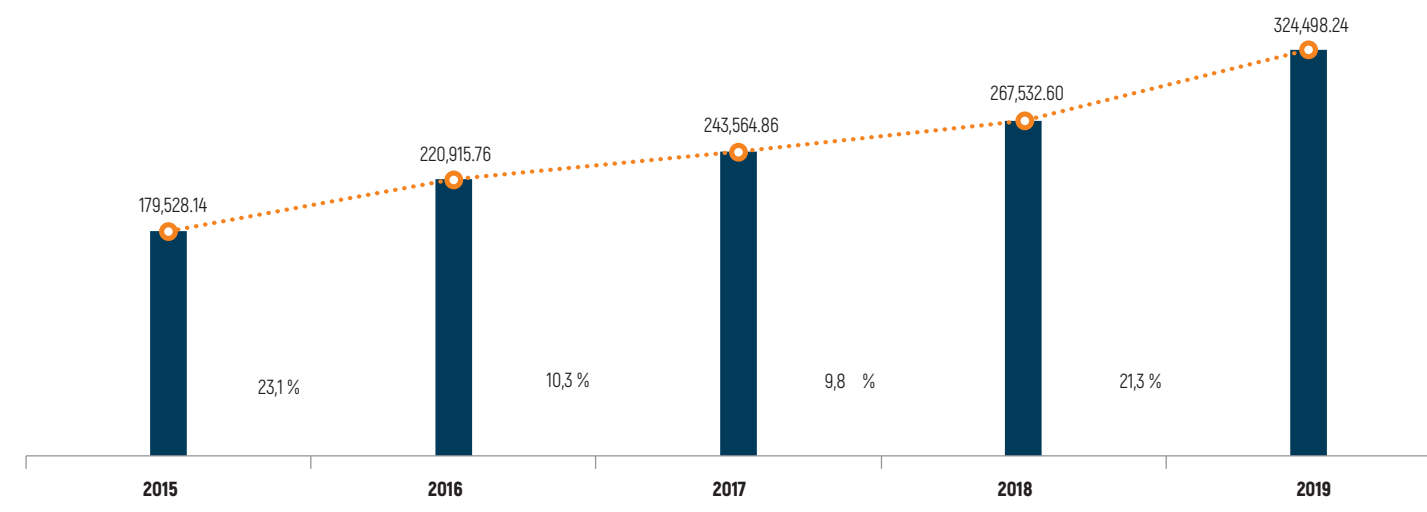


Tableau 25. : Variation des dépôts du système bancaire au 30 septembre

Catégorie	2019	2018	2017	2016	2015
Dépôts à vue	19.06%	5.40%	14.30%	28.61%	1.60%
Dépôts d'épargne	25.51%	10.60%	6.90%	14.05%	11.00%
Dépôts à terme	20.03%	17.80%	7.00%	26.07%	55.50%
Total	21.29%	9.80%	10.30%	23.05%	14.00%

Au 30 septembre 2019, le poids des dépôts à vue dans les dépôts totaux a encore diminué pour se fixer à 43,82 % (-82 points de base). Parallèlement, le poids des dépôts d'épargne a atteint 32 % alors que celui des dépôts à terme est resté plus ou moins stable. À la fin de l'exercice 2018-2019, les dépôts à vue constituent la catégorie la plus importante dans la composition des dépôts totaux.

Tableau 26. : Composition des dépôts du système bancaire au 30 septembre

Catégorie	2019		2018		2017		2016		2015	
Dépôts à vue	142,200.26	43.82%	119,432.29	44.64%	113,318.71	46.53%	99,099.46	44.86%	77,052.67	42.92%
Dépôts d'épargne	103,848.49	32.00%	82,744.31	30.93%	74,787.46	30.71%	69,966.79	31.67%	61,348.37	34.17%
Dépôts à terme	78,449.49	24.18%	65,356.02	24.43%	55,458.68	22.77%	51,849.51	23.47%	41,127.10	22.91%
Total	324,498.24	100.00%	267,532.62	100.00%	243,564.85	100.00%	220,915.76	100.00%	179,528.14	100.00%

Au 30 septembre 2019, les dépôts en dollars ont crû de 2,65 % pour s'établir à 2 406,35 millions de dollars ÉU contre 2 344,33 millions de dollars ÉU au 30 septembre 2018. Cette augmentation provient des dépôts à vue (+6,03 % ; + 62 millions de dollars ÉU) et des dépôts d'épargne (+2,54 % ; +17,41 millions USD), les dépôts à terme ayant reculé sur la période (-2,81 % ; -17,59 millions de dollars ÉU).

La part des dépôts en devises converties dans les dépôts totaux s'est fixée à 69,20 % contre 61,32 % au 30 septembre 2018. Cette augmentation du niveau de dollarisation des dépôts totaux s'explique essentiellement par le fait que les dépôts en devises converties ont augmenté (+36,88 % ; +60 501,54 MG) alors que ceux en gourdes ont diminué (-3,42 % ; -3 535,92 MG).

Tableau 27. : Évolution des dépôts en dollars ÉU du système en MG au 30 septembre

Catégorie	2019				2018				2017			
	Dépôts Dollars ÉU	Dépôts Dollars ÉU	Dépôts Totaux	Dépôts Dollars Convertis/	Dépôts Dollars ÉU	Dépôts Dollars ÉU	Dépôts Totaux	Dépôts Dollars Convertis/	Dépôts Dollars ÉU	Dépôts Dollars ÉU	Dépôts Totaux	Dépôts Dollars Convertis/
	Convertis ^a		Dépôts totaux		Convertis ^a		Dépôts totaux		Convertis ^a		Dépôts totaux	
Dépôts à vue	1,094.40	102,125.46	142,200.26	71.82%	1,032.20	72,230.68	119,432.29	60.48%	1,207.29	75,684.80	113,318.71	66.79%
Dépôts d'épargne	702.99	65,600.71	103,848.49	63.17%	685.59	47,975.47	82,744.31	57.98%	679.99	42,628.49	74,787.46	57.00%
Dépôts à terme	608.95	56,825.20	8,449.48	72.44%	626.54	43,843.69	65,356.02	67.08%	594.96	37,298.32	55,458.68	67.25%
	2,406.35	224,551.37	324,498.24	69.20%	2,344.33	164,049.83	267,532.62	61.32%	2,482.24	155,611.61	243,564.86	63.89%

Source : BRH/Direction de la Supervision des Banques et autres institutions financières

a) Taux de conversion : 93.3162 et 69.9774 gourdes/USD aux 30 septembre 2019 et 2018 respectivement.

VIII.1.2 EMPLOIS DU SYSTÈME ET ÉVOLUTION DES ACTIFS PRODUCTIFS⁹

Au 30 septembre 2019, l'actif productif compte pour 55,48 % de l'actif total, en diminution de 40 points de base par rapport à septembre 2018. Le portefeuille de crédit net, s'affichant à 124,75 milliards de gourdes, occupe la majeure partie de l'actif productif en fin d'exercice, soit 55,94 %.

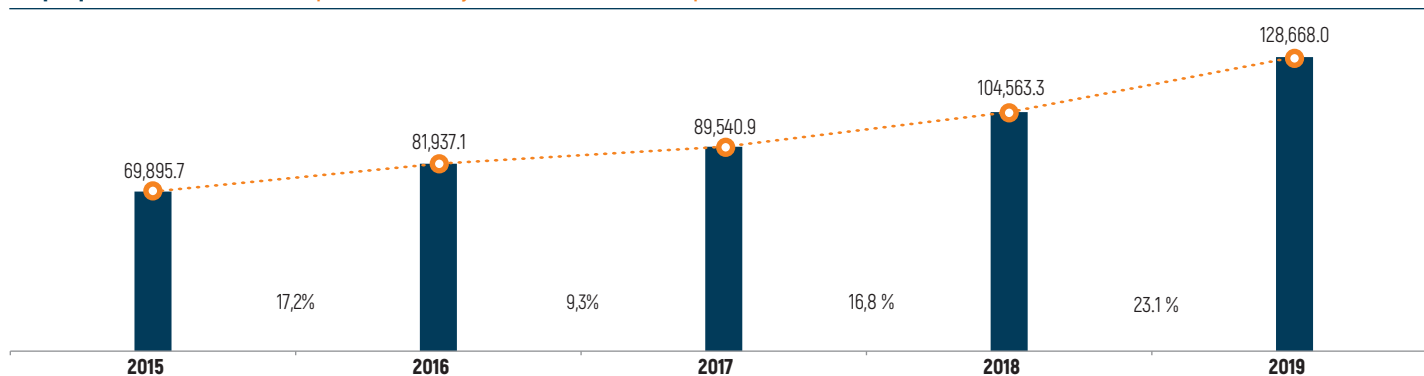
Tableau 28. : Actifs productifs au 30 septembre

	2019	2018	2017	2016	2015
Actif productif/Actif total	55.48%	55.88%	56.79%	57.15%	55.92%
Pret net en % d'actif total	31.04%	31.06%	28.70%	29.29%	30.36%
Pret net en % d'actif productif	55.94%	55.59%	50.53%	51.25%	54.30%

Actifs productifs = Avoirs à l'étranger + Avoirs dans les banques locales + Prêts + Bons BRH + Autres placements

Le portefeuille brut de crédit bancaire s'est fixé à 128 668,01 MG au 30 septembre 2019, soit une croissance de 23,1 % par rapport au 30 septembre 2018. Ainsi, le ratio crédit sur dépôt s'est inscrit à 39,7 %, en hausse par rapport aux niveaux affichés au 30 septembre 2017 (36,8 %) et au 30 septembre 2018 (39,1 %).

Graphique 34. : Portefeuille de prêts bruts du système bancaire au 30 septembre (en MG)



VIII.1.3 OPÉRATIONS SUR TITRES

BONS BRH

Les placements en bons BRH ont considérablement diminué (-85,78 %) en 2019 passant de 12 939 MG au 30 septembre 2018 à 1 840 MG au 30 septembre 2019. Ils ont représenté seulement 0,46 % de l'actif total du système sur l'année fiscale.

VIII.1.4 AUTRES PLACEMENTS

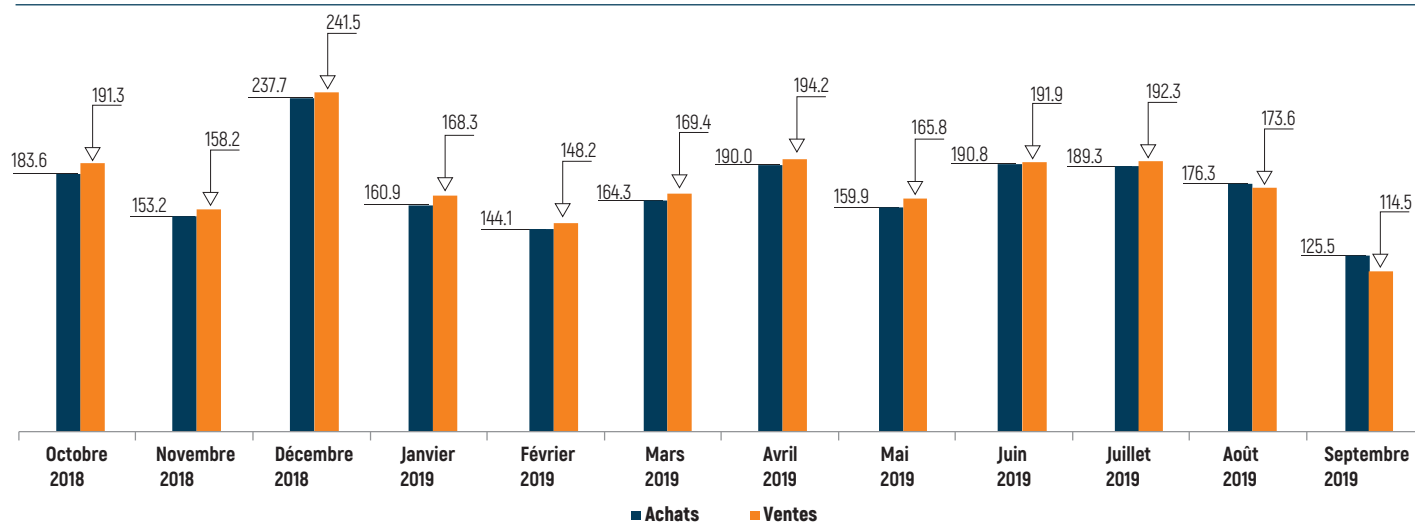
Après une croissance négative (-4,5 %) enregistrée en 2018, les Autres placements ont crû de 30,02 % sur l'exercice 2018-2019 pour renouer avec les taux de croissance connus dans les années antérieures (+32 % en 2016 et +8,3 % en 2017).

⁹ Actifs Productifs = Avoirs à l'étranger + avoirs dans les banques locales + Prêts + Bons BRH + Bons du Trésor + Autres placements

VIII.1.5 OPÉRATIONS DE CHANGE

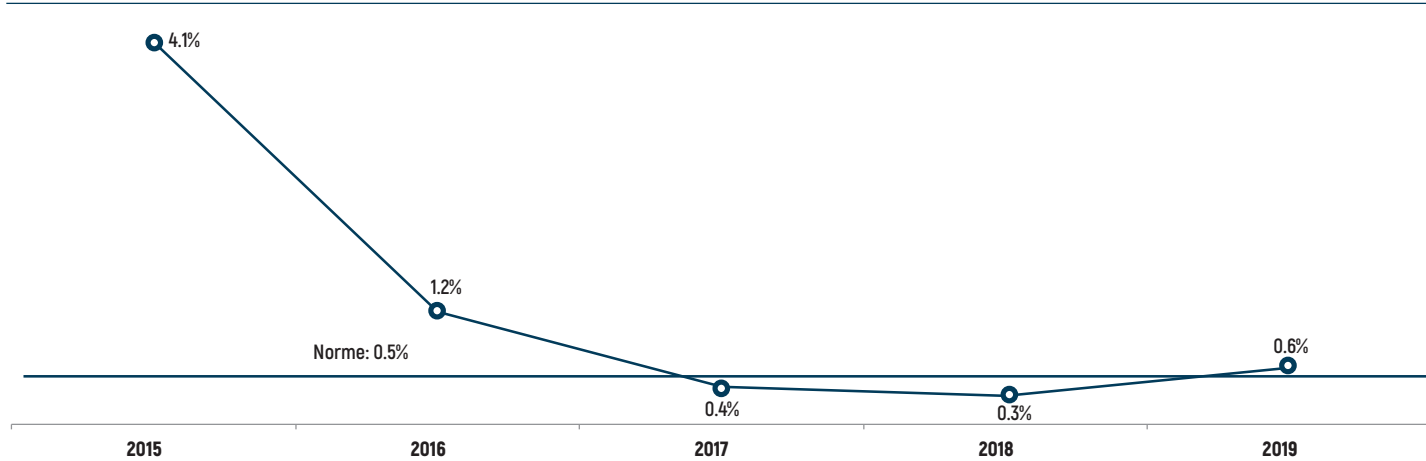
L'économie haïtienne a connu des périodes de turbulences au cours de l'exercice 2018-2019 qui ont fait diminuer notamment les opérations de change du système bancaire. Les achats de devises ont replié de 15,6 % (-383,8 millions de dollars EU) et les ventes de 15,92 % (-399,4 millions de dollars EU) pour totaliser respectivement 2 075,59 millions de dollars EU et 2 108,97 millions de dollars EU sur l'exercice. Les plus faibles volumes de dollars transigés sur le marché des changes ont été observés aux mois de septembre et de février 2019, lesquels coïncident avec les périodes de « peyi lòk » qu'a connues le pays.

Graphique 35. Volume des achats et des ventes de dollars EU (en millions de dollars EU)



La position nette de change du système en pourcentage des fonds propres comptables s'est élevée à 0,61 % au 30 septembre 2019, en dépassement de la limite prescrite par la circulaire no 81-6 sur la gestion du risque de change.

Graphique 36. Position nette en devises du système bancaire en pourcentage des fonds propres au 30 septembre



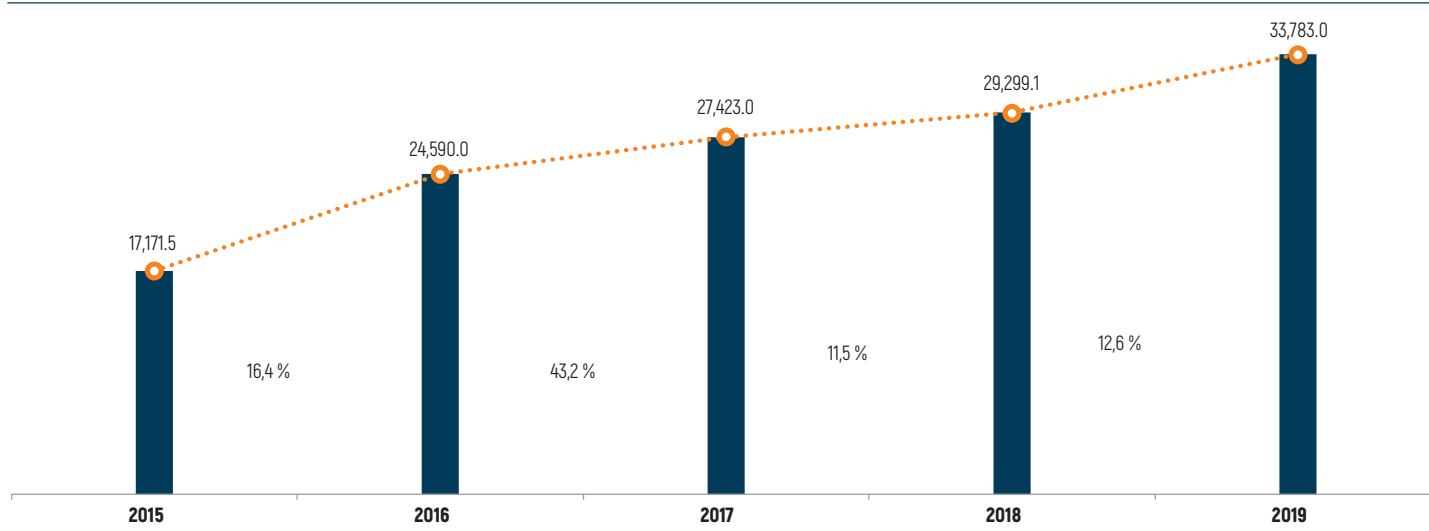
VIII.2 STRUCTURE FINANCIÈRE ET QUALITÉ DE L'ACTIF

VIII.2.1 ASSISE FINANCIÈRE ET FONDS PROPRES

Au cours de l'exercice 2018-2019, les fonds propres comptables du système ont crû de 15,3 % (+4 483,89 MG) pour s'établir à 33 783,02 MG. Cet accroissement de l'avoir des actionnaires s'explique essentiellement par la hausse des réserves et des bénéfices non répartis (BNR) qui ont respectivement progressé de 24,4 % et 34,5 %. Parallèlement, les réserves pour pertes sur prêts ont diminué de 17,5 % (-34 MG), tandis que le capital versé (-0,2 % ; -28,60 MG) et le surplus d'apport (+0,30 % ; +4,92 MG) sont demeurés relativement stables.

Comme pour l'exercice fiscal précédent, l'actif (+22,1 %) a évolué à un rythme plus soutenu que l'avoir des actionnaires (+15,3 %). Ainsi, le ratio « Avoir des actionnaires/actif total » s'est contracté de 50 points de base en glissement annuel pour se fixer à 8,40 % au 30 septembre 2019.

Graphique 37. : Évolution des fonds propres du système bancaire au 30 septembre (en MG)



Après avoir connu un repli de deux points de pourcentage l'exercice précédent, le ratio fonds propres réglementaires sur actifs à risque du système a encore reculé (98 points de base) pour se fixer à 22,31 % au terme de l'exercice 2018-2019. Ce niveau des fonds propres demeure toutefois conforme aux limites fixées (12 % au minimum) par la circulaire no 88 sur la suffisance des fonds propres.

Tableau 29. : Respect des normes de suffisance de fonds propres au 30 septembre

Limite réglementaire/1	Fonds propres / actif à risque	
	2019	2018
		Min: 12 %
Ratio du système bancaire	22.31%	23.29%

Source : BRH/Direction de la Supervision des Banques et autres institutions financières

/1: Constitue un instrument de mesure de la suffisance des fonds propres compte tenu du risque de contrepartie de chacun des éléments d'actif au bilan et des hors bilan.

VIII.2.2 QUALITÉ DE L'ACTIF

Au cours de l'exercice 2019, le stock de crédits non performants a connu une évolution défavorable. De 2 663,20 MG au 30 septembre 2018, les prêts improductifs se sont élevés à 8 409,64 MG, soit une hausse de 215,8 % (+5 746,44 MG). Parallèlement, le portefeuille brut de crédit bancaire a crû de 23,1 %, passant de 104 563,26 MG en septembre 2018 à 128 668 MG au 30 septembre 2019. La forte croissance du portefeuille des improductifs par rapport à celle des prêts bruts a provoqué une détérioration de la qualité de l'actif. Le coefficient d'arrérage du système a ainsi augmenté de 3,99 points de pourcentage pour s'établir à 6,54 %, soit le plus fort taux d'improductif enregistré au cours des cinq derniers exercices.

Tableau 30. : Prêts improductifs du système bancaire au 30 septembre (en MG)

	2019	Var.	2018	Var.	2017	Var.	2016
Prêts improductifs bruts	8,409.64	215.77%	2,663.20	1.36%	2,627.53	-5.54%	2,781.72
Prêts bruts totaux	128,668.00	23.05%	104,563.26	16.78%	89,540.92	9.28%	81,937.12
Taux d'improductifs	6.54%		2.55%		2.93%		3.39%

Après avoir enregistré une tendance à la baisse au cours des exercices 2017 (-2,88 %) et 2018 (-1,69 %), le stock de provisions pour créances douteuses a crû de 67,40 % pour passer de 2 340,04 MG au 30 septembre 2018 à 3 916 57 MG au 30 septembre 2019. Le rythme de croissance plus rapide des prêts improductifs par rapport à celui des provisions pour créances douteuses a entraîné une importante diminution du taux de couverture, lequel a reculé de 41,30 points de pourcentage pour se fixer à 46,57 % au 30 septembre 2019.

Tableau 31. : Couverture des prêts improductifs bruts par les provisions pour créances douteuses au 30 septembre (en MG)

	2019		2018		2017
Provisions pour créances douteuses	3,916.57	67.37%	2,340.04	-1.69%	2,380.16
Prêts improductifs bruts	8,409.64	215.77%	2,663.20	1.36%	2,627.53
Taux de couverture	46.57%		87.87%		90.59%

Comparativement au 30 septembre 2018, le taux d'improductifs dans le portefeuille de prêts commerciaux a crû de 2,24 points de pourcentage en glissement annuel pour s'établir à 7,02 %. De même, la catégorie des prêts au logement continue d'enregistrer le taux d'improductifs le plus élevé, soit 11,34 % (+1,69 point de pourcentage). Parallèlement, les prêts à la consommation accusent un coefficient d'arrérage de 5,21 %, en hausse de 42 points de base par rapport au 30 septembre 2018. Par ailleurs, plus de 80 % des prêts octroyés par les banques sont destinés à des fins commerciales.

Tableau 32. : Taux d'improductifs par catégorie de prêts du système au 30 septembre 2019

	Consommation	Logement	Commerciaux
Taux d'improductifs (en % du total des prêts de la catégorie)	5.21%	11.34%	7.02%
Poids dans le crédit bancaire total	8.39%	9.73%	81.88%

En raison de l'augmentation moins soutenue des fonds propres de base (+15,30 %) par rapport à celle des prêts improductifs nets (+1290,40 %), le taux d'exposition du système s'est nettement dégradé au 30 septembre 2019, passant de 1,10 % à 13,30 %.

Tableau 33. : Prêts improductifs nets en pourcentage des fonds propres au 30 septembre (en MG)

	2019	2018	2017	2016	2015
Prêts improductifs bruts	8,409.64	2,663.20	2,627.53	2,781.72	2,744.92
Moins : provisions pour créances douteuses	3,916.57	2,340.04	2,380.16	2,450.74	2,221.93
Prêts improductifs nets	4,493.07	323.16	247.37	330.98	522.99
Fonds Propres Comptables	33,783.02	29,299.13	27,422.96	24,590.04	17,171.46
Proportion des prêts improductifs nets par rapport aux fonds propres	13.30%	1.10%	0.90%	1.35%	3.05%

Au cours des cinq derniers exercices, le risque de crédit aux apparentés du système bancaire a affiché un niveau très en deçà de la limite cumulative maximale de 200 % prescrite par la circulaire no 83-4 régissant la concentration des risques de crédit. Au 30 septembre 2019, le ratio « prêts aux apparentés/fonds propres réglementaires » a baissé de 1,37 point de pourcentage, passant de 19,44 % en 2018 à 18,07 %. En outre, toutes les catégories de banque ont vu leur ratio d'exposition aux risques de crédit aux apparentés reculer au 30 septembre 2019.

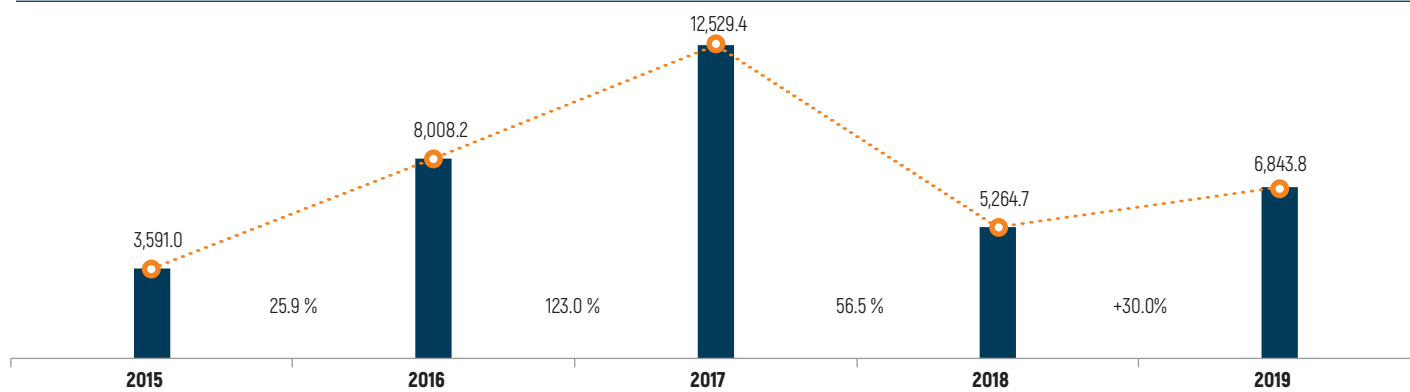
Tableau 34. : Exposition des banques aux risques de crédit aux apparentés au 30 septembre 2019

	Banques commerciales d'État	Banques ommerciales privées	Banque d'épargne et de logement	Succursales de banques étrangères	Système
Risques apparentés (MG)	98.90	5,914.87	90.45		6,104.22
Fonds propres réglementaires (MG)	6,427.68	26,127.89	561.10	655.44	33,772.11
Risques apparentés en % Fonds propres réglementaires	1.54%	22.64%		0.00%	18.07%

VIII.3- LES RÉSULTATS DES ACTIVITÉS BANCAIRES

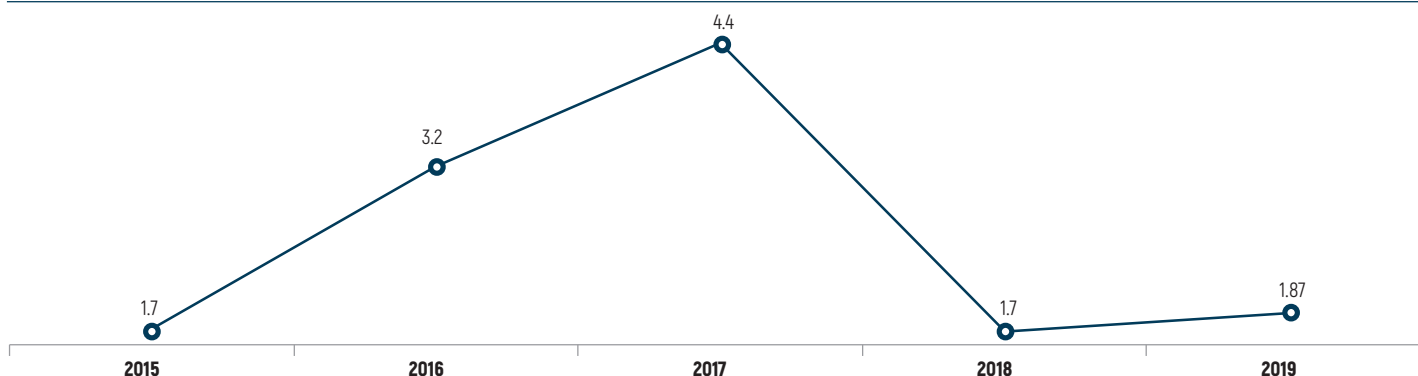
En dépit d'un cadre macroéconomique difficile, le secteur bancaire a rentabilisé ses opérations au cours de l'exercice 2018-2019 avec un profit net de 6 843,81 MG, soit une augmentation de 1 579,09 MG (+30 %) par rapport à l'exercice 2017-2018.

Graphique 38. Évolution du bénéfice net du système pour l'exercice terminé le 30 septembre (en MG)



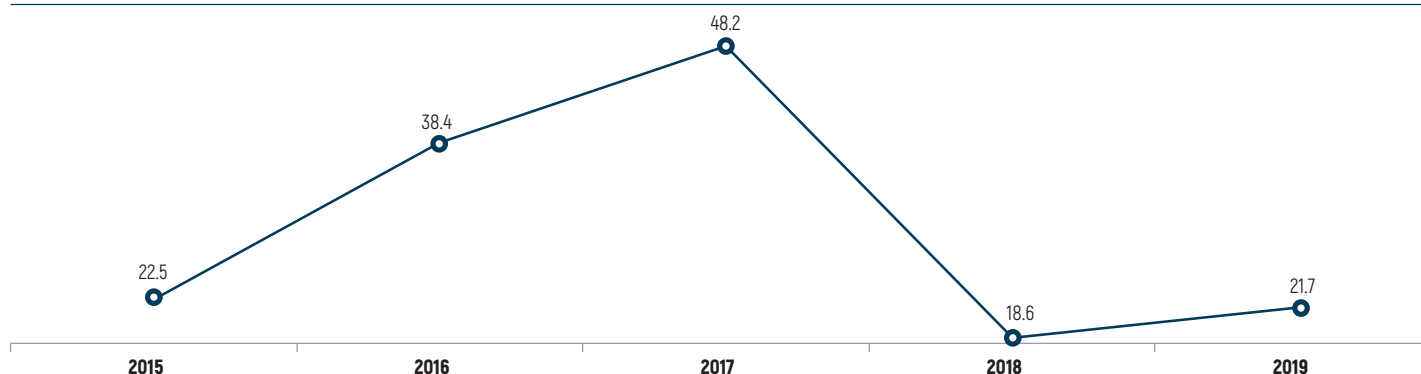
L'augmentation des résultats du système est imputable à la progression de 26,9 % (+4,99 milliards de gourdes) du produit net bancaire sur la période induite par la hausse de 25,4 % (+2,7 milliards de gourdes) des revenus nets d'intérêt et à l'élargissement de 28,8 % (+2,32 milliards de gourdes) des Autres revenus.

Graphique 39. Rendement de l'actif (ROA) pour l'exercice terminé au 30 septembre (en %)



À la suite de l'amélioration des résultats, les indicateurs de rentabilité ROA et ROE ont progressé. En effet, comparativement à 2018, le ROA s'est élargi de 21 points de base subséquentement à la progression du taux de profit (+45 points de base) et de celle de la productivité de l'actif (+71 points de base). De son côté, le ROE s'est établi à 21,7 % (+3,14 points de pourcentage).

Graphique 40. Rendement de l'avoire des actionnaires (ROE) au 30 Septembre (en %)



VIII.3.1 REVENUS NETS D'INTÉRÊT

Les revenus nets d'intérêt ont enregistré une croissance annuelle de 25,41 % passant de 10 542,94 MG à 13 222,01 MG. En effet, ces derniers ont été tirés essentiellement par la progression des revenus d'intérêt sur prêts (+28,97 % ; +3 049,65 MG) qui ont représenté 79,46 % des revenus d'intérêt totaux en 2019. En outre, les placements en bons BRH n'ont rapporté que 794,84 MG au système bancaire, soit 48,37 % de moins que l'exercice précédent, tandis que le poste « Autres » des revenus d'intérêt a crû de 94,77 % (+1 320,21 MG). Ainsi, le ratio des « revenus nets d'intérêts en % des revenus d'intérêt » s'est porté à 77,40 % en fin d'exercice, en recul de 94 points de base.

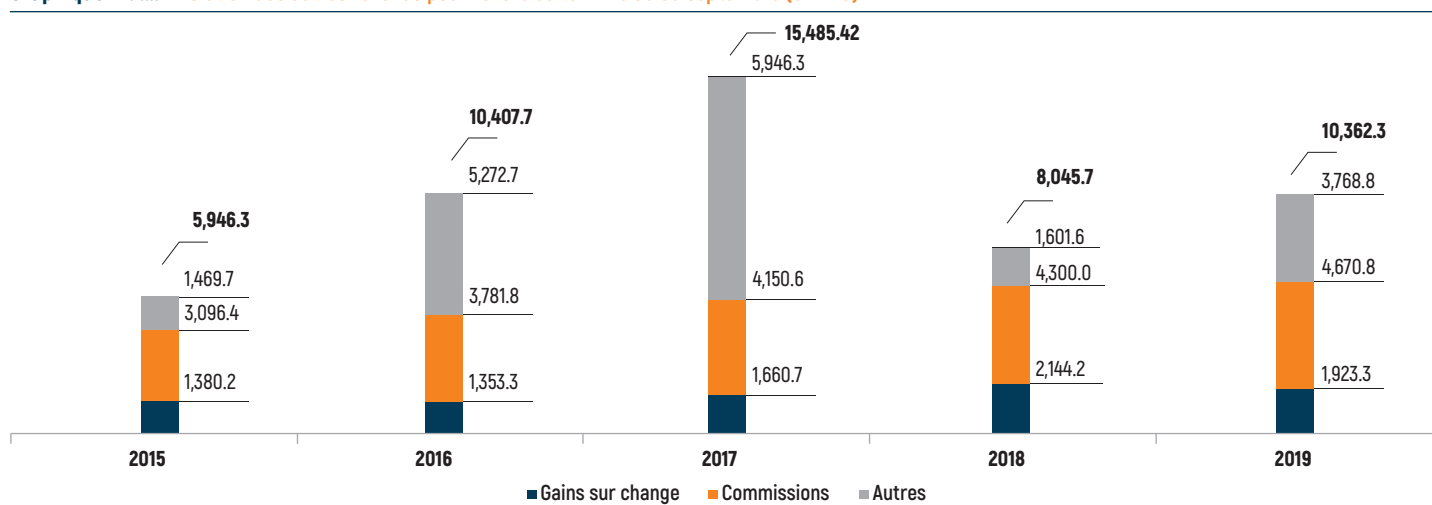
Tableau 35. : Revenus nets d'intérêt pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG)

	2019	2018	2017	2016	2015
Revenus d'intérêt	13,574.96	10,525.30	9,549.26	9,074.02	6,906.07
Prêts	794.84	1,539.60	1,118.49	1,168.53	553.53
Intérêts sur bons BRH	2,713.22	1,393.00	1,332.62	1,068.80	835.35
Autres	17,083.02	13,457.90	12,000.37	11,311.35	8,294.95
Dépenses d'intérêt	3,861.00	2,914.91	3,116.94	2,806.72	1,290.60
Revenus nets d'intérêt	13,222.02	10,542.99	8,883.43	8,504.63	7,004.35
Revenus nets d'intérêt en % des revenus d'intérêt	77.40%	78.34%	74.03%	75.19%	84.44%

VIII.3.2 AUTRES REVENUS

Le poste « Autres revenus » s'est amélioré en glissement annuel de 28,80 % (+2 317,09 MG) pour se fixer à 10 362, 3 MG pour la période 2018-2019. L'augmentation du sous-poste « Autres » (+135,30 % ; +2 167,14 MG) des Autres revenus a grandement influencé le niveau de ces derniers. Sur la période, les commissions (4 670,79 MG) ont crû de 8,62 % (+370,82 MG) alors que les gains sur change (1 923,28 MG) ont baissé de 10,30 % (-220,87 MG).

Graphique 41. : Évolution des autres revenus pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG)



VIII.4 PRODUIT NET BANCAIRE ET PROVISIONS POUR CRÉANCES DOUTEUSES

Après avoir enregistré un recul de 23,72 % en 2018, le produit net bancaire a repris son rythme de croissance de 2019. En effet, subséquemment à la hausse des revenus d'intermédiation bancaire (+25,41 %) et des autres revenus (+28,82 %), la marge bénéficiaire brute réalisée par les établissements bancaires sur l'ensemble de leurs activités a atteint 23 584,83 MG pour l'exercice 2018-2019, soit une progression de 26,9 % (+4 996,16 MG) par rapport à l'exercice précédent. La part des autres revenus dans le produit net bancaire a crû de 66 points de base en glissement annuel pour s'établir à 43,94 %.

En outre, la dotation à la provision pour créances douteuses a augmenté de 93,8 %, passant de 713,68 MG en 2018 à 1 383,24 MG. Cependant, le bénéfice avant dépenses d'exploitation et impôts sur le revenu a enregistré une progression de 24,20 % (+4 326,60 MG) pour s'établir à 22 201,59 MG en 2019 en dépit de l'augmentation des provisions pour créances douteuses.

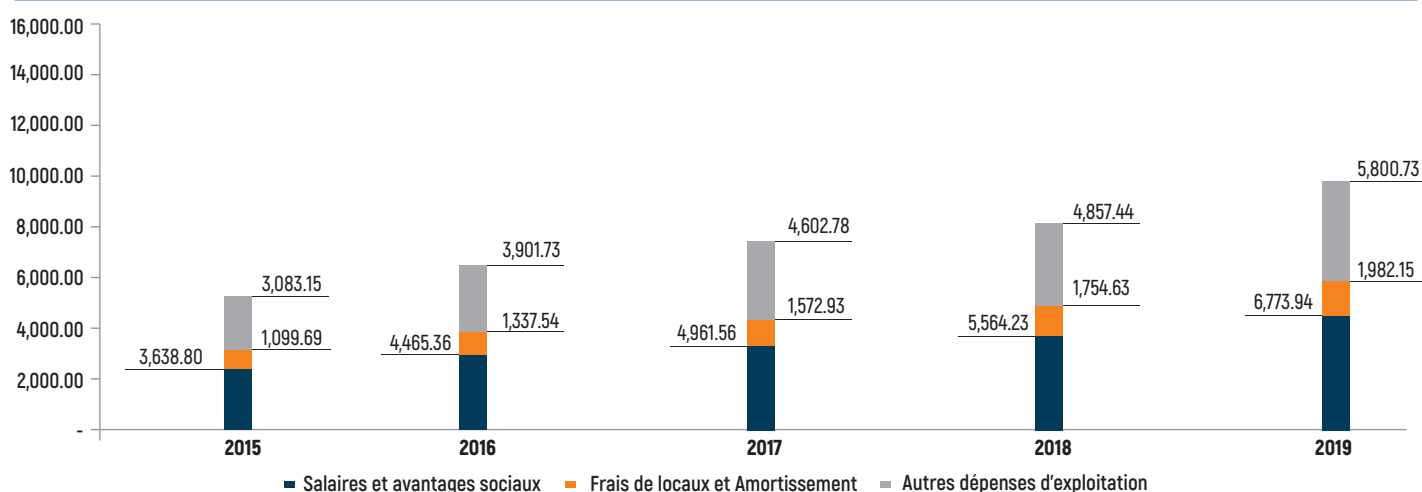
Tableau 36. : Produit net bancaire pour l'exercice terminé au 30 septembre

	2019		2018		2017		2016		2015	
	MG	%	MG	%	MG	%	MG	%	MG	%
Revenus nets d'intérêt	13,222.0	56.1%	10,543	56.7%	8,883.4	36.5%	8,504.6	45.0%	7,004.4	54.09%
Autres revenus	10,362.8	43.9%	8,046	43.3%	15,485.4	63.6%	10,407.7	55.0%	5,946.3	45.91%
Produit net bancaire	23,584.8	100%	18,589	100%	24,368.9	100%	18,912.4	100%	12,950.6	100.0%
Dotation à la Provision pour créances douteuses	1,383.2		713.68		407.4		510.4		888.2	
Bénéfice avant dépenses d'exploitation et impôts	22,201.6		17,875		23,961.4		18,402.0		12,062.4	

VIII.4.1 DÉPENSES D'EXPLOITATION

Comparativement à l'exercice 2017-2018 (+9,3 %), les dépenses d'exploitation du système bancaire ont augmenté de 19,6 % (+2 380,53 MG), à 14 556,81 MG pour l'exercice 2018-2019. Cette évolution résulte essentiellement de la croissance des salaires et avantages sociaux (+21,7 % ; +1 209,71 MG) et des autres dépenses d'exploitation (+19,6 % ; +943,30 MG). Ces deux postes ont représenté 86,4 % du total des charges d'exploitation.

Graphique 42. : Évolution annuelle des dépenses d'exploitation et de leurs composantes de 2015 à 2019 (en MG)



Le coefficient brut d'exploitation a reculé de 3,78 points de pourcentage, passant de 65,50 % en 2018 à 61,72 % en 2019. La hausse plus rapide du produit net bancaire (+26,9 %) par rapport à celle des dépenses d'exploitation (+19,8 %) est essentiellement à la base de l'amélioration de l'indicateur d'efficacité. Ainsi, le système a dépensé en moyenne 61,72 centimes en 2019 pour chaque gourde de revenus générés contre 65,50 centimes en 2018.

Tableau 37. : Coefficient d'exploitation pour l'exercice terminé au 30 septembre

	2019	2018	2017	2016	2015
Coefficient brut d'exploitation (Dépenses d'exploitation/produit net bancaire)	61.72%	65.50%	45.70%	51.31%	60.40%
Ratio de couverture des dépenses d'exploitation par les revenus d'intérêts	117.35%	110.53%	107.75%	116.56%	106.05%

La performance observée au niveau de la couverture des dépenses d'exploitation par les revenus d'intérêts s'est maintenue en 2019 où le ratio s'est amélioré de 6,82 points de pourcentage, passant de 110,53 % en 2018 à 117,35 %. Ce résultat s'explique par la croissance plus soutenue des revenus d'intérêts par rapport à celle des dépenses d'exploitation.

VIII.4.2 - TAUX DE RÉMUNÉRATION MOYENNE DES DÉPÔTS ET DE RENDEMENT MOYEN DES PRÊTS

Un renversement de la tendance à la baisse du taux de rémunération moyenne des dépôts au cours des trois dernières années a été observé au cours de cet exercice. En effet, ce taux a connu une hausse de 16 points de base par rapport à l'exercice précédent pour atteindre 1,30 %.

Tableau 38. Rémunération moyen des dépôts (en MG et en %)

	Dépôt Moyens ^a	Dépenses d'intérêt	Rémunération moyen des prêts	Variation (point)
2015	168,538.63	1,290.60	0.77%	0.33%
2016	200,221.95	2,806.72	1.40%	0.64%
2017	232,240.31	3,116.94	1.34%	-0.06%
2018	255,548.74	2,914.91	1.14%	-0.20%
2019	296,015.43	3,861.00	1.30%	0.16%

Source : BRH/Direction de la Supervision des Banques et autres institutions financières

a) Les dépôts moyens représentent la moyenne arithmétique des dépôts de fin et de début période.

Parallèlement, la même tendance a été constatée au niveau du rendement moyen des prêts. Après avoir évolué à la baisse au cours des deux précédents exercices, ce rendement a été en hausse de 80 points de base passant de 10,8 % à 11,6 % entre 2018 et 2019. Cette reprise peut s'expliquer par la croissance plus élevée de 28,97 % des revenus d'intérêts que celle de 20,16 % des prêts moyens

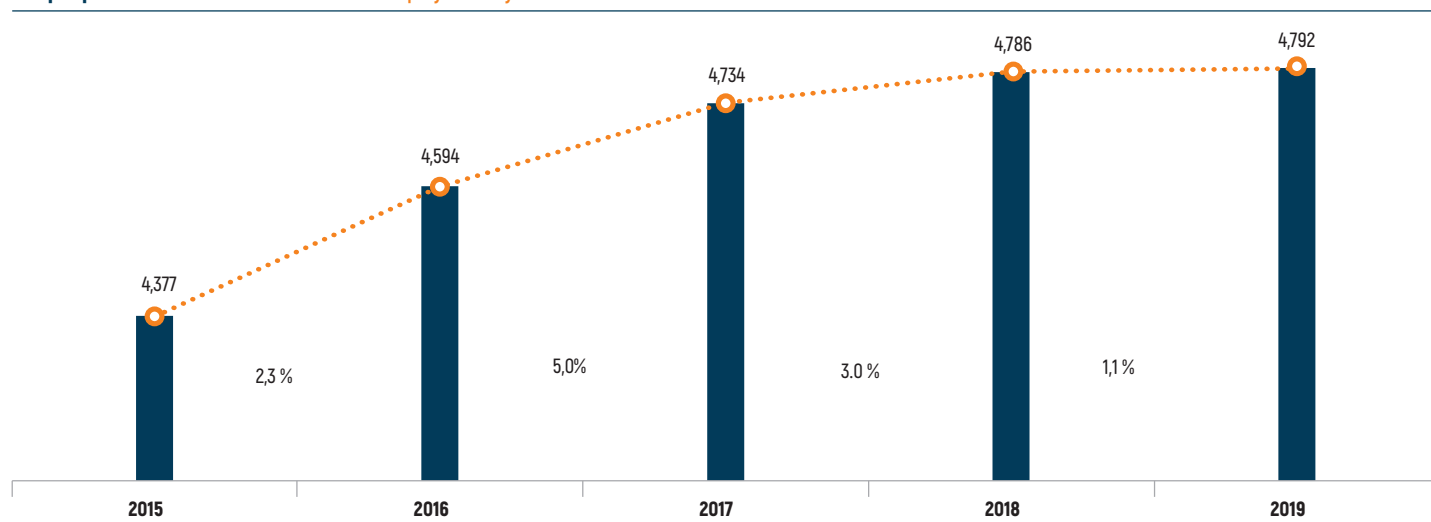
Tableau 39. Rendement moyen des prêts (en MG et en %)

	Prêts bruts Moyens	Revenus d'intérêt sur prêts	Rendement moyen des prêts	Variation (point)
2015	69,789.49	6,906.07	9.9%	1.9%
2016	75,916.41	9,074.02	12.0%	2.1%
2017	85,739.02	9,549.28	11.1%	-0.8%
2018	97,052.09	10,525.30	10.8%	-0.3%
2019	116,615.63	13,574.96	11.6%	0.8%

Source : BRH/Direction de la Supervision des Banques et autres institutions financières

VIII.5 - EFFECTIF DES BANQUES ET PRODUCTIVITÉ

Le nombre d'employés du système bancaire a connu une relative stabilité au cours de l'exercice 2018-2019. Au 30 septembre 2019, le secteur compte 4 792 employés contre 4 786 au 30 septembre 2018, soit une hausse de 0,15 % (+6 employés). Comparativement à l'exercice antérieur, la Sogebank, la BNC et la Unibank ont encore réduit leur effectif respectivement de 83, 17 et 12 employés ; alors que la BUH et la Capital Bank, de leur côté, ont augmenté leur personnel respectivement de 102 et 16 employés.

Graphique 43. Évolution du nombre d'employés du système bancaire

La relative stabilité du personnel conjuguée à la croissance du bilan et à l'évolution positive de la situation bénéficiaire du système a permis une amélioration des principaux ratios d'exploitation de l'actif par employé et de productivité par employé. Le produit net bancaire par employé (4,92 MG) s'est amélioré de 26,7 % et le ratio Bénéfice/employé a crû de 29,8 % pour s'établir à 1,43 MG en 2019. Quant aux indicateurs Prêts bruts/employé (26,84 MG) et Dépôts totaux/employé (67,70 MG), ils ont accusé respectivement une hausse de 22,9 % et de 21,1 %.

Tableau 40. : Productivité par employé au 30 septembre (en milliers de gourdes et en %)

	2019	var. en %	2018	var. en %	2017	var. en %	2016	var. en %	2015
Actif/employé¹	83,860.85	22.0%	68,756.00	7.2%	64,157.75	8.6%	59,067.39	16.0%	50,920.65
Prêts bruts/employé	26,844.98	22.9%	21,847.70	15.5%	18,908.97	6.0%	17,835.68	11.7%	15,968.86
Dépôts/employé	67,702.53	21.1%	55,899.00	8.7%	51,450.12	7.0%	48,087.89	17.2%	41,016.25
PNB/employé	4,920.70	26.7%	3,883.97	-24.6%	5,147.62	25.0%	4,116.75	39.1%	2,958.79
Bénéfice net/employé	1,427.90	29.8%	1,100.00	-58.40%	2,646.67	51.83%	1,743.18	112.47%	820.43

IX - ACTIVITÉ DE SURVEILLANCE

IX.1 - MISSION DE SURVEILLANCE

Conformément aux deux modes de contrôle en vigueur (inspection sur place et surveillance sur pièces), la BRH a mené différentes activités de surveillance au sein du système financier au cours de l'exercice 2018-2019. Peuvent être mentionnés entre autres:

- La finalisation de l'inspection générale de la Unibank ;
- L'inspection ponctuelle au niveau de la BNC, de la Sogebank, de la Capital Bank et de la Citibank sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
- L'inspection ponctuelle au niveau de la Cam Transfert, de la Capital Transfert, de la SogeXpress et de la Unitransfert sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
- La révision de diverses circulaires sous la supervision du Fonds Monétaire International (FMI) dans le cadre d'une assistance technique ;
- Le renforcement du dispositif réglementaire ;
- Le renforcement de la surveillance des banques via l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience du système d'information.

IX.2 - AUTRES

DEMANDES D'AGRÉMENT ET D'OUVERTURE DE SUCCURSALES

Au cours de l'exercice 2018-2019, la BRH a agréé les demandes formulées par deux banques de la place (Unibank et la BUH) pour l'ouverture et la réouverture de succursales. Au 30 septembre 2019, la Unibank a reçu l'autorisation mais n'avait pas encore procédé à l'ouverture d'une nouvelle succursale à Tabarre. Toutefois, elle a réouvert les succursales de Delmas 32, Clercine et Rue Capois. La BUH, quant à elle, a ouvert quatre nouvelles succursales localisées à Kenscoff, Croix-Des-Missions, Saint-Marc et Cap-Haïtien. En outre, une demande d'agrément pour un nouvel agent de change a été aussi agréée par la BRH au cours de cet exercice.

PÉNALISATION

Au cours de l'exercice 2018-2019, les pénalités pour non-respect par les banques de la réglementation en vigueur ont totalisé 142,87 MG, soit une hausse de 119,3 %. Cette dernière s'explique surtout par les pénalités pour insuffisances de réserves, lesquelles sont passées de 43,3 MG à 108,5 MG. Pour cet exercice, les pénalités sont réparties ainsi : pénalités relatives à l'insuffisance de réserves (108,52 MG), à la position nette de change (20,70 MG) et aux retards enregistrés dans la soumission des rapports à la BRH (13,65 MG).

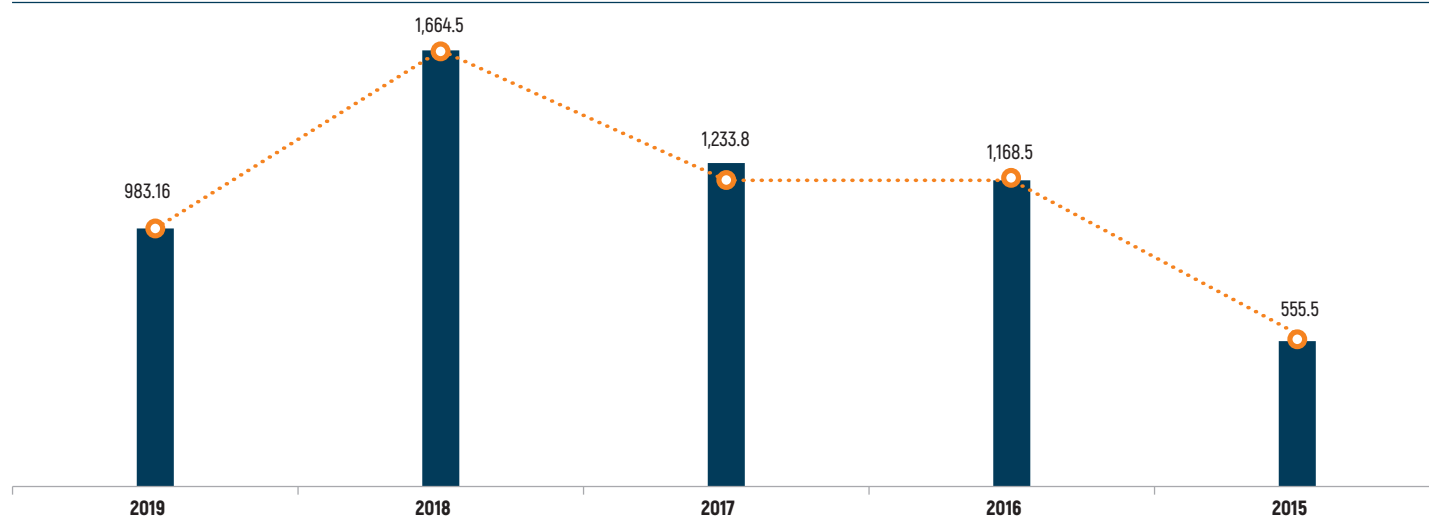
INTÉRÊTS PAYÉS¹⁰

Contrairement aux cinq (5) derniers exercices, les intérêts payés sur les bons BRH ont affiché une forte régression (-40,93 %) par rapport à l'an dernier, passant de 1 664,49 MG à 983,16 MG. Cette baisse s'explique par le fait que les encours des bons BRH ont nettement diminué à partir du mois de mars 2019 jusqu'à la fin de l'exercice, malgré la hausse des taux d'intérêt nominaux à partir de juillet 2019 passant de 6 %, 8 % et 12 % à 10 %, 14 % et 22 % pour les bons de 7, 28 et 91 jours.

¹⁰Un écart comptable peut exister entre le montant des intérêts sur Bons BRH calculés à la BRH et celui reporté par les banques dans leurs états financiers

De leur côté, les intérêts payés sur les obligations BRH se sont élevés, pour l'exercice sous revue, à 1 101,39 MG contre 289,57 MG en 2018, soit une augmentation de plus de 280,35 %.

Graphique 44. Évolution des intérêts versés sur Bons BRH (en MG)



IX.3 FAITS MARQUANTS DU SYSTÈME BANCAIRE AU COURS DE L'EXERCICE 2018-2019

Au cours de l'exercice 2018-2019, l'assistance technique d'un expert itinérant commandité par le Département des Marchés Monétaires et de Capitaux (MCM) du Fonds Monétaire International (FMI) dans le but de renforcer les capacités de supervision en vue de la mise en place d'une approche basée sur les risques a pris fin avec la perspective d'une autre mission pour compléter la précédente.

La BRH a reçu la visite de deux experts de la Banque centrale de Mozambique qui ont présenté les fonctionnalités d'une application spécialisée (Bank Supervision Application, BSA) que la BRH compte acquérir pour les besoins de la supervision bancaire.

En vue d'avoir un meilleur contrôle sur les transferts et sur les opérations de change y relatives, la BRH a émis en juillet 2019, à l'intention des banques et maisons de transferts, la circulaire no 114 portant sur les normes relatives aux opérations de transferts de fonds sans contrepartie.

X - COOPÉRATIVES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT : VUE D'ENSEMBLE

X.1 - ÉVOLUTION DU SECTEUR DES CEC EN 2019

Il ressort de l'analyse de l'évolution du secteur des Coopératives d'épargne et de crédit (CEC) que les résultats obtenus sur l'exercice 2018-2019, sont plutôt satisfaisants en dépit du fait que la fin de l'exercice a été sévèrement marquée par des troubles sociopolitiques et économiques intenses. Certaines CEC ont été contraintes de fermer leurs portes à plusieurs reprises et d'autres de modifier leurs horaires de service.

En effet, l'actif total du secteur est passé de 12,09 milliards gourdes au 30 septembre 2018 à 15,79 milliards gourdes au 30 septembre 2019, soit une croissance de 30,64 % (+3,70 milliards de gourdes). Le taux de croissance de l'actif a donc connu une accélération de 7,92 points de pourcentage (22,72 % en 2018 contre 30,64 % en 2019) alors que celle-ci avait connu une faible progression en 2018, soit 0,57 point de pourcentage.

Les dépôts des membres (passifs internes) ont financé l'actif total du secteur à hauteur de 73,22 % en 2019 contre 71,81 % en 2018, marquant une hausse de 1,41 point de pourcentage. Le niveau de financement de l'actif par les fonds propres est passé de 22,87 % au 30 septembre 2018 à 21,30 % au 30 septembre 2019, soit une baisse de 1,43 point de pourcentage.

Une importante hausse au niveau de l'activité d'intermédiation des CEC a été observée, soit une augmentation de 9,24 points de pourcentage du ratio prêts / dépôts (73,87 % en 2019 contre 64,63 % en 2018). Le volume de prêts bruts octroyés

a progressé de 21,54 %, passant de 7,03 milliards de gourdes au 30 septembre 2018 à 8,54 milliards de gourdes au 30 septembre 2019 (+1,51 milliard de gourdes). Parallèlement, la croissance en volume des dépôts captés a connu une nette amélioration (+32,67 % ; +2,85 milliards de gourdes en 2019 contre + 27,52 % ; +1,88 milliard de gourdes en 2018).

Sur l'année fiscale 2019, le secteur a généré des revenus nets d'intérêts de l'ordre de 1,99 milliard de gourdes, soit une hausse de 28,67 % en glissement annuel. Parallèlement, la progression des « Autres revenus » (+23,94 % ; +83,93 MG) a permis aux CEC de dégager des trop-perçus (résultats nets) de l'ordre de 802,95 millions gourdes, soit une augmentation de 181,75 MG (+29,26 %) et ceci, malgré la hausse des charges d'exploitation (+20,81 %).

Le rendement de l'actif (ROA) a crû de 0,57 point de pourcentage pour se fixer à 6,73 % en 2019. Le rendement de l'avoir (ROE) a aussi affiché une évolution positive passant de 22,47 % au 30 septembre 2018 à 23,87 % au 30 septembre 2019, soit une progression de 1,40 point de pourcentage. Il convient toutefois, de préciser que les CEC ne distribuent pas de dividendes à l'instar des sociétés anonymes, mais versent des ristournes aux membres qui sont des propriétaires-usagers au prorata des affaires que ces derniers ont pu conclure avec elles au cours de l'exercice fiscal considéré. Le montant à verser est proposé par le Conseil d'administration et voté en assemblée générale annuelle.

Graphique 45. Évolution de l'actif, du crédit et des dépôts des membres du secteur

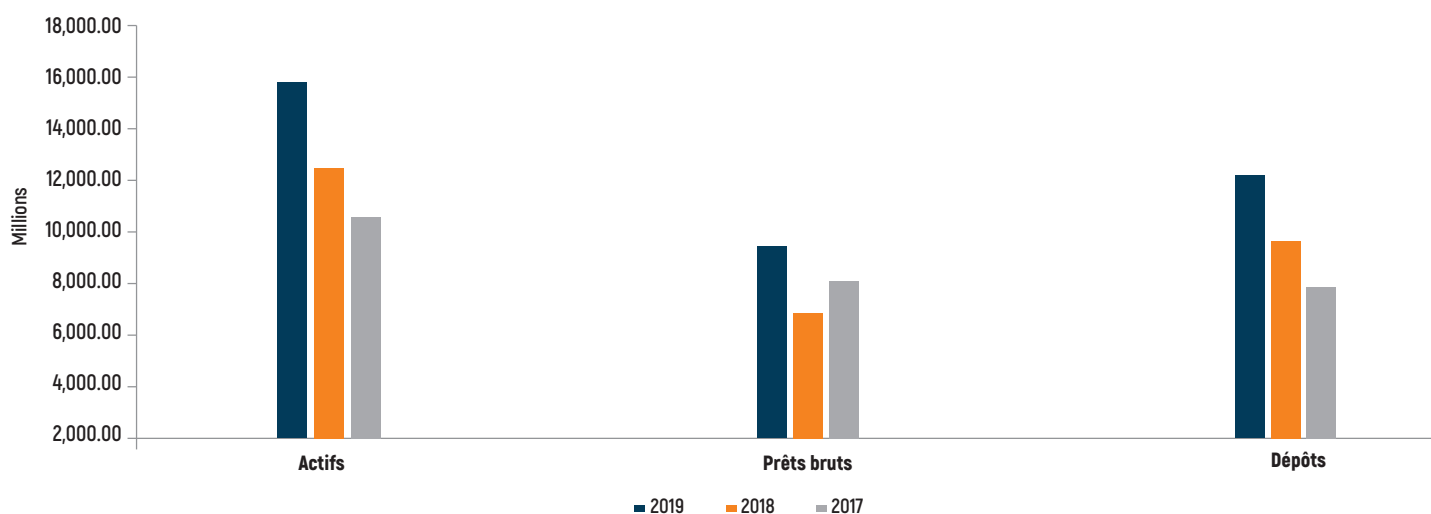


Tableau 41. Indicateurs financiers clés pour le secteur des coopératives (en millions de gourdes)

	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013
BILAN							
Actif	15,794,675,054	12,125,463,369	9,851,205,726	8064.88	6390.82	5653.31	5116.82
Prêts nets	8,107,150,329	6,719,685,074	5,359,753,326	3937.47	3937.47	3044.65	2864.39
Dépôts	11,564,540,113	8,717,071,650	6,835,640,300	5432.28	4141.97	3552.94	3159.82
Avoir des membres	3,363,524,708	2,767,229,825	2,354,612,490	1978.23	1584.55	1333.89	1154.04
RESULTATS							
Revenus nets d'intérêt	1,999,558,251	1,554,046,976	1,243,829,425	1181.64	780.17	692.19	599.15
Autres revenus	434,528,032.62	350,595,218.79	327,982,007	246.56	195.61	148.09	134.15
Dotation à la Provision pour Créances douteuses	283,744,893	151,314,815	201,097,308	239.60	132.72	144.41	161.41
Frais d'exploitation	1,354,590,499	1,121,216,172	943,548,716	832.28	569.85	515.57	429.12
Bénéfice net (perte nette)	802,947,687	621,197,107	436,752,035	429.26	261.86	233.12	146.30
STRUCTURE FINANCIERE							
Avoir des membres en pourcentage de l'actif	21.30%	22.87%	23.90%	24.53%	24.79%	23.59%	22.55%
Dépôts en pourcentage de l'actif	73.22%	71.81%	69.39%	67.36%	64.81%	62.85%	61.75%
RENTABILITE							
Rendement de l'actif (ROA)	6.73%	6.16%	4.88%	5.94%	4.35%	4.33%	3.31%
Rendement de l'avoir des membres (ROE)	23.87%	22.47%	18.55%	21.70%	16.53%	17.48%	12.68%

X.2 - STRUCTURE DU SECTEUR DES COOPÉRATIVES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT : ÉTABLISSEMENTS, ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL ET POIDS DES PRINCIPAUX CEC

Au 30 septembre 2019, environ quatre-vingt (80) Coopératives d'Épargne et de Crédit (CEC) composent le paysage de la microfinance mutualiste haïtienne. Elles sont ainsi réparties, selon leur département d'opération : dix-sept (17) fonctionnent dans l'Ouest, onze (11) dans l'Artibonite, six (6) dans le Sud, douze (12) dans le Sud-Est, quatre (4) opèrent dans le Nord, quatre (4) au Nord-Est, neuf (9) au Nord-Ouest, sept (7) dans le département du Centre, trois (3) au niveau de la Grand-Anse et cinq (5) dans le département des Nippes.

Tableau 42. : Coopératives d'Épargne et de Crédit (CEC) fonctionnant en Haïti au 30 septembre 2019

OUEST	KOTELAM, KPK, KEPOMEK, MAMEV, CPSA, COSODEV, MOCECF, CLEF, UCEC, KPODA, CAPODOS, CCPC, MUCI-CEC, KOFAS, ASSECIGG, CODEGCO, CPEC.
ARTIBONITE	SOCOLAVIM, KPEGM, CAPOSOV, COPECPRA, CAPOSOSMA, CAPOR, KPD, CPBS, CPECE, CECREDA, CAPOFRAGO.
SUD	CAPOSAC, CAPUC, CAPOSUD, CPC (Cayes), CPCS, CPRSM, CAPECC.
SUD-EST	CPE, CPRCM, SUCCES, CPAC, CREPES, CODEB, CAPPEV, COOPESE, COSEFT, CAPUVA, KPTKPC, CECSE.
NORD	CPF, KPLKM, CPUP, CAPOSOL.
NORD-EST	KPTAT, CPD, CPAM, KPSEK.
NORD-OUEST	KOPLES, CAPOMAR, SOCEM, SOCOREDNO, SOCAM, COOPECS, CECM, CAPS, COEM.
CENTRE	COPECLAS, COOPDES, CODECREM, ASOKOP, SPC, COSODES, SPLB.
GRAND-ANSE	CAPAJ, CPDAM, CPC (Anse d'Hainault).
NIPPES	COTEM, CAPOSAJ, KPLAN, CECANIPPES, CAPODEB.

Source : Direction de l'Inspection Générale des Caisses Populaires / BRH

X.3 - ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

Au cours de l'exercice 2018-2019, l'activité du secteur des coopératives continue d'être dominée par les 20 plus grandes CEC du pays. Leur part de marché a largement progressé au 30 septembre 2019 avec un actif représentant 73,31 % de l'actif total du secteur, soit une augmentation de 9,31 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent. Le montant collecté en épargne par ces vingt (20) CEC a représenté 73,34 % de celui du secteur, soit une augmentation de 10,17 points de pourcentage par rapport à l'année dernière. Le portefeuille de crédit de ces vingt (20) institutions constitue 73,17 % des crédits du secteur au 30 septembre 2019, alors que ce pourcentage était de 66,95 % au 30 septembre 2018, soit une hausse de 6,22 points de pourcentage.

Tableau 43. : Poids des 20 plus grandes CEC dans le secteur (en %)

	Actif Total	Portefeuille de prêts	Dépôts totaux
2019	73.31%	73.17%	73.34%
2018	64.00%	66.95%	63.17%
Variation 2019/2018	9.31%	6.22%	10.17%

Les vingt (20) plus grandes CEC sont réparties à travers tous les départements du pays à l'exception des Nippes. Parmi ces vingt, six (6) opèrent au niveau du département de l'Ouest, quatre (4) au département de l'Artibonite, trois (3) au département du Sud-Est, deux (2) au Centre et une seule au niveau de chacun de ces départements : Sud, Nord, Nord-Est, Nord-Ouest et Grand-Anse.

La plus grande caisse populaire du pays demeure SOCOLAVIM située à Saint-Marc dans le département de l'Artibonite. Avec un actif de 1,48 milliard de gourdes qui représente 9,41 % de celui du secteur au 30 septembre 2019 ; SOCOLAVIM est la première caisse à atteindre la barre d'un milliard de gourdes depuis avril 2018. Elle est suivie de trois autres CEC qui ont aussi accédé au milliard de gourdes en actif au cours de l'exercice 2019. Il s'agit des caisses populaires suivantes : CAPOSAC, KOTELAM et CPF. Cette dernière, située au Cap-Haïtien dans le Nord, est la deuxième plus grande CEC avec un actif de 1,22 milliard de gourdes représentant 7,78 % de l'actif du secteur. La troisième place revient à CAPOSAC située à Camp-Perrin dans le Sud avec un poids de 7,68 % pour un actif de 1,20 milliard de gourdes. KOTELAM qui se trouve à Port-au Prince dans le département de l'Ouest occupe la quatrième position avec un actif de 1,08 milliard de gourdes, représentant 6,86 % de l'actif total du secteur.

Tableau 44. : Répartition régionale des 20 plus grandes caisses en fonction de l'Actif au 30 septembre 2019

Rang	CEC	Département	Localité	Actif (en gourdes)
1	SOCOLAVIM	Artibonite	Saint-Marc	1,482,154,549
2	CPF	Nord	Cap-Haïtien	1,225,909,833
3	CAPOSAC	Sud	Camp-Perrin	1,207,211,888
4	KOTELAM	Ouest	Port-au-Prince	1,080,876,908
5	KPEGM	Artibonite	Gros-Morne	930,510,243
6	CAPOSOV	Artibonite	Verrettes	686,029,554
7	COPECLAS	Centre	Lascahobas	633,635,261
8	CPE	Sud-Est	Jacmel	572,156,660
9	SUCCEC	Sud-Est	Jacmel	460,802,386
10	CPRCM	Sud-Est	Marigot	421,602,763
11	KPK	Ouest	Cabaret	364,110,926
12	KOPLES	Nord-Ouest	Port-de-Paix	337,384,338
13	COPECPRA	Artibonite	Petite-Rivière de l'Artibonite	309,826,564
14	KEPOMEK	Ouest	Léogane	304,219,009
15	KPTAT	Nord-Est	Terrier-Rouge	287,779,606
16	CAPAJ	Grand-Anse	Jérémie	268,262,192
17	CPSA	Ouest	Port-au-Prince	265,825,878
18	CAPOMAR	Nord-Ouest	Marre-Rouge	259,629,870
19	CLEF	Ouest	Croix-des Bouquets	241,360,236
20	COOPDES	Centre	Belladère	239,574,352

X.4 - POIDS DES DIFFÉRENTS DÉPARTEMENTS¹¹ DU PAYS DANS LE SECTEUR DES CEC

Au 30 septembre 2019, l'Artibonite a conservé sa place de département-leader avec un poids de 25,77 % dans l'actif total des CEC du pays. La coopérative qui détient la plus grande part de marché au niveau de ce département est la SOCOLAVIM avec 36,41 % de l'actif.

Le département de l'Ouest se situe en deuxième position, il occupe une part de 21,50 % de l'actif total, soit un écart de 4,27 points de pourcentage par rapport à l'Artibonite. La plus grande CEC de l'Ouest en termes d'actif est la KOTELAM avec un poids de 31,83 % dans l'actif total du département.

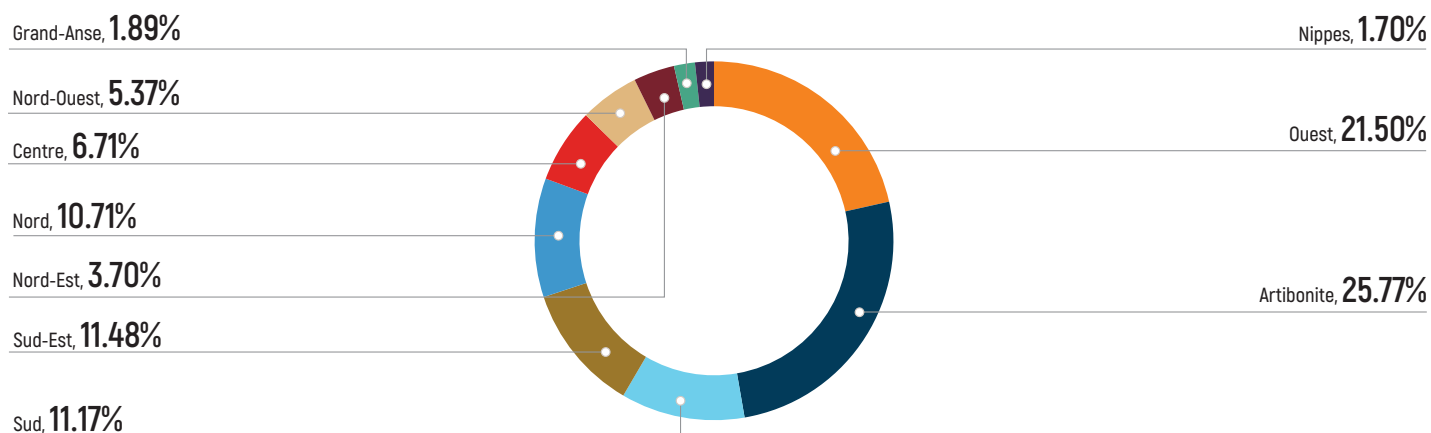
L'actif du département du Sud-Est a crû beaucoup plus vite que celui du Sud au 30 septembre 2019. Le Sud-Est a occupé la troisième place avec un actif représentant 11,48 % de celui du secteur. La plus grande CEC du Sud-Est est la CPE dont l'actif représente 31,56 % de l'actif total des caisses de ce département.

Le département du Sud représente 11,17 % de l'actif total et se trouve en quatrième position. La CAPOSAC est la plus grande caisse de ce département avec un poids de 68,40 % de l'actif total du Sud.

Les départements de la Grand-Anse et des Nippes se partagent les dernières places avec un pourcentage respectif de 1,89 % et 1,70 % de l'actif total du secteur.

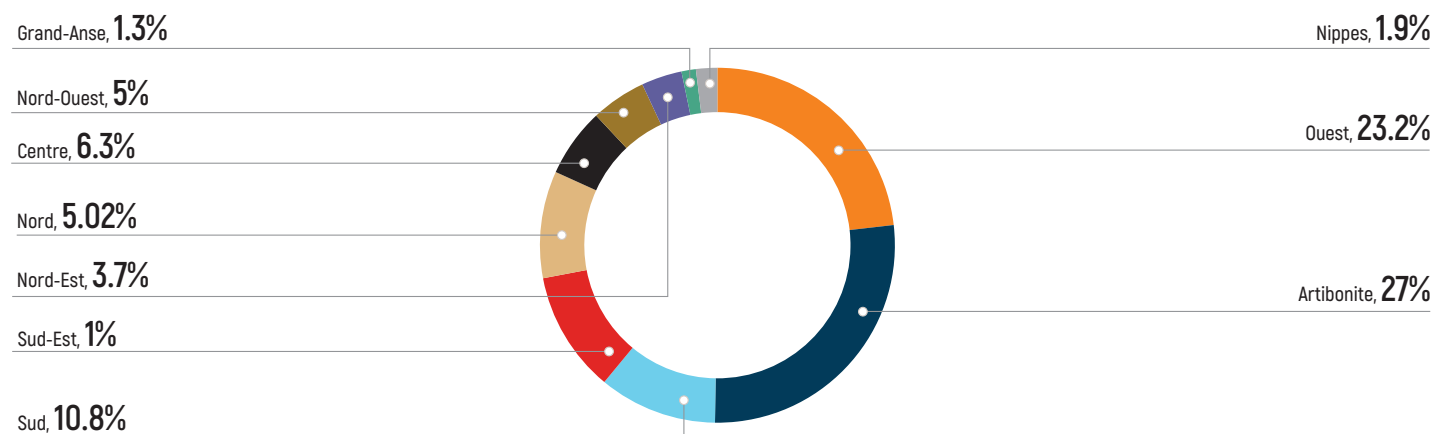
¹¹Il est important de rappeler que la loi du 26 juin 2002 sur les coopératives d'épargne et de crédit n'autorise les CEC à fonctionner que dans un département défini par les statuts de l'institution financière.

Graphique 46. Répartition de l'actif des CEC par département au 30 septembre 2019 (en %)



En ce qui a trait à la collecte des dépôts, le département de l'Artibonite est en tête avec 27,03 % du total des dépôts captés. La SOCOLAVIM détient 37,79 % des dépôts de ce département. L'Ouest se positionne en deuxième place avec 23,18 % des dépôts totaux du secteur. La KOTELAM, à elle seule, détient 32,53 % des dépôts au niveau du département de l'Ouest. Le département du Sud-Est se trouve en troisième position avec 11,02 %, alors que les Nippes et la Grand-Anse ne représentent respectivement que 1,94 % et 1,31 % des dépôts captés par le secteur.

Graphique 47. Ratio des dépôts des CEC par département au 30 septembre 2019 (en %)



Pour l'exercice 2018-2019, le département de l'Artibonite est celui dont le total du portefeuille de crédit a été le plus élevé avec un ratio de 23,88 %. La SOCOLAVIM est la coopérative qui a l'encours de prêts le plus important dans le département de l'Artibonite avec 26,09 % des crédits en cours au niveau de ce département. Suivent les départements de l'Ouest (2ème place), du Sud-Est (3ème place) et du Sud (4ème place) avec respectivement 21,15 %, 13,53 % et 10,19 % des crédits octroyés par le secteur. Par ailleurs, les trois départements au sein desquels les encours de prêts de crédit ont été moins élevés comparativement au reste du secteur, sont le Nord-Est, la Grand-Anse et les Nippes avec des parts respectives de 3,81 %, 1,91 %, 1,56 % du crédit total octroyé. La coopérative d'épargne et de crédit qui a octroyé le plus de crédit pour l'exercice 2018-2019 est la Caisse Populaire Fraternité (CPF). Elle détient 79,77 % du portefeuille du département du Nord et 7,95 % des crédits totaux dans le secteur.

Graphique 48. Ratio du crédit décaissé par les CEC par département au 30 septembre 2019 (en %)

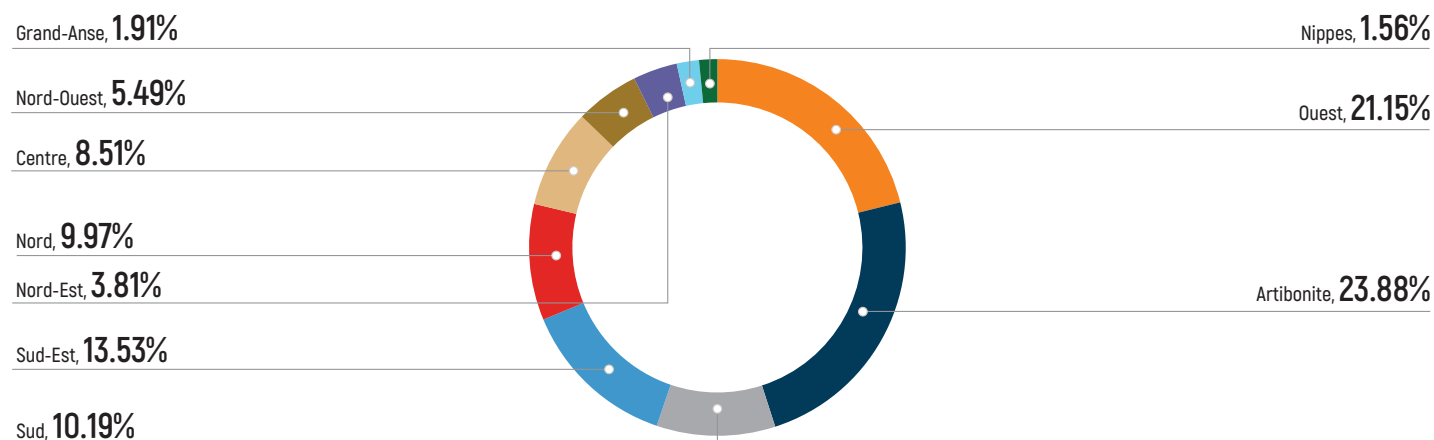


Tableau 45. Poids des différents départements du pays dans le secteur des CEC au 30 septembre 2019

Département	Actif Total		Dépôt		Prêts Bruts	
	% par rapport au	rang	% par rapport au	rang	% par rapport au	Rang
Artibonite	25.29%	1	25.94%	1	23.43%	2
Ouest	22.92%	2	25.02%	2	23.85%	1
Sud	11.25%	3	10.87%	3	9.20%	5
Nord	10.86%	4	10.25%	5	11.34%	4
Sud-Est	11.41%	5	10.56%	4	13.07%	3
Centre	6.63%	6	6.32%	6	8.02%	6
Nord-Ouest	4.90%	7	4.71%	7	4.95%	7
Nord-est	2.71%	8	2.65%	8	2.76%	8
Grand-Anse	2.26%	9	1.59%	10	1.94%	9
Nippes	1.75%	10	2.08%	9	1.44%	10

Au 30 septembre 2019, le ratio de liquidité du secteur est passé de 46,62 % à 49,93 %, soit une hausse de 3,31 points de pourcentage. Le département de la Grand-Anse est resté celui qui a détenu le plus de liquidités avec un ratio de 74,67 % par rapport aux dépôts des membres. Il est suivi par les départements du Nord-Ouest et de l'Artibonite dont les ratios sont respectivement de 56,54 % et 54,55 %. Les trois départements les moins bien classés sont le Nord-Est, le Sud-Est et le Centre avec des ratios respectifs de 41,48 %, 41,69 % et 34,63 % alors que celui du secteur est de 49,93 %.

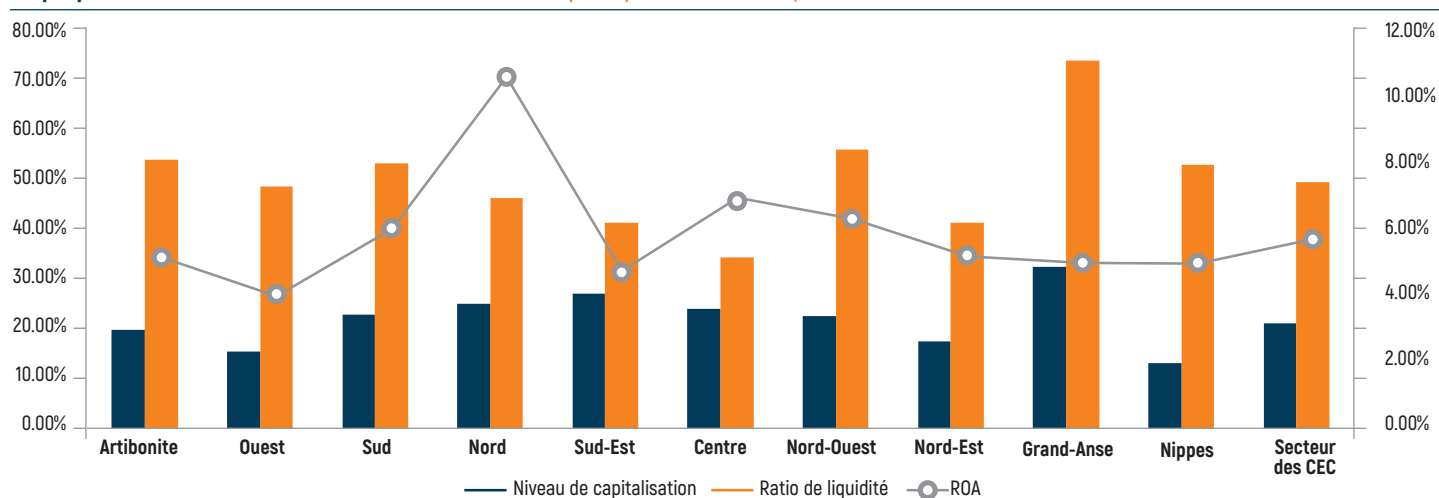
En 2019, le niveau de capitalisation du secteur a subi une baisse de 1,50 point de pourcentage, passant de 22,87 % au 30 septembre 2018 à 21,37 % au 30 septembre 2019. Toutefois, ce ratio reste de loin plus élevé par rapport au niveau de capitalisation minimale à respecter par chacune des CEC qui est de 12,5 %. Par ailleurs, le département de la Grand-Anse présente le taux de capitalisation le plus élevé (32,76 %). En deuxième position, se trouve le Sud-Est (27,38 %) suivi du Nord (24,91 %) puis le Centre (24,20 %).

Au 30 septembre 2019, le département du Nord a enregistré le taux de rentabilité le plus élevé, soit 10,70 %. En deuxième position, vient le département du Centre avec 7,03 % suivi du Nord-Ouest dont la performance moyenne est de 6,39 %. Le plus faible taux de rentabilité a été enregistré dans le département de l'Ouest, soit 4,02 %.

Tableau 46. : Indicateur financiers du secteur des CEC dans différents départements du pays au 30 septembre 2019

Département	Niveau de capitalisation		ROA		Ratio de liquidités	
	Par rapport à l'actif	Rang	Excédent sur actif moyen	rang	Par rapport aux dépôts	Rang
Artibonite	19.98%	7	5.21%	6	54.55%	2
Ouest	15.60%	9	4.02%	10	49.13%	7
Sud	23.08%	6	6.07%	4	53.85%	4
Nord	25.27%	3	10.70%	1	46.69%	6
Sud-Est	27.38%	2	4.79%	9	41.69%	9
Centre	24.20%	4	7.03%	2	34.63%	10
Nord-Ouest	22.83%	5	6.39%	3	56.54%	3
Nord-est	17.56%	8	5.23%	5	41.81%	8
Grand-Anse	32.76%	1	5.03%	7	74.67%	1
Nippes	13.21%	10	5.02%	8	53.51%	5
	21.37%		6.73%		49.93%	

Graphique 49. : Présentation des indicateurs clés du secteur par département au 30 septembre 2019



X.5 - BRÈVE ANALYSE DES DONNÉES BILANTIELLES DU SECTEUR EN 2019

L'actif du secteur a crû de 30,26 % (+3 647,25 MG) pour s'établir à 15,79 milliards de gourdes au 30 septembre 2019. Cet accroissement de l'actif est financé, en grande partie, par la progression des dépôts (+32,67 % ; 2 847,46 MG), et de l'avoir des membres (+21,55 % ; 596,29 MG). Parmi les postes d'actif, le portefeuille de crédit net a crû de 20,65 % (+1 387,49 MG) en 2019 contre 25,09 % (+1 344,66 MG) en 2018.

Tableau 47. : Bilan du secteur des CEC au 30 septembre

	2019	2018
Disponibilités	5,774,355,622	3,661,121,774
Placements	57,132,463	515,701,053
Prêts net	8,107,150,329	6,719,685,074
Immobilisations	925,466,141	737,122,536
Autres Actifs	930,570,498	549,069,083
Actif Total	15,794,675,053	12,125,463,369
Dépôts	11,564,540,113	8,717,071,650
Obligations	169,300,793	149,246,488
Autres passifs	697,309,440	501,454,509
Passif total	12,431,150,346	9,358,233,544
Avoir des membres	3,363,524,708	2,767,229,825
Passif et avoir des membres	15,794,675,053	12,125,463,369

Le passif, de son côté, s'est chiffré à 12,43 milliards de gourdes après une progression de 32,84 %. Au 30 septembre 2019, la taille du bilan du secteur a été particulièrement financée par la croissance des dépôts captés auprès des sociétaires, soit une augmentation de 32,67 % (+2,85 milliards de gourdes) par rapport au 30 septembre 2018.

Par ailleurs, l'avoir des membres a connu une croissance de 21,55 % au 30 septembre 2019. Cette évolution des fonds propres comptables est due essentiellement à la progression de l'excédent de l'exercice (+29,26 % ; +182 MG). Du même coup, le rythme de croissance de l'avoir s'est accéléré comparativement à l'exercice antérieur (+21,65 % en septembre 2019 contre +17,4 % en septembre 2018).

Tableau 48. : Variation des principaux postes du bilan du secteur (en %)

Disponibilités	57.72%
Placement	-88.92%
Prêts net	20.65%
Immobilisations	25.55%
Autres Actifs	69.48%
Actif Total	30.26%
Dépôts	32.67%
Emprunts	13.44%
Autres passifs	39.06%
Passif total	32.84%
Avoir des membres	21.55%
Passif et avoir des membres	30.26%

Concernant la composition du bilan, le portefeuille de crédit a constitué le poste d'actif le plus important, soit 51,33 % au 30 septembre 2019. Les Disponibilités, pour leur part, représentent 36,56 % de l'actif total alors que les placements, comptant pour 0,36 % en septembre 2019, ont été les moins significatifs. Du côté du passif, le poids des dépôts est resté très significatif, soit 73,22 % en dépit d'un recul de 1,33 point de pourcentage. Quant à l'avoir des membres, son poids dans la taille du bilan est passé de 22,82 % en septembre 2018 à 21,30 % en septembre 2019, accusant ainsi une baisse de 1,52 point de pourcentage.

Tableau 49. : Part des postes du bilan du secteur (en %)

	2019	2018
Disponibilités	36.56	30.19
Placements	0.36	4.25
Prêts net	51.33	55.42
Immobilisations	5.86	6.08
Autres Actifs	5.89	4.53
Actif Total	100.00	100.00
Dépôts	73.22	71.89
Obligations	1.07	1.23
Autres passifs	4.41	4.14
Passif total	78.70	77.18
Avoir des membres	21.30	22.82
Passif et avoir des membres	100.00	100.00

X.6 - ACTIVITÉS DE SURVEILLANCE DES COOPÉRATIVES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT (CEC)

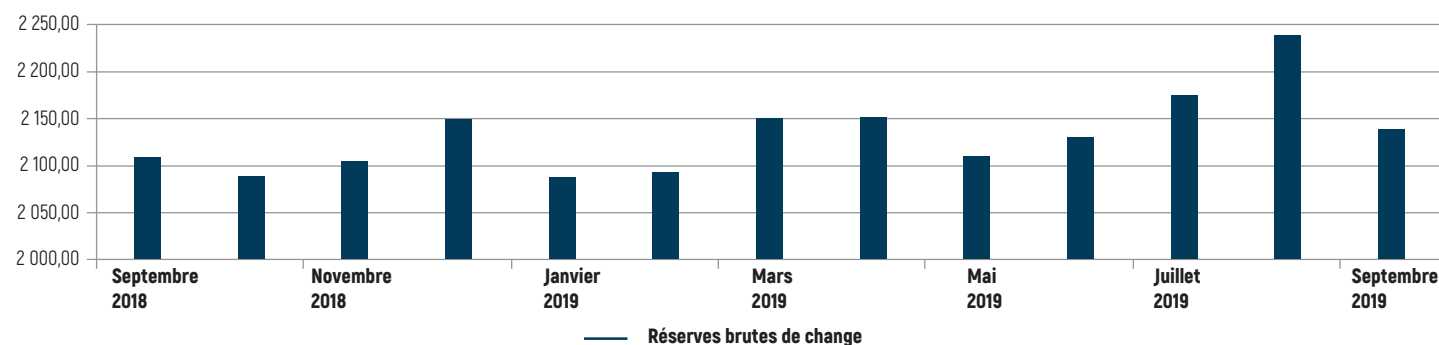
La BRH a poursuivi ses activités de surveillance au sein du secteur des CEC au cours de l'exercice 2018-2019, conformément aux différents modes de contrôle en vigueur : inspection sur place, inspection sur pièces et diagnostic. Cependant, les missions d'inspection tel que prévu dans les calendriers ont été limitées en raison des turbulences politico-sociales enregistrées dans le pays tout au cours de cet exercice,

C. BRH EN 2019

XI. - GESTION DES AVOIRS EXTÉRIEURS DE LA BRH

Les avoirs extérieurs de la Banque de la République d'Haïti (BRH), établis à 2 137 millions de dollars ÉU au 30 septembre 2019, ont enregistré une hausse de 1,2 % par rapport à l'année antérieure. Cette augmentation a contribué à maintenir la capacité de la BRH à combler les déséquilibres de court et moyen terme de la balance des paiements, puis à intervenir sur le marché des changes afin de contenir la dépréciation de la gourde vis-à-vis du dollar américain. Ainsi, afin de lisser les fortes fluctuations du change, la Banque centrale a injecté plus de 178,53 millions de dollars ÉU sur le marché au cours de l'exercice 2018-2019.

Graphique 50 :: Évolution des réserves brutes de change (en millions de \$ ÉU)



Les réserves brutes de change de la BRH se sont accrues en raison des achats de devises par la Banque centrale sur le marché des changes (13,87 millions de dollars ÉU), des décaissements et des dons de la communauté internationale (26 millions de dollars ÉU) et, aussi à la faveur des revenus d'intérêt sur les placements à court et moyen terme (87,6 millions de dollars ÉU).

XI.1 - COMPOSITION DES AVOIRS EXTÉRIEURS

Au 30 septembre 2019, les réserves internationales de la BRH ont été constituées pour 85,39 % par des titres de court et moyen terme ; 4,49 % par des placements sur le marché du loyer de l'argent au jour le jour¹² ; 1,89 % par des fonds en attente de placement à l'étranger ; 8,23 % d'or et de DTS¹³.

L'allocation du portefeuille de titres de la BRH au 30 septembre 2019 se présente comme suit :

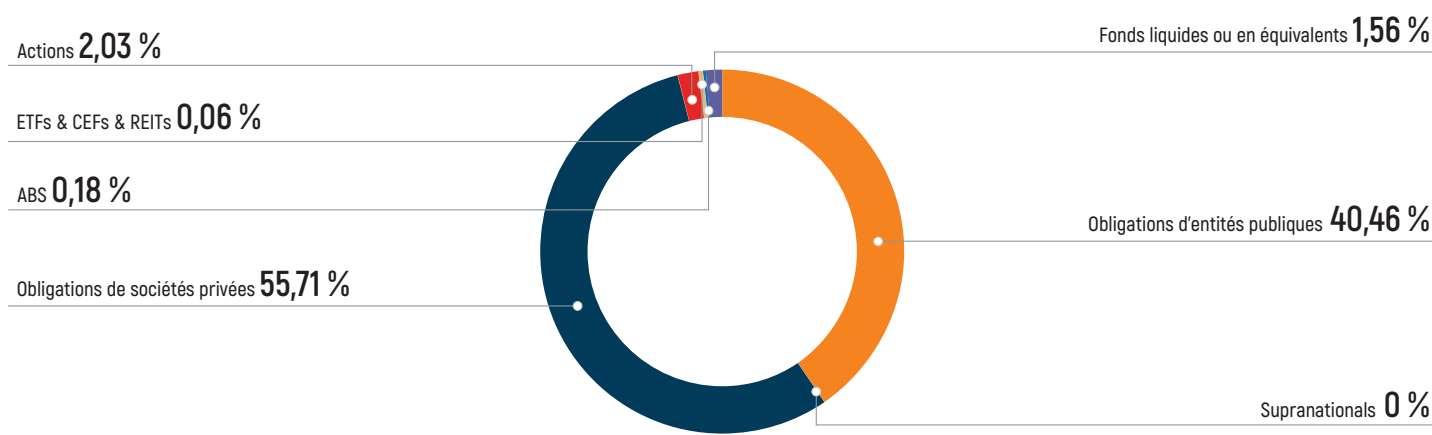
- 40,46 % d'obligations d'agences fédérales et de gouvernements des Etats-Unis contre 29,79 % l'an dernier ;
- 55,71 % d'obligations privées contre 64,97 % durant l'exercice 2017-2018 ;
- 1,56 % en fonds liquides ou équivalents, contre 1,65 % l'année dernière ;
- 0,06 % en ETFs, REITs & CEFs , contre 0,10 % l'an dernier¹⁴ ;
- 2,03 % en actions de sociétés, contre 2,19 % antérieurement ;
- 0,18 % de titres adossés à des actifs (ABS), contre 0,25 % un an plus tôt ;

¹²Repos market, ou repurchase agreement. Vente avec accord de rachat à terme

¹³Etant donné le délai lié au transport de billets à l'étranger

¹⁴Exchange-Traded Funds and Closed-end funds : fonds cotés en bourse et fonds de placement dont le nombre de titres émis ne varient pas au fil du temps

Graphique 51. Allocation du portefeuille de titres de la BRH au 30 septembre 2019



Cette allocation du portefeuille de la BRH entre des titres à faible niveau de risque et de notation AAA¹⁵ à A-, selon la notation de la firme S&P, reflète essentiellement l'optique d'optimisation de la rentabilité sous les contraintes de faible niveau de risque et de disponibilité élevée imposées par le statut d'une banque centrale. Elle est conforme aux termes des contrats de gestion convenus entre la BRH et ses gérants de portefeuille. En effet, sur l'exercice fiscal sous revue, ces derniers ont été autorisés à placer jusqu'à 75 % des fonds qui leur ont été confiés dans des titres émis par des sociétés privées, en raison de l'environnement de taux bas maintenus dans le secteur gouvernemental.

XI.2 - RENDEMENT DU PORTEFEUILLE

Le portefeuille de titres de la BRH a dégagé un rendement de 11,35 % en 2019 contre un rendement négatif de 1,43 % au cours de l'exercice précédent. Ce taux de rendement est supérieur à la performance du repère retenu par la BRH pour le portefeuille de titres, le Barclays Capital US Aggregate Bond Index, qui a affiché un rendement annuel de 10,30 % au 30 septembre 2019.

XI.3 - RENDEMENT DES FONDS PLACÉS SUR LE MARCHÉ DU LOYER AU JOUR LE JOUR (REPOS)

Les flux nets de trésorerie disponibles sur les comptes de transactions de la BRH ont été investis à chaque fin de journée, puis les jours fériés, sur le marché monétaire. Ces fonds ont généré un rendement moyen de 2,29 % au cours de l'exercice 2018-2019, tandis qu'ils avaient produit 0,94 % au cours de l'exercice antérieur.

XII - MONNAIE FIDUCIAIRE ET MONNAIE SCRIPTURALE

XII.1 - BILLETS ET MONNAIE DIVISIONNAIRE

XII.1.1 - ÉMISSION, DESTRUCTION ET REMPLACEMENT DE LA MONNAIE

En 2018-2019, les opérations d'émission ont connu leur plus forte hausse sur les trois (3) derniers exercices. Elles ont atteint plus de 152 millions d'unités au cours de l'exercice en question contre près de 105 millions en 2018 et plus de 123 millions en 2017. Comparé à l'exercice 2017-2018, le volume de billets émis a connu une hausse de 45,29 % en 2019.

Quant aux opérations de destruction de billets (broyage), elles ont atteint plus de 69 millions de billets en 2019 contre plus de 70 millions en 2018 et près de 78 millions en 2017. Sur les trois (3) dernières années, l'exercice 2019 a été marqué par une légère baisse du volume des billets détruits (-1,77 %).

¹⁵Les obligations de classe BBB-, par Standard & Poor, sont des titres présentant les caractéristiques d'un placement à long terme de qualité moyenne inférieure. Celles de classe AAA présentent le plus haut degré de protection du capital et génèrent un rendement équitable.

Tableau 50. Émission et destruction des numéraires par dénomination sur les 3 derniers exercices (en Unités)

Dénomination	Emission			Destruction		
	2018-2019	2017-2018	2016-2017	2018-2019	2017-2018	2016-2017
50 cts		1,800,000	2,880,000		0	
1G	19,200,000	8,100,000	11,535,000	651,690	42,001	1,100
5G	17,280,000	7,080,000	8,170,000		0	900
10G	12,900,000	21,000,000	29,740,000	15,349,000	20,002,000	18,180,000
20G		0	-	132,000	748,000	2,920,000
25G	10,000,000	14,000,000	7,700,000	11,005,000	6,026,000	7,878,000
50G	34,800,000	19,000,000	24,900,000	19,801,000	21,595,000	18,305,000
100G	24,500,000	14,500,000	14,000,000	11,749,000	11,791,000	17,332,000
250G	11,000,000	6,400,000	7,200,000	5,312,000	4,756,000	5,700,000
500G	12,160,000	6,500,000	11,500,000	3,052,000	2,894,000	3,680,000
1000G	10,340,000	6,360,000	5,500,000	2,223,000	2,666,000	3,929,000
Total	152,180,000	104,740,000	123,125,000	69,274,690	70,520,001	77,926,000
% à 2016-2017	23.60%	-14.93%	100.00%	-11.10%	-9.50%	100.00%
Variation % à 17-18	23.59%			-1.77%		

XII.1.2 - CIRCULATION FIDUCIAIRE AU SENS LARGE

La circulation fiduciaire, au sens large, a crû de 29,4 % par rapport à l'exercice 2017-2018 pour atteindre 70,5 milliards de gourdes à la fin de l'exercice 2018-2019.

Tableau 51. Variation de la circulation fiduciaire de 2017 à 2019 (En milliers de gourdes)

Exercices	Billets	Pièces	Totale	Variation en %
2016-2017	46,750,946	709,077	47,460,023	-
2017-2018	53,769,125	751,012	54,520,137	14.88%
2018-2019	69,692,062	855,799	70,547,861	29.40%

Le tableau suivant présente de manière détaillée la composition de la circulation fiduciaire au sens large au 30 septembre 2019.

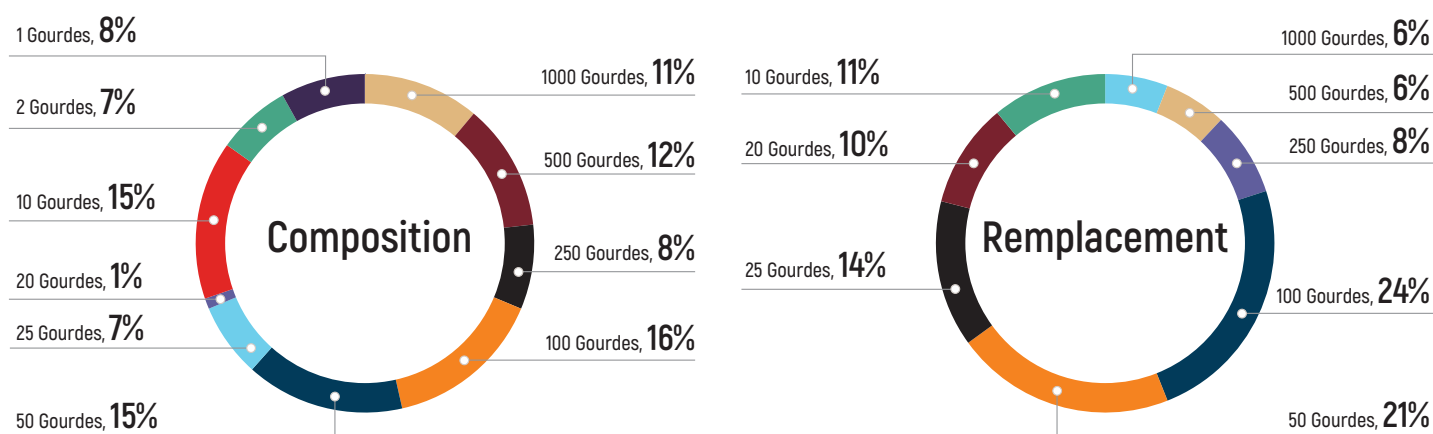
Tableau 52. Circulation fiduciaire au sens large au 30 Septembre 2019

Dénomination	Encours 30 Septembre 2018	Bal. au Cav. 30 Septembre 2018	Destruction	Emission	Bal. au Cav. 30 Septembre 2019	Encours 30 Septembre 2019	Nombre d'Unités	L'encours (%)
BILLETS								
1 G	26,271	5	652		5	25,620	25,620	8
2 G	42,386	10	-		10	42,386	21,193	7
5 G	(27,995)	31	-		31	(27,995)	(5,599)	0
10 G	479,186	7,380	153,490	129,000	7,440	454,636	45,464	15
20 G	90,014	1,540	2,640	-	1,540	87,374	4,369	1
25 G	595,871	19,526	275,125	250,000	12,176	578,096	23,124	7
50 G	1,678,578	7,188	990,050	1,740,000	63,838	2,371,878	47,438	15
100 G	3,502,132	46,772	1,174,900	2,450,000	162,372	4,661,632	46,616	15
250 G	4,826,278	28,040	1,328,000	2,750,000	74,790	6,201,528	24,806	8
500 G	14,853,039	163,955	1,526,000	6,080,000	105,455	19,465,539	38,931	12
1000 G	27,703,379	189,000	2,223,000	10,340,000	178,000	35,831,379	35,831	11
Total des billets	53,769,140	463,447	7,673,857	23,739,000	605,657	69,692,073	307,792	100
PIÈCES								
5 Cts	4,385	313	-	-	313	4,385	87,705	15
10 Cts	2,975	-	-	-	-	2,975	29,750	5
20 Cts	9,028	108	-	-	106	9,030	45,150	8
50 Cts	39,373	882	-	-	3	40,252	80,504	14
1 G	211,651	1,990		19,200	3,200	229,641	229,641	39
5 G	502,406	10,620		86,400	10,560	588,866	117,773	20
Divers	(18,377)	18,377	-	-	18,932	(18,932)		0
Total des pièces	751,441	32,290	-	105,600	33,114	856,217	590,524	100

XII.1.3 - COMPOSITION DE L'ENCOURS

Au 30 septembre 2019, la majeure partie du volume de billets en circulation a été constituée des coupures de 10 gourdes, de 50 gourdes et de 100 gourdes. Ces dernières représentent 46 % de la composition totale de l'encours contre respectivement 12 % et 11 % pour les billets de 500 gourdes et de 1 000 gourdes. Le graphe ci-dessous présente la composition de l'encours pour l'exercice sous revue.

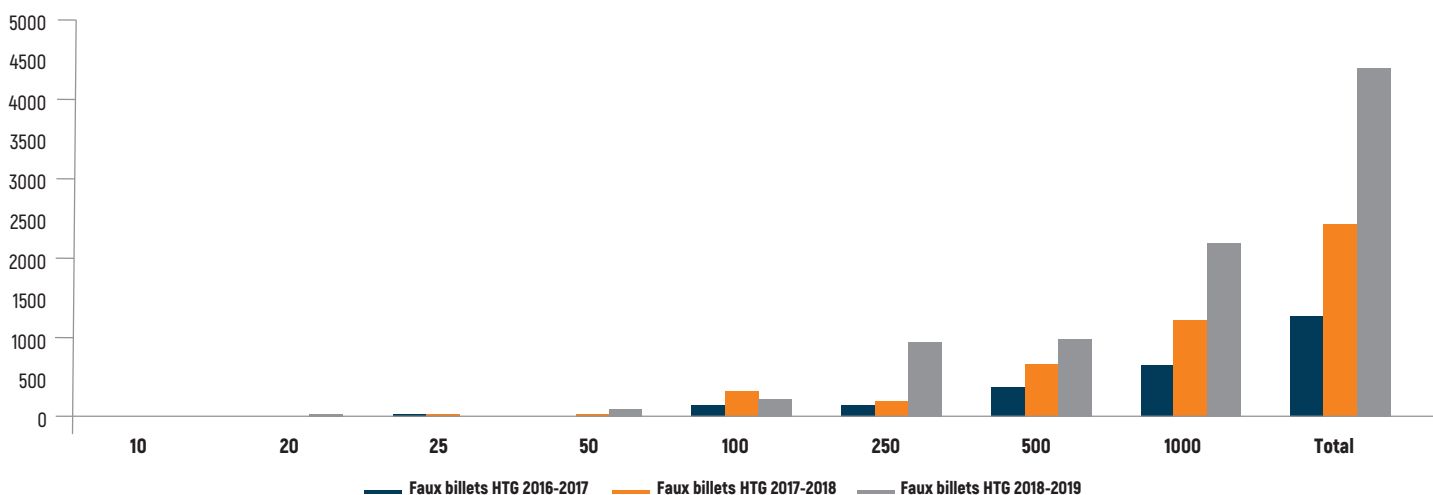
Graphique 52. Composition de l'encours et remplacement de billets en 2019



XII.1.4 - BILLETS CONTREFAITS RETENUS AUX GUICHETS DE LA BRH

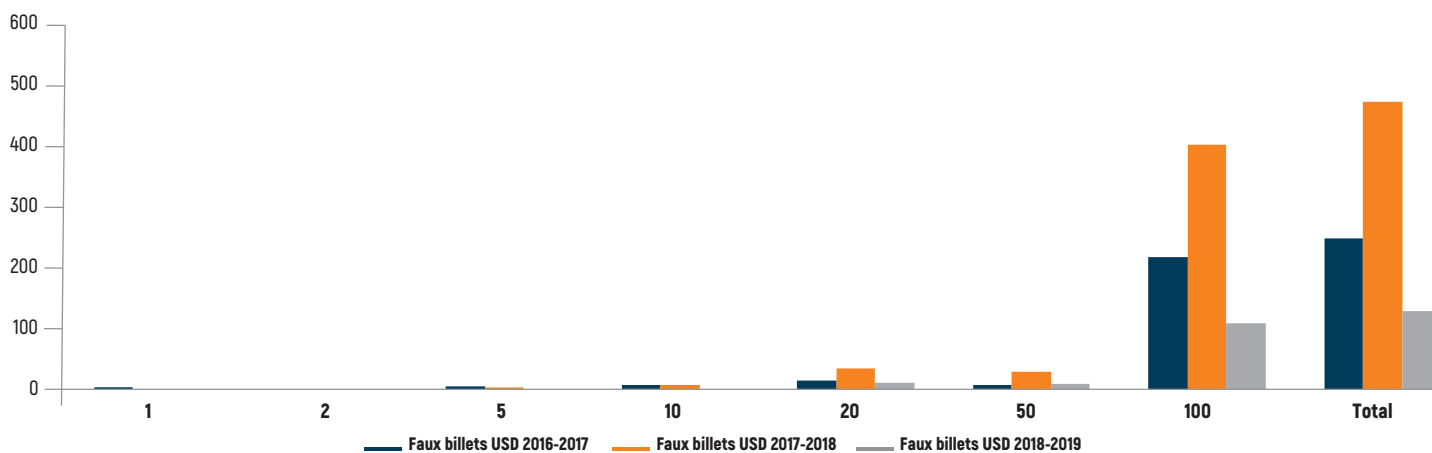
Au cours de l'exercice 2018-2019, le volume de billets de gourde contrefaits reçus du système bancaire a été en hausse de 82 % par rapport à l'exercice précédent, lequel passant de 2 410 billets en 2018 à 4 378 en 2019. Sur les trois (3) dernières années, plus de 8 000 faux billets ont été retirés de la circulation pour un montant total de 5,4 MG. Les coupures de 1 000 gourdes, de 500 gourdes et de 250 gourdes sont les plus ciblées par les faux monnayeurs.

Graphique 53. Évolution du nombre de faux billets remis à la BRH de 2017 à 2019



Contrairement à la tendance observée pour les billets de gourdes, l'exercice 2018-2019 a été marqué par une baisse du volume des billets de dollars ÉU contrefaits reçus du système bancaire. De 482 billets en 2018, le nombre est passé à 130 billets en 2019. Sur les trois derniers exercices, 864 billets de dollar douteux ont été retirés de la circulation pour un montant de 77 746 dollars ÉU. Les fortes dénominations constituent la majeure partie des billets soupçonnés contrefaits reçus aux guichets de la BRH.

Graphique 54. Évolution du nombre de faux billets dollar ÉU retenus au guichet de la BRH de 2017 à 2019



XII.2 - CHÈQUES TRAITÉS EN GOURDES OPÉRATIONS DE LA CHAMBRE DE COMPENSATION

Au cours de l'exercice fiscal 2018-2019, le Service de la Compensation de la BRH a traité plus de 2,2 millions de chèques équivalant à plus de 307 milliards de gourdes. La Sogebank (23,33 %), la Unibank (21,85 %), la BRH (18,17 %) et la BNC (14,85 %) sont les quatre (4) principaux participants au clearing ayant négocié les plus fortes valeurs.

Tableau 53. Volume et valeur des chèques traités en gourdes au 30 septembre 2019

Banques	Volume de chèques traités en HTG			Résultat compensation	Part/Banque en %
	Electronique	Manuel	Total		
BRH	172,297	1,305	173,602	55,833,350,492.82	18.17%
BNC	637,160	266	637,426	45,632,241,381.62	14.85%
SGHB	337,485	3,978	341,463	71,681,289,542.69	23.33%
BPH	151,417	61	151,478	8,560,510,252.57	2.79%
BUH	124,254	330	124,584	31,803,694,049.93	10.35%
CBNA	17,560	20	17,580	3,838,787,252.64	1.25%
CAPITAL	165,695	356	166,051	20,397,391,649.73	6.64%
SGBL	21,290	247	21,537	1,519,335,845.30	0.49%
UNBK	492,201	994	493,195	67,155,623,829.40	21.85%
LEVIER	92,706	77	92,783	889,034,650.99	0.29%
TOTAL	2,212,065	7,634	2,219,699	307,311,258,947.69	100.00%

Le volume et la valeur des chèques compensés en gourdes ont été en baisse en 2018-2019 comparativement à l'exercice précédent. Les graphes suivants permettent d'apprécier l'évolution du volume et de la valeur des chèques libellés en gourdes traités en compensation électronique sur les 5 dernières années fiscales.

Graphique 55. Nombre de chèques en gourdes compensés de 2015 à 2019**Graphique 56. Montant des chèques compensés en gourdes de 2015 à 2019**

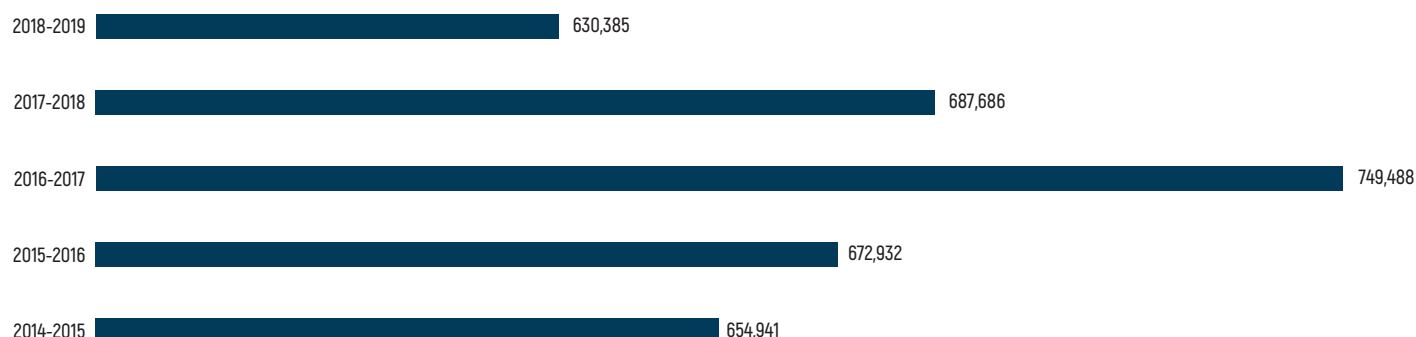
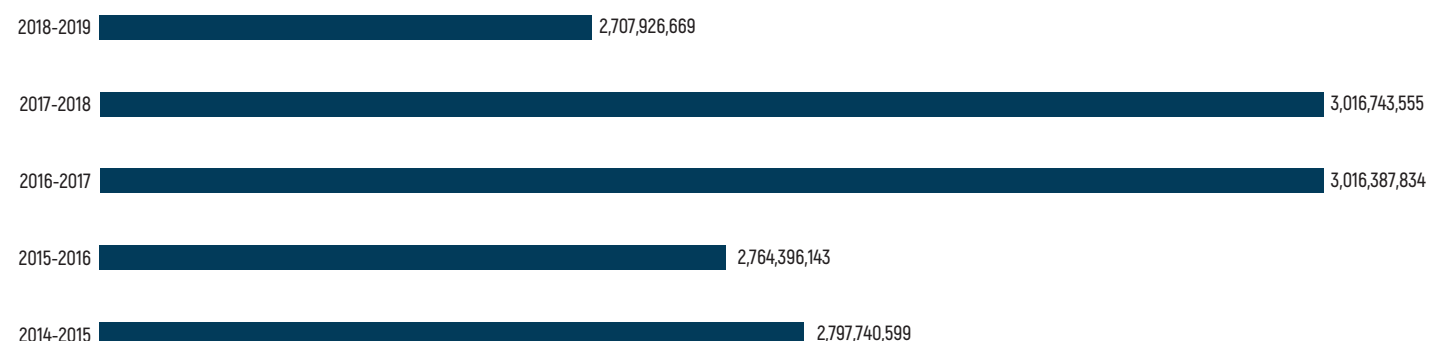
XII.3 - CHÈQUES TRAITÉS EN DOLLARS ÉU

Les chèques libellés en dollar compensés a atteint 633 880 pour un montant supérieur à 2,7 milliards de dollars ÉU. De même pour le clearing en gourde, les chèques traités en compensation au cours de l'exercice 2018-2019 ont été négociés par les trois (3) principales banques commerciales du système, en l'occurrence, la Sogebank (29,19 %), la Unibank (26,77 %) et la BNC (12,59 %).

Tableau 54. Volume et valeur des chèques en dollars ÉU compensés en 2018-2019

Banques	Volume de chèques traités en dollars			Résultat compensation	Part/Banque en %
	Electronique	Manuel	Total		
BRH	1,815	14	1,829	15,394,465.90	0.57%
BNC	33,864	53	33,917	340,967,143.36	12.59%
SGHB	152,291	2,259	154,550	790,345,208.37	29.19%
BPH	13,098	22	13,120	52,015,773.08	1.92%
BUH	69,016	151	69,167	329,370,108.49	12.16%
BNS	0	0	0	400.00	0.00%
CBNA	16,992	17	17,009	85,524,066.51	3.16%
CAPITAL	86,193	236	86,429	334,630,274.70	12.36%
SGBL	13,426	154	13,580	34,207,842.90	1.26%
UNBK	243,569	589	244,158	724,779,299.03	26.77%
LEVIER	121		121	692,086.53	0.03%
TOTAL	630,385	3,495	633,880	2,707,926,668.87	100.00%

Comme il a été constaté pour les chèques libellés en gourdes, le volume et la valeur de ceux traités en dollars ÉU ont été aussi en baisse en 2018-2019 par rapport aux quatre (4) derniers exercices.

Graphique 57. : Nombre de chèques en dollars ÉU compensés de 2015 à 2019**Graphique 58. : Montant des chèques en dollars ÉU compensés de 2015 à 2019**

XII.4 - DÉPÔTS ET TIRAGES DES BANQUES COMMERCIALES

En 2018-2019, les dépôts en gourdes des banques commerciales à la BRH ont atteint 25,29 milliards de gourdes contre plus de 33 milliards en 2017-2018. En ce qui a trait aux dépôts en dollars ÉU, ils ont été de l'ordre de 32,8 millions de dollars ÉU contre 70,254 millions de dollars ÉU en 2018 et 144,6 millions de dollars ÉU en 2017.

Tableau 55. : Dépôts en gourdes et en dollars ÉU par banque en 2019

Banques	Dépôts HTG	Part/Banque en %	Dépôts USD	Part/Banque en %
BNC	766,690,000	3.03%		0.00%
UNIBANK	5,679,670,000	22.46%	12,675,000	38.64%
SOGEBANK	11,111,115,000	43.93%		0.00%
CAPITAL BANK	1,069,760,000	4.23%		0.00%
BUH	1,454,515,000	5.75%	7,790,000	23.75%
BPH	1,960,685,587	7.75%	4,880,000	14.88%
CITI	3,247,760,000	12.84%	7,460,000	22.74%
TOTAL	25,290,195,587	100.00%	32,805,000.00	100.00%

XII.5 - TIRAGES DES BANQUES COMMERCIALES À LA BRH

En 2018-2019, le montant global des tirages des banques, les guichets de la BRH compris, a atteint 38,69 milliards de gourdes et près de 126 millions en dollar ÉU.

En gourde, plus de 89 % du montant tiré a été effectué par trois banques : BRH (40,05 %), BNC (29,20 %) et UNIBANK (20,83 %).

La même situation a été observée pour les montants en dollar ÉU : trois (3) participants ont partagé les 125,980 millions de dollars ÉU tirés du caveau de la BRH. Il s'agit de la CAPITAL BANK (40,84 %), de la SOGEBANK (38,10 %) et de la UNIBANK (19,05 %).

Tableau 56. ::: Tirages en gourdes et en dollars EU par banque en 2019

Banques	Montant HTG	Part/Banque en %	Montant en USD	Part /Banque en %
BRH	15,494,860,150.00	40.05%	2,530,000.00	2.01%
BNC	11,299,500,000.00	29.20%		0.00%
UNIBANK	8,061,120,000.00	20.83%	24,000,000.00	19.05%
SOGEBANK	1,779,100,000.00	4.60%	48,000,000.00	38.10%
CAPITAL	955,050,000.00	2.47%	51,450,000.00	40.84%
BUH	948,035,000.00	2.45%		0.00%
BPH	119,600,000.00	0.31%		0.00%
CITI	8,360,000.00	0.02%		0.00%
SOGEBEL	25,000,000.00	0.06%		0.00%
Total	38,690,625,150.00	100.00%	125,980,000.00	100.00%

XII.6 – SERVICES À L'ÉTAT

XII.6.1 – CAISSIER DE L'ÉTAT

A- RECETTES COLLECTÉES

Les recettes globales encaissées aux guichets de la BRH au cours de l'exercice 2018-2019 ont atteint 67,781 milliards de gourdes alors qu'elles s'étaient élevées en 2017-2018, à 74,045 milliards de gourdes. Les recettes collectées à la Direction des grands contribuables (DGC) et à la douane du Port constituent 77,4 % du montant global collecté pour l'exercice écoulé.

Tableau 57. ::: Recettes collectées par la BRH pour les institutions publiques en 2019

	N. Bord	Montant en Gdes	Part/Institution en %
Direction Générale des Impôts (DGI)	289,822	5,388,670,647.52	7.95%
Direction des Grands Contribuables (DGC)	49,060	22,658,743,407.06	33.43%
Direction des Moyennes Entreprises (DME)	4,723	684,285,911.69	1.01%
Centre d'Impôt de Pétion-Ville	124,253	1,551,869,786.58	2.29%
Directions Des ONG et des Entreprises Exonérées (DOEE)	32,297	2,596,214,639.21	3.83%
Direction de l'Immigration et de L'Emmigration (DIE)	202	11,647,250.00	0.02%
Guichets Internes	859	3,831,313,787.95	5.65%
Douane du port	41,013	29,803,773,409.89	43.97%
Douane de l'aéroport	25,848	779,315,970.82	1.15%
Douane de Malpasse	148	475,351,779.84	0.70%
Total Recettes	568,225	67,781,186,590.56	100.00%

Source: BRH/DCR

B- PAIEMENT DES CHÈQUES AUX GUICHETS

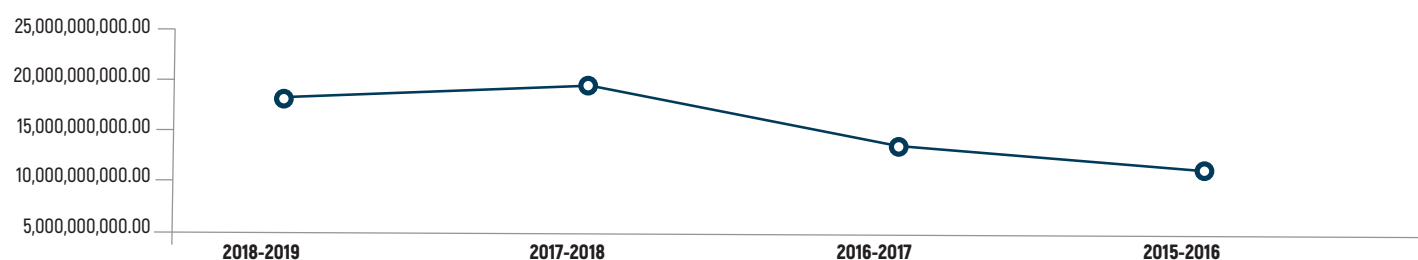
Au cours de l'exercice 2018-2019, 532 804 chèques ont été honorés aux guichets de la BRH pour un montant global de plus de 18,69 milliards de gourdes. Ces derniers ont été en baisse au cours des derniers exercices comparés à 2018.

Tableau 58. ::: Volume et valeur des chèques payés aux Guichets de la BRRH en 2019

Exercices	Volume	Montant
2018-2019	532,804	18,689,929,022.94
2017-2018	657,071	19,831,624,636.00
2016-2017	451,969	13,874,594,689.44
2015-2016	403,910	11,413,852,666.41
Total	2,045,754	52,396,148,348.38

Source: BRH/DCR

Graphique 59. : Évolution de la valeur des chèques payés aux guichets de la BRH en gourdes



XII.7 - IMPRESSIONS DE CHÈQUES

Au cours de l'exercice écoulé 2018-2019, le Service des comptes courants a imprimé 56 076 chèques de toutes les devises confondues contre 190 571 en 2018, soit une baisse de plus de 70 %. Le tableau suivant fait une ventilation mensuelle de la production de chèques au cours de l'exercice sous revue.

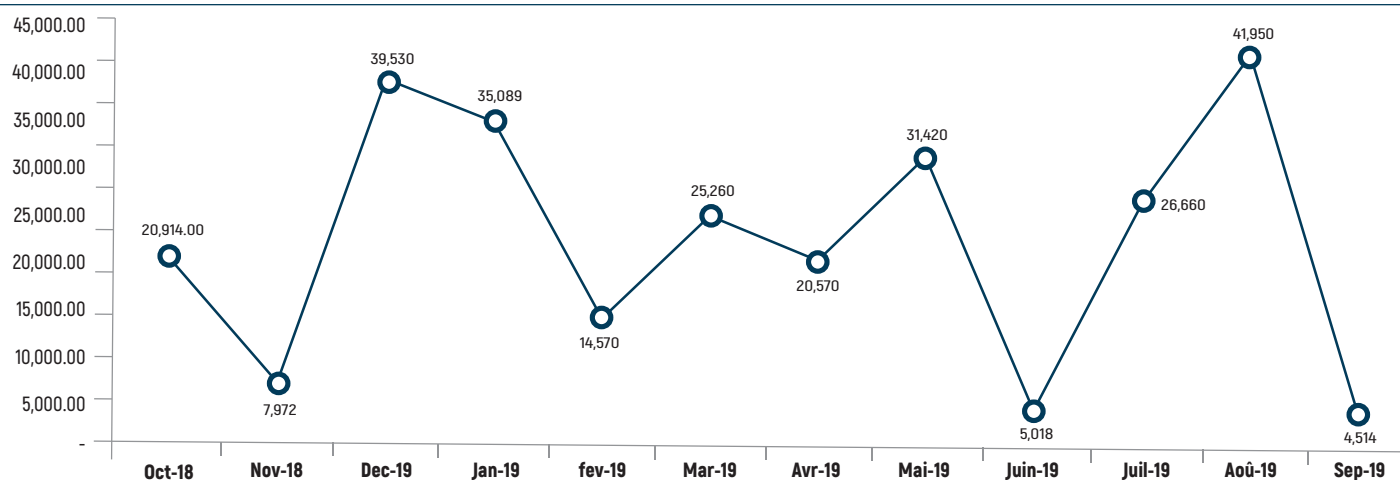
Tableau 59. : Quantités chèques imprimés en 2019

MOIS	QUANTITÉS CHÈQUES IMPRIMÉS				TOTAL /MOIS	
	PERSONNEL	COMMERCIAL	GDES	USD	GDES	USD
OCTOBRE	4,740	14,674	1,500	24	20,914	24
NOVEMBRE	5,072	2,900	-	-	7,972	-
DÉCEMBRE	5,576	18,954	15,000	500	39,530	500
JANVIER	4,388	15,701	15,000	10,250	35,089	10,250
FÉVRIER	4,620	7,950	2,000	500	14,570	500
MARS	3,660	10,600	11,000	500	25,260	500
AVRIL	4,620	10,950	5,000	422	20,570	422
MAI	5,168	15,952	10,300	200	31,420	200
JUIN	3,868	1,150	-	-	5,018	-
JUILLET	5,100	14,560	7,000	750	26,660	750
AOÛT	6,000	15,950	20,000	400	41,950	400
SEPTEMBRE	3,264	1,250	-	-	4,514	-
TOTAL	56,076	130,591	86,800	13,546	273,467	13,546

Sources : Service des comptes Courants

Il est aussi à noter que la quantité de chèques imprimés mensuellement varie suivant la demande des clients et d'autres circonstances conjoncturelles. Ainsi, en septembre 2019, le volume de chèques imprimés au cours de l'exercice a atteint son niveau le plus bas.

Graphique 60. : Variation mensuelle du volume de chèques gourdes imprimés en 2018-2019



XII.8 - CERTIFICATION DES CHÈQUES

Le Service des comptes courants a certifié, pour le compte de la DGI, 6 855 chèques en gourde pour un montant total de 1 235,93 MG et 258 chèques en dollars ÉU pour un montant total de 1 007,95 millions de dollars ÉU. À titre de comparaison, au cours de l'année 2018, plus de 6 618 chèques en gourde ont été certifiés pour une valeur de 1 315 MG et 305 chèques en dollar équivalant à plus de 1,3 million de dollars ÉU.

Tableau 60. : Volume et valeur de chèques certifiés pour le Trésor public en 2019

MOIS	GOURDES		DOLLARS	
	Unités	Montant	Unités	Montant
Octobre 2018	536	85,938,056.27	29	69,954.32
Novembre 2018	592	199,173,454.10	21	145,944.33
Décembre 2018	330	53,962,490.38	22	261,581.02
Janvier 2019	851	183,523,449.91	31	72,656.96
Février 2019	443	61,534,855.57	44	54,498.92
Mars 2019	716	103,514,535.98	29	47,527.39
Avril 2019	686	131,162,736.60	25	99,285.87
Mai 2019	786	129,535,430.87	34	188,239.03
Juin 2019	336	93,396,930.97	0	-
Juillet 2019	710	115,678,744.84	13	37,108.92
Août 2019	693	109,337,788.87	6	18,920.36
Septembre 19	176	55,108,300.12	4	12,229.50
TOTAL	6,855	1,235,928,718.21	258	1,007,946.62

XII.9 - CHÈQUES TIRÉS SUR LES COMPTES COURANTS PAYÉS AUX GUICHETS DE LA BRH

Les guichets de la BRH, à Port-au-Prince et au Cap-Haïtien, ont payé 155 075 chèques en gourdes et 1 415 chèques en dollars ÉU pour des montants totaux respectifs de 14 559 MG et 4 437 millions de dollars ÉU.

Le service des comptes courants reçoit aussi des dépôts par chèques destinés à alimenter le compte central du Trésor. Au cours de l'exercice 2018-2019, plus 9 500 chèques en gourdes et 1 063 chèques en dollars ÉU ont été traités par le Service pour des montants respectifs de 22 460 MG, 66 925 millions de dollars ÉU.

Tableau 61. : Volume et valeur des chèques tirés sur comptes courants payés aux Guichets

Mois	CHÈQUES PAYÉS				DÉPÔTS REÇUS			
	Gourdes		Dollars		Gourdes		Dollars	
	Nbres	Montants	Nbres	Montants	Nbres	Montants	Nbres	Montants
Octobre 2018	1 434	1,004,048,767.63	175	366,873.63	898	1,621,339,343.52	99	7,679,395.66
Novembre 2018	11 366	1,256,982,712.94	109	351,863.00	757	1,542,688,109.67	84	1,679,918.40
Décembre 2018	20 402	3,200,267,745.87	118	150,938.81	879	3,987,170,668.83	94	8,351,873.07
Janvier 2019	12 990	1,222,321,029.87	146	275,741.51	950	2,112,708,086.36	83	5,119,560.67
Février 2019	7 159	736,989,918.10	85	173,629.40	549	1,512,660,590.51	78	4,965,293.65
Mars 2019	15 041	1,248,579,866.96	94	297,469.78	918	1,953,120,383.95	83	6,329,115.87
Avril 2019	12 136	1,232,975,593.81	115	214,816.87	868	1,987,913,563.93	90	4,944,348.58
Mai 2019	14 460	1,546,449,182.89	93	161,476.47	939	2,413,156,391.45	103	10,400,529.22
Juin 2019	9 493	774,172,547.41	98	216,910.45	511	1,023,812,263.50	81	4,433,584.49
Juillet 2019	12 895	949,462,037.16	182	-	955	1,848,498,675.76	92	4,671,244.91
Août 2019	18 704	814,509,847.36	141	377,854.47	912	1,549,578,105.10	102	5,624,901.85
Septembre 19	6 088	572,448,215.83	59	1,850,040.55	427	907,615,193.89	74	2,725,319.44
Total	155 075	14,559,207,465.83	1 415	4,437,614.94	9 563	22,460,261,376.47	1 063	66,925,085.81

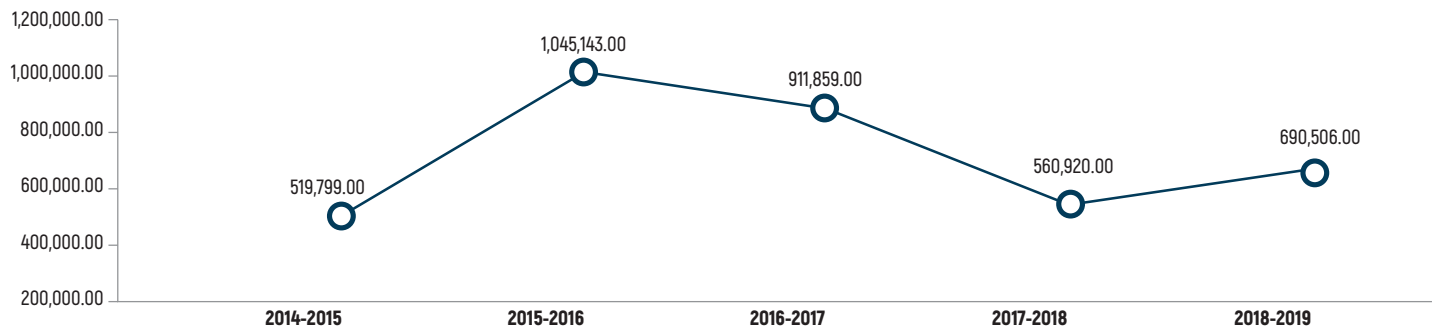
Sources : Service des comptes Courants

XII.10 - SYSTÈME DE PAIEMENT INTERBANCAIRE HAÏTIEN (SPIH)

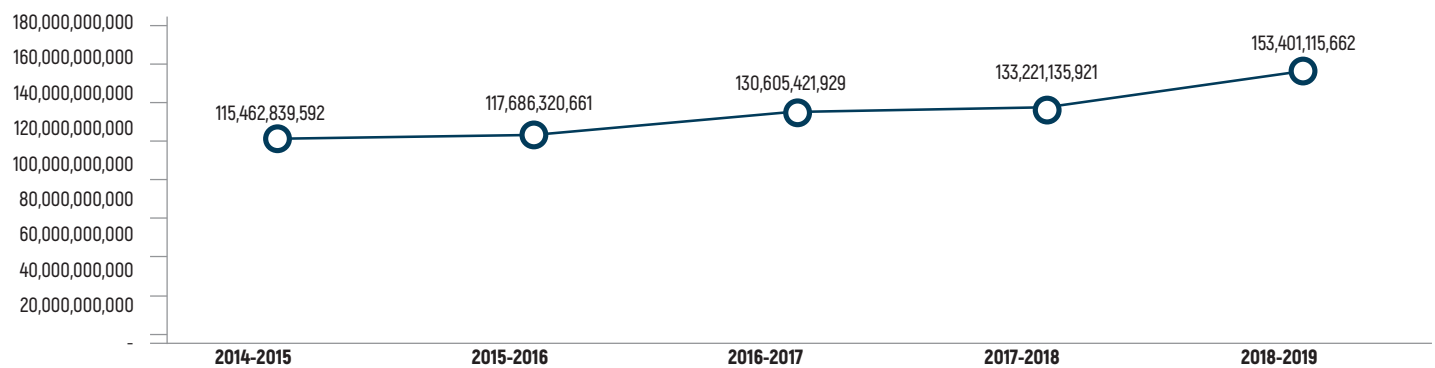
XII.10.1 - VIREMENTS EN GOURDE

Le système de Paiement Interbancaire Haïtien (SPIH) a réalisé 690 506 transactions évaluées à plus de 153,401 MG en 2019. Le volume et le montant des transactions gourdes en SPIH ont augmenté respectivement de 23 % et de 15 % en 2019, comparativement à 2018.

Graphique 61. : Nombre de transactions SPIH gourde échangées de 2015 à 2019



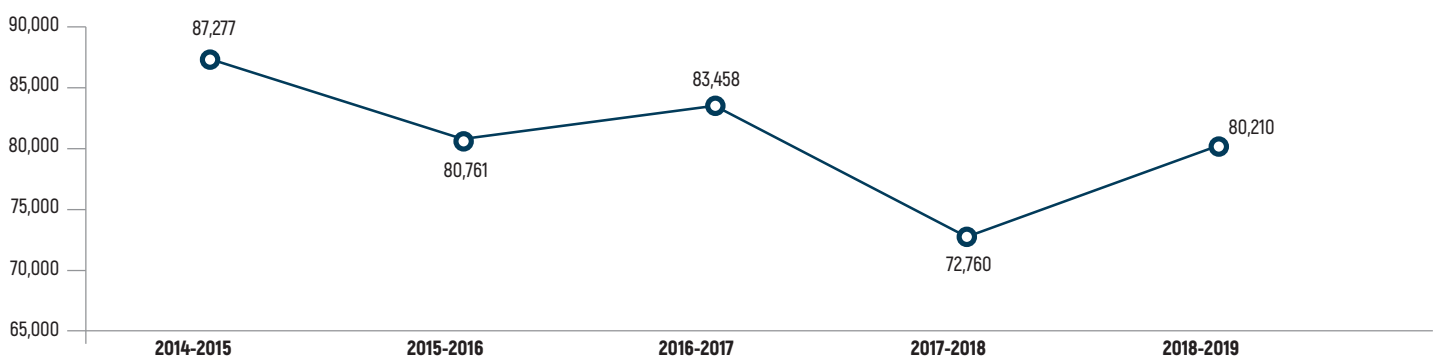
Graphique 62. : Montant des transactions SPIH de 2015 à 2019 en gourdes



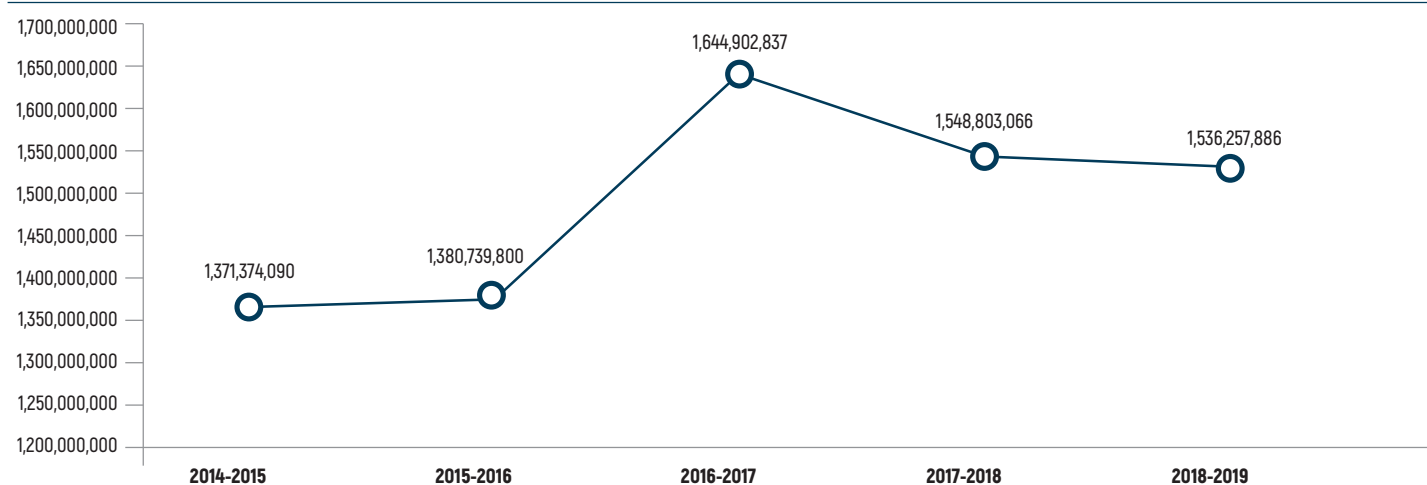
XII.10.2 - VIREMENTS EN DOLLAR ÉU

Plus de 80 000 transactions ont été effectuées via le SPIH en 2019 pour plus de 1,5 milliard de dollars ÉU. Le volume de ces transactions est en hausse de 10 % en 2019 par rapport à 2018 contrairement aux montants transférés qui ont connu une légère baisse de 1 %.

Graphique 63. : Nombre de transactions SPIH dollar ÉU échangées de 2015 à 2019 en dollar ÉU



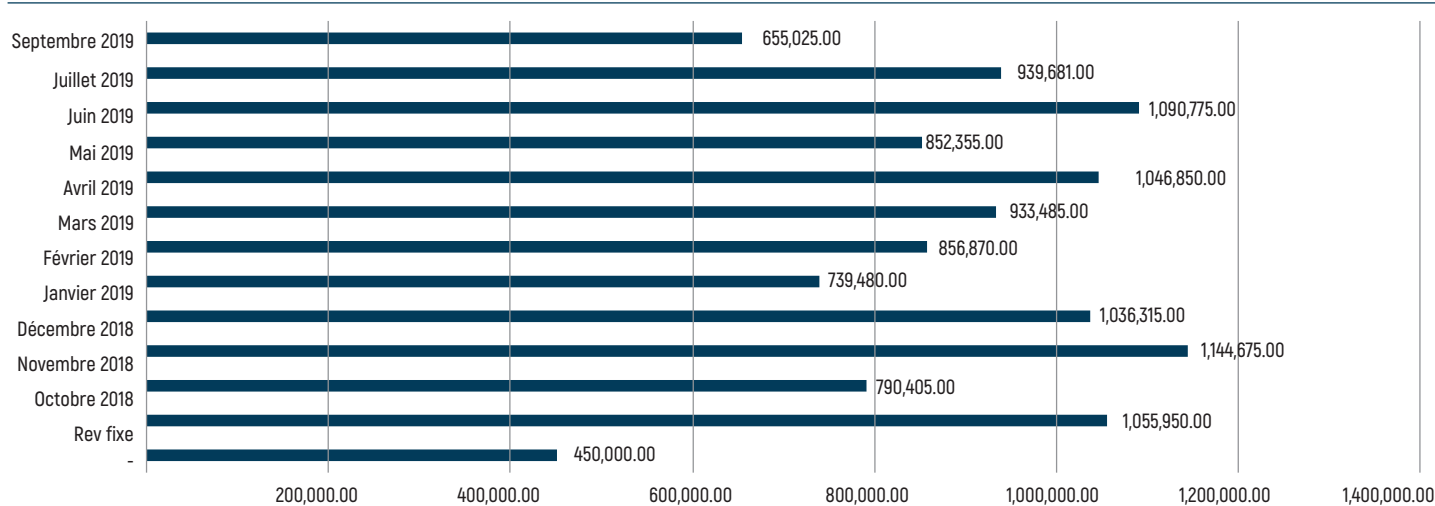
Graphique 64. : Montant des transactions SPIH en dollar ÉU de 2015 à 2019



XII.10.3 - REVENUS GÉNÉRÉS PAR LE SPIH POUR LA BRH

En 2018-2019, le Système de Paiement Interbancaire Haïtien (SPIH) a généré plus de 11,5 MG de revenus à la BRH. Ce dernier est composé d'une partie fixe payée en début d'année par les participants et d'une partie variable qui est fonction du nombre de transactions effectuées par les participants autres que la BRH.

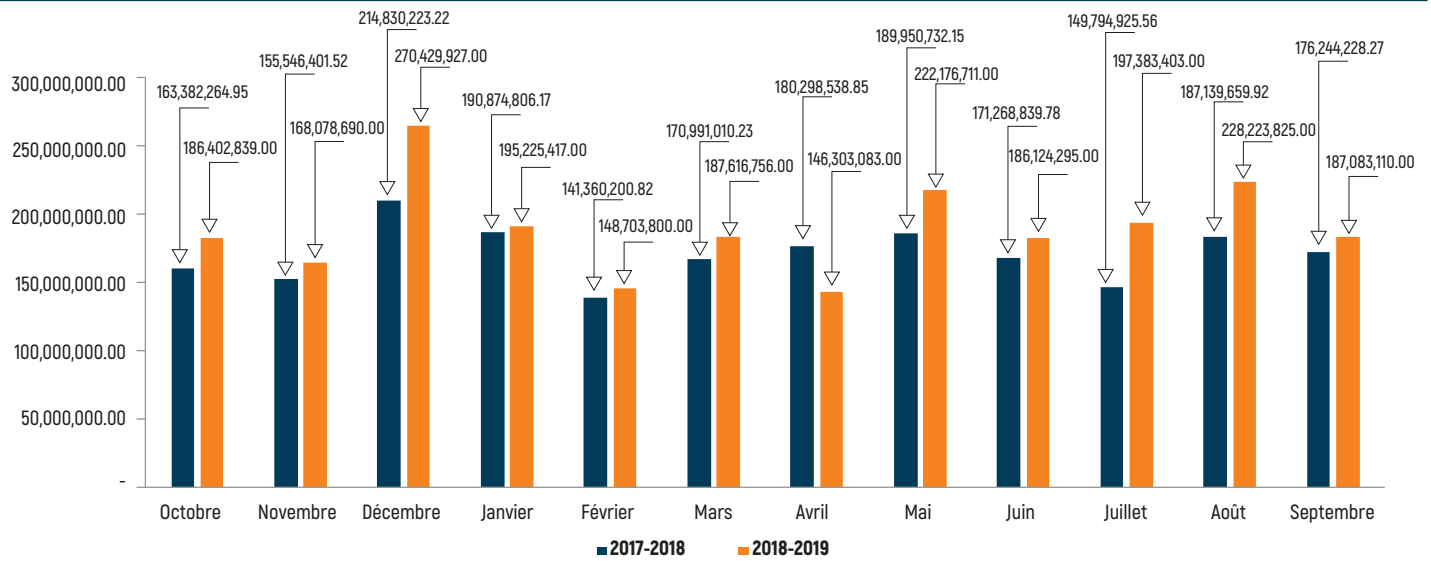
Graphique 65. : Revenus générés par le SPIH en 2018-2019



XII.11 - RÈGLEMENT DES CARTES DE CRÉDIT

Au cours de l'année fiscale 2019, les transactions par cartes de crédit ont crû de 11 % par rapport à l'exercice précédent. En décembre 2019, elles ont connu un pic en atteignant 270,4 millions, soit la plus forte valeur jamais atteinte sur les deux (2) dernières années fiscales.

Graphique 66. Évolution des transactions par cartes de crédit





KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



7, rue Lechaud, Bourdon
Port au Prince
Haïti

Banque de la République d'Haïti

Rapport des auditeurs indépendants

Exercice clos le 30 septembre 2019
Banque de la République d'Haïti
BP 1570 - Port au Prince - Haïti
Ce rapport contient 47 pages



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



7, rue Lechaud, Bourdon
Port au Prince
Haïti

Banque de la République d'Haïti

Siège social : BP 1570 - Port au Prince - Haïti

Capital social : 50 000 000 Gourdes

Rapport des auditeurs indépendants

Exercice clos le 30 septembre 2019

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Banque de la République d'Haïti (Banque Centrale), au 30 septembre 2019 tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Gouverneur le 9 avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid 19.

A notre avis, les états financiers ci-joints, comprenant un bilan, un compte de résultats, un état de variation des capitaux propres, un tableau des flux de trésorerie et des notes annexes pour l'exercice clos à cette date ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au plan comptable tel qu'organisé par les dispositions de la loi organique du 17 août 1979 et tel que précisé dans les notes des états financiers pour l'exercice clos le 30 septembre 2019.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) édictées par la Fédération Internationale des Experts-Comptables (IFAC). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers» du présent rapport.

Nous sommes indépendants de la Banque conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers et nous avons satisfait aux autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant la gouvernance sur les états financiers

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers, ainsi que de la mise en place du contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la banque à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de mettre la banque en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe aux personnes constituant la gouvernance de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la Banque.

Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique.

En outre:

Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

Nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;

Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations fournies les concernant par cette dernière;

Nous concluons quant au caractère approprié de l'application par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Cependant, des conditions ou événements futurs pourraient conduire la Banque à cesser son exploitation;

Nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les états financiers, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements les sous-tendant d'une manière telle qu'ils donnent une présentation sincère.

Nous communiquons aux personnes constituant la gouvernance notamment l'étendue des travaux d'audit et du calendrier de réalisation prévus et les constats importants, y compris toute faiblesse significative du contrôle interne, relevés lors de notre audit.

Paris La Défense et Port au Prince, le 9 avril 2020

KPMG S.A.



Valéry Foussé
Associé

Mérové-Pierre – Cabinet d'Experts-Comptables



Mireille Mérové-Pierre
Managing Partner

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

Bilans

30 septembre 2019 et 2018

(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)

	Notes	2019	2018
ACTIF			
Avoirs en or	4 G	8,068,473	4,836,377
Avoirs sur le Fonds Monétaire International	5	6,128,311	5,469,512
Avoirs en monnaies étrangères	6	184,579,948	137,339,379
Participation dans les organismes internationaux	7	6,457,011	4,768,495
Placements locaux	8	275,000	275,000
Prêts et avances au Gouvernement et aux collectivités	9	113,183,651	93,036,149
Prêts et avances aux particuliers et aux autres institutions	10	4,161,715	3,988,018
Prêts et avances aux institutions financières	11	15,349,647	11,571,311
Immobilisations, net	12	5,988,142	5,600,829
Autres actifs	13	7,599,841	7,959,333
TOTAL DE L'ACTIF		351,791,739	274,844,403
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Billets et monnaies en circulation	14	66,530,451	52,335,929
Comptes d'engagements	15	184,919,988	159,385,006
Engagements envers le FMI	16	17,434,417	14,116,037
Utilisation de droits de tirages garantis par les placements	18	6,553,051	6,312,369
Contributions et engagements de l'État Haïtien sur participation au capital des organismes financiers	17	7,953,199	5,970,842
Autres passifs	19	41,293,461	33,849,680
TOTAL DU PASSIF		324,684,567	271,969,863
Capital et réserves		27,107,172	2,874,540
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES	G	351,791,739	274,844,403

Les notes aux états financiers font partie du présent état.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
États des Résultats
Exercices terminés les 30 septembre 2019 et 2018
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)

	Notes	2019	2018
REVENUS D'INTÉRÊTS			
Placements à l'étranger	G	6,350,559	4,753,894
Placements, prêts et avances à l'État Haïtien		1,664,919	1,262,942
Prêts au personnel et institutions financières		463,329	408,277
Autres		<u>51,146</u>	<u>21,606</u>
	23	8,529,953	6,446,719
FRAIS D'INTÉRÊTS			
Obligations BRH		1,296,823	289,574
Bons BRH		983,164	1,664,491
Emprunts étrangers		230,272	14,403
Autres		<u>243,773</u>	<u>55,115</u>
	23	2,754,032	2,023,583
REVENUS NET D'INTÉRÊTS		5,775,921	4,423,136
Résultat sur portefeuille de valeurs mobilières			
Gains sur ventes des valeurs mobilières		635,158	382,917
Dividendes		16,484	8,725
Pertes sur ventes des valeurs mobilières		<u>-</u>	<u>(101,845)</u>
		651,642	289,797
PRODUIT NET BANCAIRE		6,427,563	4,712,933
Commissions et autres		436,347	1,218,849
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		6,863,910	5,931,782
CHARGES D'EXPLOITATION GÉNÉRALES			
Rémunérations et charges sociales	24	4,622,263	3,804,537
Dépenses administratives		989,054	941,498
Entretien de la circulation fiduciaire		360,647	272,111
Dotations aux amortissements		360,407	348,939
Dépenses relatives à la gestion des actifs		179,360	260,493
Dons		75,077	73,144
Dotation pour mauvaises créances		18,133	32,915
Autres dépenses		<u>3,156</u>	<u>27,815</u>
		6,608,097	5,761,452
REVENUS NETS DE L'EXERCICE	G	255,813	170,330

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
État de variation des capitaux propres
Exercice terminé le 30 septembre 2018
(Exprimé en milliers de Gourdes haïtiennes)

	RÉSERVES									
	Réserve pour plus									
	Capital (note 22)	Réserves spéciales	Réserve légale (note 22)	Réserve de réévaluation Or	Réserve de réévaluation de change	Réserve pour plus valeurs latentes sur portefeuille de placements (note 20)	Réserve-pour réévaluation d'immeubles (note 22)	Gains et pertes actuarielles sur engagements de retraite	Autres réserves	Total capitaux propres
Solde au 1^{er} octobre 2017	G 50,000	(11,223,515)	74,454	410,033	15,230,760	(662,159)	719,004	244,650	900,745	5,743,972
Résultat net de l'exercice	-	170,330	-	-	-	-	-	-	-	170,330
Dividendes à payer à l'État	-	(31,567)	-	-	-	-	-	-	-	(31,567)
Virement à la réserve légale	-	(12,627)	12,627	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de change	-	-	-	-	4,590,777	-	-	-	-	4,590,777
Autres éléments du résultat global										
<i>Gain/(Perte) résultat de l'évaluation de l'or et des placements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</i>	-	-	-	164,179	-	(7,807,083)	-	-	-	(7,642,904)
<i>Réévaluation du passif des engagements post emploi – indemnités de départ à la retraite – prestations définies</i>	-	-	-	-	-	-	-	43,932	-	43,932
Solde au 30 septembre 2018	G 50,000	(11,097,379)	87,081	574,212	19,821,537	(8,469,242)	719,004	244,650	944,677	2,874,540

Les notes aux états financiers font partie du présent état

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
État de variation des capitaux propres
Exercice terminé le 30 septembre 2019
(Exprimé en milliers de Gourdes haïtiennes)

	RÉSERVES									
	RÉSERVES									
	Capital (note 22)	Réserves spéciales	Réserve légale (note 22)	Réserve de réévaluation Or	Réserve réévaluation de change	Réserve portefeuille de placements (note 20)	Réserve-pour réévaluation d'immeubles (note 22)	Gains et pertes actuarielles sur engagements de retraite	Autres réserves	Total capitaux propres
Solde au 30 septembre 2018	G 50,000	(11,097,379)	87,081	574,212	19,821,537	(8,469,242)	719,004	244,650	944,677	2,874,540
Résultat net de l'exercice	-	255,813	-	-	-	-	-	-	-	255,813
Dividendes à payer à l'État	-	(42,583)	-	-	-	-	-	-	-	(42,583)
Virement à la réserve légale	-	(25,581)	25,581	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de change	-	-	-	-	12,413,069	-	-	-	-	12,413,069
Autres éléments du résultat global										
<i>Gain/(Perte) résultat de l'évaluation de l'or et des placements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</i>	-	-	-	3,232,097	-	9,292,777	-	-	-	12,524,874
Réévaluation du passif des engagements post emploi – indemnités de départ à la retraite – prestations définies	-	-	-	-	-	-	-	(1,004,613)	86,072	(918,541)
Solde au 30 septembre 2019	G 50,000	(10,909,730)	112,662	3,806,309	32,234,606	823,535	719,004	(759,963)	1,030,749	27,107,172

Les notes aux états financiers font partie du présent état

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
États des Flux de Trésorerie
Exercices terminés les 30 septembre 2019 et 2018
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)

	Notes	2019	2018
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Revenu net de l'exercice	G	255,812	170,330
<i>Éléments de conciliation du revenu net de l'exercice aux liquidités résultant des activités d'exploitation:</i>			
Dotation aux amortissements net, des régularisations	12	360,407	354,709
Provision pour perte de valeur sur prêts		18,133	32,364
Effet de change résultant de la réévaluation de la participation dans les organismes financiers internationaux		(6,541,683)	(2,236,392)
<i>Changements dans les éléments d'actif et de passif résultant des activités d'exploitation:</i>			
Augmentation des prêts et avances, net		(24,639,586)	(29,438,990)
Billets et monnaie en circulation	14	14,194,522	8,902,778
Engagements en devises	15	19,767,639	5,322,991
Contributions et engagements envers les organismes financiers internationaux	17	9,538,625	3,015,898
Engagements envers les banques		(3,610,382)	15,514,166
Dépôts du Gouvernement Central	9	7,980,578	1,589,900
Engagements envers les autres institutions		403,187	(415,636)
Changements dans les autres éléments d'actifs, de passif et de réserves		<u>29,010,708</u>	<u>17,297,150</u>
Liquidités provenant dans des activités d'exploitation		46,737,960	20,109,268
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Augmentation des placements étrangers	6, 7	(44,921,758)	(18,555,366)
Diminution (augmentation) des placements locaux	8	1,250,328	(4,239,882)
Acquisitions d'immobilisations	12	<u>(668,315)</u>	<u>(604,444)</u>
Liquidités utilisées dans des activités d'investissement		(44,339,745)	(23,399,692)
Augmentation (diminution) nette des liquidités		2,398,215	(3,290,424)
Liquidités au début de l'exercice		<u>8,759,646</u>	<u>12,050,071</u>
Liquidités à la fin de l'exercice	6 G	11,157,861	8,759,647

Les notes aux états financiers font parties du présent état.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

ORGANISATION

Note 1 – Cadre juridique et activités

La Banque de la République d'Haïti (BRH), dont le Siège est sis à la rue du Quai à Port-au-Prince (Haïti), est un organisme public autonome, constitué par l'État Haïtien, par la loi du 17 août 1979, modifiée en ses articles 9 et 17 par le décret du 28 mars 1985. Son capital social n'est pas divisé en actions. Il est détenu par l'État Haïtien et peut être augmenté selon les besoins de l'institution.

La loi du 17 août 1979 portant création de la BRH stipule en son article 6 que celle-ci est dirigée par un Conseil d'Administration dont les membres sont nommés pour une période de trois (3) ans, renouvelable par arrêté du Président de la République. Conformément aux dispositions de la Constitution de 1987, ils sont ratifiés par le Sénat de la République.

Les responsabilités fondamentales de la Banque Centrale sont de fixer les lois et règlements régissant le système bancaire et financier du pays; de définir la politique monétaire du pays; de garder et d'administrer les réserves externes de l'État Haïtien; et d'agir comme agent financier et fiscal de l'État Haïtien pour ses opérations de caisse et de crédit.

La Banque de la République d'Haïti est seule habilitée à émettre les billets et monnaies reçus comme monnaie légale sur le territoire d'Haïti.

Le Conseil d'Administration de la BRH est aussi celui du Fonds de Développement Industriel, une société créée par l'État, destinée à fournir un financement à moyen et long terme aux secteurs productifs de l'économie. En fonction de la Loi du 17 août 1979, le Gouverneur de la BRH est le Président du Conseil d'Administration de la Téléco dont la BRH détient 97% des actions.

Faits caractéristiques de l'exercice

L'organisation de la Banque Centrale n'a pas connu de changement significatif au cours de l'exercice écoulé.

1) BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

1.1 Référentiel comptable en vigueur au 30 septembre 2019

Les états financiers de la Banque de la République d'Haïti ont été élaborés conformément au plan comptable tel qu'organisé par les dispositions de la loi organique du 17 août 1979 et suivant la méthode de comptabilité d'exercice.

Les opérations sont comptabilisées et présentées selon les règles et méthodes comptables définies par le plan comptable adopté par la BRH par référence à la loi organique et aux principes généralement admis pour la comptabilisation des opérations de Banque, adaptés aux spécificités de ses opérations de Banque Centrale, tels que décrits ci-après.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

1) BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS (SUITE)

1.1 *Référentiel comptable en vigueur au 30 septembre 2019 (suite)*

Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques, à l'exception de l'or et l'argent monétaires qui sont évalués selon les modalités décrites ci-dessous.

La monnaie fonctionnelle et de présentation est la gourde, monnaie nationale Haïtienne. Les états financiers et leurs notes annexes sont présentés en milliers de Gourdes.

1.2 *Exercice*

La durée de l'exercice est de douze mois. L'exercice débute le 1er octobre et se termine le 30 septembre de l'année suivante.

1.3 *Principes et méthodes d'évaluation*

Les principales méthodes comptables de la Banque Centrale sont résumées ci-dessous. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été mises en œuvre de manière uniforme pour tous les exercices présentés.

2) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

a) Liquidités

Les liquidités comprennent les valeurs d'encaisse en monnaies étrangères et d'autres instruments liquides qui peuvent être facilement convertis en liquidités sans avis préalable et qui ont une maturité de trois mois ou moins à compter de leur date d'acquisition. Elles sont reflétées au coût en devise converti en gourdes au taux de clôture.

b) Avoirs en or

Les avoirs en or sont suivis sur la base de leur prix de revient en Gourdes à la date d'acquisition.

Le stock d'or monétaire est évalué en date de clôture comptable en fonction des cours de l'once sur la place de Londres. Les écarts de réévaluation positifs qui en résultent sont comptabilisés dans un compte d'écart de réévaluation présenté au sein des capitaux propres.

En cas de moins-value latente par rapport au coût d'acquisition, une provision pour dépréciation des avoirs en or est comptabilisée par la contrepartie du compte de résultat.

L'avoir en or fait partie des réserves nettes de change en accord avec l'article 52 de la loi organique de la BRH.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

2) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

c) Conversion des monnaies étrangères

Les avoirs et engagements en devises sont convertis en gourdes haïtiennes au cours de clôture de l'exercice pour les opérations de bilan et au cours du jour de la transaction pour les opérations de résultat. Les gains ou pertes de change latents et réalisés sont comptabilisés dans un compte de réserve «Réserve de réévaluation de change» au sein des capitaux propres, conformément à l'article 56 de la loi organique.

Les cours retenus à la clôture de l'exercice sont indiqués ci-après.

(En gourdes haïtiennes)	2019	2018
Dollar des États-Unis (USD)	93.3162	69.9774
Euro (EUR)	101.7053	81.2018
Droit de Tirage Spécial (DTS)	127.21853	97.6362
Once d'or	138,602.55	83,080.67

d) Placements en devises étrangères

Les réserves de change de la BRH sont investies en comptes à vue, en comptes à terme et dans des actifs obligataires. La BRH a choisi un système de gestion par administrateurs externes de portefeuille (*gestion déléguée*). Les gérants de portefeuille peuvent bénéficier de pouvoirs discrétionnaires ou peuvent être sujets à des limitations strictes, concernant la sélection des placements.

Ces placements financiers sont placés dans le but d'avoir des liquidités disponibles. Ils sont enregistrés initialement en comptabilité à leur coût d'acquisition, et sont évalués ultérieurement à leur juste valeur.

La variation de juste valeur est constatée directement en capitaux propres dans le compte «Réserve de plus-value non réalisée sur portefeuille» jusqu'à la cession ou l'échéance des titres. Les gains ou les pertes sont comptabilisés en résultat à leur date de réalisation.

Les actifs financiers (*créances et titres du portefeuille*) pour lesquels il existe des indications objectives de perte de valeur sont réévalués à la valeur recouvrable nette. Le montant de la perte de valeur est constaté par une dépréciation en diminution de la valeur comptable, par la contrepartie du compte de résultat.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

2) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

e) Prêts et avances au Gouvernement et aux collectivités

Les crédits à l'État Haïtien représentent un financement au Secteur Public ainsi que les prêts et avances en comptes courants au Gouvernement, aux collectivités locales et aux entreprises publiques. Ils sont évalués au coût historique. La BRH n'enregistre pas de perte de valeur sur les crédits à l'État Haïtien et aux entreprises publiques à moins de désaccords spécifiques. Les revenus d'intérêts sur ces prêts, avances et placements sont comptabilisés selon le taux d'intérêt contractuel.

f) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition sous déduction des amortissements et des pertes de valeurs éventuellement constatées par dépréciation. Les terrains ne sont pas amortissables.

Les autres immobilisations sont amorties selon le mode linéaire à partir de la date de mise en service sur la base des durées d'usage suivantes:

<u>Immobilisations</u>	<u>Durées d'usage (en mois)</u>
Terrains	non amortissable
Constructions	240
Matériel et mobilier du bureau	48
Matériel informatique	60
Logiciels informatiques	12
Matériel roulant	48
Équipements	60
Installations	60
Aménagements, extensions, agrandissements	60

Lors du séisme du 12 janvier 2010, certains immeubles de la banque ont subi des dommages importants. Les pertes correspondantes ont été évaluées et enregistrées à concurrence de la valeur aux livres.

Il peut être procédé de façon exceptionnelle à des réévaluations d'actifs. Ces réévaluations sont alors effectuées sur la base de travaux d'expertise réalisés par des experts indépendants. Les écarts de réévaluation ainsi constatés sont imputés aux capitaux propres sous une rubrique séparée en contrepartie des comptes d'immobilisations. Le solde de ce poste sera viré à la réserve spéciale quand les immeubles seront dé-comptabilisés. Toute moins-value résultant de la réévaluation est enregistrée directement comme une dépense à l'état des résultats à moins qu'elle ne soit relative à une plus-value existante pour un même immeuble déjà réévalué. Le cas échéant, cette moins-value sera affectée préalablement au poste de réserve de réévaluation-terrains et immeubles.

La dernière réévaluation a eu lieu en septembre 2010 à la suite du séisme.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

2) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

g) Autres éléments d'actif

Les autres éléments d'actif sont évalués au coût.

h) Billets et monnaie en circulation

Le montant des billets et monnaies figurant au passif du bilan de la BRH correspond à la valeur faciale des billets et pièces de monnaie en circulation, détenus par l'ensemble des agents économiques.

i) Avoirs sur le FMI, engagements envers le FMI

La BRH est le correspondant bancaire de l'État Haïtien auprès du Fonds Monétaire International (FMI). Elle est en même temps le dépositaire des Gourdes détenues par le FMI. En vertu de la loi du 19 septembre 1952, la Banque représente le Gouvernement Haïtien en toute négociation ou transactions avec le Fonds. Toutes les transactions entre le Gouvernement et le Fonds sont inscrits dans les livres de la BRH.

Les différences de change résultant des opérations de la BRH avec le Fonds sont supportées par le Gouvernement Haïtien et sont comptabilisées au bilan dans le compte «Avance différence de change FMI».

Les opérations avec le FMI sont libellées dans la monnaie du FMI, à savoir le Droit de Tirage Spécial (DTS).

Les opérations et transactions de l'État Haïtien avec le FMI concernent le compte de Droit de Tirage Spécial (DTS), le compte de ressources générales et les comptes administrés, ainsi que les facilités élargies de crédit auprès de cette institution.

La position de réserve au FMI est la différence entre les quotes-parts de l'État et sa souscription en monnaie nationale, compte non tenu des tirages au titre des ressources générales (*avoirs exclus ou recours aux crédits du FMI*).

Les tirages effectués par l'État auprès du FMI sont reçus et enregistrés dans les comptes dépôt à vue de la BRH à la Federal Reserve Bank en dollars, d'une part, et dans les comptes d'engagements envers le FMI en DTS, d'autre part. Au moment de rembourser au FMI ou de réévaluer les engagements FMI, les différences entre les montants versés à l'état et la dette vis-à-vis du FMI sont portés directement au compte «Avance Différence de change FMI».

Les avoirs du FMI en monnaie nationale (*comptes FMI n°1, FMI n°2 et FMI compte titres*) font l'objet d'une réévaluation annuelle le 30 avril de chaque année, sur la base du cours représentatif du DTS communiqué par le FMI. Les gains et pertes de réévaluation sont inscrits dans le compte «Différence de change FMI».

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

2) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

i) Avoirs sur le FMI, engagements envers le FMI (suite)

A la clôture de chaque période mensuelle, les avoirs du FMI en DTS sont réévalués sur la base du cours du DTS/Gourdes de fin de mois.

Les DTS détenus, les tirages sur les comptes administrés et les allocations de DTS sont convertis en Gourdes sur la base du cours de change en vigueur lors des transactions. Les différences résultant de réévaluations périodiques sont portées au compte «Différence de change FMI».

j) Participations, contributions et engagements dans les autres organismes financiers internationaux

Conformément à l'article 2, alinéa 10, et l'article 61, alinéa 2 de la loi du 17 août 1979, la BRH enregistre dans ses livres les participations de la République d'Haïti dans les différents organismes internationaux. Le Gouvernement Haïtien a souscrit au capital de différents organismes financiers internationaux. Les montants payés à titre de capital sont reflétés comme des contributions, et les montants non encore versés sont reflétés comme des engagements. Ces transactions sont gérées par la BRH à titre de fiduciaire et sont réévaluées aux taux de change de la fin de l'exercice. L'effet de change résultant de la réévaluation des actifs et passifs de l'État Haïtien est enregistré au bilan dans le compte «Réserves de réévaluation de change».

k) Fonds de retraite

La Banque offre à ses employés un régime de retraite à prestations définies. Ce régime assure aux adhérents le versement d'une pension à la retraite. Un régime à prestations définies est un plan de retraite qui définit les prestations dont bénéficiera l'adhérent au moment de la retraite, généralement tributaires de facteurs comme le taux d'accumulation, l'âge, les années de service et la rémunération moyenne. Une évaluation actuarielle du coût du plan est effectuée en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Dès que l'adhérent atteint l'âge de la retraite, sa pension est calculée sur la base de la dernière rémunération ouvrant droit à pension et la pension est soumise à un ajustement annuel pour tenir compte de l'inflation. Les gains et pertes actuariels ainsi que les différences entre les rendements attendus et réalisés des actifs sont immédiatement comptabilisés par capitaux propres de l'exercice où ils surviennent. Lorsque les avantages du plan sont modifiés ou lorsque le plan est réduit, le changement résultant dans les prestations liées aux services passés, ou le gain ou la perte dû à la réduction est comptabilisé immédiatement en résultat. Le passif au titre des retraites est comptabilisé dans la rubrique «autres montants à payer» au bilan. Le passif représente la valeur actualisée des prestations définies que la Banque doit verser, déduction faite de la juste valeur des actifs du plan.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

2) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

k) Fonds de retraite (suite)

La valeur actuelle des obligations de prestations de retraite post emploi est tributaire des hypothèses financières et actuarielles utilisées, y compris le taux d'actualisation. À la fin de chaque exercice, la Banque détermine le taux d'actualisation approprié ainsi que d'autres variables qui doivent être utilisés pour déterminer la juste valeur des obligations de retraite post emploi futures estimées. Le taux d'actualisation est déterminé sur la base des rendements des marchés à la fin de l'exercice pour des obligations de sociétés de haute qualité, et les estimations des autres variables sont effectuées sur la base du meilleur jugement de la Banque.

l) Provisions

Une provision est établie au bilan lorsque la Banque a une obligation légale résultant d'événements passés, qu'il est probable que des ressources économiques seront utilisées pour solder cette obligation, et qu'une estimation vraisemblable du montant de l'obligation peut être établie.

m) Autres éléments de passif

Les autres éléments de passif, incluant les provisions, sont évalués au coût.

n) Frais d'impression des billets et de pièces de monnaie

Les frais d'impression des billets sont enregistrés à la dépense au moment de la mise en circulation. Les coûts des stocks de billets non encore mis en circulation sont inscrits aux autres actifs pour leur prix de revient.

Les frais de fabrication des pièces de monnaie sont amortis sur une base linéaire sur une durée de 20 ans.

o) Impôts et taxes

Conformément à l'article 63 de la loi régissant la Banque Centrale, la BRH est exonérée du paiement des droits et taxes de l'État ou des communes dans l'exécution de toutes opérations qui lui sont propres.

p) Distribution des profits nets

Selon l'article 59 de la loi régissant la BRH, les résultats nets doivent être distribués de la manière suivante : 25% au Trésor Public, 10% à la réserve légale et le solde à des réserves spéciales destinées aux fins d'investissements, de placements, d'agrandissement et autres, tel que fixé par le Conseil d'Administration.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

Notes aux états financiers

30 septembre 2019

3) GESTION DES RISQUES

A) RISQUE DE LIQUIDITÉ

Parmi les risques financiers que la Banque doit gérer, on retrouve principalement les risques de liquidité, de crédit et de marché incluant les risques de taux d'intérêts et de change.

Le risque de liquidité surviendrait si la BRH n'arrivait pas à convertir, à approximativement leur valeur marchande, ses placements en espèces ou si elle n'arrivait pas à disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses obligations. Une gestion prudente des risques de la liquidité sous-entend le maintien de liquidités ou d'équivalent de liquidités suffisantes et/ou l'utilisation rationnelle de politiques de financement.

La BRH comme toute Banque Centrale n'a pas de risques financiers réels en relation avec ses obligations en monnaie locale. Les obligations de la BRH ne l'exposent pas à des risques importants de liquidité vu qu'elle n'a généralement pas de dettes importantes envers des fournisseurs étrangers. La BRH doit maintenir suffisamment de réserves liquides en dollars US pour permettre, à titre de fiduciaire, le règlement des obligations de l'État à leur date d'échéance. La BRH gère ce risque à travers :

- ✓ Un processus budgétaire permettant de suivre les échéances étrangères du gouvernement.
- ✓ Le maintien d'un portefeuille de placements facilement négociable.

B) RISQUE DE CRÉDIT

b1- Placements

Le risque de crédit relatif aux placements survient lorsqu'un titre de placement perd de sa valeur en raison de résultats financiers défavorables, réels ou anticipés, de la société émettrice. Pour gérer ce risque, la BRH a mis en place des politiques et procédures qui définissent la nature et la qualité des titres de placements dans lesquels elle investit.

Les principaux paramètres de la politique de la BRH sont les suivants:

- ✓ Investir dans des titres de créances négociables bien cotés, facilement disponibles et à risques faibles
- ✓ Fixer des critères de maturité maximale
- ✓ Diversifier le portefeuille en différents instruments tout en limitant l'exposition maximale permise par type de titre ou par émetteur.

Les placements de la Banque Centrale rencontrent les objectifs de sécurité liés à la gestion des avoirs en devises.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

3) GESTION DES RISQUES (SUITE)

B) RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

b2- Crédit

Le portefeuille de crédit de la Banque Centrale est constitué en majeure partie par les crédits au Gouvernement. La BRH en tant que banquier de l'État n'est pas exposée à des risques significatifs de par ses crédits à l'État et aux entités gouvernementales.

b3- Autres éléments d'actif

La Banque considère comme faible le risque de crédit sur les autres actifs financiers.

C) RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est celui que des changements de prix résultant des variations de taux de change ou de taux d'intérêts affecteraient les résultats de la Banque ou la valeur des instruments financiers qu'elle détient. La gestion des risques de marché vise à contrôler l'exposition aux risques de marché dans une limite acceptable tout en optimisant le rendement financier.

c1- Risque de taux d'intérêts

La gestion des risques de taux d'intérêts à la BRH est conditionnée par les objectifs en matière de politique monétaire. Le portefeuille de prêts de la BRH est constitué principalement de crédits au Gouvernement et aux institutions financières dont les taux d'intérêts ne sont pas des taux commerciaux. Les taux de rémunération des Bons BRH sont ajustés régulièrement.

La BRH demeure toutefois sensible au risque de taux d'intérêts au titre de son portefeuille de placements obligataires à l'étranger.

c2- Risque de change

Le risque de change découle de la variation de la valeur des actifs et des passifs libellés en devises étrangères, exprimée en gourdes, due aux fluctuations des taux de change. En vertu de l'article 56 de la loi organique de la BRH, les gains et pertes qui résultent de la réévaluation des avoirs et des engagements de la BRH détenus en devises ou en or sont comptabilisés à la Réserve de Réévaluation aux capitaux propres.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

4) AVOIRS EN OR

Les avoirs en or sont valorisés à leur juste valeur telle que publiée au Commodity Exchange Inc. aux 30 septembre 2019 et 2018.

Ces stocks d'or détenus par la BRH et confiés à des tiers sont évalués comme suit :

30 septembre 2019

	En onces	Prix de revient	Juste valeur	Réserve de réévaluation Or
Or en dépôt à la				
Fédéral Réserve Bank	1,307.53 G	7,465	181,227	173,762
Or en dépôt chez Scotiabank	56,905.49	4,254,700	7,887,246	3,632,546
Total	58,213.02 G	4,262,165	8,068,473	3,806,308

30 septembre 2018

	En onces	Prix de revient	Juste valeur	Réserve de réévaluation Or
Or en dépôt à la				
Fédéral Réserve Bank	1,307.53 G	7,465	108,631	101,166
Or en dépôt chez Scotiabank	56,905.49	4,254,700	4,727,746	473,046
Total	58,213.02 G	4,262,165	4,836,377	574,212

L'augmentation du solde par rapport à l'exercice précédent résulte de l'appréciation de l'onçe d'or qui est passé de G 83,080.61 au 30 septembre 2018 à G 138,602.55 au 30 septembre 2019.

Ces réserves ne portent pas intérêts. Les cours de l'or en vigueur au 30 septembre 2019 et au 30 septembre 2018 étaient respectivement de: USD 1,485.30 et USD 1,187.25 par once d'or.

5) AVOIRS SUR LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)

La rubrique «Avoirs sur le Fonds Monétaire International» comprend la position de réserve et les avoirs en DTS de la République d'Haïti et se décompose comme suit :

	<u>30/09/2019</u>		<u>30/09/2018</u>		<u>Variation</u>
	En DTS	En milliers de gourdes	En DTS	En milliers de gourdes	En milliers de gourdes
Position de réserve	20,543,047	2,613,456	20,543,047	2,005,746	607,710
Avoirs en droits de tirage spéciaux	27,628,479	3,514,855	35,476,239	3,463,766	51,089
Total	48,171,526	6,128,311	56,019,286	5,469,512	658,799

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

5) AVOIRS SUR LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI) (SUITE)

Les opérations de l'État Haïtien avec le FMI sont régies par l'article VIII des statuts du FMI. Les souscriptions des pays membres constituent la base des ressources du Fonds. À chaque pays est assigné une quote-part. Les quotes-parts souscrites sont constituées en devises par les états membres à concurrence de 25% et, en monnaie nationale, à concurrence de 75%. La position de réserve d'un pays auprès du FMI est égale à la différence entre sa quote-part et la souscription versée en monnaie nationale.

Position de réserve

La position de réserve de la République d'Haïti auprès du FMI s'analyse comme suit :

	30/9/2019		30/9/2018		Variation
	En DTS	En milliers de Gourdes	En DTS	En milliers de Gourdes	En milliers de Gourdes
Quote-part FMI	163,800,000	20,838,396	163,800,000	15,992,814	4,845,582
FMI, Compte no. 1	(36,290,445)	(4,616,818)	(36,290,445)	(3,543,262)	(1,073,556)
FMI, compte titres	(106,966,508)	(13,608,122)	(106,966,508)	(10,443,806)	(3,164,316)
Total	20,543,047	2,613,456	20,543,047	2,005,746	607,710

La quote-part est restée stable en l'absence de décision d'augmentation par le Conseil d'Administration du FMI. La position de réserve en DTS est demeurée stable. La variation constatée est due exclusivement à l'appréciation du cours du DTS qui est passé de G 97.6362 au 30 septembre 2018 à G 127.2188 au 30 septembre 2019.

Les comptes FMI no. 1 et le compte de titres correspondent à la quote-part réglée en monnaie nationale ou sous forme de titres par l'État Haïtien. En qualité de dépositaire, la BRH tient ces comptes enregistrant les avoirs du FMI en Gourdes. Ces comptes constituent des engagements de la BRH vis-à-vis du Fonds (**note 16**).

Au 30 septembre 2019, le compte FMI no. 1 et le compte de titres présentent respectivement des soldes créditeurs de G 4,617 millions et G 13,608 millions. En l'absence d'évolution des soldes en DTS de ces comptes, leur variation résulte exclusivement de l'appréciation du cours du DTS qui est passé de G 97.636 au 30 septembre 2018 à G 127.218 au 30 septembre 2019.

AVOIR EN DROITS DE TIRAGES SPÉCIAUX (DTS)

Ce compte représente les avoirs en compte courant, exprimés en DTS, au Fonds Monétaire International (FMI). Au cours des exercices 2019 et 2018, le Fonds Monétaire International (FMI) n'a accordé aucune allocation additionnelle de droits de tirages spéciaux à Haïti. Le solde des disponibilités de 27,628 milliers de DTS en 2019 et 35,477 milliers de DTS en 2018, représente le net des intérêts perçus et des commissions et autres charges de l'État Haïtien envers le FMI.

L'engagement de l'État Haïtien en contrepartie des disponibilités est reflété au poste Contributions et Engagements envers les organismes financiers internationaux, conformément aux dispositions préconisées par le Fonds Monétaire International. L'allocation accordée antérieurement est comptabilisée aux réserves spéciales.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

5) AVOIRS SUR LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI) (SUITE)

Le solde des disponibilités en DTS a ainsi évolué:

(En milliers de gourdes et de DTS)	2019		2018	
	DTS	Gourdes	DTS	Gourdes
Solde au début de l'exercice	35,477	3,463,766	42,366	3,753,587
Intérêts perçus	396	45,021	311	29,119
Effet de réévaluation	-	989,982	-	366,658
Commissions payées, net	(8,245)	(983,915)	(7,200)	(685,598)
Solde à la fin de l'exercice	27,628	3,514,854	35,477	3,463,766

Les rémunérations perçues correspondent aux intérêts payés par le FMI sur les avoirs en DTS. Les commissions payées correspondent essentiellement aux intérêts versés au FMI et calculés sur la base du stock de DTS alloués à l'État Haïtien.

6) AVOIRS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Cette rubrique comprend l'encaisse, les dépôts à vue et de garantie à l'étranger, les valeurs en transit et les placements en devises étrangères. Elle se décompose comme suit:

(En milliers de gourdes)		30/09/2019	30/09/2018	Variation
Liquidités:				
Billets, pièces de monnaie et chèques	G	3,514,880	5,272,102	(1,757,222)
Avoirs dans les banques non résidentes		7,642,672	3,466,614	4,176,058
Remises en transit en devises sur le pays		-	19,972	(19,972)
Valeurs en transit sur l'étranger		309	959	(650)
		<u>11,157,861</u>	<u>8,759,647</u>	<u>2,398,214</u>
Collatéral (a)		3,105,459	1,982,381	1,123,078
Placements en devises étrangères		170,316,628	126,597,351	43,719,277
Total	G	184,579,948	137,339,379	47,240,569

(a) Ce montant domicilié à Citibank est donné en couverture des engagements de l'état garantis par la BRH (note 16).

Billets, pièces de monnaie et chèques en USD

Les billets, pièces de monnaie et chèques en devises, essentiellement en dollars, sont constitués par les encaisses détenues au Siège et au Cap Haïtien.

(En milliers de gourdes)		30/09/2019	30/09/2018	Variation
Billets devises caveau	G	2,830,467	4,245,039	(1,414,572)
Billets devises non triés		244,158	326,978	(82,820)
Billets devises guichets		29,490	20,700	8,790
Pièces devises caveau		564	423	141
Sous-total sièges		3,104,679	4,593,140	(1,488,461)
Billets devises Cap Haïtien		410,201	678,962	(268,761)
Total	G	3,514,880	5,272,102	1,757,222

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

6) AVOIRS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES (SUITE)

Avoirs dans les banques non résidentes

Les avoirs dans les banques non résidentes sont essentiellement constitués des dépôts à vue en dollars américains et en euros.

Banques	30/09/2019		30/09/2018	
	En devises	de gourdes	En devises	de gourdes
<u>Correspondants USD</u>				
Citibank NY	56,084,044	5,233,550	8,908,450	623,390
Federal Reserve Bank	21,351,033	1,992,397	31,357,930	2,194,346
Crow agents bank limited	535,359	49,958	-	-
Citibank-collatéral	307,333	28,679	307,300	21,504
Citibank IDA	12,361	1,153	12,361	865
Bladex	176,783	16,497	132	9
Bladex collatéral	487,188	45,463	486,610	34,053
Sous-total	78,954,101	7,367,697	41,072,783	2,874,167
<u>Correspondant EUR</u>				
Banque de France	2,703,649	274,975	7,295,986	592,447
Total	81,657,750	7,642,672	48,368,769	3,466,614

Les dépôts à vue en dollars sont rémunérés à des taux moyens de rendement de 1.29% et 0.9176% en 2019 et 2018, respectivement.

Le compte Citibank collatéral enregistre des dépôts de garantie constitués auprès de la Citibank New York en couverture d'une lettre de crédit sur demande du Ministère de l'Économie et des Finances.

Placements en devises étrangères

Les placements en devises étrangères sont constitués par un portefeuille de liquidités, en gestion déléguée auprès de gérants de portefeuille aux Etats-Unis. Le portefeuille de la BRH en dollars américains est composé de liquidités et d'actifs financiers disponibles à la vente (*Bons du Trésor, Bons émis par les agences fédérales américaines, Obligations municipales et titres de sociétés*).

Ces placements sont comptabilisés à leur juste valeur (*valeur de marché*) par capitaux propres, les réévaluations de juste valeur au regard du prix de revient (*plus et moins-values latentes*) étant comptabilisées via un compte de réserve en attendant leur réalisation effective lors de la vente ou de l'échéance.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

6) AVOIRS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES (SUITE)

Au **30 septembre 2019**, la décomposition du portefeuille établi par la BRH s'analyse comme suit, par catégorie de titres (en milliers d'USD):

Placements		Coût	Juste valeur	Intérêts courus	Total
Liquidités	K\$	11,938	11,938	-	11,938
Money market		-	-	-	-
Obligations gouvernementales	K\$	652,598	658,174	2,822	660,996
Obligations municipales	K\$	71,959	72,506	748	73,254
Obligations de sociétés	K\$	1,021,274	1,027,435	11,152	1,038,587
Assets-backed securities	K\$	2,291	2,274	-	2,274
Actions	K\$	41,548	38,107	-	38,107
Total	K\$	1,801,608	1,810,434	14,722	1,825,156
Équivalent en gourdes	G	168,119,212	168,942,893	1,373,735	170,316,628

À concurrence des encours des tirages effectués sur une ligne de crédit approuvée au 30 septembre 2019, une partie du portefeuille sert à garantir ces encours auprès du gestionnaire dépositaire (**note 18**).

Au 30 septembre 2018, la décomposition du portefeuille établi par la BRH s'analyse comme suit, par catégorie de titres (en milliers d'USD):

Placements		Coût	Juste valeur	Intérêts courus	Total
Liquidités	K\$		11,099	-	11,099
Money market	K\$	200	200	-	200
Obligations gouvernementales	K\$	478,586	445,494	4,016	449,510
Obligations municipales	K\$	79,281	77,162	1,011	78,173
Obligations de sociétés	K\$	1,297,421	1,210,622	13,756	1,224,378
Assets-backed securities	K\$	4,591	4,454	5	4,459
Actions	K\$	40,359	40,822	-	40,822
Fonds négociés en bourse (ETF)	K\$	822	478	-	478
Total	K\$	1,901,260	1,790,331	18,788	1,809,119
Équivalent en gourdes	G	132,975,277	125,282,734	1,314,642	126,597,376

À concurrence des encours des tirages effectués sur une ligne de crédit approuvée au 30 septembre 2018, une partie du portefeuille sert à garantir ces encours auprès du gestionnaire dépositaire (**note 18**).

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

7) PARTICIPATIONS ET CONTRIBUTIONS DANS LES ORGANISMES INTERNATIONAUX

La participation de l'État Haïtien au FMI est de 163.800.000 DTS (**note 5**) au 30 septembre 2019 (*situation inchangée depuis le 30 septembre 2016*).

Cette participation, au même titre que les participations suivantes de l'État dans les organismes internationaux, est portée par la Banque Centrale :

(En milliers de gourdes)	2019	2018	Variation
Banque Interaméricaine de Développement (BID)	G 4,649,343	3,486,522	1,162,821
Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)	723,948	542,885	181,063
Banque Caribéenne de Développement (BCD)	469,780	352,286	117,494
Société Interaméricaine d'Investissement (SII)	391,145	219,729	171,416
Association Internationale de Développement (IDA)	102,949	77,201	25,748
Société Internationale de Financement (IFC)	76,706	57,521	19,185
Fonds Multilatéral d'Investissement	27,995	20,993	7,002
Agence de Garantie des investissements multilatéraux (MIGA)	15,145	11,358	3,787
Total	G 6,457,011	4,768,495	1,688,516

Ces participations sont souscrites en devises ou en monnaie nationale pour le compte de la République d'Haïti.

8) PLACEMENTS LOCAUX

Cette rubrique comprend des avances de fonds accordées à la Banque Nationale de Crédit (BNC) et des obligations du Trésor Haïtien souscrites par la BRH.

(En milliers de gourdes)	2019	2018	Variation
Placements en titres/ obligations dans les institutions financières	G 275,000	275,000	-

Avances BNC

Les placements à la BNC sont des obligations subordonnées émises en date du 30 septembre 2010 sur une période de 20 ans au taux d'intérêts de 1% l'an selon le protocole d'accord signé en date du 29 septembre 2010 entre la (BNC) et la (BRH). Les intérêts à recevoir comptabilisés aux autres actifs totalisent G 24,973 et G 22,223 au 30 septembre 2019 et 2018.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

9) PRÊTS ET AVANCES AU GOUVERNEMENT ET AUX COLLECTIVITÉS

Cette rubrique comprend les créances détenues sur l'État Haïtien et les intérêts à recevoir. Le solde se compose comme suit:

(En milliers de gourdes)		2019	2018	Variation
Avances à consolider (a)	G	104,283,220	86,189,176	18,094,044
Avance au Trésor Public/FMI		2,803,302	2,803,302	-
Obligation Post Sandy (b)		-	573,750	(573,750)
Avances différences de change FMI (c)		6,066,801	3,447,179	2,619,622
Fonds de garantie BRH (d)		30,328	22,742	7,586
Total	G	113,183,651	93,036,149	20,147,502

a) Avances à consolider

Ce montant correspond aux créances de la BRH sur l'État Haïtien qui ont fait l'objet d'une évaluation contradictoire entre les deux parties et d'un rapport de consolidation signé par le Ministère de l'Économie et des Finances et la BRH en date du 11 mars 2020.

(En milliers de gourdes)		2019	2018
Description			
Avances à consolider	G	86,189,176	60,426,638
Intérêts à recevoir Gouvernement Central (i)		1,449,846	1,099,847
Comptes à recevoir Gouvernement Central		154	154
Compte Central du Trésor (ii)		16,644,044	24,662,537
Total	G	104,283,220	86,189,176

i) Intérêts à recevoir Gouvernement Central

Dans le cadre du Protocole, l'État s'est engagé à payer des intérêts de 8% capitalisés mais non productifs d'intérêts sur 20 milliards de gourdes et à payer des intérêts de 0.5% capitalisés mais non productifs d'intérêts sur le solde restant dû soit 84.3 milliards de Gourdes. Un différé de remboursement du capital et des intérêts d'une durée de 10 ans a été concédé. Il sera suivi d'une période d'amortissement de 40 ans.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

9) PRÊTS ET AVANCES AU GOUVERNEMENT ET AUX COLLECTIVITÉS (SUITE)

ii) Compte Central du trésor

Ce poste s'analyse comme suit:

(En milliers de gourdes)	2019	2018	Variation
Déficit cumulé au 30/9/N-1	G 30,510,935	5,848,397	24,662,538
Dépenses de fonctionnement			
du Trésor Public	131,334,672	120,601,140	10,733,532
Recettes publiques	(114,690,628)	<u>(95,938,602)</u>	<u>(18,752,026)</u>
Fonds de financement (déficit)			
du trésor public	G 47,154,979	30,510,935	16,644,044

L'article 2 de la loi du 17 août 1979 créant la BRH précise que la Banque a pour objet «d'exercer toutes les activités de Banquier de l'État, d'agent financier et fiscal pour toutes ses opérations de caisse et de crédit».

À cet effet, les recettes douanières, les recettes internes (*recettes perçues par la Direction Générale des Impôts*) et les recettes diverses (*frais payés à l'immigration pour les passeports, frais de visa, permis de séjour*) sont collectées dans les différents guichets de la BRH pour le compte de l'État Haïtien au niveau de l'Administration Générale des Douanes et de la Direction Générale des Impôts.

Les dépenses budgétaires du personnel, de fonctionnement et les subventions de l'État sont effectuées par la BRH sur ordre de l'État.

Le déficit budgétaire correspond à la différence entre les recettes collectées par la BRH et les dépenses effectuées par la BRH, pour le compte de l'État.

Une consolidation des créances de la BRH sur l'État Haïtien a eu lieu en date du 11 mars 2020 au titre des encours constatés au 30 septembre 2019. Cette consolidation de G 104,283 millions porte sur les avances à consolider au 30 septembre 2019, sur les déficits cumulés du Trésor et sur les arriérés d'intérêts sur avances à consolider.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

9) PRÊTS ET AVANCES AU GOUVERNEMENT ET AUX COLLECTIVITÉS (SUITE)

b) Obligations du Trésor Haïtien (Post Sandy)

Le 12 septembre 2014, la BRH a signé avec le Ministère de l'Économie et des Finances, un protocole d'accord par lequel la BRH acceptait de faire l'acquisition d'Obligations du Trésor pour une valeur de G 2,868 millions de gourdes. Ces obligations étaient dématérialisées et au nombre de trente (30), remboursables au taux de 7% l'an sur une période allant de 1 à 60 mois.

Ces obligations ont été émises par l'État Haïtien dans le but de liquider les arriérés de paiement du Gouvernement au titre des travaux d'infrastructure entamés à la suite du passage sur le pays de la catastrophe Sandy.

Il convient de noter que des obligations d'égale montant ont été souscrites par les banques commerciales.

Les obligations ont été repayées intégralement au 30 septembre 2019.

c) Avances différence de change FMI

Ce poste est constitué des écarts de change constatés lors des réévaluations mensuelles des comptes qui enregistrent les opérations avec le FMI et qui sont libellés en DTS.

Conformément à l'article 12 du décret du 1er octobre 1952 autorisant le Gouvernement de la République d'Haïti à devenir membre du Fonds Monétaire International, à la fin de chaque année fiscale, toute différence résultant des opérations avec le FMI est supportée par le Gouvernement Haïtien.

d) Fonds de garanties BRH

La BRH s'est portée garant d'un programme de l'état "Chanje lavi, Chanje metye" à hauteur de G 20.3 millions.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

10) PRÊTS ET AVANCES AUX PARTICULIERS ET AUX AUTRES INSTITUTIONS

Cette rubrique enregistre essentiellement les prêts et avances accordés par la Banque au personnel et à une entreprise publique. Le solde se détaille comme suit:

(En milliers de gourdes)	2019	2018	Variation
Prêts et avances de la Banque Centrale			
Prêts et avances au personnel (a)	G 4,540,401	4,350,514	189,887
Entreprises publiques (b)	-	-	-
Intérêts à recevoir	13,674	11,731	1,943
Provisions pour créances douteuses (c)	<u>(392,360)</u>	<u>(374,227)</u>	<u>(18,133)</u>
Total	G 4,161,715	3,988,018	173,697

Les prêts et les avances au personnel se détaillent comme suit au 30 septembre :

(En milliers de gourdes)	2019	2018	Variation
Prêts hypothécaires	G 1,832,695	1,814,111	18,584
Avances au personnel	1,631,853	1,603,451	28,402
Avances spéciales	1,025,776	877,387	148,389
Assurances hypothécaires & véhicules	39,796	43,100	(3,304)
Effets escomptés au personnel	<u>10,281</u>	<u>12,465</u>	<u>(2,184)</u>
Total	G 4,540,401	4,350,514	189,887

- a) Au 30 septembre 2019, les prêts aux employés portent des intérêts de 4% l'an et les avances portent des intérêts de 4% et de 5% selon que les périodes de remboursement s'échelonnent sur 60 ou 72 mois.
- b) En vertu d'un accord conclu entre l'État Haïtien, SOGENER et l'EDH pour la production d'énergie électrique dans plusieurs villes du pays, la BRH a honoré des lettres de crédit en faveur de la firme SOGENER. En 2018, la BRH a décidé de provisionner la totalité de cette créance.
- c) Cette provision se rapporte aux prêts inactifs, lesquels sont provisionnés à 100% au 30 septembre 2019 et 2018. La provision a ainsi évolué :

(En milliers de gourdes)	2019	2018
Solde début	G 374,227	341,863
Dotation de provision pour perte de valeur sur prêts	<u>18,133</u>	<u>32,364</u>
Total	G 392,360	374,227

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

11) PRÊTS ET AVANCES AUX INSTITUTIONS FINANCIÈRES MONÉTAIRES ET NON MONÉTAIRES

Cette rubrique enregistre les prêts et avances aux institutions financières monétaires, non monétaires et les créances rattachées. Le solde se détaille comme suit :

(En milliers de gourdes)		2019	2018	Variation
Prêts et avances de la Banque Centrale aux institutions financières monétaires bancaires (a)	G	13,040,282	9,847,552	3,192,730
Prêts et avances de la Banque Centrale aux Institutions financières non monétaires non bancaires (b)		2,273,942	1,652,047	584,698
Réescomptes aux institutions financières monétaires bancaires		-	43,339	(43,339)
Intérêts à recevoir sur prêts et avances aux Institutions monétaires et non monétaires		35,423	28,373	7,050
Total	G	15,349,647	11,571,311	3,741,139

a) Prêts et avances de la Banque Centrale aux institutions financières monétaires bancaires

Ces prêts ont été octroyés à ces institutions dans le cadre du financement de programmes et de projets de développement. Selon les protocoles d'accord signés entre la BRH et ces institutions, les remboursements s'échelonnent sur une durée ne dépassant pas 15 ans et portent des taux d'intérêts de 1.5% ou 3% l'an selon les modalités de chaque prêt.

b) Prêts et avances de la Banque Centrale aux institutions financières non monétaires non bancaires

Ces prêts ont été octroyés à ces institutions dans le cadre du financement du programme de Facilité de Crédit des Entreprises à l'Exportation. Selon les protocoles d'accord signés entre la BRH et ces institutions, les remboursements s'échelonnent sur une durée ne dépassant pas 120 mois et portent des taux d'intérêts de 0.5% l'an selon les modalités de chaque prêt.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

11) PRÊTS ET AVANCES AUX INSTITUTIONS FINANCIÈRES MONÉTAIRES ET NON MONÉTAIRES (SUITE)

Les termes d'échéance des remboursements des prêts et avances à ces institutions se présentent comme suit :

	Total	1 an	2 à 5 ans	Plus de 5 ans
Institutions financières monétaires bancaires	G 13,040,282	-	-	13,040,282
Institutions financières non monétaires non bancaires	2,273,942	37,197	761,574	1,475,171
Intérêts à recevoir sur prêts et avances aux institutions monétaires et non monétaires	35,423	-	383	35,040
Réescomptes aux institutions Financières	-	-	-	-
	G 15,349,647	37,197	761,957	14,550,493

12) IMMOBILISATIONS

Les différentes immobilisations détenues par la banque ont ainsi évolué au cours de l'exercice :

	2019	2018	Variation
Valeurs brutes – immobilisations corporelles (a)	G 8,803,442	8,142,989	660,453
Valeurs brutes – immobilisations incorporelles (b)	13,780	5,918	7,862
Sous-total	8,817,222	8,148,907	668,315
Amortissements – immobilisations corporelles	(3,141,424)	(2,781,596)	(359,828)
Amortissements – immobilisations incorporelles (b)	(5,138)	(4,559)	(579)
Sous-total	(3,146,562)	(2,786,155)	(360,407)
Valeurs brutes – immobilisations financières (c)	317,482	238,077	79,405
Total	G 5,988,142	5,600,829	(387,313)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

12) IMMOBILISATIONS (SUITE)

(a) Les immobilisations corporelles et incorporelles se présentent comme indiqué ci-dessous au 30 septembre 2019 :

(En milliers de gourdes)		Solde au 30/09/18	Acquisitions	Transferts	Solde au 30/09/19
Terrains	G	966,345	-	-	966,345
Bâtisses		2,033,454	-	-	2,033,454
Matériel et mobilier de bureau		81,720	12,116	(13,048)	80,788
Matériel informatique		80,492	66,842	(13,119)	134,215
Matériel roulant		148,759	17,729	(57,363)	109,125
Équipements		679,762	107,131	(68,863)	718,030
Installations		63,108	23,697	(4,790)	82,015
Aménagements		30,585	13,274	(7,844)	36,015
Logiciels informatiques		5,918	24,440	(16,578)	13,780
Immobilisations en cours		2,685,186	403,086	-	3,088,272
Biens complètement amortis		<u>1,373,578</u>	<u>-</u>	<u>181,605</u>	<u>1,555,183</u>
	G	8,148,907	668,315	-	8,817,222

L'amortissement cumulé a ainsi évolué au cours de l'exercice :

Amortissement cumulé

(En milliers de gourdes)		Solde au 30/09/18	Amortissement	Transferts	Solde au 30/09/19
Bâtisses	G	849,310	101,673	-	950,983
Matériel et mobilier de bureau		43,060	15,786	(13,048)	45,798
Matériel informatique		37,800	24,371	(13,119)	49,052
Matériel roulant		85,523	33,329	(57,363)	61,489
Équipements		352,046	144,021	(68,863)	427,204
Installations		24,775	16,599	(4,790)	36,584
Aménagements		15,504	7,471	(7,844)	15,131
Logiciels informatiques		4,559	17,157	(16,578)	5,138
Biens complètement amortis		<u>1,373,578</u>	<u>-</u>	<u>181,605</u>	<u>1,555,183</u>
	G	2,786,155	360,407	-	3,146,562
Immobilisations, corporelles net	G	5,363,108			5,662,018

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

12) IMMOBILISATIONS (SUITE)

(b) Les immobilisations incorporelles sont ainsi réparties :

Coût	Solde au 30/9/18	Acquisition	Redressement régularisation	Solde 30/9/19
Logiciel informatique	G 5,918	24,440	(16,578)	13,780

(c) Les immobilisations financières représentent des titres de Bladex (*Banque Latino-Américaine De commerce Extérieur*), titres de participation cotés aux États-Unis. Ces titres sont valorisés à la clôture à la juste valeur par le compte de résultat.

13) AUTRES ACTIFS

Les autres actifs se détaillent comme suit :

(En milliers de gourdes)	2019	2018	Variation
À recevoir sur contrat d'échange à terme de devises (a)	G 4,653,543	5,330,120	(676,577)
Stock de pièces et billets (b&c)	1,133,256	679,966	453,290
Stock de billets neufs en transit (b&c)	525,305	-	525,305
Avances aux fournisseurs	516,981	407,483	109,498
Frais payés d'avance	399,762	290,518	109,244
Comptes à recevoir	194,967	279,035	(84,068)
Stock de fournitures de bureau	90,089	96,895	(6,806)
Remises en transit sur le pays	1,541	425,549	(424,008)
Dépôts de cautionnement	470	470	-
Autres	83,927	449,297	(365,370)
Total	G 7,599,841	7,959,333	(359,492)

(a) Au 30 septembre, la BRH est liée par divers contrats d'échange de devises avec des institutions financières locales. En vertu de ces contrats initiés dans le cadre des mesures de politique monétaire ou à la demande de ces institutions, la BRH reçoit des dollars ou des gourdes de ces institutions en contrepartie de la monnaie d'échange à un taux contractuel. Ces contrats sont conclus pour une durée de 120 jours à cinq ans à des taux d'intérêts variant de 0% à 3.50%.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

13) AUTRES ACTIFS (SUITE)

Les contrats effectifs au 30 septembre 2019 se résument comme suit :

	2019		2018	
	<u>À recevoir</u>	<u>À payer</u> <u>(notes 15 a, a2 et b)</u>	<u>À recevoir</u>	<u>À payer</u> <u>(notes 15 a1 et b)</u>
En gourdes	2,976,362	1,246,434	1,838,784	3,429,495
En dollars	<u>1,677,181</u>	<u>3,429,370</u>	<u>3,491,336</u>	<u>1,924,379</u>
	<u>4,653,543</u>	<u>4,675,804</u>	<u>5,330,120</u>	<u>5,353,874</u>

Dans le cadre de contrats conclus avec la BNC, la BRH assume le risque de change associé à ces contrats.

La variation de change assumée contractuellement a résulté en une perte de change de G 192,582 enregistrée aux résultats de l'exercice (**note 23**).

b) Stock de pièces et billets

Ce poste est constitué des billets et monnaies non encore mis en circulation à la clôture de l'exercice. Ces stocks sont valorisés au prix de revient.

Lors de la mise en circulation, les billets concernés sont valorisés selon la méthode FIFO et comptabilisés en charges pour leur prix de revient tandis que les pièces concernées sont amorties sur la base de leur prix de revient sur une durée de 20 ans. À la clôture de l'exercice, les billets et monnaies non mis en circulation sont traités comme des stocks. Ils font l'objet d'un inventaire physique et sont valorisés à leur prix de revient selon la méthode FIFO.

Les stocks de signes monétaires émis mais non encore mis en circulation sont valorisés en stocks à la clôture sur la base de leur prix de revient.

c) Le stock de signes monétaires se décompose comme suit :

(En milliers de gourdes)		2019	2018	Variation
Stock de billets neufs	G	549,975	357,623	192,352
Stocks de billets neufs en transit		525,305	-	525,305
Stocks de pièces neuves		<u>583,281</u>	<u>322,343</u>	<u>260,938</u>
Total	G	1,658,561	679,966	978,595

Le poste Billets neufs en transit correspond aux stocks de billets neuf en transit entre l'imprimeur étranger et la Banque Centrale. Ces stocks sont calculés au prix de revient.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

14) BILLETS ET MONNAIES EN CIRCULATION

Cette rubrique s'analyse comme suit:

(En milliers de gourdes)	2019	Émissions	Destructions	2018	Variation
Billets et pièces émis	G 71,187,328	23,844,600	(7,673,856)	55,016,585	16,170,743
Encaisse	(4,656,877)	-	-	(2,680,656)	(1,976,221)
Total	G 66,530,451	23,844,600	(7,673,856)	52,335,929	14,194,522

Au 30 septembre, les billets et pièces de monnaie émis représentent les billets et pièces de monnaie juridiquement émis, déduction faite de l'encaisse.

Au cours de l'exercice 2019, G 23.8 milliards ont été juridiquement émis par la BRH.

15) COMPTES D'ENGAGEMENTS

Cette rubrique comprend les comptes de dépôts en devises et en gourdes du Gouvernement Haïtien, des institutions financières monétaires bancaires, des institutions bancaires résidentes et non résidentes, des entreprises publiques, les obligations et bons BRH émis. Elle s'analyse comme suit :

(En milliers de gourdes)	2019	2018	Variation
Engagements en devises (a)	G 92,852,690	70,456,558	22,396,132
Engagements en monnaie locale (b)	53,094,610	48,937,760	4,156,850
Engagements envers le Gouvernement Central (c)	31,593,816	23,647,357	7,946,459
Bons BRH (d)	3,562,000	13,856,000	(10,294,000)
Obligations BRH (e)	3,816,872	2,487,331	1,329,541
Total	G 184,919,988	159,385,006	25,534,982

Les comptes d'engagement comprennent des comptes de dépôts à vue ouverts ou d'autres obligations envers les déposants et créditeurs à la BRH, ils sont libellés en Gourdes et en devises. Conformément à l'article 38 de la loi du 17 août 1979 créant la BRH, les comptes courants ne sont pas productifs d'intérêt. Ils sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

Notes aux états financiers

30 septembre 2019

15) COMPTES D'ENGAGEMENTS (SUITE)

a) Engagements en devises

Les comptes engagements en devises de la BRH se décomposent comme suit:

(En milliers de gourdes)	2019	2018	Variation
Engagements envers les institutions			
bancaires résidentes (a1)	G 86,644,978	66,110,670	20,534,308
Engagements envers les institutions non			
bancaires résidentes – Échange de devises	2,076,285	769,751	1,306,534
Engagements envers les autres			
institutions non résidentes (a2)	3,107,089	1,983,604	1,123,485
Engagements envers les entreprises publiques	519,038	1,385,319	(866,281)
Chèques certifiés et comptes spéciaux dollars	501,662	204,312	297,350
Institutions financières monétaires bancaire Euro	3,567	2,848	719
Comptes FMI no 2 - Engagement en DTS FMI	71	54	17
Total	G 92,852,690	70,456,558	22,396,132

(a1) Ce poste comprend :

(En milliers de gourdes)	2019	2018	Variation
Dépôts à vue	G 85,291,893	64,956,043	20,335,850
Compte à payer –			
échange de devises	1,353,085	1,154,627	198,458
G 86,644,978	66,110,670	20,534,308	

(a2) Ce poste comprend des engagements de garantie octroyés à des fournisseurs en dollars US pour compte de l'État Haïtien. Les comptes du dépôt de l'État sont débités à la mise en place de ces garanties et les engagements envers les fournisseurs sont enregistrés.

b) Engagements en monnaie locale

Les comptes engagements en monnaie locale de la BRH se décomposent comme suit :

(En milliers de gourdes)	2019	2018	Variation
Dépôt des institutions financières (b1)	G 51,696,392	47,810,109	3,886,283
Dépôts entreprises publiques	845,124	580,108	265,016
Autres dépôts	553,094	547,543	5,551
Total	G 53,094,610	48,937,760	4,156,850

(b1) Ce poste comprend des engagements envers les institutions bancaires résidentes pour un montant de G 1,246,434 et G 3,429,496 respectivement en 2019 et 2018.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

Notes aux états financiers

30 septembre 2019

15) COMPTES D'ENGAGEMENTS (SUITE)

Le solde se décompose comme suit :

(En milliers de gourdes)	2019	2018	Variation
Dépôts à vue	G 50,449,958	44,380,614	6,069,344
Compte à payer – Échange de devise	1,246,434	3,429,495	(2,183,061)
	G 51,696,392	47,810,109	3,886,283

c) Engagements envers le Gouvernement

Les comptes d'engagements envers le Gouvernement central sont constitués de comptes de dépôts, et de comptes spéciaux qui s'analysent comme suit :

(En milliers de gourdes)	2019	2018	Variation
Dépôts Gouvernement Central-dollars	G 18,727,036	14,983,461	3,743,575
Dépôts Gouvernement Central- gourdes	5,585,862	4,751,105	834,757
Dépôts Gouvernement Central-euro	117,317	3,447	113,870
Dépôts collectivités locales	453,054	478,838	(25,784)
	24,883,269	20,216,851	4,666,418
Comptes spéciaux	6,710,547	3,430,506	3,280,041
Total	G 31,593,816	23,647,357	7,946,459

- *Comptes spéciaux*

Le solde se décompose comme suit:

(En milliers de gourdes)	2019	2018	Variation
Comptes spéciaux trésor pensions civiles	G 6,581,721	3,290,411	3,291,310
Trésor publique fonds en FIDEICOMMS	121,847	139,474	(17,627)
Fonds spécial dette externe	6,979	-	6,979
Autres mairies du Nord	-	620	(620)
Total	G 6,710,547	3,430,505	3,280,042

- *Compte spécial Trésor Pension Civile*

Ce compte enregistre les prélèvements effectués, sur ordre du Trésor Public, sur les recettes collectées pour le compte de l'État par la BRH. Ces prélèvements sont destinés aux fonds de pension des fonctionnaires de l'État.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

15) COMPTES D'ENGAGEMENTS (SUITE)

- *Trésor Public, fonds en fidéicommis*

Ce compte enregistre les fonds du Trésor Public placés en fidéicommis. Ce compte est alimenté par les prélèvements effectués sur les recettes collectées pour le compte de l'État par la BRH.

- *Trésor Compte spécial – Obligations sur investissements publics*

Ce compte enregistre les fonds issus de l'émission des bons du Trésor Public dans le cadre du règlement des arriérés des sociétés de construction.

d) Bons BRH

Les bons BRH sont des titres non matérialisés émis par la BRH. Ils ont comme objectif principal, le contrôle de la liquidité bancaire en permettant soit de fournir des liquidités, ou de réduire des liquidités excédentaires.

Le solde a évolué comme suit, par échéance :

(En milliers de gourdes)		2019	2018
Échéance			
7 jours	G	300,000	1,501,000
28 jours		-	561,000
91 jours		<u>3,262,000</u>	<u>11,794,000</u>
Total	G	3,562,000	13,856,000

e) Obligations BRH

Les obligations BRH sont des titres servants à faciliter la transmission directe des taux d'intérêts, à contenir la volatilité du taux de change et à absorber davantage de liquidités du système bancaire.

Le montant de l'émission d'obligations BRH est fonction des objectifs fixés lors des réunions hebdomadaires du comité d'adjudication des bons BRH. Cet instrument de dette est émis par la BRH en utilisant les services des banques commerciales et de certaines caisses populaires comme intermédiaires, en échange de frais de commission.

Le taux d'intérêt est constitué de deux composantes : l'une fixe et l'autre variable représentant le coefficient d'indexation de la période. Ce dernier est la variation du taux de change de la gourde par rapport au dollar américain (TMA) entre la date d'émission des titres et leur date d'échéance. Ces intérêts sont payables à maturité.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

15) COMPTES D'ENGAGEMENTS (SUITE)

e) Obligations BRH (suite)

L'évolution du portefeuille d'obligations est comme suit :

Obligations Secteur Privé			
(En milliers de gourdes)			
Échéance	30/9/19	30/9/18	Variation
91 jours	3,560,267	2,365,081	1,195,187
182 jours	97,155	90,198	6,957
364 jours	<u>159,450</u>	<u>32,053</u>	<u>127,397</u>
Total	3,816,872	2,487,331	1,329,541

Les taux nominaux sur le portefeuille au 30 septembre 2019 sont comme suit :

Obligations à 91 jours	7%
Obligations à 182 jours	7.25%
Obligations à 364 jours	7.5%

16) ENGAGEMENT ENVERS LE FMI

Cette rubrique s'analyse comme suit :

	30/9/2019		30/9/2018		Variation
	En DTS	En milliers de Gourdes	En DTS	En milliers de Gourdes	En milliers de Gourdes
(En milliers de gourdes)					
DTS alloués (a)	78,507,957	9,987,667	78,507,957	7,665,222	2,322,445
Facilité élargie de crédit (b)	20,802,600	2,646,476	28,337,400	2,766,756	(120,280)
Engagements extérieurs prêts FMI (c)	<u>37,732,500</u>	<u>4,800,274</u>	<u>37,732,500</u>	<u>3,684,059</u>	<u>1,116,215</u>
Total	137,043,057	17,434,417	144,577,857	14,116,037	3,318,380

a) DTS alloués

Ce sont des DTS alloués aux pays membres du FMI au prorata de leur quote-part.

b) Facilité Élargie de Crédit

Ce poste est constitué des tirages au titre de la Facilité Élargie de Crédit (FEC) accordée à l'État Haïtien.

En tant qu'intermédiaire entre le FMI et l'État, la BRH reçoit les tirages en devises effectués par la République d'Haïti auprès du FMI et règle en devises les échéances. La contre-valeur en Gourdes des tirages est renversée à l'État.

c) Engagements extérieur FMI

Il n'y a pas eu de nouvelles allocations en 2019. La variation constatée est liée à la variance du taux de conversion des DTS.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

17) CONTRIBUTIONS ET ENGAGEMENTS DE L'ÉTAT HAÏTIEN SUR PARTICIPATION AU CAPITAL DES ORGANISMES FINANCIERS INTERNATIONAUX

Cette rubrique correspond essentiellement à la contrepartie au passif des participations de l'État Haïtien dans le capital des organismes financiers internationaux. Elle s'analyse comme suit au 30 septembre :

- Les comptes de dépôts des autres organismes concernent exclusivement les comptes courants de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ouverts dans les livres de la BRH.

(En milliers de gourdes)		2019	2018	Variation
Contributions et engagement de				
L'État Haïtien sur participation au capital				
des organismes financiers (note 8)	G	6,466,343	4,775,493	1,690,850
Dépôts des organismes internationaux		1,486,856	1,195,349	291,507
Total	G	7,953,199	5,970,842	1,982,357

18) UTILISATION DE DROITS DE TIRAGES GARANTIS PAR LES PLACEMENTS

Sur la base de l'accord cadre régissant la gestion d'un portefeuille de placement, la BRH a effectué des tirages dont le solde est de soixante-dix million deux cent vingt-quatre mille cent quarante-neuf dollars US (US\$ 70,224,149) équivalent à G 6,312,369 au 30 septembre 2019. Ces tirages portent intérêts au taux de 2.3% pour un total de G 230,273 millions en 2019 et sont garantis par les placements (note 7) par tacite reconduction.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

19) AUTRES PASSIFS

La situation dans les livres de la Banque au 30 septembre 2019 se présente comme suit:

(En milliers de gourdes)	2019	2018	Variation
Dette PDVSA	G 24,214,939	12,024,449	12,190,490
Dette actuarielle (b)	8,007,423	6,360,290	1,647,133
Allègement dette FMI après catastrophe (a)	4,776,402	5,208,401	(431,999)
Divers créiteurs	1,505,238	7,626,792	(6,121,554)
Fonds non sujets à emploi (d)	1,182,430	904,659	277,771
Comptes à payer	382,817	300,030	82,787
Provisions obligations fin de service et provisions spéciales (c)	347,753	737,576	(389,823)
Compte transitoire externe	332,324	332,301	23
Chèques de direction	237,913	101,311	136,602
Autres provisions	231,477	221,709	1,123
Dividendes à verser	74,150	31,567	42,583
Dépôts et consignations	595	595	-
Total	G 41,293,461	33,849,680	7,443,781

(a) Allègement dette FMI après catastrophe

Ce montant correspond principalement à l'annulation de la dette du FMI dont a bénéficié l'État Haïtien en 2010 au titre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance.

Le 21 juillet 2010, le Conseil d'administration du Fonds Monétaire International (FMI) a décidé l'annulation totale de l'encours des engagements d'Haïti envers le FMI, pour un montant de 178 millions de DTS, soit 268 millions de dollars.

A ce titre un compte bloqué intitulé «Allègement de dette du FMI après catastrophe» a été ouvert dans les livres de la BRH au nom du Gouvernement Haïtien.

Ce compte est destiné à financer des projets de reconstruction de bâtiments administratifs, de logements sociaux et de mise en place de fonds d'aide (*fonds de garantie, fonds de stabilisation des taux d'intérêts sur prêts au logement*).

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

19) AUTRES PASSIFS (SUITE)

(b) Dette actuarielle/Fonds de pension

La dette actuarielle correspond au montant engagé par la Banque dans le cadre du Plan de retraite du personnel (*le Plan*). Ce plan est un régime à prestations définies, créé par résolution du Conseil d'Administration en date du 3 novembre 2010 et entré en vigueur le 1^{er} avril 2011. Le plan a connu un amendement le 24 septembre 2015.

Toutes les contributions versées au Fonds de pension sont irrévocables et sont détenues séparément par la Banque dans un fonds de pension à utiliser conformément aux dispositions du Plan. Ni les contributions ni les revenus ne peuvent être utilisés à des fins autres que les prestations exclusivement réservées aux participants en activité et retraités ou à leurs ayants droit, ou à la satisfaction des obligations découlant du Plan. Au 30 septembre 2019, tous les placements du Plan étaient sous gestion externe.

	2019	2018
Obligations constituées au début de l'exercice	G 12,542,985	11,171,681
Coût des services rendus total au cours de l'exercice	358,710	323,162
Cotisations des employés	(159,732)	(155,986)
Ajustements des hypothèses actuarielles (comptabilisés en capitaux propres)	1,595,923	-
Coût financier brut	1,756,018	1,228,885
Montant de l'actif du régime au début de la période	6,182,120	5,393,639
Montant de l'actif du régime à la fin de la période	7,622,190	6,182,120
Produit des actifs du régime	1,284,629	583,440
Écart de rendement des actifs (comptabilisé en capitaux propres)	(591,310)	21,284
Coût financier net	<u>677,999</u>	<u>614,877</u>
Obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	<u>15,629,912</u>	<u>12,542,985</u>
Valeur de marché des actifs du Fonds de pension à la fin de l'exercice (-)	<u>(7,622,190)</u>	<u>(6,182,120)</u>
Engagement du sponsor au 01/10/N	8,007,722	6,360,864
Charges de l'exercice pour le sponsor exercice N	G 876,977	782,053

Aux 30 septembre 2019 et 2018, la Banque avait une dette envers le Plan de retraite du personnel pour un montant de G 8,007,722 et G 6,360,864 mille correspondant aux obligations au titre des prestations définies déduction faite de la valeur de marché des actifs du Fonds de pension.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

19) AUTRES PASSIFS (SUITE)

L'évolution des actifs du Fonds de pension a été la suivante au cours des deux derniers exercices:

		2019	2018
Juste valeur des actifs du plan			
Valeur de marché des actifs du plan			
à l'ouverture de l'exercice	G	6,182,120	5,394,177
Rendement effectif des actifs		1,284,629	583,439
Cotisations de l'employeur		234,732	220,514
Cotisations des participants au plan durant l'exercice		159,732	155,985
Prestations payées		(239,024)	(171,458)
Valeur de marché des actifs du plan à la fin de l'exercice	G	7,622,190	6,182,120

Les hypothèses utilisées pour l'évaluation actuarielle au 30 septembre 2019 et 2018 sont les suivantes:

Plan de retraite du personnel

(En pourcentage)	2019	2018
Taux d'actualisation	14%	11%
Rendement escompté des actifs du fonds	13%	11%
Taux d'augmentation des pensions	10%	9%

Le tableau qui suit présente répartition de l'allocation des actifs du Fonds de pension du personnel au 30 septembre 2019 et 2018 :

		2019	2018
Placements obligataires en USD	G	2,516,783	1,846,052
Placements obligataires en gourdes		4,593,156	4,219,305
Disponibilités		512,825	116,889
Dettes		(575)	575
Total	G	7,622,190	6,182,820

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

19) AUTRES PASSIFS (SUITE)

(c) Provisions obligations fin de service et provisions spéciales

Les provisions pour obligations fin de service sont octroyées au personnel qui part à la retraite. Selon les textes, cette provision est dotée mensuellement à hauteur de 10% des salaires.

(d) Fonds non sujets à emploi

(En milliers de gourdes)	2019	2018
Fonds délaissés	G 919,142	753,587
Chèques en devises BRH en circulation plus d'un an	88,360	66,260
Chèques certifiés BRH - non réclamés	64,411	64,411
Chèques de direction autres banques –valeurs non réclamés	61,696	-
Chèques de direction BRH - non réclamés	31,496	18,967
Valeur non réclamées – Euros	15,068	-
Valeur à réclamer banques étrangères US	1,862	1,048
Valeurs saisies	385	378
Valeur à réclamer banques étrangère Euros	10	8
Total	G 1,182,430	904,659

Ce poste enregistre essentiellement:

- des chèques (*chèques certifiés, chèques de direction et chèques en devises*) non réclamés par leurs bénéficiaires pour G 141 millions.
- les fonds délaissés et qui sont relatifs aux comptes non mouvementés dans les banques commerciales.

Ces fonds sont transférés à la BRH qui est chargée de les conserver dans l'attente d'une éventuelle réclamation des titulaires des comptes.

20) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DE CHANGE

Voir tableau de variation des capitaux propres.

La réserve de réévaluation de change enregistre les bénéfices ou les pertes qui résultent de la réévaluation des avoirs ou des engagements de la BRH, comme stipulé dans l'article 56 de la loi du 17 août 1979 créant la BRH.

Elle s'élève à G 32,235 millions au 30 septembre 2019, et G 19,821 millions au 30 septembre 2018, soit une augmentation de G 12,413 millions sur l'exercice résultant de la forte appréciation des devises étrangères en référence à la gourde sur la période.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

21) RÉSERVES GÉNÉRALES

Voir tableau de variation des capitaux propres.

a) Plus-value latente sur portefeuille de placement

Les gains et pertes latents constatés résultent de l'évaluation mensuelle à la juste valeur des titres détenus dans le portefeuille de la BRH placés en gestion déléguée auprès de gérants de portefeuille. Conformément aux règles et méthodes comptables en vigueur, la BRH ne constate pas au résultat ces gains et pertes.

b) Réserve de réévaluation de change

Les comptes d'actif et de passif libellés en dollars font l'objet de réévaluation mensuelle. Ce montant correspond à l'écart net de réévaluation des soldes mensuels.

22) CAPITAL ET RÉSERVES

Voir tableau de variation des capitaux propres.

Le capital et les réserves sont restés stables et s'analysent comme suit:

(En milliers de gourdes)		2019	2018
Allocations spéciales de retraite	G	617,924	531,852
Réserves spéciales (a)		412,825	412,825
Réserve légale (b)		112,662	87,080
Capital (c)		50,000	50,000
Réserve pour réévaluation d'immeubles (d)		719,004	719,004
Total	G	1,912,415	1,800,761

a) Réserves spéciales

Les réserves spéciales sont destinées à des fins d'investissement, de placement et d'extension etc. Elles sont dotées à hauteur de 65% des profits nets.

b) Réserve légale

La réserve légale est dotée à hauteur de 10% des profits nets.

c) Capital social

Conformément à l'article 3 de la loi du 17 août 1979 créant la Banque de la République d'Haïti, le capital social autorisé de la BRH est fixé à G 50 millions. Il peut être augmenté selon les besoins de l'institution.

d) Réserves pour réévaluation d'immeubles

Les réserves pour réévaluation d'immeubles correspondent aux surplus nets des réévaluations :

- des immeubles en 2006 et suite au séisme en 2010,
- des terrains en 2010.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

23) RÉSULTATS NETS D'INTÉRÊTS

Le résultat net d'intérêt se décompose comme suit:

(En milliers de gourdes)		2019	2018	Variation
Revenus d'intérêts :				
Produits sur portefeuille en titres	G	6,159,812	4,594,251	1,565,561
Revenus sur avoirs en devises étrangères		<u>190,747</u>	<u>159,643</u>	<u>31,100</u>
Total revenus d'intérêts		<u>6,350,559</u>	<u>4,753,894</u>	<u>1,596,661</u>
Produits sur opérations de crédit :				
Intérêts sur prêts au gouvernement		1,449,860	1,099,847	350,013
Intérêts sur créances aux institutions financières monétaires		301,856	263,531	38,325
Intérêts sur obligations post Sandy		214,163	161,045	53,118
Intérêts acquis/perçus sur prêts au personnel		75,336	72,687	2,649
Intérêts acquis/perçus sur effets hypothécaires		67,023	65,652	1,371
Intérêts sur opérations SWAP/Banques locales		42,370	10,986	31,384
Intérêts sur prêts aux institutions financières monétaires		16,191	5,691	10,500
Intérêts sur prise en pension bons BRH		8,776	10,620	(1,844)
Intérêts acquis/perçus sur effets escomptés		2,924	715	2,209
Intérêts sur avances au gouvernement		893	1,995	(1,098)
Intérêts sur avances aux entreprises publiques		2	27	(25)
Frais additions perçues sur virement		-	26	(26)
Intérêts sur prêts aux collectivités		-	3	(3)
Total produits d'intérêts	G	<u>8,529,950</u>	<u>6,446,719</u>	<u>2,083,234</u>
Charges d'intérêts :				
Bons BRH		983,164	1,664,491	(681,327)
Obligations BRH		1,296,823	289,574	1,007,249
Emprunts étrangers		230,272	14,403	215,869
Autres dépenses d'intérêts		<u>243,773</u>	<u>55,115</u>	<u>188,658</u>
Total charges d'intérêts		<u>2,754,032</u>	<u>2,023,583</u>	<u>730,449</u>
Marge nette d'intérêts	G	<u>5,775,921</u>	<u>4,423,136</u>	<u>1,352,785</u>

Produits sur portefeuilles en titres

Les produits sur portefeuilles de titres sont constitués des intérêts sur les placements en devises à l'étranger.

Produits sur opérations de crédit

Les produits sur opérations de crédit sont essentiellement constitués par le montant annuel de G 1,450 millions versé par le Trésor Public à la BRH en 2019, au titre d'intérêts sur sa dette interne.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

23) RÉSULTATS NETS D'INTÉRÊTS (SUITE)

a) Charges d'intérêts

- Intérêts débiteurs payés sur bons BRH
- Intérêts débiteurs payés sur obligations BRH
- Les autres dépenses d'intérêts comprennent G 192,5 millions de pertes de change assumées par la BRH conformément à des contrats d'échange à terme de devises.

Ce compte inclus les charges d'intérêts de la BRH sur les bons et obligations qu'elle émet.

24) RÉMUNÉRATIONS ET CHARGES SOCIALES

Les rémunérations et charges sociales se détaillent comme suit:

(En milliers de gourdes)	Note	2019	2018	Variation
Salaires et autres compensations (a)	G	2,771,253	2,382,932	388,321
Contributions – Fonds de retraite (b)	19	876,977	803,337	73,640
Bénéfices sociaux		664,847	419,183	245,664
Formation		169,424	118,603	50,821
Contributions prestations fin de service		68,869	64,370	4,499
Autres		70,893	16,112	54,781
Total	G	4,622,263	3,804,537	817,726

- a) Les salaires et autres compensations comprennent les salaires réguliers, les heures supplémentaires et autres gratifications.
- b) Ce compte enregistre la part employeur des contributions au fonds de pension des agents de la BRH. Cette contribution s'établit à 15% du salaire de l'employé, conformément aux règles prévues par le Fonds de Pension à laquelle s'ajoute la charge résultant de l'évaluation actuarielle annuelle des engagements de la Banque à titre de sponsor du Plan de retraite du personnel.

25) OPÉRATIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

La BRH désigne comme parties liées les membres du Conseil d'Administration, l'État Haïtien, ainsi que le personnel de direction.

La BRH est dirigée par un Conseil d'Administration dont les membres sont nommés pour une période de trois (3) ans, renouvelable par arrêté du Président de la République. Conformément aux dispositions de la Constitution de 1987, ils sont ratifiés par le Sénat de la République.

Le Conseil est composé:

- du Gouverneur, qui remplit la fonction de Président du Conseil
- du Gouverneur-Adjoint, qui remplit la fonction de Vice-Président du Conseil
- de trois (3) membres, dont l'un exerce la fonction de Directeur Général.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2019

25) OPÉRATIONS AVEC LES PARTIES LIÉES (SUITE)

Les transactions effectuées avec les membres du Conseil d'Administration sont essentiellement des prêts et avances. Les membres du Conseil d'Administration ne bénéficient pas de prêts ou avances qui ne soient pas accessibles aux autres membres du personnel. Ces prêts et avances ont évolué comme suit:

(En milliers de gourdes)	2019	2018
Prêts hypothécaires	G 25,634	34,124
Avances	<u>17,467</u>	<u>16,958</u>
Total	G 43,101	51,082

26) PROCÉDURE JUDICIAIRE

Au 30 septembre 2019, la BRH suit un certain nombre de dossiers en instruction de litige par ou contre des tiers. Selon l'évaluation des faits à ce jour, de l'avis des conseillers juridiques de la Banque, les positions retenues sont fondées. Aucun impact significatif dans les comptes de la Banque du fait d'un règlement des obligations éventuelles n'est à attendre.

27) ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements de garantie donnés par la BRH à des fournisseurs en faveur de l'État Haïtien sont reflétés au passif étant donné que ces fonds ont été prélevés sur les comptes de l'État en couverture de ces garanties. Ces engagements ainsi couverts totalisent G 31 milliards et G 1.9 milliards respectivement au 30 septembre 2019 et 2018 et sont reflétés dans les engagements en devises (**note 15**).

28) ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Le protocole avec le Ministère l'Economie et des Finances pour la consolidation des encours de dettes au 30 septembre 2019 a été signé en date du 11 mars 2020.

L'épidémie de Covid 19 qui sévit dans le Monde et plus particulièrement aux États-Unis et en Haïti depuis la mi-mars pourrait avoir des impacts opérationnels pour la Banque Centrale ou sur l'évolution de la juste valeur de son portefeuille de placements.



ANNEXE JURIDIQUE

MONITEUR # 8 DU 23 JANVIER 1960

Arrêté du 23 janvier 1960 nommant pour 5 ans :

Antonio André *
Joseph Chatelain *
Louis Smith *
Vilfort Beauvoir
Lebert Jean Pierre

MONITEUR # 113 DU 27 NOVEMBRE 1960

Arrêté du 26 novembre 1960 nommant pour 5 ans :

Antonio André*
Vilfort Beauvoir
François Murat *
Noé Fourcand
Jean Magloire

MONITEUR # 110 DU 26 NOVEMBRE 1965

Arrêté du 26 novembre 1965 nommant pour 5 ans :

Antonio André *, Président et Directeur Général
Vilfort Beauvoir, Vice-Président et Directeur
François Murat *, Membre et Directeur Commercial
Noé Fourcand, Membre
Jean Magloire, Membre

MONITEUR # 82 DU 5 OCTOBRE 1970

Arrêté du 4 octobre 1970 nommant pour 5 ans :

Antonio André *
Léon Mirambeau
René Adrien *
Noé Fourcand
Jean Magloire

MONITEUR # 75 DU 30 OCTOBRE 1975

Arrêté du 3 octobre 1970 nommant pour 5 ans :

François Murat *
Adrien Bonnefil *
Franck Bouchereau *
Léon Mirambeau
Donasson Alphonse

MONITEUR # 69-A DU 9 SEPTEMBRE 1976

Arrêté du 8 septembre 1976 nommant pour 5 ans :

Antonio André *, Président-Directeur Général
Adrien Bonnefil *
Franck Bouchereau *
Donasson Alphonse
Léon Mirambeau

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

(BRH)

MONITEUR # 76-B DU 27 SEPTEMBRE 1979

Arrêté du 26 septembre 1979 nommant pour 3 ans :

Antonio André, Gouverneur *
Edouard Racine, Gouverneur Adjoint *
René Lafontant, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
Allan Nolté, Membre *

MONITEUR # 42 DU 21 JUILLET 1980

Arrêté du 18 juillet 1980 nommant pour 3 ans :

Gérard Martineau, Gouverneur *
Raoul Berret, Gouverneur Adjoint
René Lafontant, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
Allan Nolté, Membre *

MONITEUR # 12 DU 8 FÉVRIER 1982

Arrêté du 8 février 1982 nommant pour 3 ans :

Marcel Léger, Gouverneur *
Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *
Jean Claude Sanon, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
Bonivert Claude, Membre *

MONITEUR # 51 DU 14 JUILLET 1982

Arrêté du 12 juillet 1982 nommant pour 3 ans :

Antonio André, Gouverneur *
Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *
Jean Claude Sanon, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
Bonivert Claude, Membre *

MONITEUR # 87-A DU 16 DÉCEMBRE 1982

Arrêté du 14 décembre 1982 nommant pour 3 ans :

Antonio André, Gouverneur *
Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *
Jean Claude Sanon, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
André Josaphat, Membre *

MONITEUR # 26 DU 18 AVRIL 1983

Arrêté du 6 avril 1983 nommant pour 3 ans :

Allan Nolté, Gouverneur *
Ludner Ulysse, Vice-Gouverneur *
Jean Claude Sanon, Directeur Général *
André Josaphat, Membre *
Stanley Théard, Membre

MONITEUR # 70 DU 6 OCTOBRE 1983

Arrêté du 31 août 1983 nommant pour 3 ans :

Allan Nolté, Gouverneur *
Ludner Ulysse, Vice-Gouverneur *
Jean Claude Sanon, Directeur Général *
André Josaphat, Membre *
Gérard Pierre-Louis, Membre

MONITEUR # 43 DU 20 JUIN 1985

Arrêté du 11 juin 1985 nommant pour 3 ans :

Jean Claude Sanon, Gouverneur *
Jacques Joubert, Gouverneur Adjoint *
Félix Gaston, Directeur Général *
Stanley Théard, Membre
Bonivert Claude, Membre *

MONITEUR # 19 DU 27 FÉVRIER 1986

Arrêté du 27 février 1986 nommant pour 3 ans :

Onill Millet, Gouverneur *
Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *
Sully Belancourt, Directeur Général *
Joseph Lagroue, Membre *
Guy A. Douyon, Membre

MONITEUR # 57 DU 30 JUIN 1988

Arrêté du 23 juin 1988 nommant :

Hubert Cameau *, Membre du Conseil d'Administration en remplacement de Guy A. Douyon, démissionnaire.

MONITEUR # 71-A DU 11 AOÛT 1988

Arrêté du 3 août 1988 nommant :

Joseph Lagroue *, Directeur Général en remplacement de Sully Belancourt, démissionnaire et
M. Gérard Noël *, Membre.

MONITEUR # 85-A DU 29 SEPTEMBRE 1988

Arrêté du 26 septembre 1988 nommant pour 3 ans :

Ernest Ricot, Gouverneur
Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *
Eddy V. Etienne, Directeur Général *
Yvon Guirand, Membre
Ernst Nicolas, Membre *

MONITEUR # 48 DU 26 JUIN 1989

Arrêté du 22 juin 1989 nommant pour 3 ans :

Jacques Vilgrain, Gouverneur
Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *
Charles Beaulieu, Directeur Général *
Fritz Viala, Membre
Fritz Laurenceau, Membre *

MONITEUR # 30 DU 29 MARS 1990

Arrêté du 26 mars 1990 nommant Serge Pothel, Gouverneur

MONITEUR # 68-A DU 6 AOÛT 1990

Arrêté du 3 août 1990 nommant :

Charles Beaulieu, Gouverneur *
Fritz Laurenceau, Gouverneur Adjoint *
Joachim Noel, Directeur Général *
Fritz Viala, Membre
René Durand, Membre *

MONITEUR # 28-A DU 1ER AVRIL 1991

Arrêté du 21 mars 1991 nommant :

Roger Pérodin, Gouverneur *
Dumas Benjamin, Gouverneur Adjoint *
Monique Ph. Thébaud, Directeur Général *
Marie Thérèse O. Narcisse, Membre *
Venel Joseph, Membre *

MONITEUR # 94-A DU 2 DÉCEMBRE 1991

Arrêté du 25 novembre 1991

Bonivert Claude, Gouverneur *
Fritzner Beauzile, Vice Président *
Monique Ph. Thébaud, Directeur Général *
Marie Thérèse O. Narcisse, Membre *
Serge Pérodin, Membre *

MONITEUR D'OCTOBRE 1994

Arrêté d'Octobre 1994 nommant la Commission Provisoire de Gestion de la Banque de la République d'Haïti :

Roger Pérodin, Président *

Bonivert Claude, Membre *

Monique Ph. Thébaud, Membre *

Venel Joseph, Membre *

Dumas Benjamin, Membre *

MONITEUR # 99 DU 15 DÉCEMBRE 1994

Arrêté du 8 décembre 1994 nommant :

Leslie Delatour, Gouverneur

Fred Joseph, Vice-Gouverneur

Roland Pierre, Directeur Général

Venel Joseph, Membre *

Henry Cassion, Membre

MONITEUR # 9 DU 31 JANVIER 1996

Arrêté du 16 janvier 1996 nommant :

Fritz Jean, Gouverneur Adjoint en remplacement de Fred Joseph.

MONITEUR # 12 DU 12 FÉVRIER 1998

Arrêté du 9 février 1998 nommant :

Fritz Jean, Gouverneur

Roland Pierre, Gouverneur Adjoint

Henry Cassion, Directeur Général

Venel Joseph, Membre *

Max Etienne, Membre *

MONITEUR # 71 DU 30 AOÛT 2001

Arrêté du 16 août 2001 nommant:

Venel Joseph, Gouverneur*

Hancy Pierre-Louis, Gouverneur Adjoint*

Réginald Mondésir, Directeur Général

Gladys Péan, Membre

Yvon Guirand, Membre

MONITEUR # 22 DU 27 AVRIL 2004

Arrêté du 31 mars 2004 nommant:

Raymond Magloire, Gouverneur
Philippe W. Lahens, Gouverneur Adjoint
Charles Castel, Directeur Général*
Rémy Montas, Membre
Georges Henry Fils, Membre

MONITEUR # 86 DU 30 SEPTEMBRE 2007

Arrêté du 20 septembre 2007 nommant:

Charles Castel, Gouverneur
Philippe W. Lahens, Gouverneur Adjoint
Marc Hébert Ignace, Directeur Général*
Rémy Montas, Membre
Fritz Duroseau, Membre

MONITEUR # 162 DU 16 NOVEMBRE 2011

Arrêté du 31 octobre 2011 nommant:

Charles Castel, Gouverneur*
Georges Henry Fils, Gouverneur Adjoint
Jean Baden Dubois, Directeur Général*
Fritz Duroseau, Membre*
Georgette Jean-Louis, Membre

MONITEUR # 243 DU 22 DÉCEMBRE 2015

Arrêté du 31 octobre 2011 nommant:

Jean Baden Dubois, Gouverneur*
Georges Henry Fils, Gouverneur Adjoint
Georgette Jean-Louis, Directeur Général*
Ronald Gabriel, Membre*
Yamilée Champagne, Membre

MONITEUR # 155 DU 29 AOÛT 2016

Arrêté du 31 octobre 2011 nommant:

Jean Baden Dubois, Gouverneur*
Georges Henry Fils, Gouverneur Adjoint
Georgette Jean-Louis, Directeur Général*
Ronald Gabriel, Membre*
Fritz Duroseau, Membre*

* Cadre de la BNRH ou de la BRH

ANNEXE STATISTIQUES

Tableau I.1 Produit intérieur brut par branche d'activité économique (en millions de gourdes de 2011-2019)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ^{1/2}	2018 ^{1/2}	2019 ^{1/2}
Secteur primaire	113 870,9	117 774,3	118 968,4	117 133,2	120 775,9	114 847,6	110 563,6	111 669,6	112 804,2	114 483,2	114 312,0
Agriculture, sylviculture et pêche	107 889,0	111 781,9	112 932,3	110 976,9	114 499,1	108 437,3	104 040,2	105 053,7	106 089,8	107 636,6	107 415,2
Industries extractives	5 981,9	5 932,4	6 036,1	6 156,3	6 276,9	6 410,3	6 523,4	6 615,9	6 714,4	6 846,6	6 898,8
Secteur secondaire	133 944,4	119 385,6	135 011,7	138 469,4	144 151,8	154 912,6	163 990,3	165 618,8	166 441,2	168 229,8	150 674,4
Activités de fabrication	89 233,5	80 181,5	83 746,6	91 920,3	94 012,8	101 560,6	108 097,7	109 228,5	109 871,0	111 328,0	110 917,7
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation	5 574,0	5 623,5	7 818,1	6 393,0	6 671,1	6 615,2	6 079,1	6 182,3	6 095,6	5 952,3	4 999,5
Distribution d'eau; réseau d'assainissement; gestion des déchets et remise en état	4 832,4	4 773,8	4 852,7	4 940,3	4 997,9	5 064,6	5 136,9	5 234,3	5 331,7	5 429,7	5 487,0
Construction	34 304,5	28 806,8	38 594,2	35 215,8	38 469,9	41 672,1	44 676,5	44 973,7	45 142,9	45 519,8	29 270,3
Secteur tertiaire	279 571,3	271 564,1	288 707,0	290 759,7	297 861,4	305 821,0	313 838,7	321 169,4	327 613,5	335 588,9	336 371,1
Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles et de motocycles	122 536,1	112 129,2	119 149,6	117 696,0	123 587,7	128 074,9	132 140,5	130 774,0	131 389,0	140 847,8	142 215,8
Transport et Entreposage	24 006,4	24 823,7	26 327,6	26 037,4	27 661,3	24 781,5	22 036,8	20 307,7	18 746,6	16 630,7	14 069,8
Activités d'hébergement et de Restauration.	7 669,3	7 085,5	7 945,2	7 930,9	8 561,7	9 121,8	9 601,8	9 477,3	8 924,3	9 051,4	8 835,0
Information et Communication	8 650,8	10 279,9	10 809,1	11 109,7	11 111,8	10 899,4	10 815,5	11 285,9	11 666,9	12 776,3	12 317,1
Activités Financières et d'Assurances	9 609,0	11 289,1	13 365,2	15 392,7	15 037,8	15 830,1	15 248,2	20 382,2	23 974,5	16 694,5	18 544,2
Activités Immobilières	23 408,7	23 027,8	23 362,8	23 721,4	24 094,0	24 475,1	24 926,8	25 304,0	24 929,4	25 313,8	25 668,5
Administration publique et défense; sécurité sociale et obligatoire	18 398,8	19 184,0	20 121,6	18 741,9	19 945,0	21 625,7	23 670,1	27 005,3	28 617,6	31 309,8	32 195,8
Education	20 270,6	20 210,0	21 420,3	21 719,1	22 328,8	23 371,5	26 185,0	26 159,6	26 849,4	27 724,4	28 032,9
Santé et Action Sociale	17 374,3	17 069,9	19 159,4	20 397,3	17 841,3	18 549,3	19 458,9	948,2	21 490,4	22 222,0	22 327,6
Autres Activités de Services	27 657,2	26 464,9	27 046,0	28 013,3	27 698,1	29 091,9	29 775,0	30 525,4	31 025,5	31 618,2	32 010,4
Valeur ajoutée brute totale	527 386,6	508 663,9	542 687,1	546 362,3	562 789,1	575 581,2	588 392,5	598 457,8	606 858,9	616 301,9	601 303,6
Impôts moins subventions sur les produits	27 731,0	25 330,0	24 170,0	23 630,4	24 787,9	31 983,9	28 996,4	29 565,9	35 522,3	36 793,0	40 806,4
Produit intérieur brut	555 117,6	533 993,9	566 857,0	569 992,7	587 577,0	607 565,1	617 388,9	628 023,7	642 381,1	653 094,9	642 110,0

Source : IHSI

1/Semi-définif

2/Provisoire

3/Estimation

* / Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» (SCN 1993)

Tableau 1.1a Contribution à la valeur ajoutée du PIB réel (en pourcentage)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ^{1/2}	2018 ^{1/2}	2019 ^{1/2}
Secteur primaire	20,5	22,0	21,0	20,5	20,6	18,9	17,9	17,8	17,6	17,5	17,8
Agriculture, sylviculture et pêche	19,4	20,9	19,9	19,5	19,5	17,8	16,9	16,7	16,5	16,5	16,7
Industries extractives	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	1,1
Secteur secondaire	24,1	22,4	23,8	24,3	24,5	25,5	26,6	26,4	25,9	25,8	23,5
Activités de fabrication	16,1	15,0	14,8	16,1	16,0	16,7	17,5	17,4	17,1	17,0	17,3
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation	1,0	1,1	1,4	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8
Distribution d'eau; réseau d'assainissement; gestion des déchets et remise en état	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9
Construction	6,2	5,4	6,8	6,2	6,5	6,9	7,2	7,2	7,0	7,0	4,6
Secteur tertiaire	50,4	50,9	50,9	51,0	50,7	50,3	50,8	51,1	51,0	51,1	52,4
Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles et de motocycles	22,1	21,0	21,0	20,6	21,0	21,1	21,4	20,8	20,5	21,6	22,1
Transport et Entreposage	4,3	4,6	4,6	4,6	4,7	4,1	3,6	3,2	2,9	2,5	2,2
Activités d'Hébergement et de Restauration.	1,4	1,3	1,4	1,4	1,5	1,5	1,6	1,5	1,4	1,4	1,4
Information et Communication	1,6	1,9	1,9	1,9	1,9	1,8	1,8	1,8	1,8	1,9	1,9
Activités Financières et d'Assurances	1,7	2,1	2,4	2,7	2,6	2,6	2,5	3,2	3,7	2,6	2,9
Activités Immobilières	4,2	4,3	4,1	4,2	4,1	4,0	4,0	4,0	3,9	3,9	4,0
Administration publique et défense, sécurité sociale et obligatoire	3,3	3,6	3,5	3,3	3,4	3,6	3,8	4,3	4,5	4,8	5,0
Education	3,7	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	4,2	4,2	4,2	4,2	4,4
Santé et Action Sociale	3,1	3,2	3,4	3,6	3,0	3,1	3,2	3,2	3,3	3,4	3,5
Autres Activités de Services	5,0	5,0	4,8	4,9	4,7	4,8	4,8	4,9	4,8	4,8	5,0
Valeur ajoutée brute totale	95,0	95,3	95,7	95,9	95,8	94,7	95,3	95,3	94,5	94,4	93,6
Impôts moins subventions sur les produits	5,0	4,7	4,3	4,1	4,2	5,3	4,7	4,7	5,5	5,6	6,4
Produit intérieur brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : IHSI

1/Semi-définitif

2/Provisoire

3/Estimation

* / Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» (SCN 1993)

Tableau I.1b Taux de croissance du PIB réel (en pourcentage)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ²	2018 ²	2019 ²
Secteur primaire	3,1	3,4	1,1	-1,5	3,1	-4,9	-3,7	1,0	1,0	1,5	-0,1
Agriculture, sylviculture et pêche	3,2	3,6	1,0	-1,7	3,2	-5,3	-4,1	1,0	1,0	1,5	-0,2
Industries extractives	1,8	-0,8	1,7	2,0	2,0	2,1	1,8	1,4	1,5	2,0	0,7
Secteur secondaire	8,7	-10,9	13,1	2,6	4,1	7,5	5,9	1,0	0,5	1,1	-10,4
Activités de fabrication	7,6	-10,1	4,4	9,8	2,3	8,0	6,4	1,0	0,6	1,3	-0,4
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation	48,4	0,9	39,0	-18,2	4,4	-0,8	-8,1	1,7	-1,4	-2,4	-16,0
Distribution d'eau, réseau d'assainissement; gestion des déchets et remise en état	1,6	-1,2	1,7	1,8	1,2	1,3	1,4	1,9	1,9	1,8	1,1
Construction	8,2	-16,0	34,0	-8,8	9,2	8,3	7,2	0,7	0,4	0,8	-35,7
Secteur tertiaire	6,3	-2,9	6,3	0,7	2,4	2,7	2,6	2,3	2,0	1,8	0,8
Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles et de motocycles	8,3	-8,5	6,3	-1,2	5,0	3,6	3,2	-1,0	0,5	7,2	1,0
Transport et Entreposage	3,4	3,4	6,1	-1,1	6,2	-10,4	-11,1	-7,8	-7,7	-11,3	-15,4
Activités d'hébergement et de Restauration.	6,1	-7,6	12,1	-0,2	8,0	6,5	5,3	-1,3	-5,8	1,4	-1,3
Information et Communication	3,2	18,8	5,1	2,8	0,0	-1,9	-0,8	4,3	3,4	4,4	1,2
Activités Financières et d'Assurances	9,0	17,5	18,4	15,2	-2,3	5,3	-3,7	33,7	17,6	-30,4	11,1
Activités Immobilières	1,5	-1,6	1,5	1,5	1,6	1,6	1,8	1,5	-1,5	1,5	1,4
Administration publique et défense; sécurité sociale et obligatoire	5,2	4,3	4,9	-6,9	6,4	8,4	9,5	14,1	6,0	9,4	2,8
Education	1,3	-0,3	6,0	1,4	2,8	4,7	12,0	0,0	2,6	3,3	1,1
Santé et Action Sociale	21,8	-1,8	12,2	6,5	-12,5	4,0	4,9	2,5	7,7	3,4	0,5
Autres Activités de Services	1,1	-4,3	2,2	3,6	-1,1	5,0	2,3	2,5	1,6	1,9	1,2
Valeur ajoutée brute totale	6,2	-3,6	6,7	0,7	3,0	2,3	2,2	1,7	1,4	1,6	-2,4
Impôts moins subventions sur les produits	8,2	-8,7	-4,6	-2,2	4,9	29,0	-9,3	2,0	20,1	3,6	10,9
Produit intérieur brut	6,3	-3,8	6,2	0,6	3,1	3,4	1,6	1,7	2,3	1,7	-1,7

Source : IHSI

1/Semi-définitif

2/Provisoire

3/Estimation

* / Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» (SCN 1993)

Tableau I.2 Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes à prix courants)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ²	2018 ²	2019 ²
PIB	471 795,6	478 044,2	524 124,0	569 992,5	642 673,7	675 571,5	720 255,0	844 479,0	986 919,0	1 076 413,0	1 244 014,0
Importations	114 082,0	172 820,6	169 030,7	174 435,6	191 587,0	212 109,4	218 068,0	283 239,0	342 333,0	392 333,0	465 857,0
Ressources	585 877,5	650 864,8	693 154,7	744 428,1	834 260,6	887 681,0	938 323,0	1 127 718,0	1 329 252,0	1 468 746,0	1 709 871,0
Consommation	484 332,6	490 437,8	539 851,3	589 594,0	654 194,2	701 901,8	752 242,7	887 302,7	1 020 522,4	1 150 923,4	1 311 336,7
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	59 479,3	119 457,2	99 975,0	99 800,8	112 493,4	111 609,2	101 212,5	143 013,2	199 480,8	201 395,0	252 809,0
Exportations	42 065,8	40 969,8	53 328,4	55 033,3	67 573,3	74 170,0	84 867,8	97 402,6	109 248,5	116 427,0	145 725,0
Emplois	585 877,5	650 864,8	693 154,7	744 428,1	834 260,6	887 681,0	938 323,0	1 127 718,0	1 329 252,0	1 468 746,0	1 709 871,0

Source : IHSI

1/Semi-définitif

2/Provisoire

3/Estimation

Tableau I.2a Structure du PIB nominal (en millions de gourdes à prix courants)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ²	2018 ²	2019 ²
PIB	471 795,6	478 044,2	524 124,0	569 992,5	642 673,7	675 571,5	720 255,0	844 479,0	986 919,0	1 076 413,0	1 244 014,0
Demande intérieure	543 811,9	609 895,0	639 826,3	689 394,8	766 687,6	813 511,0	853 455,1	985 079,9	1 138 435,0	1 352 318,4	1 564 145,7
Consommation	484 332,6	490 437,8	539 851,3	589 594,0	654 194,2	701 901,8	752 242,7	887 302,7	1 020 522,4	1 150 923,4	1 311 336,7
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	59 479,3	119 457,2	99 975,0	99 800,8	112 493,4	111 609,2	101 212,5	97 777,2	117 912,6	201 395,0	252 809,0
Solde extérieur	-72 016,1	-131 850,8	-115 702,3	-119 402,3	-124 013,7	-137 939,5	-133 200,2	-186 605,7	-240 073,2	-275 906,0	-320 132,0
Exportations	42 065,8	40 969,8	53 328,4	55 033,3	67 573,3	74 170,0	84 867,8	96 633,3	102 259,8	116 427,0	145 725,0
Importations	114 082,0	172 820,6	169 030,7	174 435,6	191 587,0	212 109,4	218 068,0	283 239,0	342 333,0	392 333,0	465 857,0

Source : IHSI; BRH

1/Semi-définitif

2/Provisoire

3/Estimation

Tableau I.3 Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes de 2011-2012)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ²	2018 ²	2019 ²
PIB	571 955,6	539 631,5	567 143,0	569 992,5	594 643,4	604 886,7	620 386,8	631 631,0	647 487,0	658 286,0	647 196,0
Importations	161 205,5	194 548,6	180 290,2	174 435,8	183 568,6	198 438,9	195 665,0	238 106,0	262 870,0	271 579,0	282 873,0
Ressources	733 161,1	734 180,0	747 433,2	744 428,3	778 212,1	803 325,6	816 051,8	869 737,0	910 357,0	929 865,0	930 069,0
Consommation	596 217,3	559 133,8	579 949,1	589 595,4	621 227,3	624 230,1	657 372,8	695 298,0	728 300,0	758 236,0	745 856,0
Formation brute de capital fixe	89 266,5	130 207,8	111 408,7	99 799,6	92 845,9	111 857,0	87 265,0	102 238,0	110 315,0	104 578,0	112 595,0
Exportations	47 677,3	44 839,5	56 075,5	55 033,3	64 138,9	67 238,4	71 414,0	72 201,0	71 742,0	67 051,0	71 618,0
Emplois	733 161,2	734 180,0	747 433,2	744 428,3	778 212,1	803 325,6	816 051,8	869 737,0	910 357,0	929 865,0	930 069,0

Source : IHSI: BRH

1/Semi-définitif

2/Provisoire

3/Estimation

Tableau I.3a Structure du PIB réel (en millions de gourdes de 2011-2012)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ²	2018 ²	2019 ²
PIB	571 955,6	539 631,5	567 143,0	569 992,5	594 643,4	604 886,7	620 386,8	631 631,0	647 487,0	658 286,0	647 196,0
Demande intérieure	685 483,8	689 341,6	691 357,7	689 395,0	714 073,2	736 087,1	744 637,8	797 536,0	838 615,0	862 814,0	858 451,0
Consommation	596 217,3	559 133,8	579 949,1	589 595,4	621 227,3	624 230,1	657 372,8	695 298,0	728 300,0	758 236,0	745 856,0
Formation brute de capital fixe (FBCF)	89 266,5	130 207,8	111 408,7	99 799,6	92 845,9	111 857,0	87 265,0	102 238,0	110 315,0	104 578,0	112 595,0
Solde extérieur	-113 528,1	-149 710,1	-124 214,7	-119 402,5	-119 429,7	-131 200,5	-124 251,0	-165 905,0	-191 128,0	-204 528,0	-211 255,0
Exportations	47 677,3	44 838,5	56 075,5	55 033,3	64 138,9	67 238,4	71 414,0	72 201,0	71 742,0	67 051,0	71 618,0
Importations	161 205,5	194 548,6	180 290,2	174 435,8	183 568,6	198 438,9	195 665,0	238 106,0	262 870,0	271 579,0	282 873,0

Source : IHSI: BRH

1/Semi-définitif

2/Provisoire

3/Estimation

Tableau I.3b Compte du produit intérieur brut (variations en pourcentage)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ²	2018 ²	2019 ²
PIB	5,9	- 5,7	5,1	0,5	4,3	1,7	2,6	1,8	2,5	1,7	- 1,7
Importations	5,9	20,7	- 7,3	- 3,2	5,2	8,1	- 1,4	21,7	10,4	3,3	4,2
Ressources	5,9	0,1	1,8	- 0,4	4,5	3,2	1,6	6,6	4,7	2,1	0,0
Consommation	8,9	- 6,2	3,7	1,7	5,4	0,5	5,3	5,8	4,7	4,1	- 1,6
Formation brute de capital fixe (FBCF)	- 12,7	45,9	- 14,4	- 10,4	- 7,0	20,5	- 22,0	17,2	7,9	- 5,2	7,7
Exportations	11,3	- 6,0	25,1	- 1,9	16,5	4,8	6,2	1,1	- 0,6	- 6,5	6,8
Emplois	5,9	0,1	1,8	- 0,4	4,5	3,2	1,6	6,6	4,7	2,1	0,0

Source : IHSI; BRH

1/Semi-définitif

2/Provisoire

3/Estimation

Tableau I.3c Structure de la croissance du PIB réel (variations en pourcentage)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ²	2018 ²	2019 ²
PIB	5,9	- 5,7	5,1	0,5	4,3	1,7	2,6	1,8	2,5	1,7	- 1,7
Demande Intérieur	5,5	0,6	0,3	- 0,3	3,6	3,1	1,2	7,1	5,2	2,9	- 0,5
Consommation	8,9	- 6,2	3,7	1,7	5,4	0,5	5,3	5,8	4,7	4,1	- 1,6
Formation brute de capital fixe (FBCF)	- 12,7	45,9	- 14,4	- 10,4	- 7,0	20,5	- 22,0	17,2	7,9	- 5,2	7,7
Solde Extérieur	3,8	31,9	- 17,0	- 3,9	0,0	9,9	- 5,3	33,5	15,2	7,0	3,3
Exportations	11,3	- 6,0	25,1	- 1,9	16,5	4,8	6,2	1,1	- 0,6	- 6,5	6,8
Importations	5,9	20,7	- 7,3	- 3,2	5,2	8,1	- 1,4	21,7	10,4	3,3	4,2

Source : IHSI; BRH

1/Semi-définitif

2/Provisoire

3/Estimation

Tableau I.3d Contribution à la croissance du PIB réel (en pourcentage)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ²	2018 ²	2019 ²
PIB	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Demande Intérieur	119,8	127,7	121,9	120,9	120,1	121,7	120,0	126,3	129,5	131,1	132,6
Consommation	104,2	103,6	102,3	103,4	104,5	103,2	106,0	110,1	112,5	115,2	115,2
Formation brute de capital fixe (FBCF)	15,6	24,1	19,6	17,5	15,6	18,5	14,1	16,2	17,0	15,9	17,4
Solde Extérieure	-19,8	-27,7	-21,9	-20,9	-20,1	-21,7	-20,0	-26,3	-29,5	-31,1	-32,6
Exportations	8,3	8,3	9,9	9,7	10,8	11,1	11,5	11,4	11,1	10,2	11,1
Importations	28,2	36,1	31,8	30,6	30,9	32,8	31,5	37,7	40,6	41,3	43,7

Source : IHSI, BRH

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.4 Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays (2017-2018=100)

	Pondération	Octobre 2018	Novembre 2018	Décembre 2018	Janvier 2019	Février 2019	Mars 2019	Avril 2019	Mai 2019	Juin 2019	Juillet 2019	Août 2019	Septembre 2019
Indice général	100,00%	108,10	109,60	111,20	113,00	114,90	115,70	117,70	119,40	121,60	123,50	125,50	127,50
Alimentation et boissons non alcoolisées	48,50%	109,30	111,00	113,00	115,20	117,40	118,50	121,50	123,70	126,00	127,80	129,80	132,50
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	1,42%	102,80	103,20	104,10	105,40	106,60	110,00	112,10	112,10	113,10	114,10	115,70	116,20
Articles d'habillement et chaussures	5,55%	108,40	109,80	111,40	113,20	115,10	113,90	114,50	117,80	121,00	124,20	128,20	130,80
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	14,14%	106,70	107,90	109,40	111,10	112,90	113,40	114,20	115,40	117,90	120,50	123,00	124,30
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	5,32%	110,10	112,20	114,50	117,00	119,60	121,20	122,80	123,10	125,40	127,70	128,50	128,80
Santé	2,56%	112,40	114,70	117,40	120,20	123,20	123,20	124,10	127,70	131,80	135,00	138,00	142,40
Transports	9,10%	102,90	103,50	104,20	105,00	105,80	105,80	106,10	106,50	107,80	108,90	109,60	110,60
Communications	2,23%	101,70	102,20	102,70	103,00	103,40	103,40	104,00	104,60	104,70	104,80	105,20	105,20
Loisirs	1,52%	113,90	117,50	119,20	121,10	123,10	123,10	126,10	129,90	134,00	138,10	146,50	148,40
Enseignement	3,91%	109,50	109,50	109,50	109,50	109,50	109,50	109,50	109,50	109,50	109,50	109,50	111,60
Restaurants	0,49%	108,20	109,30	110,60	112,20	113,90	113,90	118,80	122,70	127,60	130,20	136,80	139,30
Biens et services divers	5,26%	107,50	108,60	109,80	111,20	112,70	116,20	118,10	119,50	121,50	123,00	124,10	124,10

Source : IHSI

Tableau I.4a Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays (2017-2018=100) (Suite)

		Pondération	Septembre 2008	Septembre 2009	Septembre 2010	Septembre 2011	Septembre 2012	Septembre 2013	Septembre 2014	Septembre 2015	Septembre 2016	Septembre 2017	Septembre 2018	Septembre 2019
Indice général	100,00%		57,11	55,58	57,94	62,26	65,2	68,01	70,72	76,69	84,87	94,07	106,54	127,50
Alimentation et boissons non alcoolisées	48,50%		57,63	53,21	55,69	60,34	63,53	66,68	68,80	75,45	83,51	93,46	107,17	132,50
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	1,42%		56,16	58,11	62,10	65,42	67,31	69,61	75,10	79,66	88,65	96,14	102,46	116,20
Articles d'habillement et chaussures	5,55%		41,86	44,62	46,03	48,86	51,37	53,75	58,90	67,58	79,18	93,08	107,09	130,80
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	14,14%		47,01	49,63	54,52	59,73	62,76	65,81	69,00	74,26	84,09	92,89	105,82	124,30
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	5,32%		58,72	66,61	68,92	72,28	73,75	75,50	77,52	82,16	87,74	92,92	108,42	128,80
Santé	2,56%		57,24	60,74	62,20	67,38	71,92	74,33	77,41	80,89	86,82	92,27	110,33	142,40
Transports	9,10%		83,93	77,23	78,21	83,66	85,61	87,11	87,73	88,71	90,66	98,15	102,41	110,60
Communications	2,23%		93,29	93,65	94,07	94,12	94,45	94,99	95,34	95,90	96,83	98,86	101,37	105,20
Loisirs	1,52%		64,67	66,17	66,63	67,44	69,49	75,11	76,37	76,40	86,89	93,29	106,69	148,40
Enseignement	3,91%		32,29	31,82	31,56	33,49	39,61	43,45	52,54	63,71	84,22	98,50	109,54	111,60
Restaurants	0,49%		59,80	56,16	58,79	64,44	68,10	71,54	74,34	81,69	90,43	93,86	107,17	139,30
Biens et services divers	5,26%		48,41	51,57	52,84	56,66	59,20	61,64	65,97	76,28	84,99	93,22	106,42	124,10

Source : IHSI

Tableau I.5 Taux d'inflation (variation de l'IPC en pourcentage, 2017-2018=100)

	Octobre 2018		Novembre 2018		Décembre 2018		Janvier 2019		Février 2019		Mars 2019	
	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel
Indice général (pondération: 100%)	1,5	14,3	1,4	13,5	1,5	15,4	1,6	15,5	1,7	17,0	0,7	16,8
Alimentation et boissons non alcoolisées	2,0	16,5	1,6	16,8	1,8	17,8	1,9	18,9	1,9	20,0	0,9	19,8
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	0,3	5,3	0,4	5,2	0,9	5,8	1,2	6,5	1,1	7,5	3,2	10,5
Articles d'habillement et chaussures	1,2	15,2	1,3	16,0	1,5	16,2	1,6	17,1	1,7	18,0	-1,0	14,8
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	0,8	13,2	1,1	13,5	1,4	13,8	1,6	14,4	1,6	14,5	0,4	14,2
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	1,6	17,5	1,9	18,7	2,0	20,2	2,2	21,7	2,2	22,3	1,3	22,9
Santé	1,9	20,5	2,0	22,1	2,4	23,9	2,4	25,4	2,5	27,6	0,0	26,4
Transports	0,5	4,7	0,6	5,2	0,7	5,4	0,8	5,9	0,8	6,5	0,0	6,3
Communications	0,3	2,9	0,5	3,3	0,5	3,6	0,3	3,7	0,4	3,8	0,0	3,6
Loisirs	6,8	21,2	3,2	24,9	1,4	26,0	1,6	25,1	1,7	25,5	0,0	24,7
Enseignement	0,0	10,8	0,0	10,8	0,0	10,8	0,0	10,8	0,0	10,7	0,0	10,4
Restaurants	1,0	15,5	1,0	15,1	1,2	15,3	1,4	15,8	1,5	16,5	0,0	15,2
Biens et services divers	1,0	15,1	1,0	15,4	1,1	13,9	1,3	13,2	1,3	14,1	3,1	16,6

Source : IHSI

Tableau I.5 (Suite) Taux d'inflation (variation de l'IPC en pourcentage, 2017-2018=100)

	Avril 2019		Mai 2019		Juin 2019		Juillet 2019		Août 2019		Septembre 2019	
	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel
Indice général (pondération: 100%)	1,7	17,6	1,4	18,0	1,8	18,7	1,6	19,1	1,6	19,5	1,6	19,7
Alimentation et boissons non alcoolisées	2,5	21,5	1,8	22,1	1,9	22,5	1,4	22,5	1,6	22,6	2,1	23,6
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	1,9	12,3	0,0	11,1	0,9	11,6	0,9	12,2	1,4	13,3	0,4	13,4
Articles d'habillement et chaussures	0,5	14,4	2,9	16,0	2,7	17,5	2,6	19,0	3,2	21,1	2,0	22,1
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	0,7	13,6	1,1	13,4	2,2	14,7	2,2	16,1	2,1	17,3	1,1	17,5
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	1,3	23,1	0,2	21,6	1,9	21,7	1,8	21,8	0,6	20,5	0,2	18,8
Santé	0,7	23,9	2,9	26,8	3,2	27,7	2,4	27,8	2,2	27,7	3,2	29,1
Transports	0,3	6,3	0,4	6,2	1,2	6,9	1,0	7,5	0,6	7,6	0,9	8,0
Communications	0,6	3,9	0,6	4,3	0,1	4,1	0,1	3,9	0,4	4,0	0,0	3,8
Loisirs	2,4	24,5	3,0	27,0	3,2	29,6	3,1	32,2	6,1	38,7	1,3	39,1
Enseignement	0,0	10,3	0,0	10,2	0,0	10,2	0,0	10,2	0,0	10,2	1,9	1,9
Restaurants	4,3	18,8	3,3	21,0	4,0	23,9	2,0	24,6	5,1	29,1	1,8	30,0
Biens et services divers	1,6	17,7	1,2	18,2	1,7	18,6	1,2	18,5	0,9	18,0	0,0	16,6

Source : IHSI, BRH

Tableau I.5a Taux d'inflation (variation de l'IPC en glissement annuel, en pourcentage, 2017-2018=100)

	Septembre 2008	Septembre 2009	Septembre 2010	Septembre 2011	Septembre 2012	Septembre 2013	Septembre 2014	Septembre 2015	Septembre 2016	Septembre 2017	Septembre 2018	Septembre 2019
Indice général (pondération: 100%)	19,1	-2,7	4,3	7,5	4,7	4,3	4,0	8,4	10,7	10,8	13,3	19,7
Alimentation et boissons non alcoolisées	28,7	-7,7	4,7	8,4	5,3	5,0	3,2	9,7	10,7	11,9	14,7	23,6
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	1,7	3,5	6,9	5,4	2,9	3,4	7,9	6,1	11,3	8,4	6,6	13,4
Articles d'habillement et chaussures	10,0	6,6	3,1	6,2	5,1	4,6	9,6	14,7	17,2	17,5	15,1	22,1
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	10,4	5,6	9,8	9,6	5,1	4,9	4,9	7,6	13,2	10,5	13,9	17,5
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	14,1	13,5	3,5	4,9	2,0	2,4	2,7	6,0	6,8	5,9	16,7	18,8
Santé	13,4	6,1	2,4	8,3	6,7	3,3	4,2	4,5	7,3	6,3	19,6	29,1
Transports	17,1	-8,0	1,3	7,0	2,3	1,7	0,7	1,1	2,2	8,3	4,3	8,0
Communications	0,7	0,4	0,4	0,1	0,3	0,6	0,4	0,6	1,0	2,1	2,5	3,8
Loisirs	18,9	2,3	0,7	1,2	3,0	8,1	1,7	0,0	13,7	7,4	14,4	39,1
Enseignement	1,2	-1,5	-0,8	6,1	18,3	9,7	20,9	21,2	32,2	17,0	11,2	1,9
Restaurants	20,2	-6,1	4,7	9,6	5,7	5,0	3,9	9,9	10,7	3,8	14,2	30,0
Biens et services divers	7,0	6,5	2,5	7,2	4,5	4,1	7,0	15,6	11,4	9,7	14,2	16,6

Source : IHSI, BRH

Tableau I.6 Taux de change à Port-au-Prince (gourdes/dollar EU)

	Octobre 2018	Novembre 2018	Décembre 2018	Janvier 2019	Février 2019	Mars 2019	Avril 2019	Mai 2019	Juin 2019	Juillet 2019	Août 2019	Septembre 2019
Marché informel 1/												
À l'achat	71,06	73,76	76,49	78,36	82,14	82,08	84,11	88,67	92,84	93,04	93,11	93,15
À la vente	72,16	74,78	77,50	79,40	83,14	83,09	85,13	89,77	93,84	94,04	94,11	94,15
Marché bancaire 1/												
À l'achat	71,86	73,69	76,28	78,50	82,52	82,66	84,67	89,47	92,44	93,09	93,46	93,44
À la vente	72,86	74,65	77,26	79,51	84,05	83,84	85,52	90,56	93,21	93,70	94,05	94,01
Taux de référence												
Moyen	71,11	73,46	76,32	78,31	82,37	82,39	85,33	88,56	92,73	93,82	93,30	93,35
Fin de période	72,27	74,61	77,19	81,04	82,02	82,61	87,07	92,54	93,03	93,26	93,39	93,32

Source : BRH
1/ moyenne arithmétique de la période

Tableau I.7 Composantes et contreparties de l'agrégat M3 (en millions de gourdes)

Composantes	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Agrégat M3	126 421,40	126 421,40	140 002,09	150 936,08	159 163,35	175 118,75	203 743,10	238 183,85	269 414,41	308 091,08	377 365,65
Agrégat M2	66 066,29	66 066,29	71 242,57	77 162,24	81 991,22	89 242,83	102 275,15	107 871,68	119 421,55	147 227,47	162 953,12
Agrégat M1	37 455,80	37 455,80	40 987,97	46 467,35	48 266,15	53 345,73	58 182,65	62 719,71	71 650,63	90 186,15	99 956,06
Monnaie en circulation	17 282,44	17 282,44	18 401,20	20 301,10	21 362,07	23 939,77	28 617,99	33 641,91	38 470,53	47 201,30	60 700,45
Dépôts à vue	20 173,36	20 173,36	22 586,77	26 166,25	26 904,08	29 405,95	29 564,66	29 077,80	33 180,10	42 984,85	38 255,61
Quasi-monnaie	28 610,48	28 610,48	30 254,59	30 694,89	33 725,07	35 897,10	44 092,49	45 151,97	47 770,93	57 041,32	63 997,06
Dépôts d'épargne	21 345,99	21 345,99	23 036,67	23 625,37	24 152,98	25 395,19	27 816,05	29 507,06	31 921,08	34 516,59	37 971,96
Dépôts à terme et autres	7 264,49	7 264,49	7 217,92	7 069,52	9 572,10	10 501,92	16 276,45	15 644,90	15 849,85	22 524,72	26 025,10
Dépôts en dollars EU	60 355,11	60 355,11	68 759,52	73 773,84	77 177,13	85 875,93	101 467,95	130 312,17	149 992,85	160 863,62	214 412,53
Dépôts à vue	28 606,84	28 606,84	32 480,49	34 881,05	36 959,69	41 718,40	44 026,43	59 377,19	71 830,92	71 125,94	95 517,58
Dépôts d'épargne	20 501,51	20 501,51	24 483,50	26 269,56	27 322,24	29 212,68	32 897,69	39 650,89	41 755,25	46 868,05	64 148,53
Dépôts à terme et autres	11 246,76	11 246,76	11 795,53	12 623,23	12 896,20	14 944,85	24 543,84	31 284,09	36 406,68	42 869,63	54 746,42
Contreparties											
Réserves nettes de change du système bancaire	92 278,09	92 278,09	104 594,69	116 006,77	101 064,55	95 654,07	112 613,43	153 065,97	166 288,68	164 494,17	225 371,72
Avoirs extérieurs du système bancaire	104 303,83	104 303,83	117 505,44	129 753,80	131 586,13	116 800,73	133 038,17	175 624,44	195 977,36	210 312,12	288 639,33
Engagements extérieurs du système bancaire	12 025,74	12 025,74	12 910,75	13 747,03	30 521,58	21 146,66	20 424,75	22 558,46	29 688,67	45 817,95	63 267,61
Réserve nettes de change BRH	64 196,29	64 196,29	72 483,58	87 466,05	78 426,23	74 278,55	79 787,97	111 112,20	110 515,01	111 424,59	145 176,63
Avoirs extérieurs BRH	73 773,50	73 773,50	84 085,97	99 308,00	104 291,00	87 433,16	94 496,65	129 560,41	136 573,12	152 651,63	205 564,17
Engagements extérieurs BRH	9 577,21	9 577,21	11 582,39	11 841,95	25 864,77	13 154,61	14 708,68	18 448,21	26 058,11	41 227,04	60 387,54
Réserves de change banques commerciales	28 081,80	28 081,80	32 111,10	28 540,72	22 638,31	21 375,52	32 825,46	41 953,77	55 773,67	53 069,59	80 195,09
Avoirs extérieurs banques commerciales	30 530,33	30 530,33	33 439,46	30 445,80	27 295,13	29 367,57	38 541,53	46 064,03	59 404,24	57 660,49	83 075,16
Engagements extérieurs banques commerciales	2 448,52	2 448,52	1 328,36	1 905,08	4 656,82	7 992,05	5 716,07	4 110,25	3 630,57	4 590,90	2 880,07
Crédit intérieur net	36 243,07	36 243,07	37 573,58	47 316,38	71 156,31	92 334,48	106 260,60	118 923,19	130 979,04	173 490,98	211 905,31
Crédit au secteur public	-4 342,02	-4 342,02	-12 952,07	-18 256,32	-5 035,57	7 451,30	18 570,53	12 780,96	20 170,76	48 943,71	58 830,99
Crédit à l'État	-1 559,31	-1 559,31	-8 900,87	-12 762,97	957,22	11 041,94	20 935,58	18 017,77	25 938,10	60 482,88	75 349,88
Crédit aux collectivités locales	-155,10	-155,10	-121,43	-155,09	-95,06	-101,83	-46,79	-146,50	-443,04	-493,48	-462,71
Crédit aux entreprises publiques	-2 627,61	-2 627,61	-3 929,77	-5 338,26	-5 897,72	-3 488,81	-2 318,26	-5 090,31	-5 324,30	-11 045,68	-16 056,18
Crédit au secteur privé	40 595,08	40 595,08	50 525,64	65 572,70	76 191,87	84 883,18	87 690,07	106 142,22	110 808,28	124 547,27	153 074,32
Autres postes nets 1/	-2 099,76	-2 099,76	-2 166,18	-12 387,07	-13 052,50	-12 869,79	-15 130,93	-33 805,31	-27 853,32	-29 894,08	-59 911,38

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Ce poste regroupe les «créances interbancaires», «comptes de capital» et «autres postes non classés».

Tableau I.8 La Base monétaire et ses sources (en millions de gourdes)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Base monétaire	56 471,23	81 182,24	87 906,55	96 992,54	95 868,89	96 530,81	118 858,46	142 583,24	159 257,84	185 464,45	219 228,46
Monnaie en circulation	13 447,74	17 282,44	18 401,20	20 301,10	21 362,07	23 939,77	28 617,99	33 648,30	38 425,33	47 201,30	60 700,45
Réserves des banques	38 343,17	57 407,67	60 024,50	64 075,57	62 477,82	62 348,88	81 479,95	101 423,45	114 259,73	132 111,55	149 744,11
Réserves/dépôts des banques	26 692,43	45 824,04	50 769,57	55 730,58	53 812,49	54 310,63	72 067,84	86 692,65	97 037,91	114 281,37	142 073,55
Encaisses des banques et autres	2 098,74	2 373,63	2 926,93	2 602,99	2 720,33	3 329,24	4 437,10	4 082,50	5 007,82	5 135,18	5 830,55
Bons BRH émis	9 552,00	9 210,00	6 328,00	5 742,00	5 945,00	4 709,00	4 975,00	10 648,30	12 214,00	12 695,00	1 840,00
Autres Dépôts	4 821,32	6 733,12	9 795,84	12 929,88	12 305,00	10 390,16	8 760,52	7 511,50	6 572,78	6 151,60	8 783,90
Dépôts des collectivités locales	222,09	155,10	121,43	155,09	95,06	83,47	31,99	146,50	443,04	493,48	462,71
Dépôts des entreprises publiques	2 008,69	2 683,31	3 968,45	5 155,74	5 706,19	3 219,33	1 860,91	2 396,86	2 513,46	1 985,45	1 534,03
Dépôts du secteur privé	217,53	545,40	952,66	2 203,10	1 097,38	1 412,34	719,35	1 117,42	1 301,18	1 266,67	1 820,41
Bons BRH détenus par les IFNB	2 232,00	3 108,31	4 438,31	5 101,94	130,36	5 527,02	5 675,27	1 072,72	1 373,11	1 245,00	3 244,75
Dépôts des inst. financières non bancaires (IFNB)	141,00	241,00	315,00	314,00	276,00	148,00	473,00	778,00	942,00	1 161,00	1 722,00
Sources	56 471,23	81 182,24	87 906,55	96 992,54	95 868,89	96 530,81	118 858,46	142 583,24	159 257,84	185 464,45	219 228,46
Avoirs extérieurs nets	24 001,43	64 196,29	72 483,58	87 466,05	78 426,23	74 278,55	79 813,06	111 090,90	110 515,01	111 424,50	145 176,63
Avoirs extérieurs BRH	42 510,68	73 773,50	84 065,97	97 308,00	104 291,00	87 433,16	94 496,65	129 560,41	136 573,12	152 651,54	205 564,17
Engagements extérieurs BRH	-18 509,25	-9 577,21	-11 582,39	-11 841,95	-25 864,77	-13 154,61	-14 683,58	-18 469,51	-26 058,11	-41 227,04	-60 397,54
Créances nettes sur le secteur public	22 954,30	11 285,36	8 769,23	8 225,31	10 224,04	15 674,82	25 833,87	30 448,41	35 310,14	61 355,64	71 206,48
Créances nettes sur le gouvernement central	22 314,78	11 324,70	8 891,54	8 465,47	10 882,88	16 126,22	26 266,84	30 829,50	37 623,99	61 938,52	71 602,75
Créances nettes sur les Organismes autonomes	-173,90	-207,85	-310,22	-402,79	-813,35	-653,36	-618,21	-565,77	-546,45	-596,25	-458,10
Créances sur les collectivités locales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les entreprises publiques	813,42	168,52	187,91	162,63	154,52	201,97	185,24	184,68	-1 767,40	13,37	61,84
Créances sur institutions financières monétaires	593,37	761,06	388,14	1 917,64	1 867,65	1 080,70	9 072,67	5 112,39	9 119,30	15 876,56	18 963,83
Autres postes nets 1/	8 922,13	4 939,53	6 265,59	-616,46	5 350,96	5 496,73	16,79	-8 738,70	-505,37	-7 852,40	-21 926,94

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Ce poste regroupe les comptes «capital» et «autres postes non classés».

Tableau I.9 Bilan de la BRH (en millions de gourdes)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Avoirs extérieurs nets	24 001,43	64 196,29	72 483,58	87 466,05	78 426,23	74 278,55	79 813,06	11 090,90	110 515,01	111 424,50	145 776,63
Avoirs extérieurs	42 510,68	73 773,50	84 065,97	99 308,00	104 291,00	87 433,16	94 496,65	129 560,41	136 573,12	152 651,54	205 564,17
Engagements extérieurs	-18 509,25	-9 577,21	-11 582,39	-11 841,95	-25 864,77	-13 154,61	-14 683,58	-18 469,51	-26 058,11	-41 227,04	-60 387,54
Avoirs Intérieurs nets	27 789,48	10 493,83	5 942,12	-3 089,39	5 413,66	12 010,10	30 284,88	23 980,85	42 170,05	67 888,35	65 267,92
Créances nettes sur l'État	22 314,78	11 324,70	8 891,54	8 465,47	10 882,88	16 126,22	26 266,84	30 829,50	37 620,71	61 938,52	71 602,75
Créances internes	36 783,99	43 927,65	44 841,46	46 252,86	45 627,15	49 263,09	54 827,71	57 946,61	64 377,44	89 566,23	107 086,52
Dépôts du gouvernement	-14 460,21	-32 602,96	-35 949,92	-37 787,39	-34 744,27	-33 136,88	-28 560,87	-27 117,11	-26 756,73	-27 627,71	-35 483,78
Créances nettes sur les organismes autonomes	-173,90	-207,85	-310,22	-402,79	-813,35	-653,36	-618,21	-565,77	-546,45	-596,25	-458,10
Créances internes des organismes autonomes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts des organismes autonomes	-173,90	-207,85	-310,22	-402,79	-813,35	-653,36	-618,21	-565,77	-546,45	-596,25	-458,10
Créances nettes sur collectivités locales	-222,09	-155,10	-121,43	-155,09	-95,06	-83,47	-31,99	-146,50	-443,04	-493,48	-462,71
Créances internes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts des collectivités locales	-222,09	-155,10	-121,43	-155,09	-95,06	-83,47	-31,99	-146,50	-443,04	-493,48	-462,71
Créances nettes sur les entreprises publiques	-1 195,27	-2 514,79	-3 780,54	-4 993,11	-5 551,67	-3 017,36	-1 675,67	-2 212,19	-2 475,86	-1 972,08	-1 472,20
Créances internes	813,42	168,52	187,91	162,63	154,52	201,97	185,24	184,68	37,60	13,37	61,84
Dépôts des entreprises publiques	-2 008,69	-2 683,31	-3 968,45	-5 155,74	-5 706,19	-3 219,33	-1 860,91	-2 396,86	-2 513,46	-1 985,45	-1 534,03
Créances nettes sur les particuliers	1 771,75	1 612,90	1 343,92	383,95	1 694,75	1 674,84	759,73	2 796,27	2 321,24	906,16	169,92
Créances sur les institutions financières monétaires	593,37	761,06	388,14	1 917,64	1 867,65	1 080,70	9 072,67	5 112,39	9 119,30	15 876,56	963,83
Créances nettes sur autres institutions bancaires	[141,00]	[241,00]	[315,00]	[314,00]	[276,00]	[148,00]	-	-	-	-	-
Créances nettes sur les institutions financières non banc.	-2 268,74	-3 145,95	-4 652,28	-5 335,26	-5 325,68	-5 594,12	-6 067,37	-3 769,65	-1 399,23	-753,73	-2 730,01
Comptes de capital	-1 316,19	-1 997,63	-1 683,23	-5 051,28	-2 010,65	-8 349,74	-6 809,14	-15 171,72	-4 993,36	3 490,04	-23 589,06
Autres postes non classés	8 426,77	5 047,50	6 181,21	2 395,08	5 040,81	10 974,40	9 388,02	7 108,52	2 966,74	-10 507,38	3 243,50
Actif = Passif	51 790,91	74 690,12	78 425,70	84 376,66	83 839,90	86 288,65	110 097,94	135 071,75	152 685,06	179 312,85	210 444,56
Engagements envers inst. financières monétaires	38 343,17	57 407,67	60 024,50	64 075,57	62 477,82	62 348,88	81 479,95	101 423,45	114 214,53	132 111,55	149 744,11
Dépôts Gdes des institutions financières monétaires	15 533,19	21 127,03	21 907,05	18 736,93	23 839,51	21 029,28	30 456,52	27 782,17	37 401,17	49 379,26	56 810,88
Encaisses des institutions financières monétaires	2 098,74	2 373,48	2 926,93	2 602,99	2 720,33	3 329,24	4 437,10	4 082,50	4 962,63	5 135,18	5 830,55
Autres Engagements env. inst. financières monétaires	0,00	0,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts devises des institutions financières monétaires	11 159,24	24 697,01	28 862,52	36 993,64	29 972,98	33 281,35	41 611,32	58 910,48	59 636,74	64 902,10	85 262,67
Bons BRH émis	9 552,00	9 210,00	6 328,00	5 742,00	5 945,00	4 709,00	4 975,00	10 648,30	12 214,00	12 695,00	1 840,00
Engagements envers secteur privé	13 447,74	17 282,44	18 401,20	20 301,10	21 362,07	23 939,77	28 617,99	33 648,30	38 470,53	47 201,30	60 700,45
Monnaie fiduciaire en circulation	13 447,74	17 282,44	18 401,20	20 301,10	21 362,07	23 939,77	28 617,99	33 648,30	38 470,53	47 201,30	60 700,45
Monnaie hors BRH	15 546,48	19 655,93	21 328,13	22 904,09	24 082,41	27 269,02	33 055,10	37 730,80	43 433,15	52 336,48	66 531,00
Encaisses des institutions financières monétaires	-2 098,74	-2 373,48	-2 926,93	-2 602,99	-2 720,33	-3 329,24	-4 437,10	-4 082,50	-4 962,63	-5 135,18	-5 830,55
Allocations de DTS 1/	-906,54	-851,34	-874,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Source : Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Suite à une révision méthodologique, les Allocations DTS figurent au compte Capital en sept 97.

Tableau I.10 Bilan consolidé des banques commerciales 1/ (en millions de gourdes)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Avoirs extérieurs nets	16 537,21	28 081,80	32 111,10	28 540,72	22 638,31	21 375,52	32 825,46	41 953,77	55 773,67	53 069,59	80 195,09
Réserves	38 308,26	56 755,50	60 005,12	63 086,86	60 766,45	63 060,57	79 342,19	101 349,08	112 631,43	127 258,08	142 443,51
Dépôts à la Banque Centrale	26 657,52	45 172,02	50 750,20	54 741,87	52 101,12	54 956,12	69 918,19	86 703,14	96 286,75	109 423,15	134 906,44
Encaisses en monnaie nationale	2 098,74	2 373,48	2 926,93	2 602,99	2 720,33	3 365,46	4 449,00	4 119,65	4 949,68	5 109,93	5 785,07
Bons BRH	9 552,00	9b 210,00	6 328,00	5 742,00	5 945,00	4 739,00	4 975,00	10 526,30	11 395,00	12 725,00	1 752,00
Portefeuille de crédit	41 012,36	38 426,78	48 229,06	62 985,65	76 274,74	88 271,29	89 201,85	106 589,17	110 929,81	125 169,87	158 147,62
Crédit au secteur public	-	-	-	-	2 875,00	6 475,29	5 040,73	4 530,13	4 295,36	5 282,77	10 881,76
Crédit au secteur privé	41 012,36	38 426,78	48 229,06	62 985,65	73 399,74	81 796,00	84 161,12	102 059,04	106 634,45	119 887,11	147 265,86
Comptes de capital	-10 025,45	-10 723,68	-11 753,22	-13 560,63	-15 099,94	-17 340,54	-20 739,83	-29 010,64	-32 153,99	-33 434,56	-40 126,15
Autres postes non classés	4 735,19	9 482,51	6 095,18	1 453,53	7 459,11	10 041,89	7 142,90	5 618,23	8 143,80	12 242,00	13 111,14
Total actif	90 568,58	122 022,91	134 687,25	142 506,12	152 038,67	165 408,73	182 254,46	212 649,92	240 617,62	272 422,91	334 453,95
Engagements envers la BRH	278,00	3,00	3,00	137,34	872,02	213,30	5 674,64	3 496,42	5 975,29	8 553,60	11 210,25
Engagements envers Inst. Fin. Non-Bancaires	171,00	142,36	138,60	227,89	440,09	546,29	619,07	1 670,99	1 090,09	1 398,67	1 995,14
Engagements envers le secteur privé	89 346,18	108 593,56	120 648,23	128 431,88	136 708,89	149 766,64	174 405,75	203 424,86	229 642,71	259 623,11	314 844,79
Dépôts en gourdes	41 181,54	48 238,44	51 888,71	54 658,04	59 531,77	63 890,71	72 837,80	73 112,69	79 649,85	98 759,49	100 432,27
Dépôts en dollars	48 164,64	60 355,11	68 759,52	73 773,84	77 177,13	85 875,93	101 467,95	130 312,17	149 992,85	160 863,62	214 412,53
Engagements envers le secteur public	773,40	13 284,00	13 897,43	13 709,02	14 017,67	14 882,50	10 411,17	19 654,21	18 283,24	15 223,85	21 260,52
Total passif	90 568,58	122 022,91	134 687,25	142 506,12	152 038,67	165 408,73	182 254,46	212 649,92	240 617,62	272 422,91	334 453,95

Source : Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Suite à une révision méthodologique, les Allocations DTS figurent au compte Capital en sept 97.

Tableau I.11 Bilan consolidé des banques commerciales (en millions de gourdes)

	Octobre 2018	Novembre 2018	Décembre 2018	Janvier 2019	Février 2019	Mars 2019	Avril 2019	Mai 2019	Juin 2019	Juillet 2019	Août 2019	Septembre 2019
Avoirs extérieurs nets	54 264,90	57 272,91	60 954,12	63 176,78	67 167,58	68 095,27	71 345,15	73 822,51	74 910,20	76 624,25	75 940,73	80 195,09
Réserves	130 748,69	132 812,08	131 793,13	140 331,03	136 919,33	135 445,40	137 254,31	140 754,34	141 762,88	139 624,45	142 262,01	142 443,51
Dépôts à la Banque Centrale	111 337,05	112 981,37	116 907,85	121 394,53	122 095,10	124 323,02	126 154,92	130 673,84	131 949,51	130 833,64	134 506,55	134 906,44
Encaisses en monnaie nationale	4 801,63	5 957,71	5 773,29	7 435,51	6 541,24	6 230,38	6 434,39	6 921,50	6 658,36	7 364,81	6 628,46	5 785,07
Bons BRH	14 610,00	13 873,00	9 112,00	11 501,00	8 283,00	4 892,00	4 665,00	3 159,00	3 155,00	1 426,00	1 127,00	1 752,00
Portefeuille de crédit	128 408,20	130 587,86	137 118,09	136 933,71	137 406,45	142 837,22	147 244,94	151 518,67	152 296,21	154 451,60	152 519,22	158 147,62
Crédit au secteur public	5 214,38	4 041,83	6 136,70	5 764,15	5 191,60	9 693,63	10 221,08	9 648,53	9 085,98	12 203,43	11 530,88	10 881,76
Crédit au secteur privé	123 193,82	126 546,03	130 981,39	131 169,56	132 214,85	133 143,59	137 023,85	141 870,14	143 210,22	142 248,16	140 988,33	147 265,86
Comptes de capital	-34 167,58	-35 189,97	-36 027,64	-36 974,47	-37 789,43	-37 774,38	-37 168,88	-37 785,36	-38 498,83	-38 822,16	-39 602,85	-40 126,15
Autres postes non classés	12 100,25	11 745,09	12 201,39	12 474,95	11 990,09	13 396,96	12 228,66	9 508,08	7 989,25	7 526,57	8 933,53	13 111,14
Total actif	271 839,96	278 750,31	286 772,33	294 966,96	295 700,45	303 661,52	311 415,23	317 971,87	319 547,98	320 112,79	321 575,69	334 453,95
Engagements envers la BRH	8 355,68	8 094,96	18 66,05	7 622,63	7 629,64	9 327,00	9 484,06	7 999,95	8 034,69	8 366,34	9 129,16	11 210,25
Engagements envers Inst. Fin. Non-Bancaires	1 438,39	1 857,27	1 697,71	1 727,33	1 755,32	1 968,87	1 893,14	2 053,13	2 078,41	2 280,86	2 103,07	1 995,14
Engagements envers le secteur privé	258 637,37	265 276,67	272 420,85	281 356,60	282 447,00	285 706,18	292 700,84	302 939,05	302 424,42	301 070,93	303 320,62	314 844,79
Dépôts en gourdes	100 380,42	100 551,62	99 129,31	101 809,00	99 079,63	98 451,89	97 538,29	98 806,62	96 653,25	94 786,75	96 035,00	100 432,27
Dépôts en dollars	158 256,95	164 725,05	173 291,54	179 547,60	183 367,38	187 254,29	195 162,54	204 132,43	205 771,16	206 284,19	207 285,62	214 412,53
Engagements envers le secteur public	21 238,22	20 721,27	21 633,39	22 912,78	22 104,73	20 917,90	21 555,93	22 086,26	21 802,40	21 541,67	21 294,62	21 260,62
Total passif	271 839,96	278 750,31	286 772,33	294 966,96	295 700,45	303 661,52	311 415,23	317 971,87	319 547,98	320 112,79	321 575,69	334 453,95

Source : Banque de la République d'Haïti (BRH).

Tableau 1.12 Résumé des Opérations Financières de l'Administration Centrale 1/ (en millions de gourdes)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Recettes Totales	31 303,60	31 445,30	38 932,55	42 313,15	44 751,38	47 103,00	57 116,50	66 078,20	75 073,00	79 767,20	76 199,50
Recettes Courantes	31 303,60	31 445,30	38 932,55	42 313,15	44 751,38	47 103,00	57 116,50	66 078,20	74 948,00	79 620,70	76 59,50
Recettes internes	19 948,14	19 489,64	24 613,13	28 330,67	29 412,58	32 443,00	38 171,90	44 158,90	51 673,33	55 554,70	47 232,20
Dont: Impôt sur le revenu et les bénéfices	5 449,09	5 991,36	8 867,16	9 912,13	9 449,14	11 278,00	13 193,60	15 193,70	20 483,36	20 589,10	19 975,50
Taxe sur le chiffre d'affaires	9 105,13	8 477,02	10 329,20	11 974,81	13 435,51	13 148,00	14 239,80	12 245,30	19 994,12	22 022,80	22 085,20
Droits d'accises	1 979,94	1 464,54	952,78	1 120,61	911,56	868,80	3 584,80	4 139,60	1 987,52	1 591,60	1 283,50
Recettes douanières	9 013,28	11 483,80	13 764,87	13 843,21	14 290,17	14 109,50	18 246,40	20 984,50	22 620,05	23 718,30	28 544,60
Dont: Droits de douanes	4 803,68	7 089,06	7 635,23	8 162,89	8 534,28	8 397,00	11 719,40	12 744,80	11 189,61	12 364,40	10 142,60
Frais de vérification	3 562,03	3 234,95	4 339,94	4 852,63	4 896,09	4 821,00	5 726,90	7 404,60	9 082,65	10 044,30	9 094,00
Autres recettes 2/	2 342,18	461,86	554,55	139,27	1 048,63	550,50	689,20	934,80	720,61	347,70	383,50
Transferts des Entreprises Publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	125,00	146,50	-
Dépenses Totales	35 554,56	37 966,30	42 709,00	52 092,94	60 583,00	70 378,30	64 177,60	80 265,60	87 271,84	108 810,70	99 436,40
Dépenses Courantes	29 605,48	29 258,90	35 826,00	39 804,94	47 133,20	62 974,30	57 957,60	74 411,60	78 315,84	100 321,70	96 975,40
Dépenses sur biens et services	25 999,55	24 617,00	32 180,70	35 438,57	42 254,20	56 786,50	51 601,30	62 044,70	63 953,97	84 395,60	79 896,50
Traitements et salaires	14 464,95	13 437,30	15 474,10	18 447,52	21 185,8	22 140,00	28 992,70	32 272,30	33 848,35	39 572,50	38 682,30
Autres achats de biens et services	11 534,60	11 180,00	16 716,60	16 591,05	21 185,80	34 646,50	22 608,60	29 772,40	30 105,62	44 823,10	41 274,00
Paiements d'intérêts	1 356,44	1 408,00	848,00	983,29	21 068,40	864,10	938,90	1 980,90	2 694,45	599,40	1 550,90
Dette interne	827,51	1 100,40	825,20	916,50	059,10	64,70	468,90	249,70	305,05	382,00	1 266,10
Dette externe	508,93	307,60	22,80	66,79	97,60	222,40	440,10	1 731,20	2 389,40	27,40	284,80
Subventions et transferts courants	2 269,50	2 233,70	2 787,30	3 383,08	141,50	5 323,70	5 417,40	386,00	11 687,42	15 326,70	14 528,20
Autres dépenses	-	-	-	-	3 819,90	-	-	-	-	-	-
Dont: Dépenses exercices antérieurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'investissement	5 949,08	9 708,00	6 883,00	12 286,00	13 449,00	7 404,00	6 220,00	5 854,00	5 956,00	8 489,00	3 461,00
[Finances sur fonds locaux]											
Solde Courant	1 698,12	3 186,30	3 106,50	2 508,26	-2 381,80	-15 871,30	-84,10	-8 333,40	-3 367,84	-20 701,00	-19 815,90
Ajustement	-1 944,81	-1 641,00	-4 918,00	-9 832,62	-12 552,70	-7 683,07	10 06,20	656,30	2 981,27	6 342,30	-10 350,20
Solde Global	-2 306,16	-4 880,60	1 141,40	-502,22	-3 278,10	-15 592,23	-17 167,30	-14 843,70	-12 180,11	-35 358,60	-12 926,70
Financement Total	2 306,16	4 880,60	-1 141,40	502,22	3 278,10	15 592,23	17 167,30	14 843,70	12 180,11	35 358,60	12 926,70
Financement Externe	-129,55	9 765,40	3 414,30	1 112,60	1 638,90	4 335,10	8 938,50	11 608,80	4 441,17	2 558,80	-1 499,70
Dons externes au comptant	900,23	9 904,40	3 498,80	1 137,60	1 774,80	5 081,30	1 405,20	8 896,70	1 055,03	3 736,00	0,00
Prêts nets	-1 029,78	-139,00	-84,50	-25,00	-135,00	-726,20	7 533,30	2 712,10	3 386,14	-1 177,20	-1 499,70
Tirages	-	93,80	-	-	-	-	8 948,80	5 761,60	8 928,75	0,00	0,00
Amortissement	-1 029,78	-232,80	-84,50	-25,00	-135,90	-726,20	-1 415,50	-3 049,50	-5 542,61	-1 177,20	-1 499,70
Financement Interne	2 435,71	-4 894,80	-4 555,80	-610,38	1 639,30	11 247,13	8 228,80	3 234,90	7 738,94	32 827,00	14 426,40
Système bancaire	2 435,71	-4 894,80	-4 555,80	-610,38	1 639,30	9 247,13	7 278,80	3 074,80	7 738,94	32 827,00	14 426,40
Dont: Autorités monétaires (BRH)	2 515,11	-90,40	-2 910,20	-268,80	2 269,80	5 299,00	9 999,70	4 460,70	6 632,42	24 341,20	9 627,80
Autres sources	-	-	-	-	-	2 000,00	850,00	160,10	0,00	0,00	0,00
Dont arriérés de paiements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pour mémoire : (en pourcentage du PIB)											
Recettes courantes	6,63	6,58	7,43	7,42	6,96	6,97	7,93	7,82	7,59	7,40	6,12
Dépenses courantes	6,28	5,91	6,84	6,98	7,33	9,32	8,05	8,81	7,94	9,32	7,71
Dépenses d'investissement	1,26	2,03	1,31	2,16	2,09	1,10	0,86	0,69	0,80	0,79	0,28
Solde courant	0,36	0,67	0,59	0,44	-0,37	-2,35	-0,12	-0,99	-0,34	-1,92	-1,59
Solde global	-0,49	-1,02	0,22	-0,09	-0,51	-2,31	-2,38	-1,76	-1,23	-3,29	-1,04
Dons	0,19	2,07	0,67	0,20	0,28	0,75	0,20	1,05	0,11	0,35	0,00
Financement externe	-0,03	2,04	0,65	0,20	0,26	0,64	1,24	1,37	0,45	0,24	-0,12
Financement BRH	0,53	-0,02	-0,56	-0,05	0,35	0,78	1,39	0,53	0,67	2,26	0,77
PIB nominal	471 795,55	478 044,25	524 124,00	589 992,49	642 673,67	675 571,52	720 254,96	844 479,00	986 919,00	1 076 413,00	1 244 074,00

Sources : BRH, MEF
1/ Opérations du Budget de Fonctionnement de l'Administration Centrale, enregistrées sur la base des encaissements et des décaissements.
2/ Cette rubrique regroupe les recettes non identifiées au niveau des recettes internes et douanières ainsi que les recouvrements de dette.

Tableau 1.13 Résumé des opérations financières des administrations publiques 1/ (en millions de gourdes)

	1er trimestre 2019			2e trimestre 2019			3e trimestre 2019			4e trimestre 2019			Octobre 2018- Septembre 2019
	Octobre 2018	Novembre 2018	Décembre 2018	Janvier 2019	Février 2019	Mars 2019	Avril 2019	Mai 2019	Juin 2019	Juillet 2019	Août 2019	Septembre 2019	
Recettes totales (incluant les dons)	7 477,20	4 895,00	7 672,10	7 082,80	5 205,20	6 385,90	6 863,50	7 145,00	4 651,10	7 929,20	6 800,60	4 051,90	76 159,50
Recettes totales	7 477,20	4 895,00	7 672,10	7 082,80	5 205,20	6 385,90	6 863,50	7 145,00	4 651,10	7 929,20	6 800,60	4 051,90	76 159,50
Recettes courantes	7 477,20	4 895,00	7 672,10	7 082,80	5 205,20	6 385,90	6 863,50	7 145,00	4 651,10	7 929,20	6 800,60	4 051,90	76 159,50
Recettes internes	5 463,80	3 470,80	5 629,70	5 204,50	3 932,40	4 303,10	5 189,20	4 993,70	1 615,90	2 335,20	1 807,10	3 286,80	47 232,20
Recettes douanières	2 004,60	1 420,30	2 024,80	1 866,00	1 269,40	1 933,30	1 661,40	2 088,50	3 034,20	5 491,50	4 985,40	764,60	38 544,00
Recettes non classées 1/	8,80	3,90	17,60	12,30	3,40	149,50	12,90	62,80	1,00	102,50	8,10	0,50	383,30
Transferts des entreprises publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dons externes au comptant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses totales	11 283,30	6 752,50	9 921,30	8 918,80	4 869,40	6 959,40	7 978,50	9 682,40	5 789,50	8 163,90	9 992,60	9 124,80	99 436,40
Dépenses courantes	11 068,30	6 544,50	9 085,30	8 694,80	4 847,40	6 928,40	7 824,50	9 246,40	5 738,50	8 093,90	9 677,60	8 225,80	95 975,40
Dépenses sur biens et services	9 879,20	5 851,10	6 699,90	7 715,20	3 508,60	5 257,50	6 845,50	7 622,80	4 252,50	6 692,40	8 159,50	7 412,10	79 896,30
Traitements et salaires	1 450,50	2 903,60	6 532,90	3 314,20	1 834,10	2 883,20	3 753,20	3 290,20	1 579,20	3 930,10	4 188,30	3 022,80	38 682,30
Dépenses de fonctionn. / Achats de b & s	8 428,70	2 947,50	167,00	4 401,00	1 674,50	2 374,30	3 092,30	4 332,60	2 673,30	2 762,30	3 971,20	4 389,30	41 214,00
Paiements d'intérêts	47,90	132,80	188,40	111,40	37,20	93,20	38,30	193,70	290,60	124,90	153,60	138,90	1 550,90
Subventions	1 141,20	560,60	2 197,00	868,20	1 301,60	1 577,70	940,70	1 429,90	1 195,40	1 276,60	1 364,50	674,80	14 528,20
Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'investissement	215,00	208,00	836,00	224,00	22,00	31,00	154,00	436,00	51,00	70,00	315,00	889,00	3 461,00
Solde courant	-3 591,10	-1 849,50	-1 413,20	-1 612,00	357,80	-542,50	-961,00	-2 101,40	-1 087,40	-164,70	-2 877,00	-4 173,90	-19 815,90
Ajustement 2/	-9 292,10	404,40	4 578,30	-2 081,80	-2 880,90	2 007,90	-1 535,90	-1 478,20	1 357,30	1 646,70	-1 996,90	-1 079,00	-10 350,20
Solde global 3/	5 486,00	-2 261,90	-6 827,50	2 458,80	3 216,70	-2 581,40	420,90	-1 059,20	-2 495,70	-1 881,40	-1 195,10	-3 993,90	-12 926,70
Financement total	-5 486,00	2 261,90	6 827,50	-2 458,80	-3 216,70	2 581,40	-420,90	1 059,20	2 495,70	1 881,40	1 195,10	3 993,90	12 926,70
Financement externe	-52,80	-97,50	0,00	-203,60	-111,80	-296,50	-0,50	-117,20	-2,80	-238,30	-125,70	-253,00	-1 499,70
Prêts concessionnels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres Prêts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Amortissements	-52,80	(97,50)	-	(203,60)	-111,80	-296,50	-0,50	-117,20	(2,80)	-238,30	-125,70	-253,00	-1 499,70
Financement interne	-5 433,20	2 359,40	6 827,50	-42,20	-3 104,90	2 877,90	-420,40	1 176,40	2 498,50	2 119,70	1 320,80	4 246,90	14 426,40
Financement BRH 4/	-4 986,90	3 326,80	5 669,40	873,20	-2 667,00	-1 939,70	-567,20	1 582,90	3 092,00	-1 244,20	1 742,30	4 746,20	9 627,80
Financement BNC	-401,30	-918,30	1 207,20	-784,90	-384,70	4 517,30	195,30	-43,00	-509,00	3 425,20	-374,70	-421,20	5 507,90
Autres Banques commerciales	-45,00	-49,10	-49,10	-150,50	-53,20	300,30	-48,50	-363,50	-84,50	-61,30	-46,80	-78,10	-709,30
Autres sources 5/	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Sources : Direction du Contrôle du Crédit, BCR, Ministère de l'Économie et des Finances.

1/ Base des données de la Banque Mondiale.

2/ Le poste « ajustement » permet de rétablir l'équilibre comptable entre la balance globale et le financement.

3/ Le solde global est déterminé à partir des opérations considérées comme les moyens de son financement.

4/ Exclut les comptes STABEX, PL-480, Farine Canada et Don Japonais.

5/ Incluant les dépôts du gouvernement dans les banques commerciales publiques et privées.

Tableau I.14 Résumé de la Balance des Paiements d'Haïti (en millions de dollars É.U.) (sauf indication contraire)

	2015	2016	2017 (P)	2018 (P)	2019 (P)
A. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES					
Biens et Services	-265,66	-71,25	-83,92	-372,77	-30,09
Crédit	-274,3,49	-2583,55	-3025,27	-3891,91	-3521,75
Débit	1747,47	1613,35	1694,38	1779,81	1585,37
Biens	-4490,96	-4196,90	-4689,66	-5671,72	-5107,12
Crédit	-2,425,42	-2,175,87	-2,626,28	-3,405,81	-2,935,14
Débit	1,023,96	1,007,46	991,40	1,078,51	1,200,24
Services	-3,449,38	-3,183,33	-3,677,68	-4,494,32	-4,135,39
Crédit	-318,07	-407,68	-398,99	-468,10	-586,61
Débit	723,51	605,88	672,99	701,30	385,12
Revenus	-1,041,58	-1,033,57	-1,071,98	-1,187,40	-971,73
Crédit	40,63	47,93	58,51	50,28	49,66
Débit	61,81	68,23	71,42	70,22	70,91
Transferts courants	-211,8	-20,31	-18,92	-19,95	-21,26
Crédit:	2,437,20	2,464,37	2,882,84	3,468,87	3,442,00
Dons officiels	2,694,50	2,730,72	3,180,55	3,778,27	3,726,88
Envois de fonds des travailleurs	488,94	372,07	385,32	386,30	181,19
Débit	2,195,56	2,358,65	2,614,17	3,114,47	3,327,90
B. COMPTE DE CAPITAL					
Crédit	0,00	0,00	181,06	277,50	278,9
Débit	-247,30	-266,34	-297,71	-309,40	-284,98
C. COMPTE D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES					
Investissements directs	18,00	58,11	25,00	31,00	15,00
Autres investissements	18,00	59,11	25,00	31,00	15,00
Admin. publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Décaissements	166,08	674	179,81	321,94	-145,64
Amortissements	105,68	104,90	374,86	105,00	75,00
Dont annulation de dette	60,40	-98,16	-195,05	216,94	-220,64
Secteur bancaire (net)	163,26	-47,95	21,35	-43,83	-92,05
Secteur non bancaire (net)	0,00	0,00	0,00	89,95	-22,91
Autres avoirs et engagements (nets)	-96,82	-44,59	-266,59	151,88	-79,02
Autres avoirs et engagements (nets)	1,00	-6,00	35,00	23,00	-26,00
Autres avoirs et engagements (nets)	-7,04	0,38	15,18	-4,07	-0,65
D. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	-103,39	86,76	-92,42	-31,39	-29,50
BALANCE GLOBALE	-184,98	81,35	28,46	-51,23	-190,22
E. FINANCEMENT	184,98	-81,35	-28,46	51,23	190,22
Avoirs de réserve 1/	141,34	-142,02	-206,36	-33,07	108,95
Utilisation des crédits et prêts du FMI	9,14	-2,76	36,41	-10,64	-12,43
Autres Engagements 2/	-3,76	5,04	-0,42	6,36	0,00
Variation des arriérés de paiement 3/	38,74	56,63	137,55	871,2	93,35
Allocations de DTS	-6,04	-0,85	1,37	-1,56	-2,57
Remise de dette	3,62	2,61	2,99	2,71	2,92
Rééchelonnement obtenu	1,93	0,00	0,00	0,10	0,00
Pour mémoire					
Assistance externe	661,35	321,36	443,09	331,84	76,70
Dons officiels 4/	488,94	372,07	385,32	386,30	181,19
Prêts nets	172,41	-50,71	57,76	-54,46	-104,48
En pourcentage du PIB					
Compte de transactions courantes (incluant dons officiels)	-1,79	-0,51	-0,56	-2,27	-0,20
Compte de transactions courantes (hors dons officiels)	-5,09	-3,17	-3,12	-4,61	-1,43
Exportations de biens et services	11,96	11,53	11,07	10,82	10,72
Importations de biens et services	-30,28	-29,99	-31,19	-34,47	-34,54
Balance globale	-1,25	0,58	0,19	-0,31	-1,29

Sources: Service Economie Internationale/ Direction Affaires Internationales/ BHI

Banque des Règlements Internationaux (BRI)

1/ Variation des avoirs de réserve bruts

2/ Engagements à court terme envers les Organisations financières Internationales

3/ Sans signe = accumulation, (-) = remboursement

(P) Données provisoires

Tableau I.15 : Position Extérieure Globale d'Haïti¹ (en millions de dollars É.U.)

	2013	2014	2015	2016	2017 ^H	2018 ^I	2019 ^I
AVOIRS	2 733,99	2 566,42	2 665,55	2 748,35	3 105,86	2 893,86	2 985,49
Investissements directs haïtiens à l'étranger	-	-	-	-	-	-	-
Autres investissements	1 006,99	997,63	1 103,56	1 059,60	1 285,33	1 165,84	1 247,41
Secteur bancaire	623,99	641,00	738,10	705,58	945,93	824,36	890,99
Secteur non bancaire	327,00	295,00	303,00	292,00	275,00	273,00	254,00
Autres	56,00	61,63	62,46	62,02	64,40	68,49	102,42
Avoirs de réserve nets des autorités monétaires	1 727,00	1 568,79	1 561,99	1 688,75	1 820,53	1 728,02	1 738,08
ENGAGEMENTS	2 735,46	3 338,05	3 538,86	3 608,49	4 115,51	4 241,83	4 215,49
Investissements directs étrangers en Haïti	1 085,67	1 159,53	1 265,21	1 370,11	1 744,97	1 849,97	1 924,97
Autres investissements	1 649,79	2 178,52	2 273,65	2 238,38	2 370,54	2 391,86	2 290,52
Secteur Public	1 474,12	1 829,50	1 981,00	2 008,80	2 128,80	2 121,89	2 100,00
Secteur bancaire	106,46	175,43	109,63	63,07	57,91	65,61	30,92
Secteur non bancaire	66,00	170,00	79,00	162,00	180,00	201,00	156,00
Autres	3,21	3,59	4,03	4,51	3,83	3,36	3,60
POSITION EXTÉRIEURE NETTE	-1,47	-771,63	-873,32	-860,14	-1009,65	-1347,96	-1 230,00

Sources : Banque de la République d'Haïti (BRH)

1/ La position est calculée au terme de l'exercice se terminant le 30 Septembre

Notes : de 2017 à 2019, les avoirs de réserve nets des autorités monétaires ont été modifiés par l'ajout des arriérés de PDVSA qui restent. Incorporées dans la dette publique externe.

(P) Données provisoires

Tableau I.16 Exportations d'Haïti par produits (en millions de dollars É.U.)

Période	Café	Cacao	Huiles essentielles	Mangues	Fruits de Mer	Autres produits Primaires	Petite industrie	Articles manufacturés/	Autres produits industriels	Déchets métalliques et plastiques	Ajustements pour évaluation	Total Exportations Nettes (FOB) 2/	Ajustements pour classification	Total Exportations brutes (FOB) 1/3
2015	3,99	7,36	22,71	13,81	4,22	1,52	5,86	354,10	1,67	19,65	35,51	470,10	553,86	1 023,96
2016	0,79	9,85	23,71	8,74	8,47	1,37	5,95	349,95	2,11	14,20	35,16	480,10	547,36	1 007,46
2017 (P)	0,98	5,24	36,53	12,26	14,67	1,32	6,00	332,27	2,16	25,05	35,21	471,70	519,70	991,40
2018 (P)	1,01	6,20	53,84	6,62	7,72	1,34	6,00	369,74	2,41	6,37	38,93	500,19	578,31	1 078,51
2019 (P)	1,39	3,38	33,75	6,29	9,35	0,32	5,59	425,44	2,94	4,53	41,81	534,81	665,44	1 200,24
2015														
1er Trimestre	0,69	1,62	3,09	0,02	0,99	0,28	1,45	89,66	0,22	6,30	8,39	112,71	140,24	252,95
2e Trimestre	0,87	0,92	6,27	0,08	1,24	0,21	1,19	74,84	0,51	4,71	7,37	98,22	117,06	215,28
3e Trimestre	0,91	3,78	7,98	11,90	0,79	0,47	1,53	91,58	0,31	4,64	10,21	134,08	143,24	277,33
4e Trimestre	1,52	1,04	5,37	1,80	1,19	0,56	1,69	98,02	0,62	4,01	9,55	125,08	153,32	278,40
2016														
1er Trimestre	0,01	2,54	2,15	0,08	5,24	0,29	1,50	87,83	0,58	3,52	8,58	112,31	137,38	249,69
2e Trimestre	0,01	0,28	6,82	0,08	1,73	0,27	1,30	77,68	0,50	2,45	7,59	98,73	121,51	220,23
3e Trimestre	0,48	5,04	6,50	8,17	0,58	0,44	1,49	88,70	0,47	3,80	9,57	125,23	138,73	263,96
4e Trimestre	0,28	1,79	8,25	0,40	0,92	0,37	1,67	95,74	0,56	4,43	9,41	123,82	149,75	273,57
2017 (P)														
1er Trimestre	0,06	1,68	3,31	0,05	9,50	0,44	1,38	77,18	0,70	4,75	8,07	107,14	120,72	227,86
2e Trimestre	0,02	0,71	10,51	0,13	3,57	0,36	1,40	80,09	0,50	4,29	8,33	109,91	125,26	235,17
3e Trimestre	0,42	1,67	9,82	10,38	0,78	0,29	1,51	86,07	0,53	11,81	9,54	132,82	134,62	267,44
4e Trimestre	0,48	1,19	12,89	1,70	0,82	0,22	1,70	88,93	0,43	4,19	9,27	121,83	139,10	280,93
2018 (P)														
1er Trimestre	0,16	1,78	6,47	0,01	5,53	0,36	1,63	88,78	0,80	2,78	9,03	117,33	138,86	256,20
2e Trimestre	0,17	1,10	16,09	0,05	0,85	0,32	1,29	77,49	0,55	1,78	8,38	108,07	121,21	229,28
3e Trimestre	0,47	2,47	18,87	3,38	0,46	0,37	1,49	98,23	0,41	0,79	10,80	137,72	153,64	291,37
4e Trimestre	0,22	0,86	12,41	3,17	0,88	0,30	1,59	105,24	0,65	1,03	10,73	137,07	164,60	301,67
2019 (P)														
1er Trimestre	0,18	1,29	5,03	0,02	4,82	0,25	1,45	105,31	0,62	0,78	10,18	129,94	164,72	294,66
2e Trimestre	0,61	0,50	9,25	0,17	3,45	0,03	1,28	93,54	0,45	2,01	9,35	120,66	146,31	266,97
3e Trimestre	0,19	0,71	12,17	5,39	0,41	0,03	1,40	107,78	0,39	1,01	11,00	140,47	168,57	309,04
4e Trimestre	0,41	0,89	7,30	0,71	0,67	0,01	1,47	118,81	1,48	0,73	11,27	143,74	185,83	329,57
2019 (P)														
Octobre	0,17	0,16	2,97	0,01	1,74	0,10	0,53	42,04	0,44	0,61	4,12	52,90	65,75	118,65
Novembre	0,00	0,54	0,61	0,00	0,77	0,07	0,46	28,99	0,07	0,11	2,70	34,32	45,35	79,67
Décembre	0,00	0,59	1,45	0,01	2,31	0,08	0,46	34,28	0,11	0,06	3,36	42,72	53,62	96,34
Janvier	0,00	0,00	1,71	0,03	2,11	0,01	0,41	26,00	0,10	0,80	2,60	33,57	40,66	74,23
Février	0,32	0,09	2,30	0,00	0,75	0,01	0,42	26,16	0,12	0,85	2,58	33,41	40,91	74,32
Mars	0,29	0,41	5,24	0,14	0,59	0,01	0,45	41,39	0,23	0,76	4,17	53,69	64,74	118,43
Avril	0,01	0,23	3,76	1,78	0,09	0,01	0,48	39,62	0,11	0,46	3,94	50,48	61,97	112,45
Mai	0,16	0,36	4,43	2,70	0,27	0,01	0,46	38,68	0,05	0,30	4,03	51,45	60,50	111,95
Juin	0,02	0,12	3,97	0,91	0,06	0,01	0,46	29,48	0,24	0,25	3,02	38,54	46,11	84,65
Juillet	0,36	0,60	4,68	0,32	0,20	0,00	0,46	49,07	0,47	0,19	4,81	61,16	76,75	137,92
Août	0,00	0,17	2,44	0,35	0,20	0,00	0,46	37,31	0,77	0,31	3,57	45,58	58,35	103,94
Septembre	0,04	0,12	0,18	0,04	0,26	0,00	0,55	32,43	0,23	0,23	2,90	36,99	50,73	87,71

Sources : Service Economie Internationale \ Direction Affaires Internationales \ BRH
MCI, AGO - Sites Internet-Dpt du Commerce américain et Stat-Can - Base de données ODIIE
1/ Produits des industries d'assemblage
2/ Exportations totales tenant compte de la valeur ajoutée des industries d'assemblage.
3/ Exportations brutes.
(P) Données provisoires

Tableau I.17 Exportations aux U.S.A à base de matières premières locales (F.O.B) (en milliers de dollars É.U)

Période	Articles manufacturiers en cuir	Articles manufacturiers en bois	Articles manufacturiers en bois pour meubles	Vêtements & autres ouvrages	Produits textiles	Tapis & Accessoires	Objets de collection	Balais	Articles déclarés & non déclarés	Autres:Sous-total	Marchandises Total retournées		
							Travaux d'art	Brosses		Articles en verre & en céramique.			
						Couverture	Antiquités	Ficelles					
2015	8.00	39.68	4,110.41	-	-	-	-	-	70.41	80.67	4,309.17	-129.28	4,179.90
2016	6.12	42.53	4,190.97	0.86	-	-	-	24.05	40.31	65.21	4,370.05	-131.10	4,238.95
2017 (P)	2.10	35.21	4,796.19	-	-	-	-	48.15	29.37	25.88	4,936.90	-148.11	4,788.79
2018 (P)	-	17.22	4,952.02	-	-	-	-	63.41	43.57	104.65	5,180.87	-155.43	5,025.44
2019 (P)	-	17.22	4,952.02	-	-	-	-	63.41	43.57	104.65	5,180.87	-155.43	5,025.44
2015													
1er Trimestre	0.34	8.84	883.54	-	-	-	-	-	9.37	43.61	946.70	-28.37	917.33
2e Trimestre	7.66	11.75	899.91	-	-	-	-	-	23.05	11.77	954.14	-28.62	925.51
3e Trimestre	-	14.17	1,095.18	-	-	-	-	-	32.18	25.29	1,166.82	-35.00	1,131.81
4e Trimestre	-	4.92	1,231.78	-	-	-	-	-	5.82	-	1,242.52	-37.28	1,205.24
2016													
1er Trimestre	4.38	2.02	981.97	-	-	-	-	-	7.61	18.70	1,014.68	-30.44	984.24
2e Trimestre	1.74	20.29	849.40	-	-	-	-	-	9.11	-	880.54	-26.42	854.12
3e Trimestre	-	2.65	1,148.45	0.35	-	-	-	-	21.51	19.63	1,192.59	-35.78	1,156.81
4e Trimestre	-	17.57	1,211.15	0.51	-	-	-	24.05	2.08	26.88	1,282.24	-38.47	1,243.77
2017 (P)													
1er Trimestre	-	15.72	1,171.09	-	-	-	-	11.89	4.22	25.88	1,228.80	-36.86	1,191.93
2e Trimestre	-	3.75	1,043.63	-	-	-	-	11.63	7.44	-	1,066.43	-31.99	1,034.44
3e Trimestre	2.10	15.74	1,254.83	-	-	-	-	14.96	14.96	-	1,302.59	-39.08	1,263.51
4e Trimestre	-	-	1,326.64	-	-	-	-	9.68	2.76	-	1,339.08	-40.17	1,298.90
2018 (P)													
1er Trimestre	-	4.72	1,194.86	-	-	-	-	19.46	-	2.90	1,221.94	-36.66	1,185.28
2e Trimestre	-	3.09	1,049.23	-	-	-	-	14.62	5.65	7.10	1,089.69	-32.69	1,057.00
3e Trimestre	-	-	1,237.87	-	-	-	-	15.60	17.37	11.06	1,281.90	-38.46	1,243.44
4e Trimestre	-	9.40	1,470.06	-	-	-	-	13.73	20.56	73.59	1,587.33	-47.62	1,539.71
2019 (P)													
1er Trimestre	-	4.72	1,194.86	-	-	-	-	19.46	-	2.90	1,221.94	-36.66	1,185.28
2e Trimestre	-	3.09	1,049.23	-	-	-	-	14.62	5.65	7.10	1,089.69	-32.69	1,057.00
3e Trimestre	-	-	1,237.87	-	-	-	-	15.60	17.37	11.06	1,281.90	-38.46	1,243.44
4e Trimestre	-	9.40	1,470.06	-	-	-	-	13.73	20.56	73.59	1,587.33	-47.62	1,539.71
2019 (P)													
Octobre	-	2.70	435.02	-	-	-	-	-	-	-	437.72	-13.13	424.58
Novembre	-	-	382.54	-	-	-	-	7.97	-	2.90	393.41	-11.80	381.61
Décembre	-	2.02	377.30	-	-	-	-	11.49	-	-	390.82	-11.72	379.09
Janvier	-	-	249.39	-	-	-	-	-	-	-	249.39	-7.48	241.91
Février	-	-	415.89	-	-	-	-	14.62	5.65	-	436.15	-13.08	423.07
Mars	-	3.09	383.95	-	-	-	-	-	-	7.10	404.14	-12.12	392.02
Avril	-	-	379.63	-	-	-	-	-	7.21	7.06	393.90	-11.82	382.08
Mai	-	-	412.18	-	-	-	-	15.60	7.44	4.00	439.21	-13.18	426.04
Juin	-	-	446.06	-	-	-	-	-	2.73	-	448.79	-13.46	435.32
Juillet	-	2.21	435.58	-	-	-	-	0.80	18.41	24.90	481.91	-14.46	467.45
Août	-	2.84	520.04	-	-	-	-	12.93	2.14	19.66	557.61	-16.73	540.88
Septembre	-	4.36	514.43	-	-	-	-	-	-	29.03	547.82	-16.43	531.38

Sources : Service Economie Internationale \ Direction Affaires Internationales \ BRH
 Département du Commerce des États-Unis d'Amérique
 1/ Ce total sert de base pour le calcul de la rubrique "Petite Industrie" du tableau des X-Tot.
 P : Données provisoires

Tableau 1.18 Exportations des industries d'assemblage aux U.S.A (F.O.B) à base de matières premières importées

Période	Tuiles, Dentelles, Rubans, Ouvrages Brodés	Appareils (1) & Matériels électriques & électroniques	Machinerie & Accessoires	Art. de voyage Sacs à main (Bijouterie)	Vêtements & Art. pour vêtements	Chaussures	Ornements, Jouets & Articles de sport	Articles manufacturés en caoutchouc et en plastique	Autres Appareils optiques à enregistrer et à reproduire les sons	Total
2015	135.58	2,911.99	-	1,876.75	680,958.66	3.62	314.05	67.50	3.05	686,271.19
2016	106.61	3,121.85	4.00	1,364.19	689,348.16	475.00	10,22.80	486.46	94.02	706,023.09
2017 (P)	30.64	2,429.24	2.06	1,436.17	794,569.19	2,276.55	1,683.48	454.97	65.83	802,948.13
2018 (P)	4.87	1,944.27	-	1,525.81	820,383.90	5.63	1,264.13	918.14	12.41	826,059.14
2019 (P)	4.33	3,132.10	-	1,586.97	895,059.54	11.51	1,577.76	859.32	27.11	902,258.65
2015										
1er Trimestre	54.70	560.87	-	507.39	146,374.86	3.08	83.83	17.72	-	147,622.45
2e Trimestre	22.58	663.69	-	576.37	149,085.01	-	87.21	2.32	-	150,437.18
3e Trimestre	24.08	724.89	-	420.84	181,434.19	0.54	93.35	43.89	-	182,741.78
4e Trimestre	34.23	942.54	-	372.15	204,064.60	-	49.66	3.57	3.05	205,469.79
2016										
1er Trimestre	38.55	747.66	-	305.41	165,735.58	0.98	84.67	106.40	10.30	167,030.55
2e Trimestre	21.55	868.41	-	344.50	142,704.56	0.00	135.13	42.79	61.65	144,178.59
3e Trimestre	21.10	749.04	4.00	375.65	190,259.18	67.13	351.68	143.95	14.07	191,985.80
4e Trimestre	25.41	756.74	-	338.63	200,647.84	408.89	451.32	193.32	8.00	202,828.15
2017 (P)										
1er Trimestre	30.27	676.71	2.06	325.51	194,010.65	551.27	377.49	96.16	10.37	196,081.49
2e Trimestre	0.37	744.68	-	309.09	172,893.93	468.20	379.06	38.96	20.00	174,854.29
3e Trimestre	-	602.92	-	341.60	207,883.79	874.03	648.87	233.72	22.02	210,606.95
4e Trimestre	-	404.93	-	458.97	219,780.82	383.05	278.06	86.13	13.44	221,405.40
2018 (P)										
1er Trimestre	4.54	61.16	-	345.86	197,948.25	-	327.26	89.46	-	198,776.53
2e Trimestre	-	574.78	-	287.76	173,821.91	1.57	213.63	254.71	9.41	175,163.76
3e Trimestre	0.33	659.91	-	397.46	205,073.85	3.69	318.65	322.24	3.00	206,779.12
4e Trimestre	-	648.42	-	494.73	243,539.89	0.37	404.59	251.73	-	245,339.73
2019 (P)										
1er Trimestre	-	450.47	-	414.69	226,698.06	0.56	438.59	165.36	-	228,167.73
2e Trimestre	2.08	597.24	-	260.28	188,824.23	9.45	482.13	227.22	17.27	190,418.89
3e Trimestre	2.25	796.93	-	462.15	231,408.28	-	456.60	220.89	3.12	233,350.22
4e Trimestre	-	1,287.47	-	449.86	248,128.98	1.50	200.44	245.85	6.72	250,320.81
2019 (P)										
Octobre	-	141.54	-	136.66	88,985.26	-	91.19	62.16	-	89,316.80
Novembre	-	6.55	-	125.90	67,636.55	-	129.77	56.63	-	67,955.40
Décembre	-	302.38	-	152.12	70,176.25	0.56	217.64	46.57	-	70,895.53
Janvier	-	250.36	-	6.46	45,207.86	5.89	221.42	91.09	13.67	45,796.74
Février	-	121.17	-	134.37	67,091.73	-	97.43	113.25	3.60	67,561.54
Mars	2.08	225.71	-	119.46	76,524.65	3.56	163.28	22.89	-	77,061.62
Avril	1.33	312.49	-	164.15	78,980.59	-	249.26	111.31	-	79,819.14
Mai	-	157.16	-	132.91	70,521.18	-	179.99	44.39	3.12	71,038.76
Juin	0.92	327.28	-	185.08	81,908.51	-	27.36	65.18	-	82,482.33
Juillet	-	819.86	-	116.17	85,155.10	1.50	58.98	74.61	-	86,226.22
Août	-	233.60	-	148.42	81,933.00	-	26.26	122.41	-	82,463.69
Septembre	-	234.02	-	185.26	81,040.88	-	115.20	48.83	6.72	81,630.90

Sources : Service Economie Internationale \ Direction Affaires Internationales \ BHI

Département du Commerce des Etats-Unis d'Amérique

(1) : Cette rubrique regroupe les équipements de radio et accessoires, les appareils électriques et accessoires, les circuits électroniques, les transformateurs et interrupteurs.

P/ Données provisoires

Tableau 1.19 Importations totales d'Haïti par catégories de produits. (en millions de dollars É.U.)

Période	Produits Alimentaires	Boissons & Tabacs	Matières brutes non comestibles	Combustibles Minéraux	Huiles & Graisses	Produits Chimiques	Articles manufacturés	Machines & matériels de transport	Articles manufacturés divers	Articles divers n.d.a.	Total (C.I.F)	Ajustements/	Total Export (F.O.B)
2015	955,00	42,82	51,15	676,48	132,76	275,78	608,83	583,94	386,57	15,68	3 709,01	259,63	3 449,38
2016	751,29	36,04	77,31	612,76	79,86	220,34	559,29	585,51	471,04	29,49	3 422,93	239,61	3 183,33
2017 (P)	867,28	41,26	63,23	766,23	98,64	343,32	641,35	631,70	426,83	10,14	3 889,98	272,30	3 617,68
2018(P)	909,90	40,15	71,49	971,79	143,39	728,81	724,25	729,70	496,84	5,53	4 821,85	337,53	3 484,32
2018(P)	729,12	36,87	60,51	1 045,10	115,15	440,12	946,24	516,28	548,59	8,67	4 446,65	311,27	4 135,39
2015													
1er Trimestre	240,90	12,87	15,99	205,22	33,05	62,13	153,72	155,37	86,66	3,58	969,49	67,86	901,63
2e Trimestre	257,94	11,84	11,51	146,13	27,32	85,24	159,37	136,18	113,26	1,93	950,72	66,55	884,17
3e Trimestre	239,87	9,80	13,54	174,85	40,44	70,85	149,64	159,17	83,25	4,83	946,24	66,24	880,00
4e Trimestre	216,28	8,31	10,11	150,27	31,94	57,57	146,10	133,21	83,41	5,35	842,55	58,98	783,58
2016													
1er Trimestre	229,72	9,23	9,37	156,97	29,40	53,21	138,02	111,90	70,14	1,29	809,25	56,65	752,60
2e Trimestre	201,81	5,66	12,70	96,53	16,18	60,20	126,78	125,63	89,19	4,74	739,41	51,76	687,65
3e Trimestre	147,38	11,80	28,31	180,27	7,82	59,32	145,72	189,49	164,27	14,39	948,77	66,41	882,36
4e Trimestre	172,38	9,35	26,83	178,97	26,46	47,60	148,78	158,50	147,45	9,08	925,50	64,79	860,72
2017 (P)													
1er Trimestre	259,09	9,78	9,98	167,10	26,13	69,64	138,29	101,68	79,46	1,77	862,92	60,40	802,52
2e Trimestre	134,91	13,65	27,34	199,26	10,02	60,66	150,22	186,52	161,33	5,58	949,47	66,46	883,01
3e Trimestre	223,18	8,94	12,73	198,71	33,99	108,59	183,04	139,32	93,63	1,18	1 003,32	70,23	933,09
4e Trimestre	250,10	8,90	13,17	201,16	28,51	104,44	169,79	204,18	92,42	1,61	1 074,26	75,20	999,07
2018 (P)													
1er Trimestre	247,41	11,51	15,78	173,40	48,79	222,19	163,28	173,50	105,43	2,29	1 163,60	81,45	1 082,15
2e Trimestre	188,20	8,94	14,56	279,77	33,01	214,29	134,86	187,86	89,03	0,57	1 151,09	80,58	1 070,51
3e Trimestre	257,90	9,81	19,98	220,67	29,98	145,00	197,91	199,16	148,80	1,17	1 230,38	86,13	1 144,25
4e Trimestre	216,40	9,89	21,16	297,94	31,61	147,32	228,20	169,18	153,58	1,50	1 276,78	88,37	1 187,41
2019 (P)													
1er Trimestre	225,64	14,17	18,00	256,83	38,27	105,40	310,03	151,27	150,92	2,24	1 272,77	89,09	1 183,68
2e Trimestre	161,14	8,63	12,86	245,43	30,27	114,61	204,45	143,11	113,58	1,99	1 036,07	72,53	963,55
3e Trimestre	192,31	7,75	17,06	345,04	25,53	134,26	230,42	126,53	162,57	2,06	1 243,53	87,05	1 156,49
4e Trimestre	150,03	6,32	12,59	197,80	21,08	85,85	201,33	95,37	121,52	2,38	894,28	62,60	831,68
2019 (P)													
Octobre	86,95	4,95	5,76	55,82	12,47	30,37	102,03	52,08	53,86	0,52	404,80	28,34	376,47
Novembre	68,71	3,61	7,46	118,21	12,88	43,95	146,46	41,43	55,97	0,72	499,41	34,96	464,45
Décembre	69,99	5,61	4,78	82,80	12,91	31,08	61,55	57,75	41,09	0,99	368,56	25,80	342,76
Janvier	53,24	2,56	4,89	77,69	9,00	39,05	82,25	59,70	40,30	0,82	369,50	25,86	343,63
Février	53,88	2,76	3,52	52,14	7,16	40,26	52,89	37,72	29,71	0,59	280,64	19,64	260,99
Mars	54,02	3,31	4,45	115,60	14,11	35,30	69,31	45,69	43,57	0,58	385,94	27,02	358,93
Avril	72,53	3,12	5,21	138,32	9,07	45,79	82,09	41,91	46,30	0,42	444,77	31,13	413,64
Mai	63,94	2,30	7,29	130,99	7,26	34,22	82,69	55,74	75,79	0,58	460,80	32,26	428,54
Juin	55,84	2,33	4,56	75,73	9,20	54,25	65,64	28,88	40,48	1,06	337,96	23,66	314,31
Juillet	68,91	2,59	5,85	114,50	11,99	47,88	102,33	47,36	50,64	1,08	453,12	31,72	421,40
Août	52,79	2,82	4,88	72,85	7,98	28,91	66,68	31,56	48,19	0,83	371,49	22,22	295,27
Septembre	28,32	0,91	1,87	10,46	1,12	9,07	32,32	16,44	22,69	0,48	123,67	8,66	115,01

Sources : Service Economie Internationale \ Direction Affaires Internationales \ BRH
 A60, Département du commerce des Etats-Unis
 1/ Ajustement pour Assurances et Fret
 (P) Données provisionnelles

Tableau I.21 Dette externe totale du secteur public (en millions de dollars EU)

	Septembre 2009	Septembre 2010	Septembre 2011	Septembre 2012	Septembre 2013	Septembre 2014	Septembre 2015	Septembre 2016	Septembre 2017	Septembre 2018	Septembre 2019
Dette externe totale	1 247,1	863,1	657,3	1 049,1	1 474,9	1 829,5	1 981,8	2 008,8	2 129,4	2 120,9	2 100,9
Dette à long terme	1 247,1	863,1	657,3	1 049,1	1 474,9	1 829,5	1 981,8	2 008,8	2 129,4	2 120,9	2 100,9
Créanciers bilatéraux	506,9	249,3	549,7	915,3	1 326,6	1 674,7	1 813,7	1 837,8	1 909,0	1 915,0	1 913,7
Dont États Unis	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
France	30,6	28,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	33,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	58,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chine Taipei	89,7	86,7	83,8	81,6	77,5	71,7	68,3	66,8	65,3	62,7	60,7
Canada	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
L/C BRH	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vénézuéla/PDVSA	295,2	133,9	461,9	823,3	1 235,0	1 576,3	1 718,7	1 742,8	1 816,9	1 825,5	1 826,2
Vénézuéla/BANDES	-	-	4,0	10,4	14,1	26,7	26,7	28,2	26,8	26,8	26,8
ECC/IDA administred	680,7	569,1	102,4	126,4	135,9	137,2	148,5	153,9	204,1	192,9	177,5
Créanciers Multilatéraux	38,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DONT BIRD/IDA	48,3	62,4	66,1	66,3	64,5	61,0	56,4	56,8	55,2	52,0	48,3
FIDA	169,6	12,7	25,6	48,0	57,8	58,3	67,3	64,7	102,9	92,2	79,8
FMI	417,5	485,7	0,0	0,1	0,1	0,1	-	-	0,1	0,0	0,0
BID	6,6	8,3	10,7	12,0	13,5	17,9	24,8	32,4	45,9	48,8	49,3
OPEC	59,5	44,7	5,3	7,5	12,4	17,6	19,6	17,0	16,3	13,0	9,7
Dette réamenagée	-	2,2	5,3	7,5	12,4	17,6	19,6	17,0	16,3	13,0	9,7
Chine Taipei	-	42,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-
France	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arriérés	-	0,1	0,1	-	-	3,7	18,4	0,1	81,4	169,7	260,2

Source : Service Dette Externe, Direction des Affaires Internationales, BRH.

Tableau I.22 Décaissements effectués sur les prêts, 2009-2019 (en millions de dollars ÉU)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Bilatéral	127,0	201,3	349,6	367,8	401,6	355,8	164,5	90,2	73,6	20,8	1,6
France	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
USA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taiwan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PDVSA	127,0	201,3	345,6	361,4	397,9	343,1	164,5	88,7	73,6	20,8	1,6
BANDES	0,0	0,0	4,0	6,4	3,7	12,6	-	1,5	-	-	-
Multilatéral	157,7	216,4	22,4	29,5	12,5	8,4	20,3	11,2	55,5	6,7	1,1
IDA/BIRD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BID	84,3	72,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FMI	59,9	126,3	12,9	22,6	9,9	2,5	12,3	0,0	41,6	-	-
OPEC	4,4	3,4	4,4	3,9	1,7	4,5	7,2	8,3	13,6	6,7	1,1
FIDA	9,2	14,5	5,1	3,0	0,9	1,3	0,8	3,0	0,3	-	-
Total	284,7	417,7	372,0	397,3	414,1	364,2	184,8	101,4	129,1	27,5	2,6

Source : Service Dette Externe, Direction des Affaires Internationales, BRH.

Tableau I.23 Paiement du service de la dette (en millions de dollars ÉU)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Intérêts	11,9	7,2	0,7	0,4	1,7	8,1	8,2	19,2	4,1	3,3	0,3
Multilatéral	9,5	6,1	0,7	0,2	0,3	0,3	0,4	0,6	0,6	0,9	0,1
IDA/BIRD	2,4	0,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BID	6,2	5,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FMI	0,4	0,4	0,4	-	-	-	-	-	-	-	-
OPEC	0,2	0,1	0,3	0,2	0,3	0,3	0,4	0,6	0,6	0,9	0,1
FIDA	0,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bilatéral	2,4	1,1	0,0	0,1	1,4	7,7	7,7	18,6	3,4	2,4	0,1
France	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
USA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Venezuela	2,4	1,1	0,0	0,1	1,4	7,7	6,3	16,3	1,3	-	-
PDVSA	2,4	1,1	0,0	0,1	1,4	7,7	5,5	16,3	-	-	-
BANDES	-	-	-	-	-	-	0,8	0,0	1,3	-	-
EXIMBANK (CHINE TAIPEI)	-	-	-	-	-	-	1,4	0,9	0,6	0,9	0,1
ICDF (TAIWAN)	-	-	-	-	-	-	-	1,5	1,5	1,5	-
LANDBANK	24,0	5,8	1,9	0,6	4,7	12,6	24,8	69,1	10,4	17,6	2,7
Principal	21,9	5,1	1,9	0,6	0,7	0,5	0,5	2,9	6,8	11,7	2,0
Multilatéral	11,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IDA/BIRD	8,9	3,8	-	0,2	-	-	-	-	-	-	-
BID	-	-	-	-	-	-	-	2,3	5,9	9,6	1,3
FMI	0,9	1,3	1,9	0,4	0,7	0,5	0,5	0,6	0,9	2,1	0,7
OPEC	1,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FIDA	2,1	0,8	0,0	0,0	4,0	12,1	24,3	66,2	3,6	5,9	0,7
Bilatéral	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
France	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
USA	2,1	0,8	0,0	0,0	4,0	12,1	22,2	63,3	1,4	-	-
Venezuela	-	-	-	-	-	-	-	-	1,4	-	-
BANDES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
EXIMBANK CHINE TAIPEI	-	-	-	-	-	-	2,2	2,9	2,2	3,6	0,7
LANDBANK	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,3	-
Total	35,9	13,0	2,6	0,9	6,3	20,7	33,0	88,4	14,5	20,9	3,0

Source : Service Dette Externe, Direction des Affaires Internationales, BRH

Tableau II.1 Chiffres clés du bilan par banque (En milliers de gourdes)

	Banque Nationale de Crédit (BNC)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Union Haïtienne (BUH)	Capital Bank*	Sogebank	Unibank	Sous-Total	Sogebel	Sous-Total	CBNA	Scotiabank	Sous-Total	Total
AU 30 SEPTEMBRE 2019													
Actif	81 491 924,9	4 796 004,4	28 801 421,5	30 027 870,0	105 301 379,0	136 911 770,2	387 330 369,9	8 363 229,3	8 363 229,3	6 251 476,0	-	6 251 476,0	401 945 075,2
Bons B.R.H.	1 000 000,0	540 000,0	300 000,0	-	-	-	1 840 000,0	-	-	-	-	-	1 840 000,0
Prêts	21 240 071,6	735 168,4	15 103 214,6	11 531 934,0	32 111 842,9	3 873 782,9	119 459 014,4	4 681 835,3	4 681 835,3	610 585,0	-	610 585,0	124 751 434,7
Dépôts	62 058 797,5	4 063 079,7	22 161 837,8	24 112 921,0	86 277 041,9	115 985 103,9	314 658 781,8	5 278 089,7	5 278 089,7	4 561 364,0	-	4 561 364,0	324 498 235,5
Avoir des Actionnaires	7 356 448,9	(43 306,9)	2 843 166,0	2 859 393,0	7 520 866,7	12 099 584,2	32 636 157,9	708 840,2	708 840,2	438 225,0	-	438 225,0	33 783 023,2
AU 30 SEPTEMBRE 2018													
Actif	67 575 700,0	3 479 489,8	21 374 678,3	23 026 514,0	86 643 757,8	113 100 020,0	315 200 159,9	7 392 044,5	7 392 044,5	6 477 166,0	-	6 477 166,0	329 069 370,4
Bons B.R.H.	9 145 000,0	760 000,0	700 000,0	440 000,0	1 294 000,0	600 000,0	12 939 000,0	-	-	-	-	-	12 939 000,0
Prêts	15 966 768,0	674 025,6	11 190 428,3	9 273 951,0	28 261 873,7	32 150 952,5	97 517 999,1	4 151 827,7	4 151 827,7	553 590,0	-	553 590,0	102 223 216,9
Dépôts	53 076 921,0	3 107 919,3	15 189 051,7	18 885 745,0	70 694 658,7	97 068 000,5	258 022 296,2	4 368 473,8	4 368 473,8	5 141 852,0	-	5 141 852,0	267 532 622,0
Avoir des Actionnaires	6 328 754,0	(42 589,1)	2 549 831,1	2 144 393,0	6 883 075,2	10 389 487,1	28 252 951,3	689 921,2	689 921,2	356 260,0	-	356 260,0	29 299 132,6
AU 30 SEPTEMBRE 2017													
Actif	62 044 590,0	3 295 088,5	117 035 26,2	19 089 812,0	73 560 858,5	115 206 842,4	290 231 797,6	7 122 956,1	7 122 956,1	6 368 020,0	-	6 368 020,0	303 722 773,7
Bons B.R.H.	7 600 000,0	362 000,0	300 000,0	245 534,0	1600 000,0	900 000,0	11 007 534,0	-	-	259 477,0	-	259 477,0	11 267 011,0
Prêts	13 905 845,0	703 651,9	8 528 931,4	7 689 284,0	22 532 288,7	29 191 141,4	86 561 142,4	4 010 119,6	4 010 119,6	589 496,0	-	589 496,0	87 160 757,9
Dépôts	49 433 029,0	2 850 870,9	13 119 497,4	15 598 497,0	60 095 734,4	93 169 033,2	234 266 661,9	4 052 084,9	4 052 084,9	5 246 110,0	-	5 246 110,0	243 564 856,8
Avoir des Actionnaires	5 175 769,0	(46 711,0)	1 335 711,0	1 788 123,0	5 878 881,3	12 222 942,6	28 254 316,0	677 212,8	677 212,8	391 431,0	-	391 431,0	27 422 959,8
AU 30 SEPTEMBRE 2016													
Actif	60 954,2	3 705 072,7	12 788 259,9	17 112 279,0	70 439 438,9	86 159 747,2	250 368 751,9	8 436 567,5	8 436 567,5	5 847 840,0	6 702 422,0	12 550 262,0	271 355 581,4
Bons B.R.H.	8 550 000,0	520 000,0	-	229 280,0	450 000,0	-	9 749 280,0	-	-	717 660,0	-	717 660,0	10 466 940,0
Prêts	12 070 989,8	1 083 400,2	6 260 595,2	7 139 923,0	21 239 381,0	24 839 199,2	72 633 489,4	4 095 844,5	4 095 844,5	744 549,0	2 012 504,0	2 757 053,0	79 486 385,9
Dépôts	48 924 228,9	3 358 14,1	9 520 158,4	14 332 677,0	58 213 592,5	70 212 143,4	204 560 848,3	5 997 613,8	5 997 613,8	4 457 216,0	5 900 088,0	10 357 301,0	220 915 763,1
Avoir des Actionnaires	4 446 610,7	(13 012,5)	1 031 825,3	1 526 108,0	5 269 356,2	10 933 345,6	23 194 233,3	637 371,1	637 371,1	376 868,0	381 572,0	758 440,0	24 590 044,4
AU 30 SEPTEMBRE 2015													
Actif	47 427 693,6	3 077 336,9	7 977 287,7	14 153 022,0	58 331 618,0	73 185 594,3	204 152 552,5	7 024 729,6	7 024 729,6	6 117 291,0	5 585 139,0	11 702 420,0	222 879 702,2
Bons B.R.H.	4 275 000,0	50 000,0	-	143 934,0	-	-	4 468 934,0	-	-	499 030,0	-	499 030,0	4 967 964,0
Prêts	9 850 703,7	798 307,4	3 566 985,6	5 470 779,0	19 011 273,9	22 076 403,9	60 774 453,4	3 570 099,0	3 570 099,0	1 244 388,0	2 084 729,0	3 329 117,0	67 673 789,4
Dépôts	37 307 304,0	2 663 764,5	6 414 288,8	11 996 341,0	47 230 120,9	59 213 001,8	164 824 821,0	5 209 514,2	5 209 514,2	4 587 056,0	4 896 747,0	9 483 803,0	179 528 135,2
Avoir des Actionnaires	3 467 568,4	68 023,4	505 449,3	1 261 166,0	4 201 961,2	6 388 574,4	15 892 776,7	520 963,3	520 963,3	465 963,0	291 754,0	757 717,0	17 171 459,0
AU 30 SEPTEMBRE 2014													
Actif	44 677 768,6	3 064 829,3	4 984 964,2	11 982 488,0	52 053 383,6	59 077 362,7	175 840 796,5	5 685 677,7	5 685 677,7	7 089 885,0	5 905 326,0	12 995 221,0	194 501 695,1
Bons B.R.H.	2 334 000,0	100 000,0	-	74 992,0	1 950 000,0	-	4 458 992,0	-	-	49 563,0	-	49 563,0	4 508 555,0
Prêts	11 264 488,0	958 681,8	2 277 488,0	5 416 947,0	19 001 042,8	22 477 840,6	261 396 88,2	3 180 507,2	3 180 507,2	1 447 270,0	2 154 182,0	3 601 452,0	68 178 247,4
Dépôts	35 961 593,2	2 755 867,0	4 083 025,8	10 146 098,0	41 458 042,8	48 486 999,6	142 891 626,4	4 094 458,1	4 094 458,1	5 538 270,0	5 024 768,0	10 563 038,0	157 549 122,5
Avoir des Actionnaires	3 036 675,8	129 300,9	269 271,0	1 009 190,0	3 767 440,1	5 455 690,1	13 667 567,9	466 175,8	466 175,8	369 508,0	247 234,0	616 742,0	14 750 485,7
AU 30 SEPTEMBRE 2013													
Actif	42 562 735,0	2 715 118,3	4 047 813,4	10 321 926,0	47 242 844,2	53 646 035,6	160 536 472,5	4 229 765,2	4 229 765,2	5 336 958,0	5 828 831,0	11 165 789,0	175 932 026,7
Bons B.R.H.	5 670 000,0	-	-	174 985,0	100 000,0	-	5 944 985,0	-	-	-	-	-	5 944 985,0
Prêts	10 111 946,5	1 091 817,4	1 419 069,3	4 719 462,0	18 747 203,5	20 039 270,1	56 128 769,8	2 524 913,2	2 524 913,2	1 310 583,0	2 201 715,0	3 512 298,0	62 185 980,1
Dépôts	34 943 125,0	2 322 339,1	3 559 859,3	8 746 876,0	38 659 805,5	46 712 814,6	133 944 819,5	2 799 809,8	2 799 809,8	4 192 263,0	4 709 054,0	8 901 317,0	145 645 946,3
Avoir des Actionnaires	2 684 078,6	195 472,9	163 620,5	872 747,0	3 475 330,0	4 743 946,9	112 125 95,9	442 944,7	442 944,7	237 813,0	257 960,0	495 773,0	13 063 913,6

Source: BPH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

Tableau II.2 Chiffres clés des résultats par banque (En milliers de gourdes)

	Banque Nationale de Crédit (BNC)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Union Haïtienne ^{(B)H}	Capital Bank [*]	Sogebank	Unibank	Sous-Total	Sogebel	Sous-Total	CBNA	Scotiabank	Sous-Total	Total
2019 (Octobre 2018 - Septembre 2019)													
Revenus nets d'intérêt	3 221 471,2	115 263,4	1 387 947,6	1 388 234,0	3 313 482,0	3 393 767,3	12 800 165,5	336 531,4	336 531,4	85 314,0	-	85 314,0	13 222 010,9
Autres revenus	929 732,0	65 116,2	570 364,1	1 450 000,0	2 515 902,2	4 449 066,1	9 980 180,6	53 024,9	53 024,9	329 613,0	-	329 613,0	10 362 818,6
Dot. à la prov. pr créances dout.	287 500,0	17 625,7	174 662,9	88 661,0	553 840,1	227 669,3	1 349 959,0	33 277,6	33 277,6	-	-	-	1 383 236,6
Frais d'exploitation	2 479 346,9	163 471,8	1 172 161,0	1 652 494,0	3 997 615,9	4 558 058,3	14 023 147,9	230 469,6	230 469,6	303 198,0	-	303 198,0	14 558 815,5
Bénéfice net (Perte nette)	1 384 356,3	(717,9)	428 041,5	950 182,0	1 075 128,2	2 823 927,4	6 660 917,6	105 870,3	105 870,3	77 023,0	-	77 023,0	6 843 810,9
2018 (Octobre 2017 - Septembre 2018)													
Revenus nets d'intérêt	2 734 905,0	99 936,5	933 067,3	1 096 540,0	2 582 003,9	2 712 982,4	10 159 435,1	295 272,0	295 272,0	88 236,0	-	88 236,0	10 542 943,1
Autres revenus	967 091,0	59 158,4	503 324,2	1 000 953,0	2 350 878,0	2 829 435,9	7 710 840,4	75 033,3	75 033,3	259 855,0	-	259 855,0	8 045 728,8
Dot. à la prov. pr créances dout.	150 000,0	21 093,5	44 275,4	51 841,0	419 633,0	43 012,0	729 854,9	(16 171,8)	(16 171,8)	-	-	-	715 683,1
Frais d'exploitation	2 209 107,0	133 879,5	870 918,8	1 394 534,0	3 385 589,2	3 686 849,6	11 680 851,1	195 428,7	195 428,7	300 009,0	-	300 009,0	12 716 288,9
Bénéfice net (Perte nette)	1 342 889,0	4 121,9	364 857,1	520 902,0	911 859,6	1 947 479,9	5 082 109,5	139 465,3	139 465,3	33 149,0	-	33 149,0	5 264 723,8
2017 (Octobre 2016 - Septembre 2017)													
Revenus nets d'intérêt	2 323 544,4	129 116,6	737 099,4	955 346,0	2 176 252,4	2 050 189,8	8 371 548,6	308 820,3	308 820,3	94 952,0	108 104,0	203 056,0	8 883 424,9
Autres revenus	812 098,3	57 159,7	388 177,2	809 058,0	2 082 007,8	10 989 178,8	15 137 680,9	72 452,8	72 452,8	192 903,0	82 395,0	275 298,0	15 485 431,6
Dot. à la prov. pr créances dout.	130 000,0	25 628,0	(133,7)	27 948,0	289 380,5	(91 733,0)	381 089,8	17 567,7	17 567,7	-	8 775,9	8 775,9	407 433,4
Frais d'exploitation	1 901 960,4	147 432,7	816 153,5	1 224 897,0	3 027 752,9	3 358 836,3	10 477 032,9	180 904,1	180 904,1	255 403,0	223 834,0	479 337,0	11 137 273,9
Bénéfice net (Perte nette)	1 103 683,3	13 215,6	479,8	415 226,0	751 126,8	9 924 864,0	12 424 595,6	133 444,9	133 444,9	22 370,0	(51 042,3)	(28 672,3)	12 529 368,2
2016 (Octobre 2015 - Septembre 2016)													
Revenus nets d'intérêt	2 169 306,7	93 286,0	556 979,4	840 630,0	2 156 677,7	2 024 768,5	7 841 648,4	300 107,6	300 107,6	116 086,0	246 780,0	362 876,0	8 504 631,9
Autres revenus	732 582,5	63 343,2	343 281,9	696 086,0	2 063 580,7	6 099 074,9	9 997 949,2	58 223,8	58 223,8	176 924,0	174 840,0	351 564,0	10 407 737,1
Dot. à la prov. pr créances dout.	135 291,0	32 214,2	(11 499,6)	33 563,0	298 491,3	31 036,5	519 086,3	(5 469,4)	(5 469,4)	-	(3 227,9)	(3 227,9)	510 409,1
Frais d'exploitation	1 716 006,6	175 252,1	633 036,9	1 037 603,0	2 629 335,8	2 665 515,4	8 876 807,7	184 718,8	184 718,8	311 579,0	332 076,0	643 655,0	9 704 641,5
Bénéfice net (Perte nette)	1 050 591,7	(50 837,1)	181 106,8	372 439,0	1 002 423,4	5 269 631,5	7 825 055,2	131 116,8	131 116,8	(12 814,0)	64 807,2	51 993,2	8 008 165,2
2015 (Octobre 2014 - Septembre 2015)													
Revenus nets d'intérêt	1 521 940,6	82 989,5	345 084,6	753 475,0	1 710 505,2	1 970 231,3	6 384 206,1	253 988,0	253 988,0	159 957,0	206 886,0	366 145,0	7 004 349,1
Autres revenus	550 294,8	59 144,7	299 444,8	598 405,0	1 617 405,8	2 416 564,7	5 541 229,9	44 136,2	44 136,2	232 672,0	128 230,0	360 911,0	5 946 277,1
Dot. à la prov. pr créances dout.	140 131,8	37 471,1	162 88,6	33 447,0	495 679,3	111 988,0	870 907,0	18 550,0	18 550,0	1,0	-1 238,1	-1 237,1	888 219,9
Frais d'exploitation	1 420 752,9	130 746,2	409 481,2	840 652,0	2 132 954,5	2 212 490,5	7 147 077,2	153 109,0	153 109,0	260 618,0	260 836,0	521 454,0	7 827 640,2
Bénéfice net (Perte nette)	511 350,7	-26 103,1	135 158,8	383 545,0	553 277,2	1 800 586,5	3 357 815,0	92 326,9	92 326,9	91 252,0	49 627,9	140 879,9	3 591 021,8
2014 (Octobre 2013 - Septembre 2014)													
Revenus nets d'intérêt	1 114 026,7	105 949,1	224 731,4	615 745,0	1 450 420,2	1 335 583,3	4 904 467,7	179 630,7	179 630,7	1132 57,0	188 296,0	320 453,0	5 404 751,4
Autres revenus	530 621,9	52 373,8	160 245,3	454 753,0	1 559 916,6	2 250 690,1	5 008 602,8	43 700,5	43 700,5	278 969,0	93 348,0	372 371,0	5 424 620,3
Dot. à la prov. pr créances dout.	121 852,9	37 844,6	-11 747,3	32 740,0	409 789,0	54 988,8	645 468,0	10 906,3	10 906,3	(16 722,0)	642,3	-16 079,7	640 294,6
Frais d'exploitation	1 112 652,2	126 009,0	387 155,7	745 748,0	2 045 741,4	1 919 967,3	6 337 273,5	135 823,4	135 823,4	227 831,0	276 336,0	504 167,0	6 997 263,9
Bénéfice net (Perte nette)	410 143,6	-5 530,7	9 568,4	235 056,0	453 687,5	1 582 106,8	2 665 031,5	56 065,2	56 065,2	88 798,0	-7 862,9	80 935,1	2 852 031,8
2013 (Octobre 2012 - Septembre 2013)													
Revenus nets d'intérêt	963 620,9	122 304,6	190 071,5	520 307,0	1 280 187,7	1 239 308,1	4 335 799,9	185 458,6	185 458,6	127 654,0	223 387,0	351 041,0	4 872 299,5
Autres revenus	507 962,9	62 359,7	186 130,9	395 756,0	1 399 670,4	1 903 586,6	4 455 468,5	41 375,6	41 375,6	133 270,0	106 836,0	240 106,0	4 738 950,1
Dot. à la prov. pr créances dout.	65 000,0	32 047,0	(6 709,3)	28 694,0	291 593,7	40 653,5	451 280,9	33 904,9	33 904,9	19 485,0	-85 822,9	-66 337,9	418 847,9
Frais d'exploitation	990 195,8	121 551,4	344 031,0	644 337,0	1 768 894,4	1 743 69,5	5 617 979,2	117 119,5	117 119,5	7242 70,0	279 677,0	522 447,0	6 251 545,7
Bénéfice net (Perte nette)	436 389,0	31 085,9	38 880,7	194 425,0	499 828,8	1 286 905,3	2 487 293,6	55 341,1	55 341,1	-1 455,0	79 484,6	78 029,6	2 620 664,3

Sources: BPH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

Tableau II.3 Ratios financiers par banque

RENTABILITÉ	Banque Nationale de Crédit (BNC)		Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Union Haïtienne (BUH)	Capital Bank*		Sogebank	Unibank	Sogebel		Sous-Total	CBNA	Scotiabank	Sous-Total	Total
	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005
ROA (rendement de l'actif)	1.86%	2.07%	1.81%	1.95%	1.67%	1.87%	1.77%	3.58%	1.12%	2.85%	19.0%	13.4%	0.00%	0.00%	1.87%
2019 (oct. 18 - sept. 2019)	-0.02%	0.12%	0.38%	-15.0%	1.67%	15.87%	17.7%	3.58%	1.12%	2.85%	19.0%	13.4%	0.00%	0.00%	1.87%
2018 (oct. 17 - sept. 2018)	0.12%	0.38%	0.38%	-15.0%	1.67%	15.87%	17.7%	3.58%	1.12%	2.85%	19.0%	13.4%	0.00%	0.00%	1.87%
2017 (oct. 16 - sept. 2017)	0.38%	0.38%	0.38%	-15.0%	1.67%	15.87%	17.7%	3.58%	1.12%	2.85%	19.0%	13.4%	0.00%	0.00%	1.87%
2016 (oct. 15 - sept. 2016)	-15.0%	-15.0%	-15.0%	-15.0%	1.67%	15.87%	17.7%	3.58%	1.12%	2.85%	19.0%	13.4%	0.00%	0.00%	1.87%
ROE (rendement de l'actif des action.)	20.25%	23.35%	22.94%	26.55%	20.25%	20.25%	23.56%	26.72%	21.06%	60.94%	40.04%	22.94%	-3.04%	19.25%	36.35%
2019 (oct. 18 - sept. 2019)	1.67%	-9.23%	-44.26%	-184.81%	20.25%	20.25%	23.56%	26.72%	21.06%	60.94%	40.04%	22.94%	-3.04%	19.25%	36.35%
2018 (oct. 17 - sept. 2018)	-9.23%	-44.26%	-44.26%	-184.81%	20.25%	20.25%	23.56%	26.72%	21.06%	60.94%	40.04%	22.94%	-3.04%	19.25%	36.35%
2017 (oct. 16 - sept. 2017)	-44.26%	-44.26%	-44.26%	-184.81%	20.25%	20.25%	23.56%	26.72%	21.06%	60.94%	40.04%	22.94%	-3.04%	19.25%	36.35%
2016 (oct. 15 - sept. 2016)	-184.81%	-184.81%	-184.81%	-184.81%	20.25%	20.25%	23.56%	26.72%	21.06%	60.94%	40.04%	22.94%	-3.04%	19.25%	36.35%
Revenus nets d'intérêt en % des revenus d'intérêt	82.23%	87.02%	88.78%	91.44%	82.23%	82.23%	85.82%	75.43%	77.61%	77.13%	77.98%	57.75%	97.26%	0.00%	77.40%
2019 (oct. 18 - sept. 2019)	63.65%	62.1%	65.98%	65.73%	82.23%	82.23%	85.82%	75.43%	77.61%	77.13%	77.98%	57.75%	97.26%	0.00%	77.40%
2018 (oct. 17 - sept. 2018)	62.1%	65.98%	65.98%	65.73%	82.23%	82.23%	85.82%	75.43%	77.61%	77.13%	77.98%	57.75%	97.26%	0.00%	77.40%
2017 (oct. 16 - sept. 2017)	65.98%	65.98%	65.98%	65.73%	82.23%	82.23%	85.82%	75.43%	77.61%	77.13%	77.98%	57.75%	97.26%	0.00%	77.40%
2016 (oct. 15 - sept. 2016)	65.73%	65.98%	65.98%	65.73%	82.23%	82.23%	85.82%	75.43%	77.61%	77.13%	77.98%	57.75%	97.26%	0.00%	77.40%
Rendement moyen des prêts	8.67%	9.65%	9.65%	9.65%	8.67%	8.67%	13.43%	16.43%	12.20%	10.9%	11.82%	12.25%	10.1%	0.00%	11.84%
2019 (oct. 18 - sept. 2019)	4.43%	5.1%	5.1%	5.1%	8.67%	8.67%	13.43%	16.43%	12.20%	10.9%	11.82%	12.25%	10.1%	0.00%	11.84%
2018 (oct. 17 - sept. 2018)	5.1%	5.1%	5.1%	5.1%	8.67%	8.67%	13.43%	16.43%	12.20%	10.9%	11.82%	12.25%	10.1%	0.00%	11.84%
2017 (oct. 16 - sept. 2017)	5.1%	5.1%	5.1%	5.1%	8.67%	8.67%	13.43%	16.43%	12.20%	10.9%	11.82%	12.25%	10.1%	0.00%	11.84%
2016 (oct. 15 - sept. 2016)	5.1%	5.1%	5.1%	5.1%	8.67%	8.67%	13.43%	16.43%	12.20%	10.9%	11.82%	12.25%	10.1%	0.00%	11.84%
Rémunération moyenne des dépôts	1.27%	0.80%	0.60%	0.47%	1.27%	1.27%	2.37%	2.07%	1.22%	0.94%	1.28%	5.10%	0.05%	0.00%	1.30%
2019 (oct. 18 - sept. 2019)	1.94%	2.0%	2.14%	1.62%	1.27%	1.27%	2.37%	2.07%	1.22%	0.94%	1.28%	5.10%	0.05%	0.00%	1.30%
2018 (oct. 17 - sept. 2018)	2.0%	2.14%	2.14%	1.62%	1.27%	1.27%	2.37%	2.07%	1.22%	0.94%	1.28%	5.10%	0.05%	0.00%	1.30%
2017 (oct. 16 - sept. 2017)	2.14%	2.14%	2.14%	1.62%	1.27%	1.27%	2.37%	2.07%	1.22%	0.94%	1.28%	5.10%	0.05%	0.00%	1.30%
2016 (oct. 15 - sept. 2016)	1.62%	1.62%	1.62%	1.62%	1.27%	1.27%	2.37%	2.07%	1.22%	0.94%	1.28%	5.10%	0.05%	0.00%	1.30%
Depense d'exploitation en % du produit net bancaire (marge nette d'intérêt + autres revenus)	59.73%	59.67%	60.66%	59.13%	59.73%	59.73%	59.86%	58.94%	68.98%	58.12%	61.56%	59.16%	73.07%	0.00%	61.72%
2019 (oct. 18 - sept. 2019)	90.63%	84.15%	79.65%	11.88%	59.73%	59.73%	59.86%	58.94%	68.98%	58.12%	61.56%	59.16%	73.07%	0.00%	61.72%
2018 (oct. 17 - sept. 2018)	84.15%	79.65%	79.65%	11.88%	59.73%	59.73%	59.86%	58.94%	68.98%	58.12%	61.56%	59.16%	73.07%	0.00%	61.72%
2017 (oct. 16 - sept. 2017)	79.65%	79.65%	79.65%	11.88%	59.73%	59.73%	59.86%	58.94%	68.98%	58.12%	61.56%	59.16%	73.07%	0.00%	61.72%
2016 (oct. 15 - sept. 2016)	11.88%	11.88%	11.88%	11.88%	59.73%	59.73%	59.86%	58.94%	68.98%	58.12%	61.56%	59.16%	73.07%	0.00%	61.72%
Productivité par employé (000)	5 332.31	4 618.63	4 022.63	4 248.74	5 332.31	5 332.31	5 952.32	3 603.88	4 207.42	6 122.43	4 862.92	12 772.34	5 228.94	13 604.16	4 924.28
2019 (oct. 18 - sept. 2019)	1 403.73	1 219.12	1 188.47	924.07	5 332.31	5 332.31	5 952.32	3 603.88	4 207.42	6 122.43	4 862.92	12 772.34	5 228.94	13 604.16	4 924.28
2018 (oct. 17 - sept. 2018)	1 219.12	1 188.47	1 188.47	924.07	5 332.31	5 332.31	5 952.32	3 603.88	4 207.42	6 122.43	4 862.92	12 772.34	5 228.94	13 604.16	4 924.28
2017 (oct. 16 - sept. 2017)	1 188.47	1 188.47	1 188.47	924.07	5 332.31	5 332.31	5 952.32	3 603.88	4 207.42	6 122.43	4 862.92	12 772.34	5 228.94	13 604.16	4 924.28
2016 (oct. 15 - sept. 2016)	924.07	924.07	924.07	924.07	5 332.31	5 332.31	5 952.32	3 603.88	4 207.42	6 122.43	4 862.92	12 772.34	5 228.94	13 604.16	4 924.28

Source: BHH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1993.

Tableau II.5 Système Bancaire - Sommaire financier détaillé - Bilan par banque (devises et gourdes) AU 30 SEPTEMBRE 2019 (en milliers de gourdes)

	Banque Nationale de Crédit (BNC)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Capital Bank*	Sogebank	Unibank	Sous-Total	Sogebel	Sous-Total	CBNA	Sous-Total	Système
ACTIF											
Disponibilités											
Encaisse	11 647 368,0	231 382,0	1 590 441,2	906 639,0	4 133 868,5	2 346 903,8	20 856 572,5	33 777,6	46 578,0	46 578,0	20 936 929,1
Avoirs à la BRH	17 585 337,0	1 495 337,4	9 070 036,2	10 701 200,0	38 966 897,6	52 050 817,1	129 868 925,2	989 615,5	4 167 116,0	4 167 116,0	135 025 666,7
Avoirs à l'étranger	2 328 011,1	353 802,1	986 479,0	3 391 357,0	4 759 707,7	7 380 096,8	19 198 916,6	-	1 033 589,0	1 033 589,0	20 232 505,6
Avoirs dans les banques locales	-	-	28 031,5	2 278,0	5 582,0	-	35 901,5	102 226,1	-	-	138 127,6
Autres liquidités	145 328,3	6 167,9	4 424,7	27 937,0	371 122,4	395 833,2	950 813,5	5 765,8	78 180,0	78 180,0	1 034 759,3
	31 706 044,4	2 086 689,4	11 679 382,6	15 029 411,0	48 235 951,2	62 173 650,9	170 129,4	1 131 385,0	5 325 463,0	5 325 463,0	177 367 977,4
Bons B.R.H.											
Bons du trésor	1 000 000,0	540 000,0	300 000,0	-	-	-	1 840 000,0	-	-	-	1 840 000,0
Autres Placements	7 900 000,0	410 833,3	-	-	-	25 000,0	8 335 833,3	-	-	-	8 335 833,3
Portefeuille net	14 929 633,9	135 202,7	347 309,6	2 172 148,0	19 037 189,7	30 216 934,9	66 738 336,2	962 311,2	-	-	67 700 647,4
Immobilisations	21 240 071,6	735 168,4	15 103 214,6	11 531 934,0	32 111 842,9	38 736 782,9	119 459 014,4	4 681 835,3	610 585,0	610 585,0	124 751 434,7
Autres actifs	2 162 321,0	354 057,2	1 080 246,5	804 175,0	2 927 240,3	2 625 048,9	9 953 088,9	587 881,5	285 583,0	285 583,0	10 826 553,4
	2 555 854,1	634 135,9	291 268,2	490 202,0	2 989 154,9	3 134 352,5	10 082 967,6	999 816,4	29 845,0	29 845,0	11 122 628,0
	81 491 924,9	4 796 004,4	28 801 421,5	830 027 70,0	105 301 379,0	135 911 770,2	387 330 369,9	8 363 229,3	6 251 476,0	6 251 476,0	401 945 075,2
PASSIF											
Dépôts											
A vue	30 965 606,5	1 874 150,1	8 787 925,7	9 656 431,0	36 008 544,3	48 821 346,5	136 114 004,1	2 063 495,0	4 022 761,0	4 022 761,0	142 200 260,1
Épargne	20 468 012,0	483 361,9	4 212 126,5	5 580 434,0	28 544 183,3	43 263 547,1	102 351 664,8	772 508,7	524 317,0	524 317,0	103 848 460,4
A terme	10 625 179,0	1 705 567,8	9 161 785,6	8 876 056,0	21 724 314,3	23 900 210,2	75 993 112,9	2 442 086,0	14 286,0	14 286,0	78 449 484,9
	62 058 797,5	4 063 079,7	22 161 837,8	24 112 921,0	86 277 041,9	115 985 103,9	314 558 781,8	5 278 089,7	4 581 364,0	4 581 364,0	324 498 235,5
Obligations à vue											
Banques locales	-	-	-	400 000,0	-	-	400 000,0	-	-	-	400 000,0
Banques à l'étranger	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	2 578 834,4	190 865,4	1 081 190,6	1040 575,0	4 715 026,6	3 180 921,8	12 787 413,7	160 796,0	1 151 233,0	1 151 233,0	14 089 442,6
	2 578 834,4	190 865,4	1 081 190,6	1 440 575,0	4 715 026,6	3 180 921,8	13 187 413,7	160 796,0	1 151 233,0	1 151 233,0	14 489 442,6
Obligations à terme											
Banques locales	4 373 103,0	25 000,0	2 246 940,6	609 610,0	4 003 233,8	2 680 584,1	13 948 471,5	1 945 749,7	-	-	15 894 221,3
Banque à l'étranger	-	-	-	-	659,7	-	659,7	-	-	-	659,7
Autres	4 031 664,9	533 506,3	218 084,7	180 533,0	742 923,2	979 726,9	6 686 438,9	102 014,8	100 654,0	100 654,0	6 889 107,7
	8 404 767,9	558 506,3	2 465 025,3	790 143,0	4 746 816,7	3 670 311,0	20 635 570,1	2 047 764,6	100 654,0	100 654,0	22 783 988,7
Autres passifs											
	1 093 076,0	26 859,9	250 201,8	824 832,0	2 041 627,1	1 975 849,4	6 212 446,1	167 938,9	-	-	6 380 385,0
	74 135 475,8	4 839 311,3	25 989 255,5	27 168 471,0	97 780 512,3	124 812 186,0	354 894 211,7	7 654 589,1	5 813 251,0	5 813 251,0	369 162 051,8
AVOIR DES ACTIONNAIRES											
Capital versé	3 000 000,0	185 000,0	728 502,8	810 000,0	1 500 000,0	6 404 700,0	12 608 202,8	250 000,0	103 837,0	103 837,0	12 962 039,8
Réserves	959 252,0	78 594,8	360 099,7	358 225,0	2 480 397,4	1 395 127,2	5 63 696,1	305 532,7	59 288,0	59 288,0	5 986 516,9
Réserves (Prov. Pour pertes sur prêts)	159 999,9	-	-	-	-	-	159 999,9	-	-	-	159 999,9
Surplus d'apport	-	14 325,0	1 170 091,2	1 384,0	376 690,9	-	1 562 491,2	-	-	-	1 562 491,2
BNR	3 237 197,0	(301 226,7)	584 472,3	1 689 790,0	3 163 778,4	4 299 757,0	12 613 768,0	153 107,5	275 000,0	275 000,0	13 101 975,5
	7 556 448,9	(43 306,9)	2 843 166,0	2 859 399,0	12 095 594,2	32 636 157,9	708 640,2	708 640,2	438 225,0	438 225,0	33 783 023,2
	81 491 924,7	4 796 004,4	28 801 421,5	30 027 870,0	105 301 379,0	135 911 770,2	387 330 369,9	8 363 229,3	6 251 476,0	6 251 476,0	401 945 075,0
Hors-bilan											
Effets à l'encaissement											
Crédit documentaire	1 146 373,0	-	-	-	11 996,1	629,0	1 158 998,1	-	-	-	1 158 998,1
Autres	355 824,0	-	-	-	1 838 622,5	1 317 310,4	3 511 756,9	-	-	-	3 511 756,9
Portefeuille brut	7 735 704,5	185 921,2	1 541 316,2	372 570,0	6 761 928,4	1 528 207,0	18 125 649,3	573 018,7	1 660 053,1	1 660 053,1	20 358 721,1
Provisions pour créances douteuses	22 279 445,0	1 379 034,1	15 312 382,8	11 608 017,0	33 371 415,7	39 251 580,0	123 201 854,6	4 855 564,4	610 585,0	610 585,0	128 668 004,0
Portefeuille de crédit improductif	1 039 373,4	643 866,7	209 168,2	76 083,0	1 259 572,8	514 777,1	3 742 840,2	173 729,1	-	-	3 916 563,3
	5 372 195,4	1 097 886,0	295 927,8	89 516,0	584 779,0	295 626,4	7 735 930,6	673 709,6	-	-	8 409 840,2

Source: BPH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

Tableau II.6 Système Bancaire – Sommaire financier détaillé – Résultats cumulatifs par banque (en milliers de gourdes)

	Banque Nationale de Crédit (BNC)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Union Haïtienne (BUH)	Capital Bank*	Sogebank	Unibank	Sous-Total	Sogabel	Sous-Total	CBNA	Sous-Total	Système
Cumul 2019 (octobre 2018 – septembre 2019)												
REVENUS NETS D'INTÉRÊT												
Revenus d'intérêt												
Prêts	1 681 487,5	59 615,5	1 783 778,2	1 718 132,0	3 805 287,5	3 908 425,4	12 956 726,1	559 389,6	559 389,6	58 860 000	58 860,0	13 574 955,7
Intérêts sur Bons B.R.H.	639 139,0	73 552,4	22 442,4	5 863,0	40 626,9	13 216,1	794 839,7	-	-	-	-	794 839,7
Autres	1 597 223,2	47 928,9	24 393,1	89 855,0	423 349,6	478 227,1	2 660 976,9	23 382,9	23 382,9	28 857 000	28 857,0	2 713 216,8
	3 917 849,7	181 096,8	1 830 613,7	1 813 850,0	4 269 254,0	4 399 868,5	16 412 542,7	582 752,4	582 752,4	87 717 000	87 717,0	17 083 012,1
Dépenses d'intérêt	696 378,4	65 833,4	442 666,1	445 616,0	955 782,1	1 006 101,2	3 612 377,2	246 221,0	246 221,0	2 403 000	2 403,0	3 861 001,2
	3 221 471,2	115 263,4	1 387 947,6	1 368 234,0	3 313 482,0	3 393 767,3	12 800 165,5	336 531,4	336 531,4	85 314 000	85 314,0	13 222 010,9
Autres revenus												
Commissions	624 605,0	23 570,6	251 808,0	743 124,0	1 426 760,2	1 504 460,8	4 574 328,7	17 569,1	17 569,1	78 892 000	78 892,0	4 670 789,8
Gains sur change	200 923 000	34 117 368	163 484 240	223 707 000	534 436 008	582 503 303	1 739 170,9	21 304,4	21 304,4	162 806 000	162 806,0	1 923 281,4
Autres	104 204,0	7 428,3	155 071,8	483 169,0	554 706,0	2 362 102,0	3 666 681,0	14 151,4	14 151,4	87 915 000	87 915,0	3 768 747,4
	929 732 000	65 116 242	570 364 055	1 450 000 000	2 515 902 240	4 449 066 085	9 980 180 623	53 024 945	53 024 945	329 613 000	329 613 000	10 362 918 568
Produit net bancaire	4 151 203,2	180 379,6	1 958 311,6	2 818 234,0	5 829 384,2	7 842 833,4	22 760 346,1	389 556,4	389 556,4	414 927 000	414 927,0	23 584 829,5
Dotation à la provision pour créances douteuses	287 500,0	17 625,7	174 662,9	88 661,0	553 840,1	227 669,3	1 349 959,0	33 277,6	33 277,6	-	-	1 383 236,6
Bénéfice avant dépenses d'exploitation et impôts sur le revenu	3 863 703,2	162 753,9	1 783 648,8	2 729 573,0	5 275 544,1	7 615 164,0	21 430 387,1	356 278,8	356 278,8	414 927 000	414 927,0	22 201 592,9
DÉPENSES D'EXPLOITATION												
Salaires et avantages sociaux	1 520 834,8	81 781,7	483 249,2	582 387,0	1 900 908,6	1 994 927,6	6 564 088,8	104 211,0	104 211,0	105 637 000	105 637,0	6 773 936,8
Frais de locaux	109 586,6	17 927,9	215 323,6	215 872,0	175 244,1	234 352,7	968 306,9	40 793,9	40 793,9	25 795 000	25 795,0	1 034 895,7
Amortissement	95 818 000	9 662 843	91 080 755	89 140 000	271 101 246	358 068 178	914 871,0	14 175,4	14 175,4	28 207 000	18 207,0	947 253,4
Autres dépenses d'exploitation	753 107,5	54 099,4	382 507,4	765 095,0	1 850 362,0	1970 709,9	5 575 881,2	71 289,4	71 289,4	153 559 000	153 559,0	5 800 729,6
	2 479 346 910	163 471 763	1 172 160 965	1 652 494 000	3 997 615 905	4 558 056 345	14 023 147,9	230 469,6	230 469,6	303 198 000	303 198,0	14 556 915,5
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LE REVENU	1 384 356,3	(717,9)	611 487,8	1 077 079,0	1 277 928,2	3057 105,7	7 407 239,2	125 809,2	125 809,2	11 729 000	11 729,0	7 644 771,4
Impôts sur le revenu	-	-	183 446,3	126 897,0	202 800,0	233 176,3	746 321,6	19 938,8	19 938,8	34 706 000	34 706,0	800 966,4
BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE)	1 384 356,3	(717,9)	428 041,5	950 182,0	1 075 128,2	2 823 927,4	6 660 917,6	105 870,3	105 870,3	77 023,0	77 023,0	6 843 910,9

Source: BBU/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

AGD	Administration Générale des Douanes
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BRH	Banque de la République d'Haïti
BRI	Banque des Règlements Internationaux
CNSA	Coordination Nationale pour la Sécurité Alimentaire
DGI	Direction Générale des Impôts
DIGCP	Direction de l'Inspection Générale des Caisses Populaire
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
ED'H	Électricité d'Haïti
ÉU	États-Unis d'Amérique
FED	Réserve Fédérale Américaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FDI	Fonds de Développement industriel
IFBC	Institut de Formation de la Banque Centrale
IPC	Indice des Prix à la Consommation
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MD ÉU	Millions de dollars américain
MG	Millions de Gourdes
MMG	Milliards de Gourdes
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OFATMA	Office d'Assurance-Accidents du Travail, Maladie et Marternité
ONG	Organisations Non Gouvernementales
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit Net Bancaire
TCA	Taxe sur le Chiffre d'Affaires
UAI	Unité audit Interne
UGCF	Unité de Gestion et de Contrôle Fiscal
UGB	Unité de Gestion des Bâtiments
UMN	Unité du Musée Numismatique
UOM	Unité Organisation et Methode
USAID	l'Agence Américaine pour le Développement International

Titre : Rapport annuel 2019

Dépôt légal: 24-02-26

No.17-11671

Bibliothèque Nationale d'Haïti

Conception et Mise en page :

Direction Communication

Service Impression et Publication

Banque de la République d'Haïti

Achevé d'imprimer: Juin 2024

Imprimeur : Protech Inc., Canada

Pour toutes informations, s'adresser à :

Banque de la République d'Haïti

Direction Monnaie et Analyse Économique

Port-au-Prince, Haïti

Boîte postale : (BP) 1570

Téléphone : (509) 2299-1200 / (509) 2299-1251

Télécopieur : (Fax) (509) 2299-1149

Internet : <http://www.brh.ht>

ISSN 0257 4349

